HAL
open science

Les mules de la mode : mobilités de commerçantes angolaises entre le Brésil et la Chine

Léa Barreau

To cite this version:

Léa Barreau. Les mules de la mode : mobilités de commerçantes angolaises entre le Brésil et la Chine. Science politique. Université de Bordeaux, 2016. Français. NNT : 2016BORD0431 . tel-01478538

HAL Id: tel-01478538

https://theses.hal.science/tel-01478538

Submitted on 28 Feb 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE PRÉSENTÉE POUR OBTENIR LE GRADE DE

DOCTEUR DE
L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

École Doctorale SP2 : Sociétés, Politique, Santé Publique
SPÉCIALITÉ Sciences Politiques
LABORATOIRE Les Afriques dans le Monde

Par Léa BARREAU

LES MULES DE LA MODE

Mobilités de commerçantes angolaises au Brésil et en Chine

Sous la direction de : Michel CAHEN

Soutenue le 12 décembre 2016

Membres du jury :

Mme Fariba Adelkhah, Directrice de recherche, FNSP / CERI, *présidente du jury*
Mme Chloé Buire, Chargée de recherche au CNRS, Science Po Bordeaux / LAM
M. Michel Cahen, Directeur de recherche CNRS, Sciences Po Bordeaux / LAM, *directeur de thèse*
Mme Camille Goirand, Professeure des Universités, Sorbonne Nouvelle-Paris 3, IHEAL / CREDA, *rapporteure*
M. Didier Péclard, Maître d'enseignement et de recherches, Université de Genève / Global Studies Institute, *rapporteur*
M. Ricardo Soares de Oliveira, Professeur des Universités, Université de Oxford / St Peter´s College

Titre : LES MULES DE LA MODE, Mobilités de commerçantes angolaises au Brésil et en Chine

Résumé :

Cette thèse s'appuie sur les expériences professionnelles de voyage de commerçantes transnationales angolaises qui voyagent à l'étranger pour rapporter des produits manufacturés (vêtements, chaussures, accessoires féminins) qu'elles transportent directement dans leurs valises sans déclarer l'objectif commercial de leur activité. Ce commerce, pratiqué sur l'ensemble du continent africain s'est intensifiée en Angola avec la fin de la guerre en 2002 et l'ouverture des relations internationales avec des partenaires comme le Portugal, le Brésil, Dubaï et la Chine. Ce travail analyse deux vagues de mobilités commerciales féminines : de l'Angola vers le Brésil et de l'Angola vers la Chine. S'intéressant aux rôles spécifiques des femmes africaines sur trois espaces, l'observation menée sur les marchés de São Paulo, Luanda et Canton s'inscrit dans la perspective de la globalisation « par le bas ». Interrogeant les processus émancipatoires, ce travail cherche à vérifier si la circulation commerciale permet aux femmes de prendre conscience des rapports de pouvoir qui les marginalisent et de développer leur capacité à les transformer. Cependant, la thèse défendue est que les caractéristiques de l'économie « parallèle » où les frontières entre le légal, l'illégal, le licite et l'illicite se confondent, conditionnent les capacités d'autonomisation des femmes et pénalisent la revendication de leurs droits. À l'heure de l'accélération de la globalisation des échanges entre pays du Sud, cette thèse a pour ambition de donner une vision intimiste et féministe de la mobilité en suivant le parcours et les récits de vie de plusieurs femmes angolaises entre le Brésil, l'Angola et la Chine.

Mots clés :
Femmes, mobilités, voyages, commerce, mode populaire, marchés, douanes, rapports de genre et de pouvoir, Brésil, Angola, Chine, globalisation

---

Title : FASHION MULES, The mobility of Angolan women traders between Brazil and China.

Abstract :

This thesis is based on the professional experiences of a small group of transnational Angolan traders how travel abroad to bring back manufactured products (clothing, shoes, and women's accessories) that they transport in their suitcases without declaring the commercial aim of this activity. After the end of the Angolan civil war in 2002, allowing for the opening of international relations with partners such as Portugal, Brazil, Dubai and China, the feminization of this commercial practice intensified. This thesis analyzes these phenomena through different case studies involving two waves of female transnational traders: the first being from Angola to Brazil, and the second from Angola to China. By investigating the specific roles of these African women in the three different spaces where they were observed, the markets of São Paulo, Luanda and Guangzhou, the research fits into the perspective of globalization from below. By investigating these emancipatory processes, this research attempts to verify if this commercial activity allows the women to become conscious of the power relations that marginalize them and whether this consciousness develops the capacity to transform them. However, the thesis defended here assumes that the characteristics of the "parallel" economy, where the borders blur between legal and illegal, licit and illicit, condition the capacities of the women's empowerment and put them at a disadvantage in the collective demands for their rights. At of time when globalization is accelerating, this study endeavors to give an intimate, feminist vision of mobility through the journey and the life stories of various Angolan women as they travel between Brazil, Angola and China.

Keywords :

Women, mobility, travels, commerce, popular fashion, markets, customs, gender roles, power relations, Brazil, Angola, China, globalization.

Unité de recherche

Les Afriques dans le Monde, UMR 5115, LAM - IEP de Bordeaux, 11 allée Ausone, Domaine universitaire, 33607 Pessac Cedex

« Je réponds ordinairement à ceux qui me demandent la raison de mes voyages : que je sais bien ce que je fuis, et non pas ce que je cherche ».

Michel de Montaigne*, Les Essais,* 1572

« L'africanisme n'est pas une discipline, mais l'Afrique pose aux disciplines de multiples questions, propose des formes de nomadisme, comme le disait naguère Christian Coulon, et leur demande de se faire in-disciplinées, d'aller au-delà des cadres tout prêts ».

Alain Ricard, Ouverture des 4èmes REAF, 5 juillet 2016

« L'écriture est l'urgence du sens ».

Daniel Vidal, *La sociologie dans son écriture,* 1985

SOMMAIRE

SOMMAIRE **5**

REMERCIEMENTS **9**

INTRODUCTION **12**

INVITATION AUX VOYAGES 12

La carte du monde de Linda 13

Féminisation et globalisation du commerce informel en Afrique 16

Les entrepreneurs de la « mondialisation par le bas » 19

PROBLÉMATISATION DU SUJET 21

Les nouvelles figures de commerçantes africaines 21

Des circulations commerciales émancipatrices ? 26

Du Mozambique à l'Angola… genèse du projet 31

L'IMPORTATION À LA VALISE EN ANGOLA 36

Les racines politiques de l'économie de la « débrouille » en Angola 36

La féminisation du secteur informel en Angola 42

L'importation à la valise et l'industrie de la confection brésilienne 44

UNE ENQUÊTE MULTI-SITUÉE 46

Brésil : dans les bas-fonds de la mode à São Paulo 48

Angola : sur les marchés du prêt-à-porter à Luanda 49

Chine : dans le quartier « africain » de Canton 53

CARTES D'EMBARQUEMENT 55

CHAPITRE 1. PENSER LA PÉRIPHÉRIE GLOBALE EN PARTANT D´ELLES **58**

I. LA GLOBALISATION VUE D'EN BAS 59

1. Commerçants, entrepreneurs et marchands *61*

2. L´entreprenariat africain informel et le commerce du poor to poor *65*

3. Penser la périphérie globale par les pratiques *71*

4. Le politique et la globalisation par « le bas » *78*

II. POUR UNE APPROCHE FÉMINISTE INTERSECTIONNELLE 81

1. Les expériences de voyage des femmes comme phénomènes politiques *81*

2. Recueillir les récits de femmes dans les mouvements transnationaux *88*

3. Le sexe de l'enquête en question *92*
4. Être femme en « terrain sensible » *95*
CONCLUSION DU CHAPITRE 1 98
CHAPITRE 2. DES COMMERÇANTES AFRICAINES AU BRÉSIL 99
I. DANS LES BAS-FONDS DE LA MODE BRÉSILIENNE 100
1. À la recherche des commerçantes africaines dans les hôtels du Brás *103*
2. L'hôtel, objet politique transnational *106*
3. Le « restaurant africain » de l'hôtel Vitoria *109*
4. Une immersion dans la Feira da Madrugada *111*
5. Localisation des « zones africaines » à São Paulo *117*
6. La fusion des corps et les objets *118*
II. DES MULES DE LA DROGUE AUX MULES DE LA MODE 121
1. Les « mules » : entre contrebandes et trafics de drogue *121*
2. Des femmes africaines dans les prisons de São Paulo *124*
3. Des frontières poreuses entre le légal et l'illégal : la confusion des genres *127*
4. La confection populaire à São Paulo *131*
5. Formalisation d'une économie en déclin *137*
CONCLUSION DU CHAPITRE 2 144
CHAPITRE 3. L'EXPORTATION DU MIRACLE BRÉSILIEN VERS L´ANGOLA 147
I. DU COMMERCE TRIANGULAIRE AU COMMERCE DE HAVAIANAS 148
1. L'Atlantique Sud comme un miroir entre le Brésil et l´Angola *149*
2. Brésil / Angola: « je t'aime moi non plus » *152*
3. La dépendance aux importations et les marchés informels en Angola *158*
4. 2002 : l'année du mariage entre le Brésil et l'Angola *162*
II. LE « MIRACLE » BRÉSILIEN À VENDRE 168
1. « Si ça vient du Brésil tout le monde le veut en Angola ! » *169*
2. « Fashion victimes » ou le pouvoir des Telenovelas *173*
3. Les ambiguïtés de la fascination et de la répulsion du Brésil *179*
4. La fin des mobilités vers le Brésil ? *182*
CONCLUSION DU CHAPITRE 3 186

CHAPITRE 4. L'IMPORTATION ET LE PASSAGE AUX DOUANES EN ANGOLA.....187

I. L'ARRIVÉE À L'AÉROPORT DE LUANDA 188

1. L'atterrissage à Luanda et les tentatives d'immersion 188

2. Les « retrouvailles » avec les commerçantes comme fil d'Ariane 190

3. Alda, le marché noir des billets d'avion 193

4. Des méthodes d'importation qui contournent les contraintes politiques et économiques.....196

II. (EN)JEUX POLITIQUES DU PASSAGE AUX DOUANES..... 200

1. L'importation et les douanes comme objets politiques.....202

2. Ces bureaucrates en uniformes qui arrachent le cœur des femmes.....206

3. Le rapport aux douanes comme rapport au politique 211

4. Le passage à la douane est une loterie.....214

5. Les enjeux politico-économiques de la modernisation des douanes.....222

CONCLUSION DU CHAPITRE 4..... 230

CHAPITRE 5. LES STRATÉGIES DE VENTE SUR LES MARCHÉS DE LUANDA.....232

I. SUR LES MARCHÉS : DISTRIBUTION ET STATÉGIES DE VENTE. 233

1. Après le passage aux douanes, l´arrivée sur le marché….....233

2. Le travail des femmes dans le secteur informel en Angola.....237

3. L'évolution des trajectoires de la mobilité commerciale 245

4. Du commerce transfrontalier au commerce transnational 252

5. Représentation de chaque destination en fonction de l´historique des départs.....255

II. LES STRATÉGIE COMMERCIALES ET LA RÉUSSITE ÉCONOMIQUE 259

1. Concurrences et bénéfices sur le marché 260

2. Les figures de réussites 264

3. Mobilités féminines et accumulation de capital économique et symbolique 266

4. De la réputation des femmes qui voyagent.....270

5. L'argent de la femme, c´est sacré !.....272

6. De l'invisibilité du commerce féminin.....275

CONCLUSION DU CHAPITRE 5 277

CHAPITRE 6. DES COMMERÇANTES AFRICAINES EN CHINE : SUITE OU FIN ?.....279

I. LES MOBILITÉS COMMERCIALES ANGOLAISES VERS LA CHINE280

1. Voyages vers la Chine et nouvelles amitiés sino-angolaises *283*

2. Adeus Brasil, Níhâo China ! L'attrait commercial de la Chine *286*

3. Savoir-faire et adaptation aux contraintes du marché chinois *291*

4. Xiaobei ou le quartier surnommé « Chocolate City » *295*

II. TENTATIVES D'OBSERVATION ET IMPASSES MÉTHODOLOGIQUES 300

1. Dans les hôtels et restaurants africains de Canton *301*

2. Politiques sécuritaires : impacts locaux et transnationaux *307*

3. Les confidences d'une commerçante angolaise *319*

4. Le reflux des mobilités africaines et l'interruption de l'enquête *324*

CONCLUSION DU CHAPITRE 6 328

CONCLUSION : Quel avenir pour les « mules » de la mode ? 331

Les bénéfices matériels et symboliques du voyage 332

Si loin pour si peu 335

La permanence des frontières et du protectionnisme 339

La crise des mobilités : quelles reconversions possibles ? 342

SOURCES ORALES 345

BIBLIOGRAPHIE 349

TABLE DES ANNEXES 363

REMERCIEMENTS

Ce que j'admire dans le monde de la recherche c'est la solidarité et l'entraide que j'ai pu constater à chaque fois que j'ai demandé un conseil à mes collègues. J'ai toujours été surprise par la générosité avec laquelle les chercheurs(es) partagent leurs productions pour un but commun : celui de la création de connaissances. Je remercie donc toute la communauté scientifique qui se bat pour continuer à créer et à transmettre malgré le manque de moyens et les obstacles quotidiens.

En tout premier lieu, je tiens à exprimer mon immense gratitude envers mon directeur de thèse, Michel Cahen, qui a toujours été présent, compréhensif et impliqué dans ma recherche. C'est grâce à son soutien permanent que j'ai débuté mon doctorat et que je le termine dans de bonnes conditions. Je le remercie très sincèrement pour le temps qu'il a pris pour répondre à mes e-mails afin d'apaiser mes craintes et me donner du courage quand j'avais envie de baisser les bras.

Je souhaite par ailleurs exprimer ma reconnaissance aux organismes qui ont rendu possible la réalisation de ce travail. Je remercie tout particulièrement mon laboratoire de recherche *Les Afriques dans le Monde* (LAM) à Sciences Po Bordeaux. Merci à toute l´équipe du LAM d´avoir soutenu mon projet et d'avoir fait des efforts pour intégrer les doctorants dans la vie scientifique. Je remercie donc sincèrement mon université et l´École doctorale ESP2 pour leur confiance et leur soutien financier.

La réalisation de ce projet de recherche n'aurait pas été possible sans la participation de plusieurs institutions partenaires. Au Brésil, je remercie le Réseau Français d'Études Brésiliennes (REFEB) pour avoir financé le séjour. Merci également aux membres du groupe de recherche de Vera Telles pour m'avoir intégrée à l'Université de São Paulo (USP).

Pour le séjour de recherche en Angola, je remercie vivement l'Institut Français d'Afrique du Sud (IFAS) qui a participé au financement de la mission. Je suis également reconnaissante aux chercheurs du Centro de Estudo e Investigação Científica (CEIC) de l'Université Catholique d'Angola pour m'avoir offert de bonnes conditions de travail.

Pour l'enquête en Chine, je remercie le centre de géographie de l´Université de Sun Yat Sen à Canton et le professeur Zhigang Li pour son accueil. Un grand

merci à mon assistante chinoise Xiaofeng Lu sans qui je n'aurais pas été capable de me déplacer à mon arrivée en Chine. Je tiens à remercier Manon Diederich pour ses gentils conseils et son aide pour m'intégrer à Canton. Merci également à Heidi Østbø Haugen sans qui je n'aurais pas été capable de localiser si vite les « zones angolaises » du quartier Xiaobei.

Enfin, pour la phase de rédaction je remercie l'Institut de Sciences Sociales (ICS) de l'Université de Lisbonne pour m'avoir offert d'excellentes conditions de travail. Merci à Maria Goretti pour son accueil et à Marzia Grassi pour ses précieux conseils.

Des personnes extraordinaires ont croisé mon chemin au long de cette aventure de thèse, j'ai beaucoup appris de chacun de vous, je lance donc un grand merci à toutes les personnes qui ont participé à l´élaboration de ce travail. Je remercie sincèrement les commerçantes de mon enquête, merci pour la confiance que vous m'avez accordée.

Au Brésil, je remercie mes amis Lia Vainer et Carlos Freire pour leur soutien intellectuel et moral. En Angola, je remercie Murielle Mignot pour son accueil et ses conseils avisés. Mes remerciements les plus chaleureux vont à Guilherme Elias Cussecala, mon ancien étudiant et ami, pour son aide pendant l´enquête à Luanda. En Chine, je remercie mes amis chinois Qiangjie Yuan, Jacky et Alex pour leur accueil si généreux.

J'aimerais aussi rendre hommage à deux personnes qui m'ont beaucoup inspirée et que j'aurais aimé avoir dans ma soutenance de thèse mais qui ne pourront malheureusement pas être présentes. Il s'agit d'Alain Tarrius qui restera toujours une source d'inspiration par ses méthodes audacieuses et Sylvie Bredeloup dont les recherches m'ont guidé par la Chine. Je remercie également les personnes qui, par leurs commentaires critiques, leurs relectures rigoureuses m'ont aidé à mûrir ma réflexion. Merci à Ute Röschenthaler, Muriel Gomez-Perez, Laurence Marfaing, Régis Minvielle et Chloé Buire. Merci de m'avoir donné l'opportunité d'échanger sur mes travaux par le biais de conférences et de publications.

J'adresse un remerciement spécial à Lou Satre pour la réalisation des collages qui rythment les chapitres de cette thèse. Je remercie très chaleureusement Alexia Ibars pour son excellent travail pour la réalisation des cartes qui situent les zones de l'enquête. Merci aussi à Brad Safarik pour la traduction du résumé en anglais et à Emerência Rolo pour la traduction en portugais. Enfin, je remercie infiniment Martine Fragoas, Fabiana Brás Bahia, Nicolas Bochud,

Christophe Araújo, Louison Cahen-Fourot, Cyrielle Maingraud-Martinaud, Maud de la Chapelle et ma mère pour leurs relectures !

J'adresse un remerciement très spécial à Daniel Belet, mon parrain de cœur, qui m'a toujours soutenu et accompagné depuis le début de mes études.

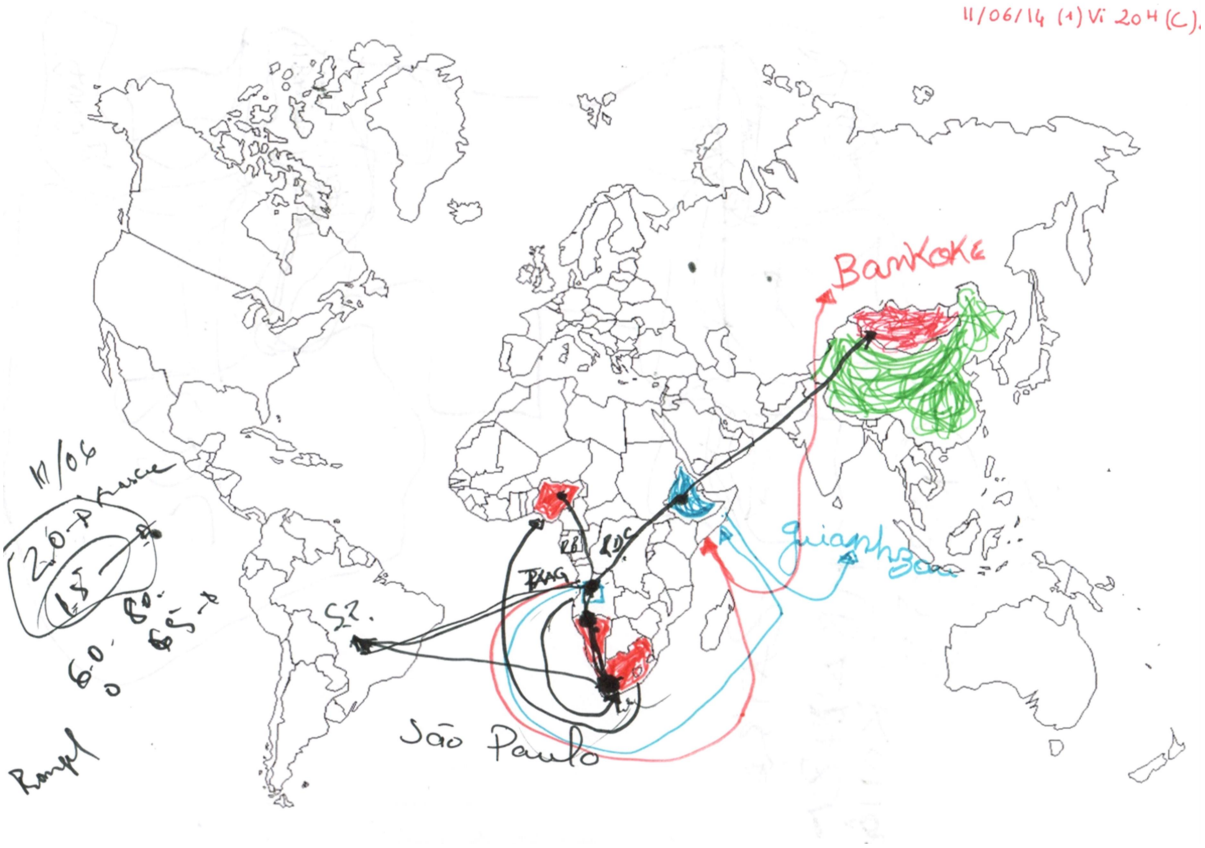
Les remerciements qui me tiennent le plus à cœur vont à mes amis Maria de Lurdes Mangueleze, Louis Violeau, Caroline Absi, Chloé Josse-Durand, Melina Revuelta, Emerência Rolo et Christophe Araújo qui m'ont tant épaulé pendant ces quatre années.

Merci enfin à toute ma famille qui, même si elle n'a pas toujours compris pourquoi je me suis autant cassée la tête pour quelques « vendeuses de t-Shirts », m'a apporté beaucoup de réconfort dans les moments difficiles.

Je dédie ma thèse à ma mère, cette *moambeira* du Bassin d'Arcachon.

Léa Barreau, Lisbonne, 12 octobre 2016

INTRODUCTION



Carte 1 : Le monde vu par Linda. Carte des mobilités d'une commerçante angolaise dans le monde, 11 juin 2014, Viana, Province de Luanda, Angola.

INVITATION AUX VOYAGES[1]

Il est 20 heures dans la municipalité de Viana, une zone résidentielle située à 18 km au Sud-Est de Luanda, la capitale de l'Angola. En ce mercredi 11 juin 2014, nous sommes réunis dans la famille de Linda[2], une commerçante angolaise de trente-six ans qui importe des

[1] J'emprunte à Charles Beaudelaire le titre de son poème « Invitation au voyage » tiré des *Fleurs du mal*, 1857.

[2] Tous les prénoms des commerçantes ont été modifiés pour protéger leur anonymat. Je remercie ces femmes pour toutes les informations qu'elles ont bien voulu délivrer sur leurs vies, leurs méthodes de travail, leurs luttes au quotidien ; c'est-à-dire autant leurs

vêtements du Brésil, de Namibie, d'Afrique du Sud, de Thaïlande et de Chine pour les revendre à prix de gros sur un marché populaire du centre de Luanda. Linda, son mari et ses quatre enfants vivent depuis trois ans dans une maison en travaux encerclée de hauts murs en ciment dans un quartier sans système d'éclairage public dont les routes de terre battue sont régulièrement détériorées par les fortes pluies. La pièce principale est dénudée, elle contient seulement un canapé, une grande télévision à écran plat, une table, des chaises en plastique et un congélateur. Linda parle de ses futurs projets d'aménagement dans la maison en espérant construire un premier étage afin d'installer des chambres pour les enfants. Dans le jardin, la voiture de son mari (un 4x4 Hyundai rutilant) est garée. Les conditions matérielles dans lesquelles vit cette famille angolaise offrent des indices d'une émergence économique, dynamisée par les bénéfices des voyages de Linda qui complètent le salaire de son mari douanier à l'aéroport de Luanda.

La carte du monde de Linda

La carte ci-dessus[3] élaborée par Linda révèle les zones géographiques où les commerçantes à la valise d'Angola voyagent pour achalander leurs marchandises. Les principaux marchés d'approvisionnement se situent au Brésil, en Namibie, en Afrique du Sud, en Thaïlande, à Dubaï et en Chine. Cette carte doit être lue en deux temps. Il faut d'abord regarder les parties en couleur puis les traits marqués au feutre noir. Les zones coloriées ont été remplies par Linda, celles en noires par son mari. Lors de l'entretien, j'avais invité Linda à choisir des feutres de couleurs pour identifier les pays où elle voyage et les trajets qu'elle effectue entre Luanda et ses diverses destinations commerciales.

---

souffrances que leurs succès. Je connais seulement les prénoms de mes interlocutrices car elles n'ont jamais décliné leur identité complète ni leurs noms de famille mais elles ont toutes accepté que leurs propos soient enregistrés avec un dictaphone. J'étais dès le départ transparente sur mon identité de doctorante française et sur l'usage de mes observations pour une recherche académique. Toutefois, aucun des propos recueillis dans la confidence ou sans l'autorisation de mes enquêtés n'est ici retranscrit. Par souci de protection de l'identité de mes informatrices j'ai inventé des prénoms fictifs à partir d'une liste des prénoms les plus traditionnels en Angola.

[3] L'exploitation de cette carte a fait l'objet d'un article publié dans la revue de l'IFRE : Léa BARREAU, « Itinéraires d'une commerçante dans la globalisation », *Cahiers de l'IFRE,* n° 2, décembre 2015, pp. 17-23.

Pour l'Afrique du Sud et la Namibie, Linda s'est repérée facilement mais elle a pris plus de temps pour situer le Brésil sur la carte. « Moi je vais au Brésil... Ah, voilà, je crois que c'est là le Brésil »[4] disait-elle en coloriant en rouge le Nigéria. Elle a ensuite représenté ses vols en avion vers la Thaïlande avec une escale en Éthiopie et la destination « Bankoke » a été placée au-dessus de la Mongolie. Elle a ensuite colorié la Chine en vert et tracé ses trajets entre Luanda et « Guanhzou »[5] comme s'il s'agissait de routes maritimes qui contourneraient le continent africain. En dehors d'une question de connaissances limitées en géographie – Linda a interrompu ses études à la fin de l'école élémentaire – cette « erreur » de localisation est intéressante. Car elle montre la représentation que Linda se fait du Brésil, ou plutôt, l'image du Brésil à laquelle elle a accès. En effet, ses voyages sont de très courte durée (entre cinq et sept jours) et elle séjourne toujours dans le même hôtel situé dans un quartier industriel de la ville de São Paulo. C'est dans ce quartier qu'elle achète des vêtements, des chaussures et des accessoires féminins pour les revendre à Luanda.

Toutefois, l'« erreur » de localisation de Linda n'a pas paru aussi intéressante à son mari. À la fin de l'entretien, celui-ci a observé la carte et s'est emparé d'un feutre noir pour « corriger » les trajets effectués par sa femme. Il a alors redessiné avec des lignes droites les voyages de Linda en Namibie, en Afrique du Sud, au Brésil et en Chine (qu'il a aussi confondu avec la Mongolie). Il a alors écrit « S. P. » sur le Brésil pour signaler la ville de São Paulo qu'il a placé en plein milieu du pays. Le mari de Linda travaille comme douanier à l'aéroport et a une formation universitaire mais il n'a jamais voyagé. Néanmoins, il possède des connaissances « théoriques » qui lui permettent de mieux répondre à cet exercice cartographique. Son intervention s'est suivi d'un résumé de l'histoire de l'Angola et des conséquences dramatiques de la guerre civile qui a

[4] Entretien avec Linda, réalisé le 11 juin 2014, Viana, Angola.
[5] Il s'agit en fait de « Guangzhou » ou Canton en français, une ville du Sud de la Chine particulièrement dynamique dans le commerce extérieur.

duré de 1975 à 2002[6] tout en gribouillant la carte de plusieurs chiffres sur le nombre de morts pendant la guerre civile. Il a ensuite retourné la carte du monde pour dessiner une carte de l'Angola à partir de laquelle il nous a expliqué les zones de conflit occupées par l'UNITA[7] et ses alliés sud-africains dans les années 1980. La carte mentale a libéré chez lui un discours sur un contexte politique dont l'histoire est encore controversée en Angola[8].

Bien que le mari de Linda n'ait jamais voyagé, il manipulait l'outil cartographique avec plus d'aisance en raison de son niveau de formation. Discréditant les connaissances acquises par Linda lors de ses nombreux voyages, il a assumé un rôle dominant en déployant ses connaissances « théoriques ». Néanmoins, l'exercice cartographique a permis à Linda de prendre conscience de l'ampleur de ses mobilités en ayant devant elle une représentation globale de ses trajets dans le commerce transnational.

L'espace-monde que révèle la carte de Linda met en relation plusieurs périphéries au sein du « nouveau capitalisme marchand »[9] et met également en lumière l'importance du rôle des femmes dans ces échanges économiques. Elle justifie en quelque sorte les travaux qui valorisent depuis les années 2010 la spécificité du travail des femmes dans la mondialisation[10]. Mais les conclusions à retirer de l'exercice de la carte du monde complétée par Linda doivent être prises avec précaution. Je soulignerai tout d'abord la place ambiguë que j'occupais en tant qu'enquêtrice blanche, universitaire et française puisque

---

[6] J'aborderai le contexte historique de l'Angola dans la suite de l'introduction.
[7] Acronyme portugais signifiant Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola.
[8] Voir le dossier thématique de la revue *Politique Africaine* sur le contexte politique angolais : Didier PÉCLARD, « Les chemins de la « reconversion autoritaire » en Angola ». *Politique africaine*, n° 110 (15 novembre 2012): 5-20.
[9] Michel PERALDI, « Aventuriers du nouveau capitalisme marchand, Essai d´anthropologie de l´éthique mercantile », pp.73-109, in Fariba ADELKHAH & Jean-François BAYART, Voyages du développement, émigration, commerce, exil, Karhtala, 2007, 368 p.
[10] Voir notamment Jules FALQUET, Helena HIRATA, Danièle KERGOAT, Brahim LABARI, Nicky LE FEUVRE & Fatou SOW *Le sexe de la mondialisation, Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, 334p.

l'exercice de la carte exigeait des connaissances préalables qui ont pu mettre Linda dans une situation d'infériorité. La carte remplie par Linda et son mari donne un aperçu des multiples enjeux que posent les mobilités transnationales féminines[11]. Elle souligne d'un côté le décalage entre les connaissances « formelles » et celles qui sont acquises par la pratique. De l'autre, elle atteste de l'ampleur des mobilités des femmes angolaises dans le cadre du commerce transnational à la valise. Ces circulations interrogent alors les nouvelles modalités du travail des femmes suite aux changements provoqués sous le poids des politiques néolibérales et des réorganisations de l'activité de production dans le contexte de la globalisation[12].

Dans cette recherche, nous ne partirons pas vers toutes les destinations parcourues par Linda depuis le début de sa carrière. Ce travail se concentrera exclusivement sur les mobilités féminines entre l'Angola, le Brésil et la Chine. Ce choix s'est justifié au gré des observations et en raison de l'importance de ces deux destinations dans le secteur de la confection.

Féminisation et globalisation du commerce informel en Afrique

Le commerce transnational[13] à la valise avec les pays des économies émergentes latino-américaines[14] ou asiatiques est une pratique qui se féminise dans beaucoup de pays africains. Ces femmes voyagent sur des milliers de kilomètres, traversent l'océan Atlantique en direction du Brésil et l'océan Indien pour aller

---

[11] Natalia RIBAS-MATEOS et Véronique MANRY (dir.), *Mobilités au Féminin, La place des femmes dans le nouvel état du monde*, Paris, Institut Maghreb Europe, Karthala, 2014, 510 p.
[12] Elsa GALERAND & Danièle KERGOAT, « Le travail comme enjeu des rapports sociaux (de sexe) » in Margaret MARUANI, *Travail et genre dans le monde, Paris, La découverte*, 2013, 461 p., pp. 44-51.
[13] Le concept de transnational est un paradigme théorique permettant de faciliter l'analyse et la critique des structures de pouvoir qui légitiment les inégalités sociales au sein de la multiplicité des échanges et des relations du monde globalisé. Voir Nina GLICK SCHILLER, « Transnationality », *in* David NUGENT & Joan VINCENT (ed.) *A companion to the Anthropology of Politics,* Oxford, Blackweell Publishing, 2007, 528 p., pp. 449-467.
[14] Pierre SALAMA, *Les économies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis*, Paris, Armand Colin, 2012, 232 p.

jusqu'en Thaïlande, à Dubaï, en Turquie, en Chine ou même en Inde. Le commerce à la valise s'adapte bien à l'importation dans le secteur du prêt-à-porter puisque les vêtements sont facilement transportables dans les bagages et peuvent parfois être dissimulés comme des objets personnels n'ayant pas toujours besoin d'être déclarés aux douanes. Pour Michel Peraldi, « le commerce à la valise, autant qu'un savoir vendre ou acheter, est d'abord un savoir transporter et un savoir passer, justement lorsque le passage est difficile ou impossible »[15]. Cette méthode d'importation est courante dans les contextes africains où les tarifs douaniers sont prohibitifs[16] et où les conditions d'accès aux statuts légaux d'importateur impliquent des démarches bureaucratiques discriminantes[17]. Le commerce à la valise est un moyen d'importation de produits licites mais cette méthode est toutefois considérée comme « parallèle » ou « informelle » puisqu'elle s'exerce en marge du cadre législatif d'importation. Les objets transportés à l'intérieur des valises ne sont généralement pas déclarés comme des marchandises commercialisables de façon à éviter le paiement des droits de douane. Sur le continent africain, les femmes qui se voient exclues de l'emploi salarié[18] sont de plus en plus nombreuses à utiliser cette méthode d'importation comme complément de revenus ou comme ressource principale pour faire vivre leur famille. Ces mobilités féminines se démocratisent également en raison d'un accès facilité aux voyages grâce aux compagnies aériennes *low cost*. Le commerce à la valise se développe en outre en raison de l'accès des sociétés africaines à la consommation de masse et de la désindustrialisation qui augmente les besoins en importation de produits manufacturés fabriqués à l'étranger.

---

[15] Michel PERALDI, « Aventuriers du nouveau capitalisme…», *op. cit.*, p. 75.
[16] Béatrice HIBOU, *L'Afrique est-elle protectionniste ? : les chemins buissonniers de la libéralisation extérieure*, Paris, Karthala, 1996, 334 p.
[17] Nous observerons cela dans le chapitre 4 sur le régime d'importation angolais.
[18] Thérèse LOCOH, « Genre et marché du travail en Afrique Subsaharienne », *in* Margaret MARUANI (dir.), *Travail et genre dans le monde, l'état des savoirs*, Paris, Éditions La Découverte, pp. 171-181.

La participation des femmes dans les activités commerciales informelles sur les marchés urbains des capitales d'Afrique subsaharienne n'est bien entendu pas une nouveauté[19]. Ce qui attire l'attention aujourd'hui, c'est le degré de mobilité internationale ou transnationale[20] des femmes, comme ces commerçantes qui s'approvisionnent directement sur les marchés étrangers. L'importance grandissante des femmes dans ces nouvelles mobilités commerciales, leurs stratégies de passage et d'insertion dans l'économie globale et les impacts de ces circulations sur les rapports de genre[21] sont encore peu connus et approfondis. L'objectif de cette recherche est alors de recueillir des expériences de mobilité commerciale, des paroles de femmes sur leur appréhension du voyage comme moyen de « gagner sa vie » ou de la « transformer ». Il s'agit de saisir leur vision du monde et la façon dont elles appréhendent directement la globalisation[22] par ses aspects les plus palpables, matériels, quotidiens, cruels même ; et de voir comment elles s'adaptent aux mutations extrêmement rapides de l'économie globale et des contraintes nationales. Ces mobilités transnationales redessinent de nouvelles modalités d'échanges des objets, des capitaux et des idées ? Quels sont leurs impacts sur la construction des identités des femmes qui les pratiquent ?

La féminisation de l'entrepreunariat transnational est une thématique heuristique qui soulève de nombreuses questions sur les transformations des

---

[19] *Idem*, p. 175.

[20] Les deux termes (« international » et « transnational ») sont relativement proches et je justifierai dans le premier chapitre pourquoi je préfère l'usage du terme « transnational » pour mettre en valeur les rôles des acteurs marginaux dans les processus globaux.

[21] Le genre sera défini comme une catégorie d'analyse critique, comme un rapport de pouvoir construit, relationnel et imbriqué dans d'autres rapports sociaux de pouvoir comme les classes sociales ou la race. Voir notamment Catherine ACHIN & Laure BERENI, *Dictionnaire Genre et Science politique*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2013, 699 p.

[22] Pour Jean-François Bayart, les termes de « globalisation » et « mondialisation » sont parfaitement synonymes ; je développerai ce débat sémantique dans le premier chapitre mais favoriserai l'usage du terme « globalisation » tout au long du texte. Voir Jean-François BAYART, « Globalisation et subjectivisation politique », *in Comprendre la mondialisation*, Paris, Bibliothèque publique d'information/Centre Pompidou, Juin 2006, p. 8-13.

sociétés contemporaines africaines. Les lignes bougent, les femmes rompent avec d'anciennes structures qui les opprimaient ou bien, elles trouvent des stratagèmes pour contourner ces dominations. Du local au global, les possibilités d'ascension et de succès professionnel des femmes répondent à des dynamiques qui allient les savoir-faire, les calculs rationnels et les opportunités aux diverses contraintes économiques et sociales.

Les entrepreneurs de la « mondialisation par le bas »

Le rôle des entrepreneurs de la « mondialisation par le bas » est analysé depuis la fin des années 1990 par Alejandro Portes[23] aux États-Unis et depuis le début des années 2000 en France par Alain Tarrius[24]. Ces initiatives économiques agissent en marge de la participation des agents institutionnels publics ou privés que sont les États et les firmes multinationales. Les travaux qui s'y intéressent soulignent la créativité des entrepreneurs et la capacité d'adaptation des réseaux de l'économie « parallèle » à partir de la « carence des États »[25]. Dans cette optique, l'approche de la *Globalization from Below*[26] interprète les hiérarchies de pouvoir qui se nouent au sein des réseaux tentaculaires et transnationaux qui lient le global et le local. Les activités « informelles », illicites ou illégales sont appréhendées de façon critique par les courants de l'anthropologie du global[27] qui questionne la façon dont sont formulées les politiques économiques, fiscales et douanières des États. Les frontières entre le formel, l'informel, le licite et l'illicite sont alors analysées en prenant en considération les rapports de forces

[23] Alejandro PORTES, « La mondialisation par le bas », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 129, septembre 1999, pp. 15-25.
[24] Alain TARRIUS, La mondialisation par le bas, Les nouveaux nomades de l'économie souterraine, Paris, Balland, « Voix et regards », 2002, 169 p.
[25] Michel WIEVIORKA, « Préface », in Alain TARRIUS, *La Mondialisation par le bas…*, *op. cit.*, 2002, pp. 9-13.
[26] Mathews GORDON, Gustavo Lins RIBEIRO & Carlos Alba VEGA, *Globalization from Below: The World's Other Economy*, New-York, Routledge, 2012, 264 p.
[27] Michael BURAWOY, *Global Ethnography, Forces, Connections, and Imaginations in a Postmodern World*, University of California Press, 2000, 408 p.

qui structurent les sociétés dans lesquels elles sont définies[28]. En effet, dans les contextes de cette étude, les observations menées sur les marchés « informels » au Brésil, en Angola ou en Chine témoignent de l'absence de définition claire entre ces différentes catégories. Les pratiques économiques « informelles » représentent des défis à la fois théoriques et méthodologiques.

En Afrique subsaharienne, les travaux sur le commerce informel ont été particulièrement marqués par l'anthropologie économique qui a renouvelé les approches tant empiriques que théoriques depuis les années 1990. Ces travaux se sont concentrés sur les rôles des « grands commerçants » d'Afrique de l'Ouest. Des recherches ont marqué la discipline comme celles de Boubacar Barry et Leonhard Harding[29] sur les commerçants d'Afrique de l'Ouest ; celles d'Emmanuel Grégoire et Pascal Labazée[30] qui s'intéressent aux hommes d'affaires africains ; ou encore les travaux dirigés par Yves-André Fauré et Pascal Labazée[31] sur les petits patrons africains. L'apport de ces recherches a été de valoriser les stratégies des commerçants dans une perspective non évolutionniste en montrant les similitudes entre les économies africaines et occidentales. Cela signifiait, à l'époque, reconnaitre le caractère tout aussi « moderne » et « rationnel » des entreprises africaines que de leurs consœurs européennes.

Cependant, le rôle des femmes dans le commerce – qui ont de tous temps participé de façon active à l'économie, et pas seulement à l'économie domestique[32] – était encore marginal dans la littérature de cette époque. Des

---

[28] Martha Alter CHEN, « Rethinking the informal economy: linkages with the formal economy and the formal regulatory environment », *in* Guha-Khasnobis BASUDED, Ravi KANBUR, Eleonor OSTROM (eds), *Linking the formal and informal economy, concepts and policies*, New York, Oxford University Press. 2007, pp. 75-92.
[29] Boubacar BARRY & Leonard HARDING, *Commerce et commerçants en Afrique de l'Ouest, le Sénégal*, Paris, l'Harmattan, 1992, 378 p.
[30] Emmanuel GREGOIRE & Pascal LABAZEE, *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest, Logiques et pratiques d'une groupe d'homme d'affaire contemporains*, Paris, Karthala, 1993, 262 p.
[31] Yves-André FAURE & Pascal LABAZEE (dir.), *Petits patrons africains entre l'assistance et le marché*, Paris, Karthala, « Hommes et Société », 1995, 640 p.
[32] Claude MEILLASSOUX, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero, 1975, 254 p.

recherches comme celles de Fatou Sarr[33] sur l'entreprenariat féminin au Sénégal impulsèrent une réflexion nouvelle sur l'impact du travail des femmes dans la transformation des rapports de pouvoir dans les sociétés locales. D'autres études menées par Laurence et Mariam Sow[34] sur le secteur informel permirent également de mieux orienter les préoccupations sur la place des femmes dans la problématique du secteur informel. De leur côté, Chantal Rondeau et Hélène Bouchard[35] ont travaillé sur les commerçantes des marchés de Dakar et de Bamako où elles ont analysé la dualité des rôles de genre entre les statuts d'épouses et des commerçantes. Ces auteures se demandent si l'activité commerciale permet (ou non) de s'émanciper de la tutelle d'un homme, particulièrement dans le cas des relations polygames. La thématique de la mobilité féminine entre l'espace du marché et celui de la maison développée par Mireille Lecarme-Frassy[36] montrait l'intérêt d'une anthropologie des rapports sociaux de sexe dans les contextes urbains. Cette auteure appréhende l'identité sexuelle comme une construction sociale qui structure à la fois l'organisation de la société et l'évolution des configurations familiales. La réflexion sur les mobilités commerciales féminines menée ici doit donc beaucoup à ces travaux qui interrogent l'impact du travail des femmes à l'extérieur du foyer sur la (re)négociation des rapports de genre.

PROBLÉMATISATION DU SUJET

Les nouvelles figures de commerçantes africaines

Le rôle des femmes dans le commerce a pris les devants de la scène au milieu des années 2000 avec l'engouement des recherches qui se sont s'intéressées aux

[33] Fatou SARR, *L'entrepreneuriat féminin au Sénégal : la transformation des rapports de pouvoir*, Paris, L'Harmattan/Forum du Tiers monde, 1998, 301 p.
[34] Laurence MARFAING & Mariam SOW, *Les opérateurs économiques au Sénégal: entre le formel et l'informel*, 1930-1996, Paris, Karthala, 1999, 290 p.
[35] Chantal RONDEAU & Hélène BOUCHARD, *Commerçantes et épouses à Dakar et Bamako, La réussite par le commerce*, Paris, L'Harmattan, 2007, 434 p.
[36] Mireille LECARME-Frassy, 2000, *Marchandes dakaroises entre maison et marché, approche anthropologique*, Paris, l'Harmattan « Études africaines », 267 p., p. 7.

grandes figures de commerçantes comme les célèbres « Mamas Benz »[37] sur le marché de Lomé au Togo. Ces femmes ont fait fortune dans les années 1970 avec la vente de pagnes traditionnels (en *wax*) fabriqués originellement en Hollande. Les « Mamas Benz » ont gagné ce surnom car elles roulaient dans des Mercedes Benz pour montrer leur richesse. Ces premières générations de commerçantes ont été à l'origine de grandes fortunes familiales, construites avec le soutien d'hommes politiques qui ont facilité leur insertion dans le commerce. L'internationalisation de ces carrières commerciales est manifeste avec la seconde génération de « Mama Benz »[38] qui s'est aventurée vers la Chine lors de l'ouverture de son marché aux Africains au début des années 2000. D'autres grandes figures de commerçantes comme les *Driankés*[39] au Sénégal ont également fait leur renommée en s'approvisionnant en marchandises à Dubaï, Djakarta, en Thaïlande, à Hong-Kong et plus récemment en Chine, à Canton et Yiwu. Ces nouvelles figures questionnent l'influence de l'émergence économique des femmes sur l'acquisition de nouveaux pouvoirs.

Dans l'aire géographique africaine de langue portugaise, les travaux de Marzia Grassi[40] sur les *Rabidantes* du Cap-Vert qui pratiquent le commerce transnational à la valise entre les îles capverdiennes et Fortaleza au nord du Brésil ont ouvert la voie aux études sur l'entreprenariat transnational féminin entre les deux marges de l'Atlantique Sud. Marzia Grassi plaide pour que l'anthropologie de l'entrepreneuriat africain s'affranchisse des problématiques

---

[37] Nina SYLVANUS, « L'habilité entrepreneuriale des Nana Benz du Togo », *Africultures,* 69, janvier-mars 2007, pp. 179-184.

[38] Hance GUEYE & Osseni KADIDIAT-KOUBARAT, « L'après "Mama Benz" », Les Afriques, 2008, en ligne, <http://www.lesafriques.com/africain-de-la-semaine/kadidiat-koubarat-osseni-l-apres-mama-benz.html?Itemid=195?articleid=2528>, consulté le 23 mai 2015.

[39] Aïssatou DIALLO, « Yakaar, Dakar-Dubaï-Guangzhou : trajectoire des commerçantes de Dakar », janvier-mars 2014, pp. 97-112, *in* Natacha BORGEAUD-GARCIANDIA & Isabel GEORGES, avril 2014, « Travailleuses en migration dans "les Suds" », Revue Tiers Monde, n° 217, 245 p.

[40] Marzia GRASSI, *Rabidantes: Comércio Espontâneo Transnacional em Cabo Verde*, Lisbonne, Imprensa de Ciências Sociais / Praia, Spleen, 2003, 354 p.

classiques du rôle de l'État et de la rationalité des entrepreneurs pour intégrer la question du genre dans l'économie du développement :

> « Utiliser la catégorie analytique de genre dans les études sur le développement ne veut pas dire étudier les femmes dans le développement, mais plutôt questionner les dynamiques socialement construites qui maintiennent les différences entre les hommes et les femmes dans la distribution des revenus et l'accès aux ressources »[41].

L'activité professionnelle rémunérée via le commerce (informel ou marginal) et la mobilité des femmes à l'échelle globale dans le cadre de ces échanges commerciaux engage de nouvelles perspectives théoriques. L'internationalisation des trajectoires de ces commerçantes à partir des années 2000 interroge notamment la place grandissante des femmes cheffes de famille[42] dans les sociétés dites du « Sud ». Ce sont, notamment, des femmes célibataires qui assurent seules les revenus de leur famille, des femmes mariées qui gagnent plus que les hommes de leur entourage ou des entrepreneuses devenues aussi mobiles que leurs collègues masculins. En ce sens, le voyage, comme une « expérience sociale vécue, pensée et parlée comme essentiellement subjective, personnelle et personnalisante »[43], participe à la (re)construction des identités féminines. C'est justement ce que démontre Brigitte Bertoncello et Sylvie Bredeloup[44] dans leurs recherches sur les circulations de commerçantes africaines dans les « comptoirs africains » de Dubaï et de Chine. Une littérature de plus en plus importante sur la présence des Africains en Chine se développe depuis le début des années 2000 mais l'attention accordée à la place des femmes semble encore marginale. C'est ce que j'expliquerai dans le sixième chapitre de ce travail.

---

[41] *Idem*, p. 80.
[42] Jeanne BISILLIAT, *Femmes du Sud, chefs de famille*, Paris, Karthala, 380 p.
[43] Michel PERALDI, « Aventuriers du nouveau capitalisme… » *op. cit.*, p. 89.
[44] Brigitte BERTONCELLO & Sylvie BREDELOUP, juillet 2007, « De Hong Kong à Guangzhou, de nouveaux "comptoirs" africains s'organisent », *Perspectives chinoises,* 2007, en ligne, <http://perspectiveschinoises.revues.org/2053>, consulté le 23 mai 2015.

Puisqu'elles perturbent les anciennes structures de pouvoir, ces mobilités féminines et ces nouvelles capacités entrepreneuriales présentes sur tout le continent africain provoquent des conflits de genre. Véronique Manry[45] les analyse très bien dans le cas des *Trabendistes* (commerçantes à la valise algériennes) sous l'ange de l'ambivalence du statut des femmes qui exercent une activité en marge des rôle attendus et prédéfinis socialement. Selon l'auteure, les commerçantes à la valise « se retrouvent alors dans une position de cheffes de famille [dont] le statut n'est reconnu ni socialement, ni juridiquement »[46]. Elle montre ainsi la mauvaise réputation dont pâtissent ces commerçantes ambulantes, ce qui l'amène à conclure que le *Trabendo* est « une activité marginale de femmes marginales »[47]. La question de la marginalité des femmes, c'est-à-dire le fait d'être en « marge » de la légalité en raison de l'exercice d'une activité professionnelle qui contourne ou conteste les règles formelles d'importation est centrale dans ce travail. Elle met en avant les incohérences, les lourdeurs et les rigidités bureaucratiques des sociétés africaines dans des contextes économiques et sociaux de grande précarité où l'urgence de la « débrouille » est un impératif pour la majorité de la population, et en particulier pour les femmes.

En effet, de nombreux auteurs soulignent que la féminisation du commerce transnational à la valise est révélatrice du désengagement de l'État suite aux politiques d'ajustement structurel qui ont renforcé la crise économique et ont poussé les femmes seules à chercher des moyens de faire vivre leurs familles. Dans l'introduction de l'ouvrage *Voyages du développement, émigration, commerce, exil*, Fariba Adelkhah et Jean-François Bayart estiment que ces pratiques commerciales modifient les anciennes perceptions sur le continent africain en traduisant l'autonomie du social face à l'État et à l'échec de ses

[45] Véronique MANRY, « Trabendo au féminin, les femmes algériennes dans le commerce à la valise », in Fariba ADELKHAH & Jean-François BAYART, *Voyages du développement…, op. cit.,* pp. 199-267.
[46] *Idem,* pp. 226-227
[47] *Idem*, p. 119.

politiques publiques[48]. Selon eux, le commerce à la valise qui consiste en des circulations de courtes durées est loin des stéréotypes misérabilistes sur le continent africain. Il est pratiqué par des hommes et des femmes qui n'ont pas l'intention de quitter leur pays, voire par des membres des classes moyennes ou moyennes inférieures. De fait, le commerce à la valise ne concerne pas seulement les produits de première nécessité mais plutôt « les items en vogue dans la société de consommation marchande, tels que les cosmétiques, les bijoux, les vêtements, la lingerie, les pièces de voiture, les produits audiovisuels »[49]. Le commerce à la valise est donc une activité pratiquée par des personnes de différents milieux sociaux en Afrique et il peut même être utilisé pour les produits de luxe. C'est de surcroit une activité qui se professionnalise, les femmes qui s'engagent à l'international gagnent alors le statut de « femmes d'affaires ». Plusieurs recherches se sont intéressées à ces trajectoires ascensionnelles de commerçantes devenues des *businesswomen*. Dans son ouvrage *Femmes d'affaire de Mauritanie,* Céline Lesourd[50] a récemment étudié la façon dont ces femmes disposent de compétences relationnelles au sein de la classe politico-économique et des compétences parfois spécifiquement féminines puisque certaines parviennent à transformer leur capital beauté en capital social et financier.

Les analyses sur la « mobilité » doivent beaucoup aux perspectives féministes comme par exemple les contributions réunies par Jules Falquet *et alii*[51] dans l'ouvrage *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail.* Les auteures soulignent la nécessité de lire la mobilité des femmes à la lumière des inégalités de genre mais également de classe, de race et des rapports de

---

[48] Fariba ADELKHAH & Jean-François BAYART, *Voyages du développement…, op. cit.*, p. 15.
[49] *Idem*.
[50] Céline LESOURD, *Femmes d'affaires de Mauritanie*, Paris, Karthala, 2014, 324 p.
[51] Jules FALQUET, Helena HIRATA, Danièle KERGOAT, Brahim LABARI, Nicky Le FEUVRE, Fatou SOW, 2010, *Le sexe de la mondialisation, Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Presses de Sciences Po, 334p.

travail. En effet, le processus de la féminisation des migrations[52] dévoile les liens associés à la constitution d'un marché du sous-emploi au cœur duquel se trouve la figure de la femme en migration contrainte par un marché du travail globalisé et la pluralité de situations migratoires féminines. En effet, les femmes migrantes se trouvent dans des formes de travail différenciées et inégalement légitimées économiquement où se combinent hiérarchisation et sexuation du marché du travail. Ces travaux sur le « sexe de la mondialisation » mettent l'accent sur l'exploitation des femmes dans l'industrie de la confection, du sexe, de l'agriculture ou du travail du *care* à l'échelle globale[53]. La mobilité sera alors comprise comme un concept qui croise à la fois la mobilité géo-spatiale, sociale et économique. Elle interroge la capacité des individus à se déplacer géographiquement mais également à l'intérieur d'une trajectoire de vie. La notion de mobilité est alors inséparable de celle de « trajectoire » que Pierre Bourdieu résume comme un « déplacement dans l'espace social »[54], c'est-à-dire les chances des individus de se déplacer sur l'échelle sociale en fonction d'événements collectifs (guerres, crises) et individuels (rencontres, liaisons, protection) à partir d'un capital hérité de départ. La mobilité peut être comprise comme un phénomène politique total[55] qui engage une réflexion sur l'aspect multidimensionnel du pouvoir et des mécanismes de domination. C'est en ce sens que cette thèse s'inscrit à la fois dans la discipline de la science politique et dans une approche féministe intersectionnelle[56] qui appréhende le pouvoir dans les aspects matériels et quotidiens des pratiques.

Des circulations commerciales émancipatrices ?

---

[52] Laurence ROULLEAU-BERGER, *Migrer au féminin*, Paris, PUF, 2010, 192 p., p. 79.
[53] Natacha BORGEAUD-GARCIANDIA & Isabel GEORGES, « Travailleuses en migration… », *op. cit.,* p. 8.
[54] Pierre BOURDIEU, *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979, 670 p., p. 122.
[55] Béatrice HIBOU, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011, 298 p.
[56] Marine DUROS, « La variable sexe suffit-elle pour comprendre les inégalités de genre ? : l'apport de l'intersectionnalité », *Regards croisés sur l'économie*, nº 15, octobre 2014, pp. 80-84.

> « Comment trouver l'indépendance au sein de la dépendance ? Quelles circonstances limitent la liberté de la femme et peut-elle les dépasser ? Ce sont là les questions fondamentales que nous voudrions élucider. C'est dire que nous intéressant aux chances de l'individu, nous ne définirons pas ces chances en termes de bonheur, mais en termes de liberté »[57].

Cette thèse interroge la construction d'un régime de légitimité et de « pouvoir circuler » qui permettrait aux femmes de contourner les contraintes structurelles pour tirer profit de leurs mobilités. Cela conduit à se demander si l'expérience spécifique du voyage entraîne ou non des effets sociaux propres, notamment en termes de relations entre les genres et de capacités d'autonomisation pour les femmes. L'émancipation, comprise comme une capacité de résistance et de prise de décisions est directement liée aux concepts anglophones d'*agency* et d'*empowerment*. Le premier fait référence à la « capacité à agir par-delà les déterminismes »[58] et il pose la question des choix individuels permettant la création d'espaces « d'affirmation politique et sociale »[59]. Jean-Pierre Olivier de Sardan en propose la traduction française d'« agencéité »[60] pour parler de la reconnaissance des stratégies des acteurs mais beaucoup d'auteurs l'utilisent en anglais. La notion d'*empowerment* est souvent traduit pas « autonomisation », « émancipation » ou laissé directement en anglais. Agnès Adjamagbo et Anne-Emmanuèle Calvès[61], dans leurs travaux sur l'émancipation des femmes dans les pays du Sud, dénoncent de leurs côtés la « prise en otage » de la notion d'*empowerment* dans la production de discours idéologisant des ONG et dans les « Objectifs du Millénaire pour le développement ». Elles proposent une définition multidimensionnelle et féministe de cette notion :

---

[57] Simone de BEAUVOIR, *Le deuxième sexe,* vol. 1, Paris, Gallimard, 1976, p. 34.
[58] Monique HAICAULT, « Autour d'*agency*. Un nouveau paradigme pour les recherches de Genre », *Revue Rives méditerranéennes*, 2012, XLI (1), pp. 11 24.
[59] Muriel GOMEZ-PEREZ & Marie Nathalie LEBLANC, *L'Afrique des générations. Entre tensions et négociations*, Paris, Karthala, 2012, 842 p., p. 12.
[60] Fariba ADELKHAH & Jean-François BAYART, *Voyages du développement…, op. cit.,* p. 6.
[61] Agnès ADJAMAGBO & Anne-Emmanuèle CALVES, « L'émancipation féminine sous contrainte », *Autrepart,* 61, février 2012, pp. 3-21.

> « Pour les féministes du Sud, le renforcement du pouvoir des femmes ne passe pas uniquement par l'autonomie économique et la satisfaction de leurs besoins fondamentaux – ceux qui touchent à la survie – mais par une transformation radicale des structures économiques, politiques, légales et sociales qui perpétuent la domination selon le genre, l'origine ethnique et la classe, et empêchent la satisfaction de leurs besoins stratégiques – ceux qui ont trait à l'établissement de relations égalitaires dans la société »[62].

Ainsi Agnès Adjamagbo et Anne-Emmanuèle Calvès invitent à évaluer les trajectoires des femmes en termes d'« émancipation politique, économique et légale des femmes et de la transformation des rapports sociaux de sexes inégalitaires »[63]. La « réussite » des femmes par le commerce transnational ne sera alors pas seulement évaluée sur le plan économique et de l'accumulation de capital mais également à l'aune de l'importance du capital social, de la construction de soi et de la création d' « espace de liberté »[64] donnant aux femmes la liberté et la possibilité d'exercer un plus grand contrôle sur leur existence.

La problématique de ce travail est de savoir si la circulation commerciale permet aux femmes elles-mêmes de prendre conscience des rapports de pouvoir qui les marginalisent, de développer des capacités à les transformer ?

De de cette problématique générale, on formulera trois hypothèses à partir desquelles ce travail déroulera son argumentation. La structure de ces hypothèses suivra un cheminement de pensée pyramidal en partant des dépendances globales à un niveau macro, puis des contraintes locales et nationales dans un niveau méso, pour ensuite analyser le niveau micro de la sphère intime, familiale et de l'entourage des commerçantes. Il s'agit en

---

[62] *Idem*, p. 8.
[63] *Idem*.
[64] Chantal RONDEAU & Hélène BOUCHARD, *Commerçantes et épouses..., op. cit.*, p. 369.

l'occurrence de penser les processus d'émancipation à partir de différentes échelles de contraintes.

La première échelle interroge le rôle de l'ordre international et des grands mouvements économiques sur lesquelles les commerçantes n'ont pas de prise. L'hypothèse est que la globalisation du marché, en facilitant les communications et les transports, ouvre des opportunités économiques pour les femmes qui pratiquent le commerce transnational. Cependant, ces ressources sont contrebalancées par les normes du commerce global, des cadres légaux des migrations, les politiques globales sécuritaires qui discriminent les commerçantes africaines. L'évaluation des capacités d'action et des processus émancipation par la mobilité doit prendre en considération le poids des structures globales.

À l'échelle nationale, les commerçantes à la valise développent un « savoir circuler » pour importer leurs marchandises malgré des contextes politiques, bureaucratiques et législatifs qui restreignent leurs marges de manœuvre. L'hypothèse défendue est que les régimes d'importation entravent la reconnaissance politique et légale de leurs activités. En conséquence, le déficit de légitimité de ces pratiques féminines informelles, empêche les possibilités de valorisation de soi grâce à l'exercice professionnel. La criminalisation de ces activités se confronte par ailleurs à une faible solidarité entre les commerçantes sur les marchés où les relations de travail sont marquées par l'individualisme, la méfiance et la peur de la concurrence. En ce sens, les mécanismes de solidarités ou d'actions collectives qui pourraient permettre une revendication des droits sont précaires et sans résultats concrets.

D'un point de vue micro-social, l'analyse des circulations commerciales féminines met en évidence la création de ressources à la fois matérielles et symboliques par le voyage. Cependant, l'évaluation de ces trajectoires se doit de prendre en considération les ambiguïtés de l'affranchissement de certaines

contraintes familiales puisque la plupart de ces commerçantes organisent leurs voyages en silence ou en secret de façon à ne pas perturber les hiérarchies de genre au sein des sociétés locales. Les potentialités du voyage, la connaissance du monde et la mobilité comme outils de valorisation de soi n'enclenchent pas forcément de mécanisme de reconnaissance sociale du travail des femmes. La troisième hypothèse est que les processus émancipateurs par le biais d'une pratique professionnelle de la mobilité sont ambivalents puisqu'ils restent confinés dans le champ de l'intime et ne se transforment pas directement en revendications sociales et politiques.

L' objectif de ce travail est alors d'analyser la façon dont les femmes qui pratiquent le commerce transnational parviennent (ou non) à contourner les différents obstacles qui entravent leurs mobilités et leurs reconnaissances. Il s'agit de comprendre comment ces commerçantes font face à l'autorité et aux rapports de pouvoir dans les différentes sphères où elles circulent. Ces questions sont complexes et ambitieuses – les études féministes s'y penchent depuis plusieurs années – et je n'aurais pas la prétention d'apporter des réponses tranchées. Ma contribution portera plutôt sur une tentative de compréhension des stratégies des femmes en leur donnant la parole, en observant les espaces où elles circulent et en essayant de percevoir, à travers leurs mobilités, ce qui se joue entre le local et le global. Si la question de la légitimité de leurs pratiques est un fil conducteur de ce travail, l'analyse de leurs discours essaye de croiser les questions de la mobilité féminine, des rapports intersectionnels du pouvoir et du droit du travail.

Au regard de ces problématiques l'étude de cas choisie part d'un groupe de femmes originaires d'Angola qui alternent entre des périodes de vente sur les marchés de Luanda et les voyages d'affaires. Ces femmes ont en commun d'être parvenues à sortir de la pauvreté grâce au commerce à la valise avec les pays producteurs de textile à bas coût. L'étude se concentre exclusivement sur l'usage du commerce à la valise par les femmes des catégories les plus basses qui

utilisent cette ressource pour faire vivre leurs familles. Plus précisément, l'objet de cette recherche se focalise sur l'importation de vêtements prêt-à-porter brésilien et chinois qui sont revendus aux classes populaires ou moyennes inférieures angolaises dont le pouvoir d'achat se situe entre cinq et dix dollars par pièce pour ce qui est des vêtements.

Afin d'expliciter ce qui m'a conduit à m'intéresser à ce secteur particulier, je ferai en suivant un retour en arrière pour expliquer la genèse de ce projet de recherche.

Du Mozambique à l'Angola… genèse du projet

La genèse de ce projet de doctorat s'est inscrite dans la continuité de mon travail de master 2 en « Politique et Développement en Afrique et dans les Pays du Sud » à Sciences Po Bordeaux en 2011[65]. Cette première recherche a été décisive car c'est pendant le master que j'ai débuté ma réflexion sur le commerce transfrontalier en Afrique et les rapports de genre. Mon mémoire s'intéresse à l'émergence économique des femmes dans le commerce transfrontalier entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, plus précisément à la zone frontalière de Komatiport[66].

Dans cette zone frontalière, le transport des produits alimentaires est assuré par des femmes qui traversent la frontière à pied ou par camion. En effet, dans plusieurs pays d'Afrique, il existe une division genrée du commerce : les femmes s'occupent plus généralement des produits périssables que les hommes. Sur les marchés, les femmes sont donc plus nombreuses à vendre de la nourriture ou des vêtements qui peuvent être considérés comme une denrée périssable en raison de l'évolution très rapide des tendances de la mode. Au Mozambique, les femmes qui traversent la frontière à pied, en camion ou en

[65] Léa BARREAU, L'émergence économique des *Mukheristas* au Mozambique: quels impacts sur les relations de genre?, mémoire de master 2 de Sciences Po Bordeaux, 2011, 132 p.

[66] Voir les cartes des enquêtes de terrain en Annexe 2. J'ai intégré dans cette carte la mission réalisée dans le cadre du master pour expliquer le projet initial de recherche.

transport public pour rapporter des produits fabriqués en Afrique du Sud sont appelées *mukheristas*[67], elles transportent surtout des produits alimentaires.

Comme les *Mamas Benz*[68] du Togo, les *mukheristas* sont une catégorie de commerçantes qui fait l'objet de représentations dépréciatives sur leurs choix de vie et d'affabulations sur leurs stratégies d'enrichissement par le commerce. La société mozambicaine les représente comme des femmes riches, à l'allure corpulente, qui subornent les douaniers ou échangent des faveurs sexuelles contre un droit de passage à la frontière[69]. L'exercice de leur activité d'importatrices était donc appréhendé sous l'angle des rapports de genre et de pouvoir dans les interactions avec l'institution douanière et les syndicats du secteur informel. Les observations réalisées au moment du passage à la frontière sud-africaine se concentraient sur l'usage de la féminité (maternité, séduction) comme ressource pour faire baisser les tarifs de douanes ou les pots-de-vin aux agents des douanes. Mon mémoire explore donc les impacts entre l'émergence économique de ces commerçantes et leurs capacités de prise de décisions. Les conclusions tirées des trajectoires professionnelles des *mukheristas* montrent des signes d'ascension sociale et économique des femmes grâce aux revenus. Ce qui leur permettait de peser dans les décisions importantes de la famille en termes de choix de consommation, d'échapper à une situation d'exclusion (solitude, célibat, stérilité, violence domestique) en s'émancipant d'une figure masculine ou de transférer l'espoir d'une vie meilleure sur la génération future. Toutefois, ces processus émancipatoires étaient contrebalancés par les inégalités de genre

[67] Le mukhero est un néologisme luso-anglo-bantou du Mozambique qui désigne la contrebande de biens alimentaires ou de produits de première nécessité provenant d'Afrique du Sud. Mukherista, pour la personne, et mukhero, pour le phénomène, viennent du verbe anglais « carry » (porter), mis au pluriel en langue xironga (« mu-), avec une terminaison portugaise (-ista, -o) ; voir Andes CHIVANGUE, « O sector informal e relações Moçambique África do Sul. Uma discussão em torno do Mukhero », mémoire de licence, Lisbonne, Universidade Técnica de Lisboa, 2007.

[68] Nina SYLVANUS, « L'habilité entrepreneuriale des Nana Benz du Togo », *Africulture,* 20 février 2007.

[69] J'ai analysé les trajectoires de trois mukheristas dans un article tiré de mon mémoire de master : Léa BARREAU, « Émergence économique des femmes et négociation des rapports de genre au Mozambique. Les trajectoires de trois mukheristas de Maputo », *Afrique contemporaine*, n° 244, avril 2012, p. 120-121.

structurelles au sein de la société mozambicaine. Ainsi, les figures féminines de réussite dans le secteur informel rivalisent avec des représentations sociales péjoratives qui marginalisent ces femmes et cette catégorie socioprofessionnelle.

À la suite de cette première recherche j'ai été embauchée pendant un an par l'ONG mozambicaine *Women And Law In Southern Africa* comme assistante de recherche dans le cadre d'une étude sur la construction des identités de genre dans les pratiques des rituels de passage à l'âge adulte[70]. En parallèle de ce travail, je continuais à recueillir des données sur les femmes et le commerce au Mozambique dans l'intention d'ouvrir de nouvelles pistes de recherche pour le doctorat. Curieusement, c'est dans une agence de voyage que mon sujet de thèse est né alors que j'achetais un billet d'avion pour repartir en France. J'avais évoqué au vendeur de l'agence mes précédentes recherches sur les *mukheristas* de Maputo. Celui-ci m'informa qu'il avait dans son téléphone portable toute une liste de numéros de *mukheristas* qui achetaient des billets d'avion dans son agence. Selon ses informations, les commerçantes voyageaient surtout au Brésil, en Chine et à Dubaï. Il m'autorisa à réaliser une série d'entretiens auprès de ses clientes en me donnant le contact de plusieurs d'entre elles. C'est donc suite à cette rencontre inattendue que je construisis mon projet de doctorat dont l'intitulé initial était : « *L'internationalisation des trajectoires d'émergence économique des femmes des Suds : le commerce informel des Mozambicaines à São Paulo (Brésil) et à Guangzhou (Chine), de nouvelles relations de pouvoir ?* »[71]. Le projet de recherche suivait une méthode d'enquête multi-située qui débutait au Brésil pour ensuite se poursuivre jusqu'en Chine sur les traces de ces *mukheristas* transnationales. La dizaine d'entretiens réalisés en 2011 à Maputo auprès des commerçantes de cette agence de voyage avaient confirmé l'importance de la ville de São Paulo au

[70] Conceição OSÓRIO & Ernesto MACUÁCUA, *Ritos de iniciação no contexto actual. Ajustamentos, rupturas e confrontos. Construindo identidades de género*, Maputo, WLSA, 2013, 438 p.

[71] Titre du projet de doctorat déposé pour l'obtention du contrat doctorat à l'École Doctorale ED SP2, Université de Bordeaux et Sciences Po Bordeaux, 19 août 2012.

Brésil comme principale destination pour importer des produits dans le secteur du prêt-à-porter (pour les maillots de bain et la lingerie notamment).

La genèse de ce projet explique la raison pour laquelle cette enquête débute à São Paulo. Le lecteur pourra cependant être surpris de voir finalement apparaître « commerçantes angolaises » dans le titre de cette thèse... La disparition de « commerçantes mozambicaines » et leur substitution par « commerçantes angolaises » résulte des données recueillies lors de la première enquête de terrain à São Paulo en 2013. En effet, il fut impossible de rencontrer des commerçantes mozambicaines dans les lieux fréquentés par les communautés africaines de São Paulo. Plusieurs raisons expliquaient cette absence : 1) l'intensification de la participation des femmes mozambicaines aux trafics de drogues entre le Brésil et le Mozambique ; 2) la mise en place de politiques de lutte contre les trafics de drogue entre le Brésil et l'Afrique, qui envoyèrent nombre de ces femmes dans des prisons féminines de São Paulo, pour de longues durées ; 3) l'augmentation des tarifs des produits brésiliens et la concurrence de la Chine qui motivaient les départs des commerçantes mozambicaines vers l'Asie. D'après les informations recueillies sur le terrain, beaucoup de commerçantes à la valise mozambicaines avaient été enrôlées par des réseaux de trafiquants nigérians. La façon dont cette recherche dut évoluer au grès des observations fera l'objet de la première partie du deuxième chapitre sur les conditions de la réorientation de l'enquête à São Paulo. Les caractéristiques dans cette « zone grise » où les frontières entre le commerce à la valise licite et les trafics de drogue étaient perméables ont amené à réorienter le sujet vers ce groupe de commerçantes à la valise angolaises.

L'évolution du projet de recherche justifia par ailleurs le choix un peu provocateur du titre de cette thèse, désormais relatif à des Angolaises qui, elles, étaient toujours présentes à São Paulo : *« Les mules de la mode »*. L'idée est de faire le parallèle entre le phénomène déjà connu des « mules de la drogue » et celui du commerce à la valise puisqu'il existe des passerelles entre les réseaux de

transport de drogues[72] et ceux des marchandises licites. L'utilisation du mot « mule » désigne généralement les femmes qui transportent dans leur estomac de petits sachets de drogue enveloppés dans du plastique, ce qui est extrêmement dangereux car si un sachet se fissure, elles meurent d'overdose ; et aussi parce qu'elles sont facilement repérables : même sur des vols longs courriers, elles ne boivent ni ne mangent rien. La comparaison avec les femmes angolaises qui font du commerce à la valise de textiles entre Luanda, São Paulo au Brésil et Canton en Chine est évidemment exagérée. Mais le commerce à la valise étudié peut être identifié comme une forme de contrebande qui contourne la législation angolaise. Aussi, les « mules de la mode » peuvent être perçues comme des colporteuses dépendantes d'une demande elle-même « victime » des diktats de la mode. Dans tous les cas, les voyages d'affaires sont motivés par l'absolue nécessité de subvenir aux besoins de leur famille, ou la volonté de ne pas dépendre exclusivement des revenus du mari ou d'un membre de la famille. L'intention de cette comparaison est ainsi d'ouvrir une discussion sur les conditions de travail de ce commerce à risques dont la rentabilité est faible. L'expression des « mules de la mode » fait par ailleurs référence aux questionnements soulevés par la dépendance des femmes envers les contraintes de l'économie globalisée de la mode (conditions de production, concurrence et pression de la demande locale). Et, enfin, il fait allusion aux parcours accidentels de certaines d'entre elles dans ce commerce dont les investissements sont aléatoires. On discutera en conclusion de la validité de cette analogie entre les « mules de la drogue » et l'importation à la valise en interrogeant le poids des structures par rapport aux marges de manœuvres individuelles. Plus spécifiquement, il s'agira d'évaluer les rapports entre la mobilité commerciale transnationale et les mécanismes d'autonomisation des femmes en Angola. Si la pratique du commerce à la valise au féminin dans ce pays d'Afrique Australe doit être analysée en prenant en considération les

[72] Voir le second chapitre pour plus de précisions sur ces emprisonnements.

contextes économiques et sociaux qui motivent ces départs, le rappel de quelques données sur le contexte historique de l'Angola est nécessaire.

L'IMPORTATION À LA VALISE EN ANGOLA

Les racines politiques de l'économie de la « débrouille » en Angola

Depuis le début des années 1990 et plus intensément depuis la fin du conflit armé en Angola en 2002, les commerçantes des marchés urbains de Luanda s'engagent en nombre dans l'importation de produits fabriqués dans les pays producteurs étrangers. Les femmes qui pratiquent l'importation sont appelées *moambeiras*[73] en Angola. Cette dénomination qualifiait à l'origine les personnes qui voyageaient au Brésil pour importer de la marchandise. L'importance de cette destination dès les années 1990 justifie l'intérêt d'étudier l'historique des relations entre le Brésil et l'Angola pour comprendre la situation actuelle. Incorporé dans le langage courant en Angola, le terme *moambeira* désigne maintenant cette catégorie de femmes qui se sont enrichies en revendant des produits fabriqués à l'étranger à un prix élevé en profitant de l'inflation et de la pénurie de l'après-guerre. Les agents des douanes de l'aéroport de Luanda désignent eux-mêmes ces femmes comme des *moambeiras* mais cette dénomination ne fait pas l'unanimité[74]. L'engagement dans le commerce transnational en Angola est dû à une forte dépendance du pays en importations. Comme le souligne Ricardo Soares de Oliveira dans son ouvrage *Magnífica e Miserável, Angola desde a guerre civil*[75], l'Angola est un pays où l'« on importe absolument tout », à la fois des produits de première nécessité ou de consommation de masse comme les vêtements, les voitures, les matériaux de

[73] Orlando SANTOS, « Mamãs quitandeiras, kínguilas e zungueiras: trajectórias femininas e quotidiano de comerciantes de rua em Luanda », Luanda, *Revista Angolana de Sociologia*, décembre 2011, pp. 35- 61.
[74] Je développe ces questions dans le chapitre 4 et 5.
[75] Ricardo Soares de OLIVEIRA, *Magnífica e Miserável, Angola desde a guerre civil*, Lisbonne, Tinta-da-China, 2015, 375p.

construction. Cette situation est le résultat de presque trois décennies de guerre et d'une économie dépendante des ressources pétrolières.

L'histoire de l'Angola a été profondément marquée par les vingt-sept années de guerre civile déclenchées juste après l'indépendance en 1975 et qui ont duré jusqu'en 2002 alors que le pays avait déjà connu presque dix années de lutte anticoloniale. L'État angolais s'est donc largement construit dans et par la guerre[76]. La population angolaise n'a pas connu de répit et la situation économique actuelle du pays doit beaucoup à ces traumatismes du passé. En effet, pendant les longues années de conflit la plupart des communications terrestres étaient coupées, « le précieux chemin de fer de Benguela qui relie les mines de la province zaïroise du Shaba à la mer était détruit, les sabotages paralysaient la production, les pénuries entraînaient en ville disettes et famines »[77].

Il faut par ailleurs rajouter qu'avant son indépendance, l'Angola avait déjà subi quatre siècles de colonisation portugaise qui avaient lourdement affecté la division territoriale du pays, en raison des effets de long terme du trafic servile sur le renforcement des inégalités régionales et sur la pauvreté endémique. Mais l'histoire de l'Angola ne saurait être réduite à la colonisation ; il faut tenir compte de l'existence de structures politiques locales organisées autour du commerce et des échanges avec l'extérieur pendant le premier âge colonial au cours duquel les Africains gardèrent l'hégémonie sur ces échanges – hégémonie mise en évidence par Isabel Castro Henriques dans ses recherche sur le commerce au XIXe siècle[78]. L'importance des royaumes locaux, des rapports de pouvoir politique et des résistances a par ailleurs été détaillée dans l'œuvre de

[76] Christine MESSIANT, *L'Angola postcolonial.* Vol. 2. *Sociologie politique d'une oléocratie,* Paris, Karthala « Les Afriques », 2009, 429 p.
[77] Armelle ENDERS, *Histoire de l'Afrique Lusophone, São Tomé-et-Principe, Guinée-Bissau, Mozambique, Cap-Vert, Angola*, Paris, Éditions Chandeigne, 2013 [1995], 157 p.
[78] Isabel Castro HENRIQUES, *Commerce et changement en Angola au XIXe siècle, Imbangala et Tshokwe face à la modernité*, vol. 1, Paris, L'Harmattan, 1995, 448 p.

René Pélissier et Douglas L. Wheeler, *História de Angola*[79], qui constitue un ouvrage de référence sur l'histoire de l'Angola sur le temps long. Je ne m'attarderai pas ici à résumer plusieurs siècles du passé angolais, je donnerai simplement quelques éléments de contexte sur la politique économique du pays depuis 1975.

Au moment de l'indépendance de l'Angola en 1975, le MPLA (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola) expulsa de Luanda les deux autres mouvements (FNLA et UNITA), imposa un régime de parti unique et opta pour une économie centralisée. Dans son article sur « La reconversion économique de la *nomenklatura* pétrolière », Ennes Ferreira[80] explique la façon dont l'édification du régime politique angolais a été totalement façonnée par le rythme de croissance du secteur pétrolier et l'évolution du marché international du pétrole. Les conséquences dramatiques de la situation militaire du pays absorbaient toujours davantage les ressources économiques, financières et humaines[81]. Ces efforts de guerre ont été financés en majorité grâce aux ressources pétrolières dont la principale entreprise (la Sonangol) avait été nationalisée dès l'indépendance. Pour Ennes Ferreira, la plus grande aberration du système angolais reposait sur les contradictions entre la détérioration de la situation économique intérieure et des finances de l'État alors que la rente pétrolière arrosait allégrement la *nomenklatura* angolaise, c'est-à-dire l'élite politique, militaire et bureaucratique du régime. L'Angola représente donc un exemple typique d'État néo-patrimonial[82] au sens de « l'utilisation illégale de la chose publique à des fins privées, ou autrement dit, appropriation privée à large

[79] René PÉLISSIER & Douglas L. WHEELER, *História de Angola,* Lisbonne, Tinta da China, 2011, 472 p. Très récemment voir, Alberto Oliveira PINTO, *História de Angola: da pré-história ao início do século XXI,* Lisbonne, Mercado de Letras, 2016, 800 p.
[80] Ennes M. FERREIRA, « La reconversion économique de la *nomenklatura* pétrolière », in « L'Angola dans la guerre », *Politique Africaine*, n° 57, mars 1995, pp. 11-26.
[81] *Idem*.
[82] Jean-François MÉDARD, « L'État néo-patrimonial en Afrique noire », in J.-F. Médard (dir.), *États d'Afrique Noire: Formations, mécanismes et crises*, Paris, Karthala, 1991, p. 323.

échelle des ressources par l'utilisation des pouvoirs coercitifs de l'État »[83]. À cela s'ajouta le renforcement de mécanismes bureaucratiques aux règles arbitraires qui alimentèrent la corruption et les réseaux clientélistes. Ce système de consolidation des intérêts des couches dirigeantes était également soutenu par une politique économique de change qui a maintenu la monnaie locale angolaise (le kwanza) inchangée face au dollar de 1975 à 1991, provoquant une survalorisation de la monnaie nationale et un découragement de la production intérieure[84]. La chute d'activité de l'économie nationale accéléra la dépendance envers les importations et le développement d'un système de marché parallèle appelé en Angola la *candonga*[85]. Cette « économie de la débrouille » pour les plus pauvres alimentait dans le même mouvement les réseaux d'intérêts, les trafics de devises et le clientélisme qui maintenaient un minimum de paix sociale. Les pratiques économiques « parallèles » doivent alors être lues à partir du prisme de l'incohérence d'une politique économique qui provoquait la désindustrialisation du pays, l'inflation galopante et la dégradation du niveau de vie de la population[86]. Ce sont d'ailleurs les activités liées au secteur de l'« importation, de concession des plafonds de change et au commerce intérieur qui furent les premiers bénéficiaires »[87].

Dans une seconde phase, l'ouverture politique et économique qui eut lieu entre 1991 et 1992 mit officiellement fin au régime de parti unique et à l'économie centralisée. Cette période marque le début des mobilités commerciales des *moambeiras*, les premiers voyages se situant entre 1992 et 1994 vers des destinations comme l'Afrique du Sud et la Namibie[88]. Cependant, les accords de paix de 1992 débouchèrent sur des élections dont le résultat fut contesté par l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) et provoquèrent une nouvelle guerre sanglante entre le gouvernement du MPLA

[83] Manuel Ennes FERREIRA, « La reconversion économique… », *op .cit.*, p.14.
[84] *Idem*, p. 14.
[85] *Idem*, p. 15.
[86] *Idem*.
[87] *Idem*, pp. 14 -15.
[88] Je développerai les caractéristiques de commerce transfrontalier dans le chapitre 5.

présidé par José Eduardo dos Santos et l'UNITA dirigée par Jonas Savimbi. Le conflit fut d'autant plus prolongé que les deux fractions politiques bénéficiaient du soutien des puissances internationales de la guerre froide ce qui prolongea d'autant plus le conflit qui dura pendant vingt-sept années. Ce dernier est considéré l'un des plus meurtrier du monde avec près de mille victimes par jour[89]. En parallèle de ce conflit, l'ouverture économique engagea un processus de diminution du poids de l'État dans l'économie de marché. Cela ne diminua pas pour autant les pratiques de corruption et de subordination qui maintinrent intactes les privilèges des élites grâce à la rente pétrolière, ce qu'Ennes Ferreira qualifie de « reconversion économique de la *nomenklatura* »[90]. Ainsi, l'apparition du multipartisme politique et de l'ouverture économique n'ont en aucun cas abouti à une société plus juste et égalitaire en Angola.

La nature autoritaire du régime qui fut mis en place se reflétait également sur les conditions de production de connaissances en Angola. En 1995, dans le numéro spécial de la revue *Politique Afrique* sur « L'Angola dans la guerre »[91], Christine Messiant dénonçait les difficultés du travail de chercheur en Angola depuis l'indépendance en ayant cette formule frappante : « L'Angola n'a été pour la recherche en sciences sociales ni le Mozambique, ni même la petite Guinée-Bissau »[92]. La guerre et le clivage politique entre le MLPA et l'UNITA cristallisaient toutes les tensions ne laissant aucune marge de manœuvre. La recherche faisait l'objet de censures et d'intimidations diverses pour ne pas contester l'hégémonie politique d'un ancien régime de parti unique reconverti en « pouvoir hégémonique autoritaire adapté au multipartisme »[93].

---

[89] Armelle ENDERS, *Histoire de l'Afrique Lusophone…*, *op. cit.*, p. 146.
[90] *Idem*, p. 18.
[91] Christine MESSIANT, « Avant-propos », *in* « L'Angola dans la guerre » (dossier), *Politique Africaine*, 57, mars 1995, pp. 3-10.
[92] *Idem*, p. 4.
[93] Christine MESSIANT, *L'Angola postcolonial...*, *op. cit.*

Ce n'est qu'en 2002, avec la mort de Jonas Savimbi, leader de l'UNITA, que l'Angola rentra enfin dans une période de paix[94]. La stabilité retrouvée permit aux personnes et aux biens de circuler, ce qui se vérifia dans le cas du commerce à la valise puisque la plus grande vague de mobilité commerciale à l'étranger se situe principalement à partir de 2002 avec une grande majorité de départs vers le Brésil[95]. De façon plus globale, l'économie angolaise connut à partir de cette période une ascension fulgurante dopée par la hausse du prix du pétrole et l'augmentation de la production, affichant des taux de croissance de 20%[96]. En 2008, dans l'introduction du dossier sur « L'Angola dans la paix, Autoritarisme et reconversions » de la revue *Politique Africaine*, Didier Péclard formula la thèse de la « reconversion autoritaire » pour pointer l'ambivalence d'un processus de transition démocratique où le parti au pouvoir (le MPLA) vainqueur de « sa » guerre pouvait dicter les conditions de « sa » paix. L'Angola pouvait même faire l'économie de la tutelle des institutions de Bretton Woods grâce aux revenus de « son » pétrole et d'un « partenariat pragmatique » avec la Chine[97]. Cette situation aboutit à une crise sociale très forte puisque l'économie angolaise reposait entièrement sur l'économie pétrolière et n'employait guère la population locale, ce à quoi se rajouta la poursuite d'une logique clientéliste qui privilégiait les intérêts rentiers d'une élite angolaise globalisée. Effectivement, Ricardo Soares de Oliveira[98] montre que l'État angolais n'a jamais eu pour projet de diversifier son économie en dehors du pétrole ni de créer de l'emploi[99]. La période de reconstruction a été caractérisée, selon l'auteur, par une « frénésie modernisatrice » dont la contrepartie a été l'exclusion des plus

---

[94] Christine MESSIANT, « Fin de la guerre, enfin en Angola ! Vers quelle paix ? », *Politique Africaine*, n° 86, juin 2002, pp. 83-195.
[95] L'analyse des relations commerciales entre l'Angola et le Brésil est approfondie dans le chapitre 3 sur l'exportation du « miracle brésilien » en Angola.
[96] Didier PECLARD, « Les chemins de la "reconversion autoritaire" en Angola », *Politique africaine* n° 110, février 2008, pp. 5-20.
[97] *Idem*, pp. 7-8.
[98] Ricardo Soares de OLIVEIRA, *Magnífica e Miserável… op. cit.*
[99] *Idem*, p. 64.

pauvres[100]. Cette modernisation autoritaire a eu des conséquences urbaines et sociales. Ainsi, Chloé Buire[101] analyse les contradictions de ce système alimenté par le boom économique pétrolier et les projets d'urbanisation qui déplacent les populations pauvres des bidonvilles dans des logements très à l'extérieur du centre de la capitale. L'Angola est à la fois un pays passionnant et désolant, comme le dit Ricardo Soares de Oliveira, il est aussi « magnifique » que « misérable ». C'est un pays profondément incohérent.

Les projets urbains de « modernisation » touchent également l'économie informelle qui fait l'objet de politiques publiques de formalisation de l'économie. Cela se constate notamment avec les projets de réaménagements urbains du marché de Panguila et le processus de modernisation des douanes depuis 2013. Ces mesures publiques ont eu un impact direct sur l'activité des *moambeiras*. La destruction en 2008 du plus ancien marché de Luanda, le Roque Santeiro, considéré comme le plus grand marché du pays a provoqué des pertes considérables pour les importatrices. De plus, le nouveau régime d'importation angolais est de plus en plus restrictif pour ces commerçantes à la valise qui avaient construit leurs savoir-circuler sur une routine législative plus flexible. L'importation sera alors envisagée comme un phénomène politique total où l'institution douanière incarne le pouvoir de l'État et conditionne de ce fait les rapports des agents du secteur informel au politique.

La féminisation du secteur informel en Angola

Au regard des caractéristiques du contexte angolais, Carlos Lopes[102] affirme que les femmes ont été affectées plus directement par cette politique économique, ce qui a eu pour conséquence une féminisation du secteur informel. Il constate la « concentration des femmes dans les emplois de plus faibles qualifications ou

---

[100] *Idem*, p. 113.
[101] Chloé BUIRE, « The Dream and the Ordinary: An Ethnographic investigation of Suburbanisation in Luanda », *African Studies*, 73 : 2, pp. 290-312.
[102] Carlos M. LOPES, « Candongueiros, Kinguilas, roboteiros e zungueiros. Uma digressão pela economia informal de Luanda », *Lusotopie*, XIII (1), 2006, pp. 163-183.

à caractère plus temporaire dans la fonction publique, le recul généralisé du salaire formel »[103]. Les multiples barrières à l'entrée des femmes sur le marché du travail formel expliquent leur plus forte représentation dans les activités informelles de survie comme « le commerce d'aliments, de boisson, d'articles d'usage domestiques, de combustibles – bois et charbon – de monnaie étrangère »[104]. De façon générale, la participation des femmes dans les activités informelles à Luanda se développe dans des secteurs qui nécessitent moins de ressources en termes d'accès au capital, de qualifications scolaires et professionnelles, et génèrent également des niveaux inférieurs de rentabilité. Pour cet auteur, la subordination des femmes en ce qui concerne leur faible participation au marché du travail formel et à sa part dominante dans les secteurs inférieurs du marché du travail informel a émergé en raison des niveaux inférieurs de scolarité par rapport aux hommes. En retour, cela ne peut être dissocié des déterminations résultant du modèle colonial d'organisation du marché du travail qui a été formé presque exclusivement par les hommes. Toutefois, l'importance croissante du rôle des femmes dans l'économie familiale dans le contexte urbain indique un changement de tendance, marquée par l'urbanisation rapide de la capitale angolaise. Les expériences professionnelles comme la *moamba* qui s'est démocratisée depuis les années 2002 en sont une manifestation. Les commerçantes angolaises qui se rendaient au Brésil pouvaient revendre leurs produits sur le marché du *Roque Santeiro* en réalisant des bénéfices considérables. Déjà, en 2014, les commerçantes affirmaient que les produits importés étaient revendus à prix de gros avec une marge de bénéfice relativement faible. Toutes n'ont pas les mêmes capacités d'investissements pour réaliser des séjours à l'étranger et s'approvisionner sur les marchés internationaux. Face à ces difficultés économiques et à l'arrivée d'une concurrence de plus en plus féroce, les commerçantes angolaises se détournent du Brésil pour aller en Thaïlande et en Chine où les vêtements sont

[103] *Idem*, p. 178.
[104] *Idem*.

moins coûteux. Pour s'adapter à la demande locale angolaise qui veut s'habiller comme les actrices des séries télévisées brésiliennes, les importatrices font reproduire directement leurs modèles dans les usines chinoises. Leur capacité d'adaptation à la production textile globale et aux exigences de consommation africaine est un phénomène encore trop peu exploré. J'expliquerai, en suivant, l'intérêt de comparer les vagues de mobilités angolaises vers le Brésil avec celles vers la Chine.

L'importation à la valise et l'industrie de la confection brésilienne

Le choix du Brésil comme étude de cas a été motivé par une réflexion sur l'influence de la mode et de la consommation de masse comme indicateurs de la stratification sociale et de la construction des identités de genre et de classes. L'industrie de la mode est particulièrement importante dans le développement économique du Brésil, spécialement dans la ville de São Paulo[105]. Le secteur de la confection a été fortement influencé par la présence de communautés immigrées notamment des Boliviens à l´époque contemporaine. Les travaux de Nancy Green[106] sur la mode ont bien montré que le secteur de la confection était directement lié à l'histoire de l'immigration. La distribution du prêt-à-porter est également liée à l'émergence du commerce à la valise et concerne le Brésil lui-même entre São Paulo et les zones rurales. « *Sacoleiros* » est l'expression utilisée pour qualifier les petits importateurs qui transportent les vêtements dans des valises, cabas ou toutes sorte de sacs en plastique. Les « *sacoleiros* » viennent aussi d'autres pays d'Amérique Latine, d'Asie (de Corée par exemple) ou d'Afrique. La flexibilité du secteur de la production textile depuis l'avènement de la consommation de masse et de la démocratisation de la mode favorise alors ces petites importations à grandes vitesses qui s'adaptent aux évolutions des

[105] Branislav KONTIC, *Inovação e Redes Sociais: a indústria da moda em São Paulo*, Thèse de doctorat en sociologie, Faculté de Philosophie, Lettres et Sciences Humaines, Université de São Paulo, São Paulo, 2007.
[106] Nancy GREEN, *Du Sentier à la Septième Avenue. La confection et les immigrés, Paris-New York, 1880-1980*, Paris, Le Seuil, 1998 (éd. française), 462 p., (« Univers historique »).

tendances de la mode. L'intérêt d'étudier la mode est alors multiple, car il constitue un phénomène culturel, économique, social et psychologique révélateur des rapports de pouvoir et de la considération que chacun a de soi[107]. Les travaux de Jean-Pierre Warnier[108] sur la culture matérielle ont montré l'intérêt de comprendre la façon dont les objets de la consommation de masse participent à une construction de soi et à une matrice de subjectivation. Cela se vérifie dans les rapports entre les désirs de « réussite » et la charge symbolique contenu dans l'acte de porter le même vêtement qu'une actrice des séries télévisée brésiliennes diffusées quotidiennement sur tout le continent africain, notamment au Mozambique et en Angola (deux anciennes colonies portugaises). En effet, la diffusion de ces produits culturels fait partie des motivations qui poussent les *moambeiras* à se rendre au Brésil pour s'adapter aux tendances de la mode et aux désirs de leurs clientes. Ce sont des questions que l'on approfondira à partir d'une analyse des relations bilatérales entre le Brésil et l'Angola. C'est à partir des relations commerciales que sont explorés les liens qui unissent les deux marges de l'Atlantique Sud. Ce voyage se fera en plusieurs temps, il débute tout d'abord par une immersion dans les hôtels de transit où loge la communauté africaine de São Paulo. C'est à partir de cet espace transnational que nous suivrons les récits de voyages de plusieurs Angolaises qui viennent au Brésil pour acheter des vêtements et des chaussures de marque *Havaianas*. La seconde étape du voyage explorera les rapports historiques, économiques et culturels qui ont structuré et anticipé ces mobilités contemporaines entre le Brésil et l'Angola. Les rapports post-coloniaux entre ces deux anciennes colonies seront appréhendés à partir d'une réflexion sur les stratégies politiques et économiques du gouvernement brésilien qui s'ouvre au continent africain depuis 2002 avec l'arrivée de Luís Inácio « Lula » da Silva au pouvoir. Ces relations seront également observées à partir de la construction de

---

[107] Dominique WAQUET & Marion LAPORTE, *La mode*, Paris, PUF, 1999, 127 p., p. 5. (« Que sais-je ? »).
[108] Jean-Pierre WARNIER *Construire la culture matérielle, L'homme qui pensait avec ses doigts*, 1999, Paris, PUF, 176 p. (« Sciences sociales et sociétés »).

l'exportation de l'image du « miracle brésilien » qui est devenu une stratégie tant commerciale que politique. Les commerçantes expliquent que pour choisir leurs produits à l'étranger elles s'inspirent des séries télévisées brésiliennes et mexicaines car leurs clients veulent s'habiller comme les actrices de leurs séries préférées diffusées sur la ZAP (chaîne angolaise exclusivement consacrée aux séries télévisées). La mode évolue à toute vitesse, ce qui explique pourquoi les destinations pour le commerce sont volatiles. Le Brésil, qui était depuis une quinzaine d'années l'un des pôles les plus attractifs dans le secteur de la mode en Angola, décline depuis 2008[109]. L'enquête réalisée à Luanda en 2014 montrait l'importance de ces « nouvelles » routes vers la Chine. J'explicite en suivant la façon dont la comparaison de ces vagues de mobilités a été analysée par le biais d'un enquête multi-sites.

UNE ENQUÊTE MULTI-SITUÉE

Dans l'ouvrage *L'engagement ethnographique*, dirigé par Daniel Cefaï[110], les auteurs militent pour une nouvelle conception de la comparaison grâce à une pratique du travail de terrain à la fois discontinue et fragmentaire pour appréhender le mouvement et l'enchaînement entre les sites. Les méthodes de l'anthropologie de la « Globalisation par le bas » comme celles de George E. Marcus[111], Michael Burawoy[112] et Mathew *et alii*[113] ont été des sources d'inspiration pour la construction de cette observation multi-située. L'objectif de cette méthodologie était de s'inspirer des travaux de la globalisation par le bas pour l'adapter à une

[109] J'ai pu confirmer cette information lors de l'enquête à São Paulo en 2013 où la fréquentation des Angolaises dans les hôtels du quartier de la confection du Bras avait déjà largement diminué. Les commerçantes de notre enquête expliquaient cette baisse de fréquentation par la hausse du prix des vêtements brésiliens et de la baisse de la valeur du dollar en Angola.

[110] Daniel CEFAÏ (dir.), *L'engagement ethnographique*, Les Éditions de l'EHESS, 2010, 640 p.

[111] George E. MARCUS, « L'ethnographie du/dans le système-monde. Ethnographie multi-située et processus de globalisation », *in* Daniel CEFAÏ (dir.), *L'engagement ethnographique*, *op. cit.*

[112] Michael BURAWOY, « Revisiter les terrains. Esquisse d'une ethnographie réflexive », *in* Daniel CEFAÏ (dir.), *L'engagement ethnographique*, *op. cit.*

[113] Gordon MATHEWS, Gustavo Lins RIBEIRO & Carlos Alba VEGA, *Globalization from Below: The World's Other Economy,* New-York, Routledge, 2012,*266 p.*

étude de cas centrée sur les femmes. Cependant, la chronologie de l'enquête qui s'est confrontée aux difficultés des temporalités du voyage et d'un objet mouvant capté à partir de trois espaces distincts. Plusieurs méthodes ont été sélectionnées pour remédier aux abïmes entre les temps et les espaces d'observation. L'objectif de l'aspect multi-situé de cette enquête était de pouvoir se mettre à la place des femmes qui voyagent, de loger dans les mêmes hôtels, de manger dans le même restaurant, de ressentir cette même sensation d'être « étrangère ». Le fait d'être moi-même mobile dans l'enquête me permettait de me rapprocher dans une moindre mesure de ce que pouvait vivre ces femmes qui vivent du voyage. Évidemment, pour réaliser une véritable observation participante il aurait été nécessaire de se mettre à la place d'une commerçante à la valise en pratiquant soi-même le commerce à la valise. Cela était impossible pour une question de moyens financiers et des cours que je dispensais pendant l'année scolaire, les trois observations ayant donc été réalisées au cours des trois périodes de vacances d'été entre 2013 et 2015. Cette enquête n'a donc pas la prétention être une véritable ethnographie participante d'une pratique sociale mais le fait de devenir mobile était cohérent avec un objet d'enquête lui-même mouvant. Le principal problème rencontré dans cette enquête était le fait que les commerçantes ne restaient que très peu de temps dans les lieux où elles transitaient. Il était difficile de nouer des liens de confiance et d'établir un dialogue. Je devais donc trouver des solutions pour conquérir leur confiance et m'insérer dans les espaces qu'elles fréquentaient. Ce processus d'adaptation est détaillé dans la première section du deuxième chapitre où j'explique comment l'enquête s'est construite dans le quartier commerçant observé à São Paulo.

Dans la section suivante on présentera les zones observées et les défis méthodologiques rencontrés au fur et à mesure des observations.

Brésil : dans les bas-fonds de la mode à São Paulo

Une immersion par un l'hôtel

La solution rencontrée pour approcher les commerçantes angolaises était tout d'abord d'identifier des lieux elles s'arrêtaient, le temps d'un repas, par exemple. L'enquête au Brésil a donc débuté par une immersion dans un restaurant africain situé au premier étage d'un hôtel réservé à la clientèle étrangère du quartier du Brás à São Paulo. L'hôtel est analysé comme un espace transnational car il concentre l'idée de passage, de croisement, de rencontre entre le local et le global. C'est dans cet espace que je fis connaissance d'Alda et de sa cousine Kiara. Alda est angolaise, elle a 31 ans, elle est mère d'un petit garçon de six ans (en 2013), elle voyage au Brésil depuis 2008. Lors de notre rencontre à São Paulo en 2013, Alda avait espoir de développer son commerce en allant en Chine et vers d'autres destinations. Elle achetait des *Havaianas* dans les entrepôts brésiliens du Brás. Elle m'autorisa à la suivre sur les marchés nocturnes de l'habillement à São Paulo, immersion qui fera l'objet d'une analyse dans le chapitre 2. Les règles du commerce dans l'univers du prêt-à-porter brésilien étaient totalement maîtrisées par cette commerçante qui savait exactement comment négocier avec les vendeurs locaux brésiliens et boliviens. Lors de l'entretien, Alda disait que le Brésil était de plus en plus cher et se demandait jusqu'à quand elle serait capable de venir à cause de l'augmentation des taux de change en Angola. La rencontre avec Alda fut déterminante pour la poursuite de l'enquête, elle accepta de me laisser son numéro de téléphone pour la retrouver à Luanda. C'est à partir de ce moment que l'enquête se construisit sur les entretiens réalisés avec les commerçantes angolaises de São Paulo. La méthode utilisée pour recueillir des données était l'entretien semi-directif où les interlocutrices étaient simplement invitées à raconter leurs histoires de vie et leurs premiers pas dans le commerce transnational. Il fut possible d'interroger une dizaine de commerçantes angolaises qui circulaient dans les espaces de

l'enquête : l'hôtel Vitoria, le restaurant africain et l'agence de transport par laquelle certaines envoyaient une partie de leurs marchandises. D'autres entretiens furent réalisés avec les responsables des hôtels réservés aux acheteurs étrangers ou des provinces rurales du Brésil. J'interrogeais aussi de nombreux vendeurs boliviens et brésiliens pour comprendre les conditions de travail dans l'industrie de la production. Ces données n'apparaissent pas dans la thèse parce qu'elles étaient trop en dehors du sujet exploré ici. J'espère cependant les exploiter ultérieurement dans des articles, notamment sur les couturières boliviennes des usines de São Paulo et les revendications politiques des travailleurs informels[114]. À la fin de l'enquête à São Paulo, dix commerçantes angolaises avaient accepté de me communiquer leurs numéros de téléphone, ces numéros étaient le fil qui reliait l'enquête au Brésil à l'Angola.

Angola : sur les marchés du prêt-à-porter à Luanda

Sur les traces des commerçantes à Luanda

Un an plus tard, l'enquête se poursuivit à Luanda grâce aux histoires de vies et aux contacts téléphoniques récoltés à São Paulo. Mais il fut possible de renouer le contact avec seulement cinq de mes anciennes informatrices[115]. En quelques mois, les choses avaient déjà beaucoup changé pour nombre de ces femmes. Par exemple, Neusa avait abandonné le commerce transnational de vêtement pour revenir à la vente de poisson à la frontière avec la Namibie. Muxima avait perdu son mari et devait maintenant trouver des solutions pour faire garder ses

[114] Au moment de l'enquête à São Paulo, j'ai pu assister à plusieurs manifestations de vendeurs du marché de la Feira da Madrugada qui protestaient contre les menaces de fermeture du marché par le gouvernement de la ville de São Paulo. Voir notamment Carlos Freire da SILVA, « Os mercados populares do centro de São Paulo: a formação de um entreposto comercial », *in* Vera da Silva TELLES & Hélèna HIRATA (org.), *Ilegalismo na globalização: trabalho, migrações, mercados*, Rio de Janeiro, Editora UFRJ, 2015.

[115] Voir l'Annexe 3 où j'explique comme se sont déroulées les « retrouvailles » avec les commerçantes à Luanda.

enfants lors de ses départs à l'étranger. De son côté, Alda avait déjà réussi à réunir assez d'argent pour partir en Chine et s'était même acheté une tablette tactile. Il fut possible de réaliser trois entretiens au domicile des commerçantes qui habitaient des zones périphériques pauvres de la province de Luanda[116]. Le contact avec mes informatrices permit par ailleurs de déterminer le local où celles-ci distribuaient leurs marchandises sur un marché privé à ciel ouvert. La majorité de mes informatrices travaillaient sur le marché Africampo spécialisé dans le prêt-à-porter importé de l'étranger situé dans le quartier Kikolo. Sur ce marché de l'habillement, les femmes étaient en fait des grossistes qui revendaient des marchandises d'Afrique du Sud, du Brésil, de Chine, de Thaïlande. C'est grâce à ces informations que l'enquête à Luanda se concentra sur le marché Africampo où fut mis en place un questionnaire auprès de vingt-cinq vendeuses[117]. L'objectif était de comprendre les grandes tendances de ce commerce, les vagues de mobilités et les profils socio-économiques de ces commerçantes ambulantes. L'analyse de ces résultats fait l'objet du chapitre 5 qui porte sur les stratégies de vente et les rapports de genre sur le marché. L'importance de la thématique des douanes lors des entretiens avec les commerçantes sur le marché orienta alors la problématique sur le rapport au politique dans le régime d'importation angolais. Un entretien avec trois agents des douanes de l'aéroport de Luanda fut réalisé grâce à une autorisation officielle de l'institution des douanes angolaises[118]. L'analyse du rapport aux douanes fait l'objet du chapitre 4 et vise à confronter les discours des commerçantes avec ceux des douaniers pour mettre en avant les tensions entre les nouvelles modalités du régime d'importation angolais et les anciennes pratiques des *moambeiras*. L'argument défendu dans ce chapitre est que le

[116] Les entretiens aux domiciles des commerçantes ont été réalisés chez Linda dans la ville de Viana, chez Muxima dans la ville de Cacuaco et chez Ambela dans le quartier de Cuca à Luanda.
[117] Voir le questionnaire en Annexe 5.
[118] Entretien avec les douaniers l'aéroport de Luanda, le 15 juillet 2014 dans les locaux des douanes d'Angola à Luanda, Angola. Je remercie le personnel du secrétariat du Centro de Estudos e Investigação Científica (CEIC) de l'Université Catholique de Luanda pour m'avoir aidé à obtenir l'autorisation officielle pour réaliser cet entretien.

décalage entre les normes bureaucratiques et l'accès aux droits permettant d'importer légalement participe d'un système politique arbitraire qui pénalise les acteurs du secteur informel.

Parallèlement au questionnaire sur le marché et à l'entretien avec les douaniers, la collecte des récits de vie des femmes a été faite grâce à une méthode expérimentale des cartes mentales[119] (comme montré au début de cette introduction) afin d'évaluer l'ampleur des déplacements de ces femmes dans le monde. Ces cartes permettent de dénouer la parole ou d'avoir une représentation des mouvements dans le cadre du commerce transnational. Très utilisée en psychologie et en géographie, la carte mentale est un outil qui permet la rencontre entre la dimension mentale et la dimension matérielle des représentations[120]. L'intérêt de cette démarche est qu'elle s'appuie sur l'idée que l'espace géographique n'est pas une donnée en soi, ni une réalité objective et qu'elle doit prendre en compte les inégalités de genre dans le rapport au monde et dans l'appropriation de l'espace en fonction des genres[121]. Ainsi, elle met en valeur les conditions de la participation des femmes à l'économie globale et permet d'appréhender le voyage comme une expérience morale de subjectivation[122]. La méthode des cartes du monde s'inspire librement de la géographie féministe[123] pour cerner la façon dont les femmes se déplacent dans les villes où elles voyagent et la façon dont leur conception du territoire reflète une conception du monde. Trois cartes[124] ont été remplies par des commerçantes, elles donnent à voir trois perceptions subjectives de l'espace-

---

[119] Sandra BREUX, Min REUCHAMPS, Hugo LOISEAU, « Apports et potentialités de l'utilisation de la carte mentale en science politique », *in* « Figurer l'espace en sciences sociales » (dossier), *Transeo*, 2-3, janvier 2010, 20 p., p. 2, en ligne, <http://www.transeo-review.eu/Apports-et-potentialites-de-l.html>, consulté le 22 août 2016.

[120] Sandra BREUX *et alii,* « Apports et potentialités de… », *op. cit.*

[121] Liz BONDI & Joyce DAVIDSON, « Situating Gender », *in* Lise Nelson & Joni Seager, *A companion to feminist geography*, Oxford, Blackwell Publishing, 2005, pp. 15-31.

[122] Fariba ADELKHAH & Jean- François BAYART, *Voyages du développement…op.cit.*, p. 9.

[123] Sophie LOUARGANT, « De la géographie féministe à la "Gender Geography" : une lecture francophone d'un concept anglophone », *in* « Questions de genre » (dossier), *Espace, populations, sociétés*, mars 2002, pp. 397-410.

[124] Voir cartes de Linda, Maria et Muxima aux Annexes 7 et 8.

monde à partir des connaissances pratiques acquises par le voyage particulière. Les enjeux révélés par les récits de vies de ces femmes montrent de quelles manières le voyage participe de la construction de l'identité féminine.

L'enquête à Luanda a été confrontée aux limites propres à l'exercice de l'activité professionnelle puisque les commerçantes étaient occupées à recevoir leurs clients et n'avaient pas de temps à perdre. En effet, beaucoup de commerçantes refusaient de répondre à mes questions et d'autres pensaient qu'il s'agissait d'un contrôle des autorités locales. Lors de la réalisation de cette enquête, je me confrontais à plusieurs reprises à la question de l'utilité de cette étude pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Je souligne donc que cette enquête n'a pas la prétention de faire un portrait exhaustif de la variété des profils des *moambeiras*.

Les discours des commerçantes recueillis en 2014 se centraient principalement sur les tarifs de douane et l'appréciation du kwanza face au dollar qui mettaient gravement en péril leurs possibilités d'investissements dans le commerce. En ce qui concerne les destinations, l'enquête sur le marché Africampo permit de mettre en évidence l'importance de la destination chinoise dans le secteur du prêt-à-porter : « agora é mais China »[125] disaient les vendeuses. En effet, depuis 2008 les flux contemporains du commerce à la valise se sont orientés en masse vers la Chine. C'est ce qui mène au troisième volet de cette enquête à Canton, dans le Sud de la Chine, sur les traces de ce même groupe de commerçante angolaises.

[125] « Maintenant c'est surtout la Chine ».

Chine : dans le quartier « africain » de Canton

Sur les traces des commerçantes à Canton

La réalisation de cette enquête de terrain avait pour but de renouveler la méthode d'observation utilisée à São Paulo en faisant une immersion dans les hôtels et les restaurants fréquentés par la communauté africaine en transit en Chine. Comme la ville de São Paulo, Canton est une gigantesque zone de production textile qui attire les commerçants africains. Plusieurs cartes ont été réalisées grâce à mon assistante chinoise (étudiante en géographie à l'Université de Sun Yat Sen à Canton) afin de localiser la présence de « zones africaines » dans lesquelles ces femmes angolaises pouvaient circuler. Cependant, contrairement au Brésil et à l'Angola où je pouvais maîtriser la langue, l'enquête en Chine présentait des difficultés supplémentaires en raison de la distance linguistique et culturelle. En dehors du défi de s'adapter en Chine, il fallait trouver un moyen pour « entrer » dans le quartier « africain » de Xiaobei. Plusieurs auteurs comme Manon Diederich[126], Laurence Marfaing et Alena Thiel[127] estiment que l'accès à l'information au sein des communautés africaines très segmentées de Xiaobei passait nécessairement par un travail d'enquête prolongé afin d'utiliser la ressource des réseaux, des liens d'amitiés ou des appartenances communautaires. La méthode utilisée pour recueillir des récits de vie de commerçantes s'est concentrée sur un hôtel où logent des commerçantes angolaises. Un entretien qualitatif a pu être réalisé avec l'une d'entre elle dans l'intimité de sa chambre. Cet entretien a été fondamental car il a permis de

---

[126] Manon DIEDERICH, *Manoeuvring through the spaces…*, *op. cit.*

[127] Laurence MARFAING & Alena THIEL, « "Agents of Translation": West Africa Entrepreneurs in China as Vectors of Social Change », *in* Ulf Engel & Richard Rottenburg (eds), *Working Papers of the Priority Program 1448 of the German Research Foundation : « Adaptation and Creativity in Africa: technologies and significations in the making of order and disorder »,* Leipzig, Halle 2014, 28 p. (*Working Papers Serie,* 4), en ligne, <http://www.spp1448.de/fileadmin/ media/galleries/SPP_Administration/Working_Paper_Series/SPP1448_WP4_Marfaing-Thiel _final.pdf>, consulté le 10 septembre 2016.

mettre en avant les agressions dont sont victimes les femmes qui voyagent en raison de la jalousie du voisinage en Angola et leurs difficultés d'adaptation aux habitudes locales de la Chine. Les informations recueillies en Chine ont été croisées avec les données déjà obtenues ultérieurement pour approfondir la question de l'invisibilité des voyages des femmes.

Le séjour de recherche en Chine a également mis en avant les enjeux d'étudier un phénomène mouvant qui change à grande vitesse. En effet, déjà en juillet 2015, les commerçantes angolaises étaient de moins en moins nombreuses à venir acheter de la marchandise en Chine en raison de la crise économique et monétaire en Angola à partir de 2013-2014 due à la chute des cours du pétrole. Par ailleurs, les politiques de sécurisation mises en place par le gouvernement local chinois dans la « zone africaine » de Xiaobei à Canton rendaient les conditions de ces circulations d'autant plus complexes. À ce stade de l'enquête, j'ai utilisé une méthode basée sur l'analyse photographique grâce aux travaux de Li Dong, chercheur et photographe, qui a fait un travail de documentation iconographique sur l'évolution de la présence des migrants africains dans le quartier. Les conséquences locales et transnationales de ces politiques de sécurisation sont analysées en croisant les discours des habitants locaux qui vivent grâce à ces flux commerciaux entre la Chine et l'Afrique et ceux des commerçantes angolaises qui parlent des discriminations raciales dont elles disent être victimes. Une littérature de plus en plus importante sur les mobilités commerciales des commerçants africains en Chine montre que la problématique migratoire africaine en Chine fait l'objet de politiques restrictives.

Les impasses de cette dernière enquête feront l'objet d'une réflexion finale dans le chapitre 6 où j'aborde la question de la crise des mobilités à l'échelle globale et les difficultés de mises en place d'une enquête mutli-située, notamment lorsqu'on est une femme. Les destinations brésiliennes et chinoises ont permis de comparer les mobilités des commerçantes angolaises afin de révéler les dialectiques entre les forces globales et l'impact de ces deux destinations sur la

construction des identités féminines. Dans le premier chapitre, j'aborde par ailleurs les difficultés résultant du fait d'être une femme sur le terrain et de se confronter à des contextes d'enquête potentiellement dangereux.

Le bilan des trois enquêtes de terrain permet de formuler que la principale limite de cette recherche repose sur la mise en place d'une observation multi-située éclatée sur trois continents. En effet, les temps courts de l'enquête ne permettaient pas d'approfondir la connaissance d'un milieu ou d'y effectuer de observations de qualité. Ainsi, la méthode de la présente enquête *s'inspire* simplement de l'ethnographie multi-située. On développera ces questions épistémologiques dans le premier chapitre de ce travail intitulé « Penser le global en partant d'elles » (section 1). J'approfondirai également la question du sexe de l'enquête et les défis propres au fait d'« être une jeune femme blanche en terrains sensibles » (section 2).

CARTES D'EMBARQUEMENT

L'« ordre d'exposition »[128] de cette thèse a la particularité de se rapprocher autant que possible du déroulement de la démarche de la recherche et de présenter progressivement, dans l'ordre même où elles se sont présentées, les opérations qui ont permis de récolter les données directement recueillies au cours des différentes étapes de l'enquête. De cette façon, le lecteur pourra avoir la sensation que je « raconte » une histoire sans en exposer d'abord les tenants et les aboutissants. Ce que je cherche, c'est de ne pas imposer de manière forcée ou arbitraire les hypothèses théoriques sans montrer, en premier lieu, les conditions de production de ces données qui mènent ensuite à une réflexion que j'espère la plus heuristique possible. Ainsi, l'ordre d'exposition prend pour point de départ l'arrivée dans chaque « terrain » et replace chaque fait dans la

[128] J'emprunte ici l'expression à Pierre BOURDIEU, *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979, 670 p., p 587.

séquence naturelle des relations qui se sont tissées au fil de la recherche. La difficulté à rendre compte d'une étude menée sur trois sites distincts à des intervalles d'un an m'a forcée à une exposition des faits empiriques qui respectent l'ordre chronologique des enquêtes au Brésil, en Angola et en Chine. Toutefois, j'ai essayé de limiter l'aspect descriptif de l'ordre d'exposition des données en incorporant, d'une façon dynamique, les analyses théoriques que les faits appelaient d'eux-mêmes.

La liberté prise dans la narration de ces trois enquêtes se notera également dans le fait que le texte doit être lu comme un voyage qui débute dans les airs par une réflexion sur les outils théoriques qui permettent de penser le global dans une perspective féministe intersectionnelle (chapitre 1), se poursuit par l'atterrissage à São Paulo et dans une immersion dans l'enquête qui s'est orientée et réorientée au gré des circonstances locales (chapitre 2) ; puis, du Brésil, nous traverserons ensuite l'Atlantique Sud d'Ouest en Est pour nous rendre en Angola en prenant le temps d'une réflexion sur les rapports historiques, politiques et économiques entre les deux pays (chapitre 3, section 1). L'influence culturelle du Brésil dans les pays de langue portugaise en Afrique par le biais de la diffusion des séries télévisées sera centrale pour comprendre les influences sur la mode populaire angolaise (chapitre 3, section 2). L'arrivée en Angola se fait directement par l'aéroport de Luanda comme si l'on suivait le voyage d'une commerçante angolaise dont la marchandise est bloquée aux douanes (chapitre 4). Le passage aux douanes sera donc un moment de réflexion sur le régime d'importation angolais et le rapport des commerçantes au politique. Les conditions de vente et de distribution sur le marché dans lequel a été mis en place le questionnaire apportera des éléments permettant de dessiner les contours d'une catégorie socio-professionnelle féminine et les obstacles qui barrent la route à cet entreprenariat informel (chapitre 5). Les résultats obtenus sur le marché de Luanda où sont commercialisés les vêtements ont montré l'importance de la Chine dans le secteur du prêt-à-porter.

Le voyage en Chine au cœur des « comptoirs africains » de Canton élargira le phénomène du commerce à la valise aux relations commerciales entre l'Afrique et la Chine (chapitre 6, section 1). Cependant, les politiques sécuritaires du gouvernement local chinois et la crise économique en Angola provoquent, par effet de conséquence, une paralysie des mobilités transnationales qui s'observent par les « absences » et les « impasses » méthodologiques de cette dernière enquête (chapitre 6, section 2).

CHAPITRE 1. PENSER LA PÉRIPHÉRIE GLOBALE EN PARTANT D´ELLES

Collage 1 : "La sortie du Brás », quartier de São Paulo, Brésil.

Réalisation Lou Satre, 2013.

I. LA GLOBALISATION VUE D'EN BAS

La volatilité des destinations du commerce à l'échelle internationale et la rapidité avec laquelle les commerçants africains s'adaptent aux contraintes globales témoignent des nouvelles modalités d'insertion des sociétés africaines dans ce qui est communément appelé la « globalisation ». Ces mobilités transnationales représentent des défis à la fois théoriques et méthodologiques pour analyser la globalisation dans les rapports complexes entre les niveaux macro et le micro, entre le local et le global, entre la conjoncture économique globale et les contraintes de la politique économique locale, et enfin, l´impact de la globalisation au quotidien et les relations de pouvoir qui en découlent.

D´un point de méthodologique, étudier la mobilité et pénétrer les multiples réseaux qui soutiennent et financent ces petites économies qui s´organisent entre plusieurs mondes nécessite une approche pluridisciplinaire entre la science politique, l´anthropologie et la sociologie politique et les études de genre. En effet, l´analyse de l'impact de ces mobilités sur les capacités d'émergence économique ou d´autonomie individuelle des femmes est une thématique centrale des études féministes. Ce sujet pose également la question de la place de l´enquêtrice dans les relations sociales de l´enquête.

L´objectif de ce premier chapitre est donc de répondre aux deux questions suivantes : comment penser la périphérie globale en partant d´elles et comment partir d´elles pour penser la périphérie globale ? La méthode utilisée dans ce travail tente alors de suivre la trace des individus, des groupes, des objets ou même des idées qui « fabriquent » le global en s´inspirant du projet proposé par l'ethnographie multi-située[129]. Ce chapitre s´axe sur deux grandes parties, la première s´articule autour d´une réflexion sur la globalisation et la mobilité transnationale à partir d´une interprétation du politique « par le bas ». La

[129] George E. MARCUS, « Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, vol. 24 / 1, 1995, pp. 95-117.

seconde partie se concentre sur les enjeux d´une méthodologie de l'itinérance centrée sur les expériences féminines en montrant l´importance d´aborder la mobilité des femmes africaines à partir d´une approche intersectionnelle des rapports de domination et de pouvoir.

Ce chapitre s'articule autour d'un ensemble de questions : y a-t-il une véritable distinction entre les termes « mondialisation » et « globalisation » ? Quelles sont les caractéristiques de ce nouvel ordre marchand ? L´éthique du commerce « par le bas » est-elle plus juste que celle du commerce encadré par des normes internationales ? D´un point de vue méthodologique, comment capter ces mouvements commerciaux caractérisés par la discrétion et l´invisibilité ? Quelles sont les nouvelles modalités d'insertion des sociétés africaines dans le « nouveau capitalisme marchand »[130] ? Comment rendre compte des mutations rapides et des mobilités presque imprévisibles ? S´agit-il de circulations « internationales » ou « transnationales » ? S'agit-il d'économies « souterraines » comme le nomme Alain Tarrius[131]? Sont-elles le reflet d'une nouvelle classe d´entrepreneurs de la « mondialisation par le bas » selon les termes d'Alejandro Portes[132] ? Ou alors, de phénomènes de la « globalisation populaire dans un système mondial non hégémonique » comme le défend Lins Ribeiro[133]? Cela annonce-t-il la naissance d'un nouveau « Sud Global » ou de « nouveaux Suds globaux » ? Est-il vraiment pertinent de parler de « Sud » et de « relations Sud-Sud » quand il s'agit de penser les relations entre Luanda et Bangkok, ou entre Luanda et Dubaï ? Enfin, comment adapter les méthodes de recherche de la science politique à ces nouveaux objets « fluctuants » ou, peut-

---

[130] Michel PERALDI, « Aventuriers du nouveau capitalisme marchand, Essai d´anthropologie de l´éthique mercantile », in Fariba ADELKHAH et Jean-François BAYART, *Voyages du développement, Émigration, commerce, exil*, Paris, Karthala, 2007, 368p.
[131] Alain TARRIUS, *Étrangers de passage. Poor to poor, peer to peer*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2015, 172p.
[132] Alejandro PORTES, « La mondialisation par le bas », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 129, septembre 1999, pp. 15-25.
[133] Gustavo Lins RIBEIRO, « A globalização popular e o sistema mundial não hegemônico », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 25, nº 74, 2010, pp. 22-38.

être même, à des « Objets politiques non identifiés » (OPNI)[134] ? Ce sont les questions auxquelles je souhaite répondre grâce aux outils théoriques et méthodologiques mobilisés dans cette thèse.

1. Commerçants, entrepreneurs et marchands

Les études sur le commerce, les commerçantes et les entrepreneurs doivent aux héritages des travaux de Max Weber qui définit le commerce et les « commerçants » dans une économie transactionnelle comme des « *intermédiaires* se chargeant de l´échange de droits de disposer personnels ou étrangers »[135]. Comme activité capitaliste indépendante, c´est-à-dire comme *commerce pour son propre compte*, Max Weber le définit comme « l´achat de marchandises en prévision d´une vente ultérieure profitable ou par la vente à terme avec l´espoir d´un achat actuel favorable »[136]. Ainsi, pour l´auteur, le commerce *libre* à compte propre est toujours une activité à but lucratif réalisée notamment par « les colporteurs et petits commerçants ambulants qui emportent leur marchandise avec eux pour l´écouler sur le lieu de vente et que nous avons, pour cette raison, déjà classés dans la catégorie des "transporteurs" »[137]. Le commerce qui se fait à compte propre doit alors être compris sur la base de « l´*appropriation* des moyens de production et d´approvisionnement, même si le droit d´en disposer a été assuré par un emprunt. C´est toujours le commerçant qui assume les risques de l´affaire et des capitaux investis ; grâce à l´appropriation des moyens d´approvisionnement, il s´est approprié aussi les chances de gains »[138]. La définition du commerce comme « une chance de gains » conduit donc Max Weber a appréhender le calcul commercial comme « spéculatif » puisqu´il dépend du hasard et se trouve « hors du domaine du

[134] Denis-Constant MARTIN, 1989, « À la quête des OPNI (objets politiques non identifiés). Comment traiter l'invention du politique ? », *Revue française de science politique*, vol. 39 / 6, 1989, p. 793 815.
[135] Max WEBER, *Économie et société, tome 1, les catégories de la sociologie*, Paris, Plon, 1995, 411 p., p. 222.
[136] *Idem*.
[137] *Idem*, p. 223.
[138] *Idem*, p. 224.

"prévisible" : l´opération comporte donc un "risque de hasard" »[139]. Ces approches économiques associent cette catégorie professionnelle à une fonction principale : celle de l´accumulation du capital par les opérations d´échanges mercantiles.

Cependant, pour Pierre-Paul Zalio[140], ces approches économiques sont critiquées par la sociologie économique des entrepreneurs, notamment celles de Joseph Schumpeter qui définit l´entrepreneur comme un individu doté d´un sens du calcul coût-avantage et d´un tempérament aventurier. En effet, l´école autrichienne de Schumpeter définit l´entrepreneur comme celui qui met en œuvre des innovations, c´est-à-dire qui modifie la combinaison des actifs pour produire ou mettre en marché des produits. En sociologie, les entrepreneurs ont longtemps constitué un objet marginal ceci en raison de l´équivocité de la catégorie d´entrepreneur qui regroupe autant les créateurs d´entreprises que les entrepreneurs migrants ou les pêcheurs. Pierre-Paul Zalio montre qu´une sociologie des entrepreneurs voit le jour en France depuis quelques années en essayant de s´abstraire des oppositions binaires entre une figure de l´entrepreneur perçu comme « capable d´innover, de percevoir des opportunités, de maîtriser l´incertitude et de l´autre, les savoir de gestion qui traitent pratiquement et normativement de l´entrepreneuriat »[141]. Cette sociologie de l´entrepreneuriat a pour but d´étudier « le rôle de l´encastrement social de l´entrepreneur – dans un espace relationnel, dans des organisations, dans des histoires, dans des mondes productifs et sociaux – et comprendre le travail social nécessaire pour "fabriquer" un entrepreneur »[142]. En effet, l´analyse de parcours entrepreneurial ne peut se faire sans prendre en considération le rôle des structures sociales, économiques, politiques et historiques qui

---

[139] *Idem*, p. 225.
[140] Pierre-Paul ZALIO, « Sociologie économique des entrepreneurs », in Philippe STEINER & François VATIN, *Traité de sociologie économique*, Paris, PUF, 2013, 824 p., pp. 601-634.
[141] *Idem*, p. 602.
[142] *Idem*, p. 603.

englobent l´individu agissant. La sociologie économique cherche alors à comprendre dans quelle mesure certaines propriétés d´un milieu social favorisent ou non l´incorporation dans une personne d´une capacité à conduire une activité économique. Cette perspective sociologique sur les entrepreneurs tente de décrire « la manière dont les acteurs jouent de l´hétérogénéité des scènes sociales, des ressources et des cadres transactionnels »[143]. Ainsi, allant à l´encontre des théories néoclassiques de Frank Knight[144] qui définit l´entrepreneur comme celui qui a la capacité à surmonter l´incertitude. À contrario, des auteurs de la sociologie économique comme Aldrich Howrad[145] postulent pour étudier les contextes institutionnels et sociaux qui expliquent la mobilité sociale et économique. Ainsi, la sociologie sur les entrepreneurs invite à considérer l´entrepreneur moins comme une individualité que comme un « carrefour où sont engagés des dispositifs sociaux, des ressources, des équipements (cognitifs ou juridiques), des appuis et des mondes sociaux, qui rendent possible (et acceptable socialement) qu'un individu puisse s´approprier un profit »[146].

En dehors des structures sociales qui encadrent l´individu entrepreneur, la question des représentations qui stigmatisent cette profession doit être soulignée. L'anthropologue Christian Geffray[147], dans son ouvrage *Trésors, Anthropologie analytique de la valeur,* montre que la figure du marchand fait de tout temps l´objet de représentations négatives voire méprisantes :

> « De l´Antiquité occidentale jusqu´à la montée en puissance du capitalisme marchand et manufacturier européen, les plus grands esprits ne cachaient guère leur dédain pour l´activité marchande, lorsqu´ils ne stigmatisaient pas

---

[143] *Idem*, p. 627.
[144] Frank KNIGHT, *Risk, Uncertainty and Profit*, Boston, Houghton Mifflin, 1964.
[145] Aldrich HOWARD, « Entrepreneurship », in N. J. Smelser, R. Swedberg, *The Handbook of Economic Sociology*, Russel Sage, Princeton University Press, 2005, pp. 450-477.
[146] Pierre-Paul ZALIO, « Sociologie économique des entrepreneurs »…*op.cit.*, p. 630.
[147] Christian GEFFRAY, *Trésors, Anthropologie analytique de la valeur,* Paris, Arcanes, 2001, 186 p.

son indignité. Elle était aussi mal nommée que mal aimée au demeurant, puisque les personnes qui s´y consacraient faisaient des « affaires », du « négoce » (*neg-otium* : ils n´étaient pas oisifs), sans qu´existât toujours un mot distinct dans la langue pour désigner positivement ce qu´ils faisaient. Et il valait mieux pour eux qu´aucun nom propre ne fût attribué à leur population : lorsqu´un nom était assigné à une communauté commerçante, fût-elle minoritaire relativement à l´ensemble de la population marchande, alors le simple mépris et la défiance ordinaires se présentaient comme résultant de la substance identitaire que les autres leur prêtaient en vertu de ce nom, et le mépris était prompt parfois, à se muer en haine meurtrière »[148].

Le mépris qui touche le sujet de marchand, c´est-à-dire l´idée qu´il est une personne avide d´argent et pas toujours digne de confiance, est un élément qui doit être pris en considération dans les analyses sur le commerce. Christian Geffray donne l´exemple des pogromes dont furent victimes les juifs d´Europe occidentale médiévale, puis en Espagne et au Portugal sous l´Inquisition[149]. L´identité professionnelle des commerçants se construit alors en lien avec ces représentations négatives qui marque cette figure de façon relativement universelle.

En science politique, l´étude des commerçants a été marqué par l´ouvrage de Nonna Mayer, *La boutique contre la gauche*[150] qui examine les trajectoires économiques et politiques des petits commerçants, leurs univers idéologiques et les déterminants de leurs comportements politiques. L´auteure rend compte du « rejet de la politique » par les boutiquiers en évoquant le rapport spécifique des milieux populaires à la politique et ses effets d´exclusion. Elle fait le lien en l´ethos de la classe de petits commerçants (le ressentiment et l´ascétisme) avec ses conditions d´existence (endettement, rêves frustrés d´ascension sociale) et les effets de la position intermédiaire du groupe. Cela explique selon Nonna

148 *Idem*, p. 90-91.
149 *Idem*, p. 91.
150 Nonna MAYER, *La boutique contre la gauche*, Paris, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986, 346 p.

Mayer le rejet de cette catégorie envers la gauche ou toutes organisations syndicales. Bien que la comparaison entre le contexte français de la fin des années 1980 et celui de l´entrepreneuriat africain de la première décennie des années 2000 comporte des limites, le rejet du politique semble être une constance.

2. L´entreprenariat africain informel et le commerce du *poor to poor*

L'internationalisation des entrepreneurs africains, elle non plus n'est pas un phénomène nouveau. Depuis les années 1980, les recherches africanistes d´orientation marxiste[151] soulèvent la question de la place des entrepreneurs africains dans les relations de domination/dépendance qui régissent le système international[152]. Questionnant l'impact du commerce informel pour les sociétés africaines, les auteurs articulent l'ambiguïté de ce phénomène sur ces deux axes : l'informel est-il révélateur d'une « capacité d'adaptation originale au système dominant susceptible d'assurer aux travailleurs des moyens raisonnables de subsistance ? Ou bien, au contraire, s'agit-il seulement d'une réaction de survie de la part de travailleurs sous-productifs, mal ou non intégrés, pour lesquels tout accroissement de profit se fait au prix d'une surexploitation accentuée et se traduit par un élargissement de la dépense improductive ? »[153]. Ce sont des interrogations que je développerai dans le cas étudié en essayant de comprendre si la capacité d´adaptation des commerçantes à la globalisation de l´économie est une source d´autonomisation ou de dépendance. Ces problématiques seront appréhendées à l'aune du désengagement de l'État en Angola qui n'assure pas (ou très mal) les politiques sociales pour les plus pauvres mais condamne des pratiques informelles qui sont le seul moyen de survie des populations les plus

---

[151] LABORATOIRE « CONNAISSANCE DU TIERS MONDE », *Entreprises et entrepreneurs en Afrique, XIXe et XXe siècles,* Actes du colloque du 11 et 12 décembre 1983, Paris, L´Harmattan, 1983, 2 vol, 528 + 640 p.
[152] *Idem*, p. 12.
[153] *Idem*, p. 13.

vulnérables. Certes, l'Angola n'est pas un cas unique, le retrait des politiques sociales est une constante du néolibéralisme.

En effet, dans ses recherches sur les travailleurs informels au Brésil, Carlos da Silva Freire[154] propose de penser le concept d'informel à partir d'une conception critique du rôle de l´État et de la construction de ce concept désormais transformé en politique publique. Selon l´auteur, l'informel ne peut plus être pensé comme une absence d'État mais « comme les marges définies par son action »[155]. C'est donc à partir de la criminalisation et de la condamnation des pratiques de l'informel qui sont remplacées par des mesures publiques qu'il invite à repenser cette notion. L´attention doit donc être portée sur les points de tension entre « des formes de régulations, des pratiques de contrôle, des fiscalisations par différents agents de l'État et les dynamiques des acteurs localement situés »[156]. Il s´agit en l'occurrence de mettre en lumière les rapports de forces entre le formel et l'informel, entre le légal et l'illégal, entre les marges et l'action de l'État.

L'économie informelle à l'échelle globale pourrait en ce sens être pensée comme la marge de manœuvre laissée aux pauvres dans des contextes politiques marqués par la désindustrialisation, la pénurie des équipements, l´inflation et la dégradation du niveau de vie de la population comme c´est le cas en Angola[157]. L'économie du « poor to poor », c´est-à-dire de « l´entre pauvres » envisage la globalisation économique de façon critique afin de mettre l'accent sur les rôles de celles et ceux qui ramassent les miettes des flux d´échanges et de transactions économiques à l´échelle du monde. Pour Alain Tarrius, « la mondialisation du *poor to poor*, pour les pauvres par les pauvres, concerne, par-delà les frontières

---

[154] Carlos Freire da SILVA, « Das calçadas às galerias: mercados populares do centro de São Paulo », Thèse de doctorat, São Paulo, USP, 2014, en ligne, <http://www.teses.usp.br/teses/disponiveis/8/8132/tde-31032015-105012/pt-br.php>, consulté le 13 mai 2016.
[155] *Idem*, p. 19.
[156] *Idem*, p. 21.
[157] Ennes M. FERREIRA, « La reconversion économique… », *op.cit.*

nationales, l´immense foule de pauvres partout présente et depuis longtemps mondialisée »[158]. Les stratégies individuelles des acteurs et actrices de l'économie du « poor to poor » se développent ainsi en contournant les entraves institutionnelles qui barrent l'accès aux normes formelles de l´économie. L'économie du « poor to poor » fait directement référence à une expression d´une *moambeira* qui affirmait : « mon commerce c´est pour les pauvres » (« *o meu negócio é para os pobres* »)[159]. Cela rejoint donc l´idée que les commerçantes sont des intermédiaires entre des marchandises bon marché et les besoins des catégories sociales les plus pauvres. Lamia Missaoui dans son article sur les transmigrants définit « l´entre-pauvre » comme « une puissante mobilisation internationale de la force de travail de populations pauvres [qui] se déploie mondialement avec comme arrière-fond les grandes firmes multinationales »[160]. En effet, l'absence de production locale des économies africaines intensifie la dépendance et l'importation de produits manufacturés. L'activité de ces petits importateurs s´articule autour d´une double dépendance, celle de la survie de l'économie et celle de la survie des familles.

La question de l'économie du « poor to poor » est intrinsèquement liée à celle des conditions de travail et de la surexploitation des travailleurs pauvres dans l'économie informelle. L´emploi informel est un phénomène particulièrement important en Afrique subsaharienne, il représente 71 % du total de l´emploi non agricole[161]. Ces chiffres sont évidemment critiquables et limités au vu de l'absences de données fiables sur ces activités économiques. La définition de

---

[158] Alain TARRIUS, *Étrangers de passage. Poor to poor… op.cit*, p. 8.
[159] Entretien avec Linda, 11 juin 2014, Viana, Angola.
[160] Lamia MIASSAOUI, « Pour une anthropologie du poor to poor apparenté au peer to peer», *Revue électronique des sciences humaines et sociales*, avril 2014, en ligne, <http://www.espacestemps.net/articles/pour-une-anthropologie-du-poor-to-poor-apparente-au-peer-to-peer/>, consulté le 20 août 2016.
[161] Frédéric LAPEYRE & Andreia LEMAITRE (dir.), *Politiques publiques et pratiques de l´économique informelle en Afrique subsaharienne*, Louvain-La-Neuve, Academia-l´Harmattan, 2014, 292 p., p, 15.

l´économique informelle n´est pas consensuelle, les auteurs[162] montrent les liens complexes qui se tissent entre les secteurs formel et informel de l´économie. Frédéric Lapeyre et Andreia Lemaître montrent l´importance de faire ressortir les différents niveaux d´intégration de l´économie informelle dans l´économie mondiale par la sous-traitance, les chaînes mondiales de valeur, le commerce ethnique, le commerce équitable et par la multiplication de politiques publiques axées sur l´économie informelle. Ils rappellent les différents niveaux d´informalité, selon les différents critères de régimes fiscaux, de systèmes de protection sociale, d´enregistrements, etc.[163]. Ils soulignent aussi l'intérêt d´étudier les mécanismes de résistance des agents du secteur informel, c´est-à-dire « l´indocilité du local » face aux politiques publiques. En effet, les auteurs suggèrent de produire de la connaissance sur les comportements empiriques à partir d´ une « approche Polanyienne axée sur l´articulation marché, redistribution, réciprocité et domestique en accordant une attention particulièrement aux dynamiques associatives de sécurisation socio-économique et de préservation du lien social »[164]. En d'autres termes, l'informel doit être pensée de façon critique, comme ce qui remplace les mécanismes de redistribution normalement assurés par l'État.

Par ailleurs, Bruno Latour[165] défend une compréhension des pratiques informelles à partir d´un regard non ethnocentrique. Il propose de ne plus les interpréter comme les économies des *autres*, ou de celles des pays du Sud en développement. De nombreux travaux en anthropologie du développement et en anthropologie économique déconstruisent les conceptions binaires formel et

---

[162] Martha Alter CHEN, « Rethinking the informal economy: linkages with the formal economy and the formal regulatory environment », *in* Guha-Khasnobis BASUDED, Ravi KANBUR, Eleonor OSTROM (eds), *Linking the formal and informal economy, concepts and policies*, New York, Oxford University Press. 2007, pp. 75-92.
[163] *Idem*, p. 16.
[164] Frédéric LAPEYRE, « Les politiques publiques face à l´indocilité du local », in Frédéric LAPEYRE & Andreia LEMAITRE (dir.), *Politiques publiques et pratiques de l´économique… op.cit..*, p. 264.
[165] Bruno LATOUR, *Nous n´avons jamais été modernes*, Essais d´anthropologie symétrique, Paris, La Découverte, 1993, 210 p.

informel versus moderne et traditionnel. Il convient alors de prendre en compte, d´une part, le degré d'informalité présent dans les économies développées du « Nord », et d´autre part, le degré de formalité présent dans toutes les économies informelles dites du « Sud ». Cela veut dire que le concept d'informel et ses pratiques ne peuvent pas être séparés d'une compréhension des contextes historiques et des cadres politiques et juridiques qui définissent leur caractère légal et légitime.

Les contextes politique et économique d´où partent ces commerçants à la valise africaines présentent des similitudes. Cela se vérifie notamment dans la comparaison avec le *Trabendo* (commerce à la valise algérien) qui, selon Michel Peraldi, apparaît dans des sociétés marquées par la pénurie, l´absence totale de biens d´équipement et la carence des biens de premières nécessité[166]. En effet, l´Algérie et l´Angola sont deux économies marquées par la désindustrialisation et une dépendance envers les importations. Par ailleurs, la *moamba* angolaise est, comme le *trabendo* algérien, soutenue par « un train de vie relativement élevé, que nourrit, d´une part, l´argent de la rente pétrolière, mais très inégalement réparti, parce que réservé aux bénéficiaires de la "culture de la guerre" »[167].

Les nouvelles caractéristiques des économies émergentes ont conduit à la diversification et la complexification des pratiques informelles qui se développent en Angola aux niveaux, local, régional, transnational et international. Sur la dimension informelle de l´économie angolaise Marzia Grassi[168] souligne qu´elle fait partie intégrante de l´organisation de la société angolaise suite aux conséquences de trois décennies de guerre. Les nouvelles dynamiques du monde global font, selon l´auteure, croître la complexité des pratiques économiques informelles et elles renouvellent les questionnements sur

---

[166] Michel PERALDI, « Aventuriers du nouveau capitalisme »… *op.cit.*, p. 81.
[167] *Idem*.
[168] Marzia GRASSI, « Introdução teórica e metodológica ao projecto "Angola em Movimento : sociabilidades e trocas económicas informais" », Lisbonne, *Economia Global e Gestão, ISCTE Business school*, N° 3 (7), 2007, pp. 9-22, p. 11.

leurs interactions avec le modèle de gouvernementalité de l´Angola. Ces mutations renouvellent de ce fait les interrogations sur les rapports entre les individus et les instituions, ce que l´on approfondira ici à partir des pratiques du commerce à la valise et son interaction avec l´institution douanière angolaise. Marzia Grassi précise par ailleurs que la compréhension de ces phénomènes économiques doit inclure le poids considérable de la guerre dans la « destruction des liens de confiance et de solidarité entre les individus et la monétarisation des relations entre les individus »[169], ce à quoi il faut ajouter la pression du marché globalisé qui accentue la concurrence entre les agents informels.

De son côté, l´économiste angolais Carlos Lopes[170] montre qu´en Angola il existe une corrélation entre le commerce informel local, le commerce entre les provinces et le commerce informel transnational. Leurs évolutions se sont déroulées de concert avec les étapes de la libéralisation progressive de l´économie angolaise de 1975 à 1992 puis avec l´entrée dans l´économie de marché globalisée à partir de 2002. La croissance de l´économie informelle dans la ville de Luanda résulte de plusieurs facteurs : l´exode rural suite aux conséquences de la guerre ; les comportements rentiers générés par la politique économique ; l´incapacité du secteur formel (public et privé) de garantir de l´emploi formel ; la diminution progressive de la distribution de biens et de service par l´État ; l´affection prioritaire des ressources publiques pour l´effort de guerre ; les réseaux clientélistes ; l´accumulation des richesses par les élites détentrices du pouvoir et l´adoption de politiques macroéconomiques favorisant ces mécanismes[171]. Ainsi, la généralisation des pratiques informelles

[169] *Idem*.
[170] Carlos LOPES, « Comércio informal, transfronteiriço e transnacional : que articulações? – Estudo de caso no mercado de S.Pedro (Huambo) e nos mercados dos Kwanzas e Roque Santeiro (Luanda) », Lisbonne, *Economia Global e Gestão, ISCTE Business school*, N° 3 (7), 2007, pp. 35-55.
[171] *Idem*, p 39.

est intrinsèquement liée aux systèmes politiques les supportent et les « fabriquent ».

3. Penser la périphérie globale par les pratiques

La littérature sur la mondialisation est très vaste et je ne ferai pas ici une révision exhaustive des nombreuses publications qui se sont penchées sur ce sujet complexe. Une partie de la littérature considère que la mondialisation est un phénomène qui précède la globalisation, cette dernière apparaissant comme une amplification de la première. Sylvie Brunel[172] parle d'un phénomène non linéaire et historique qui a débuté dès l'Empire romain où se situent les prémices d'une première mondialisation organisée autour de la Méditerranée. Mais ce sont les grandes découvertes au XVe siècle qui marquent la naissance de l´« économie-monde » que décrit l'historien Fernand Braudel[173]. La globalisation est perçue comme un processus d´expansion du capitalisme avec l´avènement des doctrines néolibérales. Si son expansion semble avoir été freinée par la Première et Seconde Guerre mondiale ainsi que la Guerre froide qui figèrent le monde en plusieurs blocs pendant la moitié du XXe siècle, le tournant décisif se produisit dans les années 1980 avec l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan aux États-Unis et de Margaret Thatcher au Royaume-Uni. C´est à cette époque que sont mis en place les plans d´ajustement structurel en Afrique. De plus, la crise de la dette dans les pays en développement a contraint de nombreux pays africains à adopter des « stratégies de développement favorables au marché » selon la formule des institutions financières internationales (Banque mondiale et FMI)[174]. Cette unification des modèles économiques a non seulement gagné le monde en développement mais aussi les

---

[172] Sylvie BRUNEL, « Qu'est-ce que la mondialisation ? », Sciences humaines, 2015, en ligne, <http://www.scienceshumaines.com/qu-est-ce-que-la-mondialisation_fr_15307.html>, consulté le14 février 2016.
[173] Fernand BRAUDEL, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle*, rééd. LGF, 3 vol., 2000 [1979].
[174] Sylvie BRUNEL, « Qu'est-ce que la mondialisation ?... », *op.cit.*

pays de l'Est à partir des années 1990 avec la disparition du mur de Berlin[175]. De son côté, la Chine libéralisa elle aussi son agriculture et ouvrit ses premières zones économiques spéciales. Cela marquerait pour certains auteurs le début de la mondialisation avec une expansion de la libéralisation économique aboutissant à la généralisation du capitalisme[176].

À la suite de Fernand Braudel, Immanuel Wallerstein[177] souligne l´importance d´appréhender le « système-monde » comme des « zone(s) spatiale(s) temporelle(s) qui traverse(nt) nombre d'unités politiques et culturelles, et qui constitue(nt) des zone(s) intégrée(s) d'activités et d'institutions régies par certaines règles systémiques »[178]. Pour Georges Saunier[179], l'intérêt des travaux de Wallerstein est de penser l'économie-monde capitaliste à partir des tensions entre le centre – c'est-à-dire un espace (aussi bien temporel que spatial) à l'intérieur duquel se retrouve un modèle d'organisation sociale original – et des périphéries c'est-à-dire un ensemble de régions dont les organisations sociales diffèrent du centre, mais qui se trouvent dominées (militairement, économiquement, juridiquement ou politiquement) par ce dernier. Ainsi l'étude de la périphérie devient aussi importante que celle du centre.

Pour Michel Cahen[180], le concept de mondialisation ne doit pas être utilisé pour les époques antérieures au capitalisme financier. Le système-monde a existé depuis le XVIe siècle, mais il s'agit de l'expansion du capitalisme dans un monde encore diversifié. Pour cet auteur, cela n'apporte rien de dire, maintenant, « mondialisation », ou « première mondialisation », là où l'on disait auparavant

---

175 *Idem*.
176 Jacques ADDA, *La mondialisation de l'économie: genèse et problèmes*, La Découverte, 2006, 256 p.
177 Immanuel WALLERSTEIN, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-mondes*, La Découverte, Paris, 2004, 173 pages.
178 *Idem*, p. 34.
179 Georges SAUNIER, « Quelques réflexions sur le concept de Centre et Périphérie ». *Hypothèses* 3, n° 1, janvier 2009, p. 178.
180 Michel CAHEN, *Africando ; Bilan 1988-2009 et projets 2010-2018*, Vol. I, Rapport pour l'habilitation à diriger des recherches, Histoire, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, EHESS, 2010, en ligne, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00556656/document>, consulté le 11 septembre 2016.

« expansion du capitalisme » ; et cela a l'inconvénient de gommer la spécificité de la mondialisation (actuelle) qui est celle de la dictature mondiale du capital financier. La différence avec l'expansion antérieure, est que le capitalisme néolibéral tend à uniformiser sur toute la planète les conditions de l'extraction de la plus-value, ce qui crée du reste de nouvelles différenciations (une tendance uniformisante appliquée à des réalités inégales qui crée des différenciations). Si la tendance à la mondialisation était seule en jeu et allait jusqu'au bout, le monde ne serait plus qu'un ensemble de « morceaux de monde » privés d'historicités propre – chaque morceau de monde serait alors mondialisé. La mondialisation est le contraire de l'internationalisation, qui est la mise en relation croissante de peuples, nations et territoires dans le monde, du moins dans une situation où ils sont encore dotés d'historicités propres. Selon l´auteur, mondialisation et globalisation sont synonymes, le premier étant d'origine française et le second d'origine anglo-saxonne. La mondialisation est l'étape actuelle du capitalisme à l'époque de la dictature mondiale du capital financier : il ne fait donc pas sens d'utiliser ce concept pour les siècles antérieurs.

Cela rejoint les propos de Jean-François Bayart[181] pour qui les termes de mondialisation et globalisation sont parfaitement synonymes et décrivent un processus historique sur le temps long. Alors que certains placent le curseur temporel du début de la globalisation à partir des années 1980 avec « le triomphe du néolibéralisme » et la chute du mur de Berlin en 1989, Jean-François Bayart considère que le début du phénomène commence avec ce qu'Éric Hobsbawm[182] appelle « le long 19e siècle » et le « court 20e siècle », c'est-à-dire de la fin du XVIIIe jusqu'en 1989[183]. Cette périodisation si longue

[181] Jean-François BAYART, « Globalisation et subjectivisation politique » in *Comprendre la mondialisation, Paroles en réseaux*, actes publiés de la manifestation organisée par la Bibliothèque publique d'information, Juin 2006, Paris, p 8-13.
[182] Éric J. HOBSBAWM, *L'Âge des extrêmes: Histoire du Court Vingtième Siècle, 1914-1991*, Paris, Complexe, 2003, 810 p.
[183] *Idem*, p. 8.

permet ainsi de mesurer toute l'épaisseur historique d´un processus qui prend de plus en plus d´ampleur.

D'autres perspectives interprètent le phénomène de la globalisation en termes d´augmentation des « flux » voire de l´avènement d´une « société des réseaux » comme le conceptualise Manuel Castell[184]. Toutefois, l'idée de « réseaux » semble peu à même de mettre en évidence les relations de pouvoirs qui rentrent en jeu dans ces nouvelles configurations du social. Les anthropologues Zsuzsa Gille et Séan Ó Riain[185] soulignent de leurs côtés les difficultés de ces théories à expliquer ce qui est de l'ordre de la « reproduction et du changement » au sein de ses réseaux. Ces approches négligent selon eux les « capacités d'action » et le « savoir-faire » des agents. Sous les réseaux, les agents paraissent comme « écrasés » sous le poids de l'organisation des appartenances et des solidarités, ou « prisonniers » des filets des réseaux économiques sans la moindre marge de manœuvre. En d'autres termes, certaines approches de la globalisation, sous prétexte de vouloir mettre en valeur la fluidité et le mouvement, font l'économie d'une vision critique et politique sur la matérialité des frontières :

> « Grâce aux recherches sur le transnational, nous voyons l'importance de l'émergence d'une nouvelle échelle d'action sociale et la refiguration des rapports sociaux à travers les multiples dimensions des espaces au sein desquels ils sont encastrées. Finalement, par l'étude des frontières, nous comprenons l'importance vitale de voir les espaces comme politiquement construits et contestés »[186].

Ainsi, bien que les espaces du local soient connectés au global cela n´efface pas pour autant la matérialité des frontières et la nature politique de leurs définitions. Les auteurs postulent donc pour une étude de la globalisation

---

[184] Manuel CASTELL, *L'Ère de l'information*. Vol. 1, *La Société en réseaux,* Paris, Fayard, 674 p.
[185] Zsuzsa GILLE et Séan Ó RIAIN, « Global Ethnography », *Annual Review fo Sociology*, 28 (1), 2002, pp. 271-295.
[186] *Idem*, p. 277.

capable de mettre en évidence les espaces de négociation de la hiérarchie et l'hégémonie en définissant de nouveaux espaces et de nouveaux objets qui interrogent les relations sociales à l'intérieur de frontières définies socialement et politiquement. Dans ce but, Marc Abélès[187] défend l´intérêt de conserver le concept de globalisation pour décrire : « La constitution d´un marché intégré des capitaux, le triomphe du néolibéralisme s´imposant dans le monde postindustriel comme dans les pays en développement qui sont soumis aux politiques d´ajustement structurel ont transformé durablement la donne »[188]. Selon l'auteur, le concept de global rend compte « du niveau d´intégration et d´interconnexion qui est désormais atteint et qui se traduit pas la perception empirique chez les individus, par-delà leurs attaches territoriales et leurs identités culturelles, d´une appartenance à un monde global »[189].

De nombreux concepts tentent de donner une définition de ces multiples connexions et flux qui constituent le global. Par exemple le concept de « branchements » de Jean Loup Amselle[190] caractérise l'hybridation des cultures dans le processus de globalisation. Ces branchements aboutissent *in fine* à une universalisation des cultures qui exprime l'idée que les cultures sont aujourd'hui le résultat d'un « métissage ». Cependant Michel Cahen[191] questionne la validité de ces concepts d'une part parce que toutes les cultures ont toujours été métisses, même si elles n'en ont que rarement conscience ; et d'autre part, si les remaniements identitaires que provoque la globalisation créent de nouvelles identités, sans doute produites au moins partiellement par des métissages multiples, elles n'en sont pas moins ressenties comme des identités spécifiques. Les identités de demain ne seront plus celles d'hier, mais elles n'en seront pas moins des identités localisées ou diasporiques, c´est ce que l´auteur appelle le «

---

[187] Marc ABELES, *Anthropologie de la Globalisation*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 2008, 280 p.
[188] *Idem*, p. 8.
[189] *Idem*.
[190] Jean-Loup AMSELLE, *Branchements: Anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris, Flammarion 2005, 265 p.
[191] Michel CAHEN, *Africando ; Bilan 1988-2009 …op. cit.*

mouvement social des identités ». En ce sens, il remet en question l'idée que le mouvement serait partout, hyper présent dans le social, allant jusqu'à supprimer la notion de même de « localité » ou de « communautés ».

Dans cette recherche, je ferai le choix d´utiliser le terme de « périphérie globale » pour mettre en lumière les rapports de force présents dans les différents contextes étudiés. Qu´il s´agisse du Brésil, de l´Angola ou de la Chine, le point de départ sera l´observation des périphéries et de la nature politique de ces « marges ». C'est-à-dire d´explorer l´univers des « périphéries globales féminines » en partant des expériences de vie de femmes, pauvres, noires et considérées « informelles ». De la même façon, je préfère utiliser le concept de « transnational » plutôt que celui d´« international » pour décrire les mobilités de cette étude de cas car il semble plus à même de décrire le rôle des agents « marginaux » de la périphérie globale.

Thomas Faist[192] adopte le concept de « transnational » en parallèle à celui de diaspora pour qualifier les liens et les relations durables tissés par les migrants entre différents pays. Par extension, il fait référence à toutes formes de transformations sociales et politiques provoquées par les réseaux, groupes et organisations à caractère transnational. À partir des années 1990, les recherches sur le transnational et sur la diaspora ont gagné une connotation politique en plaçant au cœur des attentions la figure du migrant comme un agent social et politique tandis que jusqu'alors on avait accordé plus de place aux études sur les organisations transnationales. Les études sur le transnational ont alors donné la priorité à une approche sur l'*empowerment* du migrant marqué par le courant du *Transnationalism from Below* qui se concentre, dans les études de la migration, sur la question de l'intégration et le pouvoir d´action des migrants dans les sociétés

[192] Thomas FAIST, « Diaspora and Transnationalism : What kind of dance partners ? in Rainer BAUBÖCK & Thomas FAIST, *Diaspora and Transnationalism, Concepts, Theories and Methods*, IMISCOE Research, Amsterdam University Press, 2010, pp.9-34.

par lesquelles ils transitent[193]. Cela consiste à prêter attention aux capacités d'intégration et aux capacités d'autonomisation de ces populations mobiles.

Toutefois, le terme de « transnational » n'est pas en opposition à celui d´ « international » qui pourrait être défini de façon simplifiée comme les relations entre les États. En effet, nombreux sont les liens qui se tissent entre les tentatives de contrôle des États et le fonctionnement des activités commerciales transnationales. Si le commerce à la valise essaye de contourner les règles étatiques, il n´en reste pas moins un phénomène « surveillé » par les États. Il s´agit donc de montrer les tensions qui existent entre ces agents transnationaux et les cadres légaux et les politiques économiques qui les encadrent. Le commerce transnational à la valise n´est pas forcément un commerce illégal mais plutôt une pratique nouée de petits arrangements pour faciliter le passage ou la rigidité de législation. Pour Michel Péraldi, le « monde » qui s´ouvre à quiconque s´intéresse aux commerçants à la valise et aux contrebandiers de marchandises légales est celui d´un : « monde de police et de normes, de brutalité aveugle, mais dans sa part politique, un monde d´arrangement et de négociations, de bakchichs et de corruption »[194].

L'objectif de cette thèse est d'explorer de quelles façons le commerce transnational met en scène les rapports entre la globalisation « par le haut » et « par le bas ». L´évolution des coûts de production et le choix des destinations par les commerçantes à la valise, la volatilité du marché global, la fluctuation des taux de change ; des tarifs des billets d'avion ou des conditions d´accès aux visas des exemples parlent de ces interactions. D´un point de vue méthodologique, l´enjeu est de décrypter les pratiques de la globalisation par le bas sans ignorer que des enjeux énormes se jouent « par le haut ». L´objectif sera également de sortir des concepts abstraits de « global » ou de « transnational » pour voir de quelles façons ils sont vécus, ressentis, pensés,

[193] *Idem*, p. 11.
[194] *Idem*, p. 76.

fabriqués et réinventés par les agents. Penser la périphérie globale à partir des pratiques, cela signifie que les définitions doivent être complétées à partir des représentations, des ressentis et des expériences de celles et ceux qui ne sont normalement pqs entendus ou comptabilisés dans les statistiques.

4. Le politique et la globalisation par « le bas »

L´approche « par le bas » doit beaucoup aux travaux de Michel Foucault qui invite à prendre « en considération le pouvoir dans son exercice et le maillage complexe qui s´effectue à travers des techniques, des procédures, des dispositifs qui font partie de notre quotidien »[195]. Ce qui débouche sur ce que Foucault nomme la « microphysique du pouvoir » et qui porte son attention sur les « technologies à la fois relativement autonomes et infinitésimales de pouvoir »[196]. Ainsi, la démarche de l´État vu d´en bas fait : « Basculer l´évidence des pratiques vers un questionnement sur la multitude de dispositifs et de technologies, sur les symboliques et les modes de ritualisation »[197]. Marc Abélès propose de recentrer l´approche de l´anthropologie de la globalisation sur les espaces politiques en réinscrivant le « terrain » dans un « ensemble ramifié et englobant de pouvoirs et de valeurs, partir des pratiques territorialisées des acteurs locaux, qu´il s´agissent des politiciens, des gestionnaires ou des simples citoyens »[198].

En science politique, la démarche « par le bas » n'est pas nouvelle, elle a été introduite Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Toulabor[199] au début des années 1980. La démarche « par le bas » a rénové les études africaines en

---

[195] Marc ABELES, *Anthropologie de la Globalisation… op.cit.*, p. 130.
[196] Michel FOUCAULT, « Il faut défendre la société », *Cours au Collègue de France (1975-1976*), Paris, Éditions de l´EHESS, 1997, p.28.
[197] Marc ABELES, *Anthropologie de la Globalisation…op.cit.*, p. 131.
[198] *Idem*, p. 133.
[199] Jean-François BAYART, Achille MBEMBE & Comi TOULABOR*, Le politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 2008, 228 p.

revalorisant le rôle des "petits", des "sans importance", des "en bas du bas" dans l'invention de formes originales de l'État. Dans les cas spécifiques des échanges commerciaux entre l'Afrique et les économies émergentes latino-américaines[200] ou asiatiques, la démarche de la *Globalization from Below* va à l'encontre des études qui s'intéressent aux impacts économiques et politiques de ces flux au sein d'accords régionaux ou bilatéraux en prenant uniquement en considération la participation des agents institutionnels publics ou privés que sont les États et les firmes multinationales, occultant ainsi celle des petits entrepreneurs qui agissent à l'ombre du contrôle économique, fiscal et politique de l'État[201]. Mathews *et alii* donnent une définition de la « mondialisation par le bas » qui éclaire cette idée :

> « La globalisation par le bas est difficile à percevoir complètement. La globalisation par le haut peut être résumée par des statistiques: des figures et des indicateurs économiques de plusieurs sortes. La globalisation par le bas, par definition, ne rentre pas dans ces données; elle ne peut pas être mesurée par l'économie statistique parce qu'il n'y a pas de chiffres fiables, seulement de vagues estimations. C'est parce que la globalisation par le bas agit derrière le radar de l'État, et des institutions multinationales, qu'elle agit aussi au delà de leurs outils de calculs économiques »[202].

La participation de ces petits entrepreneurs à l'échelle mondiale a fait l'objet d'une attention croissante dans les sciences sociales. Alejandro Portes[203] décrit l'émergence de communautés de commerçants transnationaux comme :

> « Un entreprenariat transnational qui tire profit des différentiels d'information et de prix entre pays, nourrit la croissance cumulative de réseaux et de firmes dans lesquels s'ancrent les communautés transfrontalières de longue distance

---

[200] Pierre SALAMA, *Les économies émergentes Latino-américaines, entre cigales et fourmis*, Paris, Armand Colin, 2012, 232 p.
[201] Gordon MATHEWS, Gustavo Lins RIBEIRO & Carlos Alba VEGA, *Globalization from Below: The World's Other Economy*, New-York, Routledge, 2012, 266 p.
[202] *Idem*, p. 5.
[203] Alejandro PORTES, « La mondialisation par le bas »… *op.cit.*

dont les membres vivent une "double vie" étirée à travers deux sociétés nationales »[204].

Cet entreprenariat transnational tire bénéfice des mêmes innovations techniques que dans les communications et les transports à l'origine des restructurations industrielles à grande échelle. Il est un véritable « savoir-faire » et « savoir-circuler ».

Ce commerce transnational « par le bas » ne se caractérise pas uniquement pas l'absence d'une intervention étatique ou policière sur les pratiques des individus. Au contraire, « l'économie parallèle » fait l´objet de politiques publiques qui visent la « criminalisation » de leurs activités. Pour Jean-François Bayart, s'il faut comprendre la globalisation comme une « expérience historique de subjectivation, naturellement, [elle] est au même moment une expérience de pouvoir et même, éventuellement, de violence et d'extrême violence politique, voire parfois physique »[205]. Les mobilités transfrontalières et réseaux transculturels de petits entrepreneurs africains sont en effet entravés par les barrières institutionnelles (contrôles aux frontières, douanes, etc.). Ces phénomènes économiques par « le bas » doivent alors être analysés à partir du « caractère pluriel et contradictoire des logiques d'action, des techniques, des dispositifs de pouvoir qui les forment »[206]. De fait, Michel Peraldi défend que ces mouvements, ces parcours, ces transits et les profits qu´ils permettent d´engendrer ne se font pas en dehors des États ou en dehors du champ politique[207]. Ces phénomènes soulignent les contradictions qui se jouent dans la rigidité des débats entre le secteur formel et informel comme s'il y avait une séparation hermétique entre les deux qui s´alimentent par une fiction morale d´une division étanche entre secteurs formels d´activités. Il n'y a pas de

[204] *Idem*, p. 15.
[205] Jean-François BAYART, « Globalisation et subjectivisation politique », *op.cit.,* p. 9.
[206] Béatrice HIBOU & Boris SAMUEL, « La macroéconomie par le bas, introduction au thème, macroéconomie et politique en Afrique », *Politique Africaine*, n°124, Karthala, 201, pp. 5-27, p. 6.
[207] Michel PERALDI, « Aventuriers du nouveau capitalisme »… *op.cit.*, p. 77.

véritable distiction entre les pratiques « rationalisés » par l´État aux « trafics incontrôlées », les unes payant des impôts et les autres alimentant les réseaux mafieux. Les données rapportées dans cette enquête attestent d´une volonté croissante de « surveillance »[208] des États sur les pratiques dites « informelles ». C'est le cas au Brésil avec les politiques urbaines de restructuration des marchés du quartier du Brás sous fond de spéculation immobilière (chapitre 2) ; dans le contexte angolais avec les projets de rénovation de l´institution douanière qui souhaite affirmer sa modernité grâce à l´outil bureaucratique (chapitre 4) ; et enfin dans le contexte chinois avec les politiques de gentrification et sécurisation qui touchent directement les populations africaines de Canton (chapitre 6). Ces questions seront développées à partir d'une méthodologie centrée sur les expériences féminines.

II. POUR UNE APPROCHE FÉMINISTE INTERSECTIONNELLE

1. Les expériences de voyage des femmes comme phénomènes politiques

« Le voyage c'est notre gagne-pain »[209] explique Lunji, commerçante angolaise qui pratique le commerce transnational à la valise. Elle énumère tous les pays dans lesquels elle a déjà voyagé tout en répondant aux questions d'une cliente qui examine les pièces de vêtements colorées qu´elle a rapportées de Chine, sa dernière destination en date. « Est-ce que vous avez d'autres couleurs ? » demande la cliente. « Il ne reste plus que du rouge et du bleu, j'ai déjà tout vendu ! »[210] assure Lunji. La cliente se décide rapidement et remporte dans son

[208] Michel FOUCAULT, *Surveiller et punir, La naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975, 400 p.
[209] Entretien avec Lunji, marché Africampo, Luanda, Angola, le 8 juillet 2014
[210] *Idem*.

balluchon les dernières blouses rouges ainsi que six pantalons à 500 kwanzas (environ 4 euros). Pour pouvoir revendre ses vêtements à des prix si bas Lunji va les acheter directement sur les marchés du prêt-à-porter étrangers et les rapporte dans ses valises (environ 32 kilos) comme un passager ordinaire. Cette commerçante de 38 ans, divorcée et remariée, mère de trois enfants, travaille depuis 2008 dans l'importation et la revente de vêtements sur les marchés. Au début de sa carrière de commerçante, Lunji s'était envolée vers la Thaïlande avec 7 000 dollars en poche, sans rien connaître de l'étranger ni parler anglais. C'est son mari qui l'avait encouragée à sortir du pays pour s´approvisionner en marchandise : « Eh bien ! Mon mari m'a dit d'essayer de voyager, j'ai voyagé pour la première fois le 27 octobre 2008 ! »[211].

Les mobilités de Lunji dans le cadre du commerce transnational à la valise illustrent bien les rapports entre le local et le global. En effet, la date de son premier voyage peut être lue à partir de l´évolution de la courbe du taux de change du Kwanza[212] (monnaie nationale angolaise). 2008 correspond à la période où Lunji pouvait acquérir plus de dollars et d´avoir un plus grand pouvoir d´achat pour ses voyages d´affaires. Cet exemple montre alors les interactions entre les phénomènes économiques à l´échelle locale et les contingences globales. Par ailleurs, il est important de souligner que c´est le mari de Lunji qui l´a incitée à voyager. Cette information peut être un indice de l´évolution des rapports de genre au sein de la famille et de la place des femmes sur le marché du travail.

Comme je l'ai expliqué dans l´introduction, cette méthode d'importation « parallèle » et « informelle »[213] surtout utilisée par les femmes dans le secteur de la confection n'est pas spécifique à l'Angola, ces allers-retours sont pratiqués par un nombre considérable de femmes sur tout le continent africain en

---

211 *Idem*.
212 Voir annexe n°9.
213 Komi DJADE, *L'économie informelle en Afrique subsaharienne*, Paris, l'Harmattan, 2011, 250 p.

direction de la Chine, de l'Asie du Sud-Est ou des Pays du Golfe. Les destinations évoluent au gré des transformations économiques et du développement des nouveaux « comptoirs » commerciaux[214]. Dans les différents pays où elles voyagent, les Africaines doivent s'adapter aux règles de la globalisation grâce à leur flexibilité et à des stratégies créatives d'importation. Depuis le début des années 2000, on assiste en effet à une forte croissance de la mobilité des femmes sur tout le continent africain, comme l'observent Brigitte Bertoncello, Sylvie Bredeloup et Olivier Pliez[215]. Ces auteurs constatent la présence croissante de « femmes navettes » sur les marchés internationaux à Hong-Kong, Guangzhou et Yiwu où « les femmes sont de plus en plus représentées. Provenant autant d'Europe (Paris, Marseille, Las Palmas) que d'Afrique (Bamako, Dakar, Cotonou, Lusaka) ces businesswomen ont des profils divers : célibataires, mariées, divorcées ou veuves »[216].

Les voyages de Lunji et des autres « femmes navettes » d´Europe ou d´Afrique ne sont pas anodins. En plus d´être une source de revenus pour leurs familles, ces voyages sont des « expérience[s] morale[s] de subjectivation »[217] dont on peut questionner les impacts en terme de rapports de genre. En effet, pour Fariba Adelkhah et Jean-François Bayart l´expérience du voyage entraine : « des effets sociaux propres, par exemple en terme de relation entre les genres (gender) entre les classes sociales, entre les voyageurs et les autochtones » [218]. Toutefois, le commerce à la valise ne doit être confondu avec l´expérience migratoire car elle recouvre d´autres formes de déplacement. Les femmes qui le pratiquent quittent leurs pays pour de courtes périodes et n'ont pas l'intention

---

[214] Brigitte BERTONCELLO, Sylvie BREDELOUP, Olivier PLIEZ, « Hong Kong, Guangzhou, Yiwu: de nouveaux comptoirs africains en Chine », Sciences Po Paris, *Critique internationale*, n 44, 2009, pp. 105-121.
[215] Sylvie BREDELOUP, « Mobilités spatiales des commerçantes africaines : une voie vers l'émancipation ? », *Autrepart*, vol. 61 / 2, avril 2012, p. 23-39.
[216] *Idem*, p. 28.
[217] Fariba ADELKHAH & Jean-François BAYART, *Voyages du développement… op. cit.*, p. 9.
[218] *Idem*, p. 8.

d'émigrer[219]. Le commerce à la valise comporte toutefois beaucoup de similarité avec l'expérience migratoire, ne serait-ce que pour des raisons administratives. Les commerçants se confrontent en effet aux problèmes d'obtention de visas et aux discriminations raciales lors des contrôles à l'aéroport. La généralisation des politiques restrictives de délivrance des visas à l´aune de la question migratoire (ou terroriste) limite de façon croissante ces mobilités (qu'elles soient pendulaires ou migratoires).

L'internationalisation des trajectoires professionnelles de nombreuses femmes des grandes villes africaines, qui trouvent dans le commerce transnational une source de revenus, est révélatrice des changements actuels sur le continent. Michel Peraldi[220] souligne en effet la présence des « femmes-cabas » et de celles qui pratiquent le « commerce à la valise » sur la plupart des marchés frontaliers du monde. Ces bouleversements questionnent les anciens paradigmes dans le domaine du genre et du marché travail[221]. Les divisions genrées du marché du travail et de la répartition des tâches dans le foyer se voient perturbées puisque les femmes doivent s´absenter pendant des périodes prolongées. En effet, depuis les années 1980 plusieurs anthropologues se sont intéressés au travail des femmes et à leur positionnement dans la division internationale du travail. Ils se sont concentrés notamment sur l'exploitation des femmes dans le système international depuis les premiers balbutiements de l'économie globalisée. C'est le cas de Maria Mies[222] qui fait le parallèle entre l'histoire de la colonisation et celle de la *housewifization*, c´est-à-dire l'exploitation de la femme au foyer. Cette perspective critique a eu de répercussions sur la théorie féministe et a permis de croiser une analyse critique de l'économie globale avec un questionnement

---

[219] C'est du moins ce qui ressort des entretiens menés avec des commerçantes d'Angola; aucune d'entre elles n'exprimaient le souhait d'immigrer.
[220] Michel PERALDI, « Aventuriers du nouveau capitalisme …» *op. cit.*, p. 74.
[221] Thérèse LOCOH, « Genre et marché du travail en Afrique subsaharienne », in Margaret MARUANI (dir.), *Travail et genre dans le monde, l'état de savoir,* Paris, La Découverte, 2013, p.171-181.
[222] Maria MIES, *Patriarchy and Accumulation on a World Scale : women in the International Division of Labor*, Londres, Zed Books, 1998 [1983], 272 p.

profond sur les conséquences des bas niveaux de scolarisation et des différences salariales dans l'exploitation des femmes à la fois dans le cadre familial et dans les différentes échelles de l'économie nationale et transnationale.

Ces pratiques économiques féminines posent par conséquent la question l'évolution des rapports de genre au sein de la famille. Le fait de pratiquer une activité impliquant de nombreux déplacements et des voyages interroge la construction des identités féminines dans le rapport à l'altérité et à l'ouverture sur le monde. Le concept de genre est généralement défini comme :

> « Catégorie d'analyse critique, comme rapport de pouvoir construit, relationnel et imbriqué dans d'autres rapports sociaux de pouvoir, que l'on peut définir comme un système de bicatégorisation hiérarchisé entre les sexes (hommes/femmes) et entre les valeurs et représentations qui leur sont associées (masculin/féminin) »[223].

Le genre, comme catégorie d'analyse critique, est un outil qui permet de penser et de déconstruire les inégalités entre les hommes et les femmes. Les auteurs soulignent cependant l´importance d´une compréhension intersectionnelle[224] des rapports sociaux de pouvoir, c´est-à-dire la mise en relation des inégalités de classes sociales, de race ou de droit du travail. La perspective intersectionnelle est une « théorie critique au sens où elle permet de formuler des intérêts normatifs spécifiques, ceux de minorités situées à l´intersection des grands axes de structuration des inégalités sociales et dont les intérêts ne sont pas représentés par des mouvements sociaux »[225]. L´intérêt de l´analyse intersectionnelle est donc qu´elle s´adapte à des catégories de population – comme ici le cas des femmes, africaines, commerçantes ambulantes et

---

[223] Catherine ACHIN & Laure BERENI, *Dictionnaire Genre et Science politique*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2013, 699 p.

[224] Marine DUROS, « La variable sexe suffit-elle pour comprendre les inégalités de genre ? : l'apport de l'intersectionnalité », *Regards croisés sur l'économie*, nº 15, octobre 2014, pp. 80-84.

[225] Alexandre JAUNAIT &Sébastien CHAUVIN, « Intersectionnalité » in Catherine ACHIN & Laure BERENI, *Dictionnaire Genre… op.cit.,* pp.286-297, p. 287.

informelles – situées à l´intersection de multiples situations minoritaires[226]. L'ouvrage collectif de Jules Falquet *et alii*[227], appréhende l´intersectionnalité entre genre, classe, race et nouvelle division du travail à partir d´une vision critique sur la mondialisation en questionnant le rôle des « femmes du Sud » comme source de profit pour le capitalisme global. L'approche intersectionnelle est pertinente pour appréhender une étude qui s'intéresse ici aux mobilités transnationales de femmes africaines qui pratiquent une activité en marge de la légalité. Cette activité peut être lue sous l'angle des composantes de genre (être une femme), de race (être noire et d'origine africaine), de classe (habiter une zone périphérique et pauvre des grandes capitales) et de droit du travail (exerçant un commerce considéré comme informel). Cette lecture intersectionnelle du profil des commerçantes africaines qui voyagent dans le cadre du commerce est intéressante car elle met en avant l'aspect multidimensionnel du pouvoir. C'est en ce sens que les expériences du voyage peuvent être interprétées comme un révélateur du politique. C'est-à-dire, selon Denis Constant Martin, « un ensemble de relations nouées autour du pouvoir, et son exercice, se déployant sur des hommes le plus souvent inscrit dans un espace généralement institutionnalisé et défini par des règles explicites ou implicites »[228].

Ces pratiques économiques seront alors être interprétées dans un sens large puisqu´elles sont motivées par un ensemble de choix qui intègrent à la fois la rationalité économique et les motifs de l'ordre du ressenti, de l'affect et de l'imaginaire. Les expériences de mobilités commerciales féminines sont significatives en termes de rapports de genre et de pouvoir justement parce qu´elles engagent un processus de subjectivation et offre des ressources particulières aux femmes.

---

[226] Kimberlé W. CRENSHAW & Oristelle BONIS, « Cartographie des marges: intersectionnalité, politiques de l´identité et violences contre les femmes de couleurs », *Cahier du genre*, 39, 2005 [1994], p. 51-82.
[227] Jules FALQUET & alii, *Le sexe de la mondialisation … op.cit.*
[228] Denis-Constant MARTIN, « À la quête des OPNI… », *op. cit.*, p. 795.

L'étude de cas centrée sur les récits de voyage de femmes angolaises sans qualifications formelles qui pratiquent un commerce à l'échelle de la périphérie globale, interroge alors l'exploitation des femmes à l´échelle transnationale en mettant en avant les ambiguïtés de ces trajectoires qui ne sont pas toujours des histoires d'oppression. Elle met en lumière les marges de manœuvre et les stratégies de résistance que les femmes mobilisent par le biais de ces mobilités pour contourner certaines contraintes dans le foyer ou dans les rapports économiques. Ces stratégies seront révélées par une démarche qui espère mettre en évidence les capacités de résistance des acteurs face aux contradictions du système politique et économique global sans tomber ni dans une vision déterministe du global ni dans un idéalisme naïf sur les capacités de résilience des femmes.

Partir d'elles….

« Partir d'elles », cela signifie partir des histoires des femmes pour comprendre les rapports de pouvoir qui s'établissent avec les hommes de leur entourage mais également entre les femmes elles-mêmes. Cela signifie adopter une perspective « par le bas » en partant de l'histoire orale d'un groupe de femmes dont les actions illustrent, dans la quotidienneté, l'insertion de l'Afrique dans la globalisation. Adopter une perspective nouvelle sur la globalisation implique aussi de changer d'échelle en adaptant l'observation à ces mouvements. Le choix d'aborder ce sujet à partir des récits de voyage de plusieurs femmes commerçantes originaires d'Angola cherche à produire de la connaissance sur l'entreprenariat transnational féminin. De fait, le commerce international n´est pas seulement une affaire d'hommes ! Si ma démarche n'est pas militante, elle n'en reste pas moins animée par le désir de donner la parole à des femmes qui ne sont pas entendues et dont les revendications n´arrivent pas aux oreilles de l´État. Leurs stratégies, leur créativité et leur réactivité face aux changements de l´économie internationale sont encore méconnues ou mal documentées.

De quelle façon les commerçantes ambulantes adaptent-elles leurs mobilités sans perturber les statuts de genre au sein de la famille ? Comment parviennent-elles à organiser leurs vies entre les voyages à l´étranger, la distribution et la gestion des tâches du foyer ? Comment font-elles face à la violence des rapports économiques et sociaux dans les contextes dans lesquelles elles voyagent ? D´un point de vue méthodologique, comment parvenir à gagner la confiance de ces femmes dans un univers caractérisé par la méfiance et la compétition économique ? Comment parvenir à suivre ces femmes qui voyagent entre plusieurs pays sans perdre leurs traces ?

2. Recueillir les récits de femmes dans les mouvements transnationaux

L´étude des mobilités transnationales féminines ont connu une accélération ces dix dernières années avec des travaux qui se centrent sur le genre et les dynamiques transnationales et multi-niveaux[229]. Elles s´intéressent notamment à la transnationalisation des mouvements sociaux suite à l´accélération de la mondialisation, les mouvements de résistance, le développement d´un système de gouvernance multi-niveaux, la démocratisation des moyens de transport avec les compagnies *low cost*. D´un point de vue scientifique, l´intérêt pour ces questions est clairement lié à cet essor et aux nouvelles modalités d´insertion des sociétés dans l´économie globalisée. Ces recherches développées dans le champ des études de genre et féminines et de la science politique ont porté leur attention sur la croissante porosité de l´État, soumis à des transferts de pouvoir vers le haut et vers le bas et d´une transformation de la façon de penser le politique.

[229] Bérengère Marques-Perreira, Petra Meier & David Patermotte (dir.), *Au-delà et en deçà de l´État. Le genre entre dynamiques transnationales et multi-niveaux*, Louvain-La-Neuve, Academia Bruylant, 2010.

Pour David Paternotte[230], l´étude des mouvements transnationaux de femmes remet en cause le rôle structurant de l´État en désignant des points de contacts, coalitions et interactions à travers les frontières étatiques qui ne sont pas contrôlées par les organes centraux de politique étrangère des gouvernements. Ces recherches interrogent les effets de la transnationalisation sur l´*empowerment* des femmes, c´est-à-dire la formulation de revendications en faveur de l´égalité de genre. La compréhension des effets de la transnationalisation passe tout d´abord par l´adéquation entre l´objet de recherche et la méthode qui permet d´accompagner, de capter et de rendre compte de ces circulations pendulaires. Ainsi, c'est grâce au fil rouge des histoires de vie de femmes angolaises poursuivies entre plusieurs « villes globales »[231] que cette réflexion se concentre sur les rapports entre mobilités transnationales et l´autonomisation des femmes. Les récits de voyage de chacune de ces femmes dessinent des routes qui relient des périphéries entre elles, qui tracent des couloirs entre des marchés informels et des entrepôts désaffectés des quartiers pauvres des grands centres urbains.

La perspective méthodologique sur la globalisation adoptée ici s'inscrit dans l'héritage d'une tradition de sociologie critique marquée par les travaux du Britannique Michael Burawoy *et ali*[232], Gordon Mathews *et ali*[233] dans lequel les auteurs explorent les espaces d'intersection entre les luttes locales et les forces globales. Cette tradition de recherche date des années 2000 et marque un tournant théorique dans la perspective adoptée sur la façon d'observer ces phénomènes. Face à un objet scientifique mouvant et incontrôlable, George E. Marcus[234] propose à la fin des années 1990 une méthode de recherche qui consiste à suivre et accompagner les mouvements d'un groupe particulier de

---

[230] David PATERNOTTE, « Transnationalisation / mobilisations transnationales », in Catherine Achin & Laure Bereni, *Dictionnaire Genre… op.cit*, pp. 504-516.
[231] Saskia SASSEN, « Introduire le concept de ville globale *», Raisons politiques*, n° 15, septembre 2004, p. 9 23.
[232] Michael BURAWOY, *Global Ethnography…*, op. cit.
[233] Gordon MATHEWS, Gustavo Lins RIBEIRO & Carlos Alba VEGA, *Globalization from Below…, op.cit.*
[234] George MARCUS E., « Ethnography in/of the World System…», *op.cit.*

sujets initiaux. Cette méthode a été adoptée par de nombreux auteurs comme par exemple Olivier Pliez[235] qui l'applique à une enquête entre le Liban, l'Égypte, Dubaï et la Chine au sein de laquelle il suit le cheminement des *blue jeans* de leur production à leur commercialisation. En suivant les réseaux, les individus ou même les objets de la globalisation « par le bas » sur plusieurs sites à la fois, cette méthode d'enquête parvient à pénétrer ces réseaux commerciaux. La méthode multi-situées invite notamment à suivre les récits de vie comme des guides potentiels pour décrire des « espaces ethnographiques » dessinés à l'intérieur des systèmes par des catégories qui auraient pu rendre ces espaces invisibles autrement[236].

Suivre les récits des femmes signifie alors traduire la voix des subalternes et intégrer ces récits comme faisant partie intégrante de l'Histoire. C'est le projet des *Subaltern Studies*[237] et des *Postcolonial Studies* mais également celles d'historiens qui choisissent de faire des récits de vies des subalternes leurs premiers matériaux comme le décrit Ivan Jablonka : « Faire de l'histoire, c'est prêter l'oreille à la palpitation du silence, c'est tenter de substituer à l'angoisse, intense au point de se suffire à elle-même, le respect triste et doux qu'inspire l'humaine condition »[238]. En se focalisant sur les histoires de famille, l'auteur montre de quelles façons les histoires individuelles sont fécondes pour raconter une autre version de l'histoire à partir des paroles des subalternes. Plus précisément, pour produire des connaissances à partir de sources orales qui ne sont pas toujours reconnues en science politique ou économie. C'est pour ces raisons que j'ai choisi de parler du global à partir des histoires individuelles de femmes « sans importance » qui participent pourtant à la compréhension des mouvements

---

[235] Olivier PLIEZ, « Following the new Silk Road between Yiwu and Cairo » in Gordon MATHEWS *et alii, Globalization from Below, op. cit.,* pp. 19-36.
[236] George MARCUS E., « Ethnography in/of the World System, *op.cit.*
[237] Élisabeth MARTEU, « La parole des femmes subalternes : les apports fondamentaux du féminisme post-colonial et africain-américain », *Revue Française de Science politique*, Vol 60. n°3, « Lectures critiques », 2010, pp. 588-609.
[238] Ivan JABLONKA, *Histoire des grands-parents que je n'ai pas eus,* Paris, La Librairie du XXIème siècle, 2012, p. 164-165.

transnationaux. Suivre les expériences des femmes dans le global permet ainsi de comprendre les capacités de résilience de ceux et celles que l'on appelait les « cadets sociaux » en Afrique, c'est-à-dire « les jeunes et les femmes, ceux qui sont dominés par les "ainés" qui pour leur part représentent les catégories d'âge qui possédaient les ressources productives »[239]. Les carrières des femmes de cette enquête chamboulent en effet les anciennes perceptions.

Pour recueillir ces expériences professionnelles je m'inspire de la cinquième proposition de l´ethnographie multi-sites de Georges E. Marcus qui consiste à suivre les récits de vie car :

> « Les récits de vie révèlent des juxtapositions et des imbrications de contextes sociaux, rendus sensibles par la succession de récits d'expériences individuelles, qui pourraient être méconnues si l'on s'en tenait à l'analyse structurale de processus en tant que tels. Elles sont des guides potentiels pour décrire des « espaces ethnographiques » dessinés à l'intérieur des systèmes par des catégories qui auraient pu rendre ces espaces invisibles autrement. Ces espaces ne sont pas nécessairement subalternes, bien qu'ils soient plus clairement révélés par les récits de vies subalternes, mais ils sont configurés par des associations, inattendus ou inédites, entre des sites et des contextes sociaux exprimées dans des récits de vie »[240].

C'est donc par le biais des récits de vie et des récits de voyage que cette thèse appréhendera les mobilités commerciales à l'échelle globale. Pour Jean-Claude Passeron[241] l'approche biographique possède en effet les avantages du « réalisme littéraire du détail » et met en lumière la « singularité du devenir d'un individu ou d'une lignée » à condition de donner de l'importance à l'« aspect

---

[239] Muriel GOMEZ-PEREZ et Marie Nathalie LEBLANC, *L'Afrique des générations. Entre tensions et négociations*, Paris, Karthala, 842 p., 2012, p. 16.
[240] George MARCUS E., « Ethnography in/of the World System...», *op.cit.*
[241] Jean-Claude PASSERON, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue Française de Sociologie*, vol. 31/1, 1990, p. 3-22.

longitudinal des phénomènes », c'est-à-dire rapporter le récit individuel à la « structure d'un temps social ou d'une périodisation historique »[242].

Afin de rentrer en contact avec ces femmes, l´observation se concentrera sur des espaces comme les hôtels de transit, les aéroports, les agences de voyages et de transport de marchandises, les marchés, les entrepôts de distribution, etc. L´objectif sera de retranscrire les expériences de mobilité, les perceptions du voyage et les histoires de vies de femmes qui passent leurs vies dans les avions, les hôtels et les couloirs de l´économie souterraine. Enfin, on soulignera la subjectivité de notre démarche puisque les résultats obtenus et la façon dont on a choisi de les appréhender ont été influencés par le fait d´être une femme blanche sur un « terrain sensible ». Ce sont des questions qui seront approfondies dans la section suivante.

3. Le sexe de l'enquête en question

La question du *sexe de l'enquête* est à double tranchant car le fait d'être une femme m'a permis d'obtenir des informations plus personnelles et d'établir des liens de confiance avec les femmes de l'enquête, ce qu'il aurait été impossible de faire si l'enquêteur avait été un homme. En effet, mon[243] statut de femme me permettait d'avoir un rapport privilégié avec les femmes de l'enquête : cela rendait possible la réalisation d'entretiens dans l'intimité des chambres d'hôtels des commerçantes, ce qui offrait de précieux renseignements sur l'organisation de ce « huis clos » normalement caché des observateurs extérieurs.

Une réflexion sur le rapport d'une chercheuse féministe à son terrain pose la question de la distance nécessaire entre un objet d'étude et les convictions à la fois politiques et sociales. En ce sens, « il ne s'agit pas de renier ses convictions mais de considérer leur enracinement occidental et donc leur adaptabilité à un

[242] *Idem*, p. 5.
[243] Je parlerai à présent à la première personne du singulier pour analyser la réflexivité du travail de terrain.

terrain étranger »[244]. Ce processus c´est vérifié lorsque je me confrontais à la problématique de la mobilité, que j'avais au début appréhendée comme un symbole évident de l'émancipation des femmes. Puis, au fur et à mesure des entretiens, en écoutant le discours des femmes de mon enquête, j'ai compris que la mobilité n'était pas forcément synonyme de liberté mais parfois d'une contrainte source d´angoisses. En effet, certaines commerçantes affirment qu'elles préféreraient rester à la maison plutôt que devoir voyager mais les revenus de leurs maris les obligeaient à faire le choix d'une vie mobile. Ainsi, il s'agit de ne pas « chercher les preuves d'une résistance des femmes » mais plutôt « accepter que certaines femmes puissent revendiquer leur attachement aux normes locales »[245]. Cela amène donc la chercheuse à faire un travail d'objectivation comme le défend Pierre Bourdieu :

> « Le sociologue n'a quelque chance de réussir son travail d'objectivation que si, observateur observé, il soumet à l'objectivation non seulement tout ce qu'il est, ses propres conditions sociales de productions et par là les limites de son cerveau, mais aussi son propre travail d'objectivation, les intérêts cachés qui s'y trouvent investis, les profits qu'ils promettent »[246].

L'objectivation de soi passe par l'écriture mais également par la construction de rapports honnêtes avec les enquêtées. Cela m'a donc conduit à objectiver mon statut de femme non mariée, sans enfants auprès de mes informatrices qui étaient toutes des mères (sauf de très rares exceptions). Je ne partageais donc pas les mêmes problématiques de la maternité. Par ailleurs la distance générationnelle conditionnait la relation d'enquête et provoquait des comportements « protecteurs » chez mes interlocutrices. En revanche, je partageais avec elles une origine socio-professionnelle puisque ma mère est

---

[244] Anna JARRY, Élisabeth MARTEU, Delphine LACOMBE, Myriem NAJI, Mona FARHAN, Carol MANN, « Quelques réflexions sur le rapport de jeunes chercheuses féministes à leur terrain », Cachan, ENS « Terrains & travaux », janvier 2006, n°10, pp. 177-193, p. 189.
[245] *Idem*, p. 190.
[246] Pierre BOURDIEU, *La distinction, critique sociale du jugement… op. cit.*, p. 68.

commerçante et gérante d'un magasin de décoration. J'ai donc passé toute mon enfance dans la boutique de ma mère, à observer les clients et les négociations, à attendre ma mère qui rentrait à 21h après avoir fait sa caisse. La compréhension et la valorisation de la profession de ma mère est donc une raison qui a motivé la réalisation de cette enquête. Beaucoup de problématiques vécues par mes enquêtées sont similaires à ce que j'ai pu observer dans le foyer dans lequel j'ai grandi où ma mère était également le pourvoyeur des besoins de la famille. C'est dans ce contexte que ma conscience féministe s'est nourrie, ce qui d'un côté m'a permis de créer une réelle empathie avec les commerçantes de mon enquête mais d'un autre côté, mon histoire personnelle a pu orienter la subjectivité de mes interprétations.

Le fait d´être une femme créait par ailleurs une complicité avec les enquêtées dans plusieurs situations d´interaction avec les hommes. L'observatrice peut par ailleurs être perçue comme un soutien moral à qui les enquêtées confient leurs souffrances et leurs difficultés[247], ce qui a été plusieurs fois le cas au cours des entretiens lorsque les commerçantes angolaises me faisaient part de leurs difficultés avec les douanes ou avec leurs conjoints. Cependant, les questions de l´intime et de la façon dont les femmes abordent leurs rapports de couple sont délicates. En effet, il ne faut pas sous-estimer les difficultés que posent les problématiques qui touchent aux rapports de couple ou de rapports de genre dans la famille. On ne parle pas facilement de ses relations de couple à une inconnue, encore moins lorsque celle-ci est française et jeune. Les femmes m´accordaient rarement leur confiance pour me parler de questions confidentielles et qui ne doivent pas normalement sortir des quatre murs de la maison. La parole était d´autant plus difficilement formulable dans un espace comme celui des marchés où les informations diffusées sur le négoce ont une valeur et où l´on a peur du « quand-dira-t-on ». Le silence était alors une règle

[247] Anne MONJARET & Catherine PUGEAULT, *Le sexe de l'enquête. Approches sociologiques et anthropologiques »*, Lyon, ENS éditions, 2014, 262 p., *Population* 1/2015 (Vol. 70), p. 171-173.

car les commerçantes étaient très méfiantes de leurs collègues. Alors comment imaginer mener une enquête à l´intérieur d´un espace où le silence est une condition de la réussite dans le commerce ?

Beaucoup d´informations collectées dans cette thèse doivent donc être lues avec prudence, les commerçantes mentent peut-être sur leurs bénéfices et leurs stratégies. Les difficultés pour obtenir des éléments capables de juger de l´impact des mobilités commerciales sur les capacités d´autonomisation des femmes constituaient un défi méthodologique. En effet, comment évaluer des discours formulés dans un contexte de peur ? Ce que j´ai observé, ce sont plutôt des femmes qui travaillent dans des conditions extrêmement ingrates qui reflètent une infime partie de ce que vit la très grande majorité de la population angolaise.

4. Être femme en « terrain sensible »

Les conditions de réalisation d'une enquête en terrain « sensible » sont par définition délicates, c'est ce que montrent Bouillon *et alii*[248] dans leur ouvrage sur les terrains « sensibles » où elles mettent l'accent sur la difficulté à réaliser des observations dans des situations marquées par « une forte stigmatisation » ou « la violence, le danger et/ou la souffrance »[249]. La notion de « terrains sensibles » fait donc référence à des « espaces (ghettos, squats, centres de rétention, etc.) et à des conditions sociales (sans-papiers, SDF, réfugiés, etc.) que les institutions traitent ou définissent comme exceptionnelles ou déviantes par rapport à ce que doit être la règle »[250]. On trouve alors de fortes similarités entre ces critères et ce qui a été décrit plus haut sur les contextes dans lesquels ont été menés cette enquête. J´aborderai ces questions dans le chapitre 2 au

[248] F. BOUILLON, M. FRESIA, V. TALLIO (dir.), 2005, *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris, CEA-EHESS, 208 p.
[249] *Idem*, p. 14.
[250] *Idem*.

moment de l´immersion dans l´hôtel Vitoria dans le quartier du Brás à São Paulo où se mêlaient le commerce informel ou les pratiques illégales.

Si l'accès aux espaces de sociabilité féminine a été facilité du fait de mon appartenance de genre, il n'en reste pas moins que le contexte de l'hôtel rendait le cadre de l'observation particulièrement délicat pour une jeune femme blanche et de nationalité française. Au fur et à mesure de mes visites à l'hôtel Vitoria, je remarquais que les regards des hommes sur moi étaient de plus en plus pesants. Les commerçants africains que je rencontrais me demandaient mon numéro de téléphone et souhaitaient savoir dans quelle chambre je logeais dans l'hôtel. Le fait d'être une femme a donc conditionné mes rapports avec une majorité des hommes de mon enquête puisque je devais trouver des solutions pour contourner ces rapports de séduction. Vulnérable sur le terrain, je limitais les entretiens avec les hommes et les observations dans un contexte uniquement masculin.

En effet, les rapports de « séductions » (voire tendanciellement d'agression) avec les hommes de l'enquête étaient particulièrement pesants, notamment à cause de l´imaginaire sexuel propre à l'hôtel. Ces tentatives de séduction m'ont mis dans des situations très embarrassantes qui me faisaient peur et m'ont convaincues de ne pas louer une chambre dans l'hôtel et de résider loin du lieu d'observation. Une interaction avec un homme d'origine congolaise habitué du restaurant de l'hôtel Vitoria illustre la tension permanente avec les hommes de l'enquête : « Mais tu n'es plus venue... tu me délaisses Léa... Moi je pensais que toi tu es une fille qu'on peut appeler. Mais tu ne m'appelles pas, pourquoi ? … Tu te méfies des Africains. Moi j'ai vu que tu n'as pas d'alliance donc j'ai pensé que tu n'étais pas mariée ».[251] Plusieurs situations de type se sont produites et je trouvais parfois difficilement les mots pour contourner les harcèlements. Cela met l'accent sur les rapports de pouvoir dans la relation d'enquête lorsque l'on est une jeune femme blanche, non mariée et française. Par ailleurs, je vivais

[251] Discussion informelle, 12 mai 2013.

cette difficulté à communiquer avec les hommes comme un échec car je pensais avoir construit une relation de confiance avec F. qui m'avait parlé de son passé au Congo Kinshasa pendant la guerre, ce qui l'avait fait migrer jusqu'au Brésil. F. m'avait également invité à participer à un culte d'une église évangéliste du quartier du Brás, ce qui avait fourni des pistes de recherches intéressantes. Tout un pan de cette recherche a en effet dû être occulté en raison de l'impossibilité totale à construire une relation de confiance avec les hommes de mon enquête.

Au regard des divers obstacles survenus au cours de l'enquête, les marges de manœuvre de plus en plus réduites qui se présentaient à moi m'amenaient à concentrer mes efforts sur les commerçantes angolaises que je rencontrais dans les restaurants africains des hôtels du quartier. Malgré une présence quotidienne dans le restaurant de l'hôtel Vitoria, il était souvent difficile de recroiser deux fois la même commerçante ce qui pénalisait la construction d'une relation de confiance. Aborder une commerçante dans la rue était impossible, les femmes africaines que je croisais m'évitaient et je n'avais aucun point d'appui pour pouvoir les accoster. Je me sentais souvent gênée de poser des questions, j'avais peur qu'on me prenne pour une « espionne » ou pour la police. Le seul endroit où je pouvais établir une « relation » avec les commerçantes angolaises étaient au moment de leur pause déjeuner, quand elles s'arrêtaient pour manger dans un restaurant.

J'ai donc limité mes entretiens à un groupe strictement féminin, ce qui a rendu difficile l'analyse des rapports de genre dans le commerce transnational. C'est donc une histoire des femmes que j'ai été en mesure de faire, non pas parce que je souhaitais seulement donner la parole aux femmes mais parce que ma position de jeune femme blanche m'obligeait à prendre beaucoup de précautions. Les mêmes obstacles à la réalisation de l´enquête se reproduisirent au moment de l´enquête en Chine. J´expliquerai dans le chapitre 6 pourquoi la question de la sécurité m´a obligé à limiter mes observations. Le sexe de l´enquête et des rapports de domination dans les rapports sociaux du « terrain »

sont des préoccupations à la fois scientifiques et institutionnelles de la recherche puisqu´ils conditionnent l'obtention des résultats et les interprétations qui en découlent.

CONCLUSION DU CHAPITRE 1

Penser la périphérie globale en partant d'elles, cela constiste en une démarche à la fois théorique et méthodologique qui essaye de se rapprocher au maximum des expériences des femmes qui font du voyage leur gagne-pain. Ce travail postule donc pour une approche pluridisciplinaire au croisement entre la science politique, les acquis de l'anthropologie, de l´histoire globale, le politique par le bas et les approches féministes intersectionnelles. De ce point de vue, l´hypothèse formulée est que l´expérience du voyage entraine des effets sociaux propres en termes de rapports de genre et de pouvoir. La deuxième partie du chapitre se concentre sur la méthode de l'ethnographie multi-sites et de la « globalisation par le bas » adoptée pour observer ces mobilités transnationales féminines par des expériences de voyage et des récits de vie. Cette démarche « par le bas » ne doit pas pour autant effacer l'historicité des lieux et l´importance des processus « par le haut ». Ce chapitre montre par ailleurs que l'enquête est une co-construction qui s´effectue à partir de la subjectivité de l´enquêtrice et des contraintes liées au fait d´être une femme sur le terrain. Dans le prochain chapitre, nous verrons comment a été mise en place l´observation à São Paulo à partir d´un espace transnational l´hôtel où je partie sur les traces des « mules de la mode ».

CHAPITRE 2. DES COMMERÇANTES AFRICAINES AU BRÉSIL

Collage 2 : « L´ hôtel Vitoria » à partir des photographies de l´enquête au Brás, São Paulo, Brésil. ***Réalisation Lou Satre, 2013.***

I. DANS LES BAS-FONDS DE LA MODE BRÉSILIENNE

Le deuxième chapitre décrit les conditions de réalisation de l'enquête de terrain effectuée pendant trois mois dans la ville de São Paulo au Brésil entre mars et juin 2013. Le quartier du Brás, situé en plein cœur de la capitale économique du Brésil, attire les commerçants africains de divers pays, notamment d'Afrique de langue officielle portugaise. Le prêt-à-porter brésilien constitue la principale activité économique de cette région du Brésil.

En sortant du métro du Brás …

La station de métro du Brás, quartier situé au nord-est de la ville de São Paulo au Brésil, relie la ligne jaune du métro paulistain à une gare ferroviaire grouillante de monde. Les passagers chargés d'énormes colis, courbés sous le poids de lourds chariots et de sacs en plastique marchent à toute vitesse dans les interminables couloirs de la station. Quand les portes du métro s'ouvrent, la foule s'échappe en courant vers les voies de train qui mènent vers Rio Grande da Serra, Estudantes, Calmon Viana et Gainazes (quatre zones pauvres de la grande périphérie de São Paulo). Les habitants de ces quartiers passent souvent deux à trois heures par jour dans les transports, ce sont des travailleurs pauvres, des employés de maison ou le prolétariat du secteur de la confection. La sortie du métro du Brás débouche sur une grande place carrée, entourée d'immeubles défraîchis des années soixante-dix. L´architecture industrielle du quartier rappelle le passé ouvrier du Brás. Les anciens entrepôts ont été reconvertis en une multitude de petits commerces collés les uns aux autres et spécialisés dans le prêt-à-porter ou les chaussures. Le slogan du quartier, tel un cri de ralliement, résonne à chaque coin de rue : « *O que tá na moda tá no Brás !* » Si c'est à la mode, c'est au Brás !

Une première immersion dans le quartier

Avant même de mettre les pieds au Brás, j'appréhendais[252] déjà de me retrouver au milieu de cette foire à ciel ouvert et mon trac ne faisait qu'augmenter à mesure que j'écoutais les mises en garde de Brésiliens sur la « dangerosité » du quartier. En arrivant au Brás, la vendeuse d´un kiosque à journaux d'une rue commerçante du Brás me disait de « faire très attention car le Brás c'est très dangereux »[253]. Même les chauffeurs de taxi me conseillaient d´être très vigilante, surtout si je voulais m'y rendre de nuit. Dans le trajet de métro entre la station Barra Funda et le Brás, je rencontrai Mike, un jeune Brésilien de vingt-trois ans (étudiant en droit) à qui je demandai des indications pour trouver la bonne sortie. Inquiet de savoir une étrangère seule dans cet endroit, il me conseillait de ne pas m'y rendre après 17h. Ces avertissements contrastaient avec ceux de Priscila[254], une Brésilienne de trente-huit ans, femme de ménage, ayant l'habitude de se rendre dans ce quartier pour acheter des vêtements ou faire des cadeaux de Noël. Elle m'expliquait que les marchés du Brás étaient très vastes et qu´il fallait s´armer de bonnes chaussures pour trouver de bonnes affaires. Les imaginaires sur le Brás diffèrent donc en fonction des origines sociales, c´est un quartier qui attire les classes pauvres brésiliennes et qui fait peur à l´élite blanche des beaux quartiers de São Paulo.

L'objectif pour ce premier jour[255] de « terrain » était de vérifier l´existence d´une présence de commerçants africains dans ce quartier. Je rentrai donc au hasard dans une boutique de bijoux tenue par une femme petite, assez âgée et avec un fort accent hispanique. Je lui demandais des informations sur la présence de commerçants africains dans le quartier. Elle me répondit : « - Il y en a beaucoup ! J'habite en face de l´hôtel Vitoria ! C'est une rue derrière la place, là-

[252] La description présentée dans ce chapitre est tirée de mon journal d'enquête et décrit ma première journée sur le « terrain ».
[253] Entretien informel, 11 avril 2013, Brás, São Paulo, Brésil.
[254] Le nom de cette personne a été modifié pour maintenir l'anonymat, informations lors d'une conversation informelle, 20 mars 2013, São Paulo, Brésil.
[255] Le 26 mars 2013.

bas. Il y a beaucoup d'Africains qui viennent dans cet hôtel »[256]. Comme elle ne semblait pas disposée à m'en dire davantage, je me dirigeai vers l'hôtel Vitoria en me demandant pourquoi les commerçants africains choisissent tous le même hôtel ? Est-ce à cause du prix ? De la spécificité des services ? Du sentiment de familiarité et de sécurité permis par l'entre-soi ?

L'hôtel Vitoria est un grand bâtiment bleu et blanc d'une architecture dépouillée à l'entrée sommaire. Devant l'hôtel et sur les trottoirs alentour on voyait plusieurs groupes de commerçants africains, les femmes discutaient entre elles par petits groupes de deux ou trois ou marchaient vers un lieu précis ; les hommes étaient plus statiques, ils attendaient généralement au coin d'une rue leur portable à la main ou à côté d'une ou de plusieurs valises. À l'intérieur de l'hôtel, il n´y avait pas de décoration ni de canapé pour recevoir les clients, on y trouvait simplement un grand comptoir en bois tenu par une réceptionniste brésilienne blanche. Au fond de l´entrée, un ascenseur ressemblant à une grande bouche s'ouvrait et se refermait pour dégorger des clients venus d'Angola, du Paraguay, du Congo Brazzaville, de la République Démocratique du Congo et des États du Nordeste brésilien.

Les commerçants africains en partance sortaient de l'ascenseur chargés de gros sacs en plastique noir qu'ils amarraient péniblement à des chariots à roulettes. Une commerçante africaine attendait au pied de l'ascenseur, elle me regardait à peine. « Vous partez ? Vous êtes restée combien de jours ici ? » demandai-je. « Cinq jours »[257] répondit-elle sèchement. Cette commerçante venait de Luanda, et était accompagnée d'un homme qui se chargeait de porter ses colis jusqu'au taxi, certainement son mari. Elle ne semblait pas vouloir poursuivre la conversation. Je me demandai comment je parviendrais à nouer des relations de confiance avec ces femmes.

---

[256] Entretien anonyme avec la vendeuse d'une boutique du Brás, le 26 mars 2013, Brésil.
[257] Entretien informel réalisé lors des premiers jours de l'enquête à São Paulo, le 26 mars 2013.

À chaque fois que je rentrai dans l'hôtel, les clients me regardaient avec un air méfiant, je détonnais dans ce décor et je prenais conscience des difficultés qui m'attendaient. Je me présentai comme étudiante à la réceptionniste brésilienne, en lui expliquant l´objectif de ma recherche et les raisons pour lesquelles je souhaitais rentrer en contact avec des commerçantes africaines qui logeaient dans cet hôtel. Elle accueillit mes présentations de façon à la fois joviale et ironique. Pourquoi une Blanche s'intéresse-t-elle à ces Africaines ? Elle me fit alors signe de monter au premier étage car il y avait un restaurant pour « eux » (les Africains) : « Si vous arrivez à manger leur nourriture vous pouvez y aller ! »[258] dit-elle avec un sourire narquois. J'obtenai à ce moment un premier élément de réponse sur le choix de cet hôtel pour les commerçants africains : ici, ils peuvent manger comme à la maison. Avant de prendre l'ascenseur, la réceptionniste m'avertit que les commerçantes étaient très méfiantes, j'aurais certainement beaucoup de mal à leur parler mais elle ne s'opposa en aucune façon à mon enquête.

1. À la recherche des commerçantes africaines dans les hôtels du Brás

La présence de commerçant.e.s africain.e.s dans les hôtels du Brás avait fait l´objet d´un article de Juliana Santil intitulé « Hôtel XXI »[259] où elle s'intéressait aux relations entre le Brésil et les Pays Africains de Langue Officielle Portugaise (PALOP)[260]. Au début des années 2000, elle constatait déjà l´attraction du Brás pour ces commerçants africains de langue portugaise :

> « Les Africains ont découvert le Brás et l'Hôtel XXI s'est spécialisé dans leur accueil. Ils viennent pour acheter surtout des vêtements et des chaussures,

[258] *Idem*.
[259] Juliana SANTIL, « Hotel XXI », Bordeaux, *Lusotopie*, 2003, pp. 153-159.
[260] PALOP est l'acronyme de l'expression portugaise : Países Africanos de Língua Oficial Portuguesa qui désigne les pays africains ayant pour langue officielle le portugais que sont l´Angola, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Mozambique et São Tomé-et-Principe.

parce que, ici, ils trouvent des articles de qualité supérieure à celle des produits africains, et des prix inférieurs à ceux des produits européens et américains »[261].

Dans son enquête l´auteure montrait que l'arrivée des commerçants africains a transformé la clientèle des hôtels du Brás :

> « L'Hôtel XXI a trois ans, il subit déjà des travaux d'agrandissement et se spécialise pour supporter la concurrence (il y a cinq hôtels « africains » dans le coin) : le menu devient plus africain et les employés font des efforts pour apprendre des mots angolais et mozambicains »[262].

Juliana Santil y voyait la naissance d´une nouvelle forme de circulation commerciale entre le Brésil et l´Afrique :

> « Le Brás est la destination préférée de ces Africains, même s'il y a aussi ceux qui viennent à Rio de Janeiro pour chercher des vêtements de plage. Le plus cher dans tout ça, ce sont les frais de transport, mais récemment les compagnies aériennes et les entreprises de transport ont commencé à faire des offres très intéressantes pour viabiliser le nouveau créneau Brésil-Afrique. Il y a des vols où on peut emporter six bagages de 32 kilos. Et on peut revendre en Afrique avec une culbute de 200 % »[263].

Dix ans plus tard, en 2013, je « revisitai » les lieux explorés par Juliana Santil. Les lieux n'avaient pas changé mais on constatait une diminution de la clientèle africaine et, de façon générale, une baisse de l'activité économique au Brás. Les commerçants locaux se plaignaient que les affaires allaient mal et regrettaient le temps où les commerçantes angolaises venaient nombreuses car elles « avaient beaucoup d'argent », et « payaient en cash »[264]. L'hôtel XXI était toujours un lieu de passage des quelques commerçantes angolaises qui continuaient à

---

[261] Juliana SANTIL, « Hotel XXI », … *op. cit.*, p 153.
[262] *Idem*, p 154.
[263] *Idem*.
[264] Prises de notes lors de conversations informelles sur le terrain, mars 2013, Brás, São Paulo, Brésil.

s´approvisionner sur le marchés brésiliens. L'établissement proposait des chambres à 75 reais[265] avec télévision et salle de bain privée. Le restaurant de l´hôtel XXI offrait un buffet diversifié, il y avait des tables en bois noble, une télévision écran plat, des chaises capitonnées. J'interrogeai le réceptionniste brésilien de l´hôtel pour avoir des informations sur la fréquentation des commerçantes africaines, il me conseilla d'attendre jusqu'à 17h car c'était l'heure où les commerçantes angolaises revenaient du marché. Celui-ci m´expliquait que l´hôtel était surtout fréquenté par des commerçantes angolaises (les Mozambicaines étaient de plus en plus rares)[266]. Les négociantes se logeaient par petits groupes de deux ou trois dans l´hôtel : « elles partagent les mêmes chambres pour économiser alors qu'elles ne se connaissent pas ou qu'elles viennent de se rencontrer à l'aéroport »[267] expliquait-il. Les cas de vol d'argent et de marchandises entre commerçantes étaient fréquents d´après les plaintes reçues dans l´établissement. La fragilité des liens de confiance entre les commerçantes elles-mêmes permettait de comprendre pourquoi, aucune des commerçantes logeant dans l´Hôtel XXI n´accepta de faire un entretien.

Contrairement à l´hôtel Vitoria, l´hôtel XXI ne possédait pas de restaurant africain et il s´avérait très difficile d´y mener une observation. C´est donc à l´hôtel Vitoria que j´ai concentré mes observations en essayant de me faire accepter parmi la clientèle africaine du restaurant. Dans ce contexte particulier, l'hôtel était une sorte d´« arrêt sur image » au milieu des mouvements intenses, des transactions rapides et des allers et venues des commerçantes dont les séjours étaient de courte durée. En effet, il fallait trouver une solution pour « rester avec » ces femmes qui allaient et venaient. Comment capter ces flux entre le Brésil et l´Afrique depuis le chaos du Brás ? Comment figer les

[265] En octobre 2016, 75 reais équivalent à environ 21 euros, tarifs affichés en 2013.
[266] Comme je l´explique dans l´introduction, mes recherches précédentes au Mozambique dans le cadre d´un Master en Politique et développement dans les pays du Sud à Sciences Po Bordeaux m´avaient conduit à élaborer un projet de doctorat sur la présence de commerçantes mozambicaines au Brésil et en Chine.
[267] Entretien avec le réceptionniste de l'hôtel XXI, 31 mars 2013, Brás, Sao Paulo, Brésil.

mobilités et gagner la confiance de celles et ceux qui agissent « en marge » et à l´abris des regards ?

2. L'hôtel, objet politique transnational

Lieux de passage et de transit propices à l'observation des interférences entre le global et le local. Les hôtels qui accueillent une clientèle africaine au Brésil sont comparables à des « comptoirs africains […] dont les formes s'apparentent à celles de l'emporium, ce comptoir commercial et portuaire de l'Antiquité fondé par des étrangers, en articulation ou non avec l'arrière-pays »[268]. Ces derniers sont des espaces transnationaux car ils canalisent les transformations sociales et politiques provoquées par les flux et les échanges des réseaux commerciaux, groupes et organisations à caractère transnational, où le migrant (ou ici le commerce ambulant) est considéré comme un agent social et politique. Lieux privilégiés de l´observation des transformations sociales et politiques, les hôtels sont des espaces multidimensionnels à partir desquels il devient possible de faire « une nouvelle lecture du politique »[269]. L'ambiguïté entre les frontières du public et du privé en fait à la fois des lieux clos et, en même temps, des lieux connectés au reste du monde car ils mettent en relation celles et ceux qui sont en mouvement. Ils représentent des portes d'entrées par lesquelles des commerçants africains en transit construisent leur compréhension du monde, leur représentation de la ville et du Brésil. Au sein de l'hôtel se tissent une pléiade de micro-histoires, de relations sociales, de transactions ou de petits trafics dans l'intimité des chambres, à l'abri des regards et du monde extérieur. Les liens sociaux qui se tissent dans ces espaces doivent être compris comme des « relations inséparablement commerciales et affectives, c'est-à-dire capables de se substituer aux liens impersonnels de la grande distribution, ceux forts de l'entre-soi. Ils sont actuellement insaisissables par les identifications

[268] Brigitte BERTONCELLO, Sylvie BREDELOUP, Olivier PLIEZ, « Hong Kong, Guangzhou, Yiwu : de nouveaux comptoirs africains en Chine », Sciences Po Paris, Critique internationale, n 44, 2009, pp. 105-121., p. 107.
[269] George BALANDIER, *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 2013 [1967], p. 288.

statistiques en vigueur dans l'appareil d'État »[270]. En ce sens, comprendre les hôtels comme des lieux de pouvoir permet de se rapprocher de « deux enseignements de l'anthropologie politique : l'ambigüité et la multidimensionalité du politique »[271].

Ainsi l´hôtel Vitoria est devenu le lieu privilégié de l´enquête à São Paulo, c´est-à-dire l´espace où l´on pouvait observer les « branchements » entre les réseaux du commerce transnational. L´immersion par l´hôtel est également la méthode adoptée par Jerry Dávila dans son ouvrage *Hotel Trópico*[272] dans lequel il analyse les relations entre le Brésil et l´Angola : « ce livre commence dans l'Hôtel Trópico. Là-bas, pendant que des centaines de milliers de colons portugais fuyaient Luanda au cours des mois qui ont précédé l'indépendance de l'Angola, en novembre 1975, le diplomate brésilien Ovídio Melo ouvrait ses valises »[273]. Par l'intermédiaire de l'Hôtel Trópico à Luanda, et plus précisément depuis une chambre d'hôtel, il explore les représentations des diplomates brésiliens sur l'Afrique. Il critique par ce biais la « fabrication » du mythe de la « démocratie raciale brésilienne » qui a participé à l´intensification des relations politiques et commerciales avec l'Afrique.

Outre les hôtels, les restaurants et les bars de ces quartiers commerçants sont des lieux privilégiés pour l'échange d'informations au sein des réseaux informels et de renseignements sur l'état du commerce. Ces espaces fonctionnent comme des banques de change, des lieux de sociabilité, d'opportunité, de consolidation des réseaux informels. Ces micro-espaces connectés à l'international peuvent être interprétés comme des « systèmes-monde », c'est-à-dire des « zones spatiales temporelles qui traversent nombre d'unités politiques et culturelles, et

---

[270] Alain TARRIUS, *Étrangers de passage. Poor to poor, peer to peer*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2015, 172 p., p. 14.
[271] Denis Constant MARTIN, 2002, *Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés)*, Paris, Karthala, 2002, p. 22.
[272] Jerry DÁVILA 2011, *Hotel Trópico, O Brasil e o desafio da descolonização africana, 1950-1980*, São Paulo, Editora Paz e Terra LTDA, 311 p.
[273] *Idem*, p. 11.

qui constituent des zones intégrées d'activités et d'institutions régies par certaines règles systémiques »[274]. Ces systèmes-monde sont reproduits dans l'hôtel Victoria puisqu'il y a un croisement de plusieurs unités politiques et culturelles dans le même espace, ayant chacune des règles qui se juxtaposent : l'hôtel est géré par un Brésilien, la clientèle provient de différents lieux du Brésil et du monde, le restaurant de l´hôtel propose des menus africains puisque la cuisinière est angolaise et les clients surtout originaires des deux Congo. C'est en ce sens que l'on parle d'*ethnoscape*[275] pour qualifier ces espaces où se reproduit à l'échelle micro-sociale un paysage culturel éloigné géographiquement et culturellement.

En effet, les hôtels ou les restaurants sont des espaces privilégiés d´observation dans les recherches qui s'intéressent aux migrations et aux *diasporas*, à la globalisation et au transnational. Dans leurs recherches sur les commerçants africains à Hong Kong, Guangzhou, Yiwu, Brigitte Bertoncello, Sylvie Bredeloup et Olivier Pliez[276] ont réalisé toute une série d'entretiens dans ces établissements « africains » qu'ils nomment des « restaurants ethniques ». Le concept d'« ethnie » pose cependant question, il met en lumière l'existence d´espaces « d'entre soi » communautaires qui sont un faible palliatif au manque d'intégration des populations africaines et des commerçants en transit dans ces sociétés. Le « repli » et l'« entre soi » permis par ces espaces est déterminant en termes de compréhension des questions raciales et politiques qui touchent les communautés africaines à l'étranger. Cela amène à poser la question de la « ghettoïsation » qui a été pointée par plusieurs auteurs[277] pour mettre en avant l´exclusion des populations étrangères. La porosité des frontières entre le formel et l´informel, entre le légal et l´illégal invite à repenser les frontières

[274] Immanuel WALLERSTEIN, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-mondes*, Paris, La Découverte, 2004, 173 p.
[275] Arun APPADURAI, *Modernity At Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minnesota Press, 1996, 229 p.
[276] Brigitte BERTONCELLO *et alii*., « Hong Kong, Guangzhou, Yiwu… », *op. cit*., p. 112.
[277] Voir notamment Alain TARRIUS, 2015, *Étrangers de passage… op. cit.*

même de l´enquête de terrain parce que l´absence de distinction claires entre la pratique du commerce à la valise de produits licites et illicites obligeait à un positionnement personnel dans les rapports sociaux de l´enquête.

3. Le « restaurant africain » de l'hôtel Vitoria

Au premier étage de l'hôtel Vitoria, les portes de l'ascenseur s'ouvrent sur un couloir qui mène à une grande pièce peinte en bleu pâle. De six heures à neuf heures du matin la salle sert de réception pour le petit déjeuner des clients de l'hôtel et à partir de midi elle se transforme en « restaurant africain » tenu par une Angolaise d'une cinquantaine d'années, très corpulente et qui reste généralement assise à une des tables du restaurant pour faire payer les clients. En musique de fond on entend de la rumba congolaise. Sur chacune des tables on trouve du sel, du piment, du gel pour se laver les mains et des tubes de crèmes hydratantes. À ma gauche une femme noire mangeait seule, et en face de moi, deux autres clientes dégustaient un poisson séché. Elles ne me regardaient pas, faisant comme si l'arrivée d'une Blanche dans cet univers n'avait rien d'anormal. Je leur demandai alors si je pouvais m'asseoir à leur table, elles acceptèrent en me jetant un regard sceptique. Je me présentais en expliquant qui j´étais et je répondais à leurs questions :

> « - Je suis étudiante, je suis venue ici pour faire un travail pour l'université sur les commerçantes africaines à São Paulo.
> - Humm, de quel pays viens-tu? Pourquoi tu parles portugais? Où est-ce que tu habites à São Paulo? Est-ce que tu es mariée?
> - Je suis française mais j´ai appris le portugais au Portugal. J´habite dans le quartier Pompeia et non je ne suis pas mariée mais j'ai un copain en France.
> - Ah, d'accord, mais il doit être jaloux alors.
> - Oui il est un peu jaloux, répondis-je.
> - Combien de temps tu restes à São Paulo?
> - Trois mois.

-Alors tu vas avoir un copain brésilien ici ! »[278].

Elles éclatèrent de rire. Je commençais ainsi à gagner leur confiance, elles m'avaient situé, elles m'avaient posé toutes les questions qui leur semblaient importantes et me laissaient les côtoyer pendant leur déjeuner. Je commandai le même plat qu'elles (c'est de toute façon des plats uniques dans ce restaurant) et nous partageâmes une bière. Solange, la serveuse du restaurant a 24 ans et vient de la République Démocratique du Congo. Elle parle français, lingala et portugais car elle a vécu plusieurs années en Angola et réside depuis plus de quatre ans à São Paulo. C'est une donnée importante car la clientèle du restaurant vient presque exclusivement d'Angola, du Congo Brazzaville et du Congo Kinshasa.

Quand je lui demandai de me servir un plat, elle me regarda un peu interloquée et me demanda en français : « - mais tu manges le fufu ? » (mélange de purée de manioc et de maïs). J'expliquais alors que j'aime la cuisine africaine et que j'ai vécu au Mozambique. Pendant ce temps les deux commerçantes continuaient leurs conversations ou répondaient à des coups de fil, elles parlaient de quantités et de prix. L'une s'appelait Kiara et l'autre Alda[279]. Kiara était assez corpulente, elle était coiffée avec des rajouts lisses et portait un haut noir et vert. Alda semblait plus jeune que Kiara, elle avait un physique agréable et ses postures nonchalantes montraient qu'elle était à l'aise dans cet endroit. Elle portait des cheveux bruns et ondulés, une chemise blanche et un épais collier en or. Pendant le repas j'essayais de poser quelques questions sur leur commerce mais elles n'étaient pas disposées à parler, leurs réponses étaient laconiques.

Kiara et Alda sont deux commerçantes angolaises de Luanda, la capitale de l'Angola, elles viennent dans cet hôtel depuis le milieu des années 2000 pour

[278] J'ai rencontré ces deux commerçantes le 26 mars 2016, leurs prénoms ont été modifiés pour maintenir l'anonymat.
[279] Rencontre avec Alda et Kiara, le 26 mars 2013, leurs prénoms ont été modifiés pour maintenir l'anonymat.

faire leurs achats au Marché de l'Aube. Je leur demandais si après je pouvais les accompagner sur le marché : « non, on a déjà acheté ce matin, on y va à quatre heures du matin »[280]. Elles expliquaient que la grande foire où elles ont l´habitude d´acheter des vêtements fonctionne de nuit, les grossistes exposent leurs produits de minuit à midi. Je leur proposai de revenir demain à quatre heures du matin. Elles rigolèrent en me disant que je ne pourrais pas supporter la marche, « c'est très dur ! » disaient-elles. J'essayai de les convaincre de l'intérêt de ma recherche : « c'est un travail universitaire sur les femmes qui font du commerce pour comprendre ce que cela change dans vos vies de voyager, de gérer votre commerce parce que beaucoup de personnes ignorent que les Africaines font du commerce au Brésil, vos noms ne vont pas apparaître. L'idée est simplement de témoigner et parler des conditions de vie et de travail »[281], expliquais-je. Alda acquiesçait en disant que « les Africains sont plus travailleurs que les Européens »[282]. Kiara se remémorait un reportage qu'elle avait vu à la télévision en Angola : « les femmes qui viennent ici sont passées sur la [chaîne] *Record*, ils [les journalistes] les ont aidés à porter la marchandise, ils faisaient comme elles. Elles sont passées à la télévision en Angola! »[283] s'exclamait-t-elle comme si elle prenait soudain conscience de l´intérêt de ma démarche. Alda de son côté était à la fois intriguée et charmée, elle m'appela très vite « mon amie française ». Avant qu'elles ne rejoignirent leur chambre Alda me donna son numéro de téléphone et m´invita à venir cette nuit à quatre heures du matin devant la porte de l'hôtel Vitoria.

4. Une immersion dans la Feira da Madrugada

Tout en acceptant la proposition Alda je repensais aux mises en garde des Brésiliens qui décrivaient le quartier Brás comme un endroit menaçant, dangereux et surtout impraticable de nuit. Je réalisais alors que les horaires du

[280] *Idem*.
[281] *Idem*.
[282] *Idem*.
[283] *Idem*.

marché sur lequel je souhaitais observer les interactions entre les commerçantes africaines et les vendeurs locaux m'obligeraient à prendre des risques d'autant plus pour une femme. Je décris ci-dessous l'immersion dans le marché de nuit :

À 4h du matin[284] les rues noires du Brás commencent doucement à s'agiter. Dans le silence de la nuit des groupes d'hommes et de femmes arpentent les rues vers les entrepôts semi-clandestins de vêtements. J'arrive à 4 heures piles à l'hôtel Vitoria où Alda et Kiara m'avaient donné rendez-vous. La grille était fermée, le réceptionniste me dit que trois Angolaises sont parties ce matin, l'une d'entre elles s'appelait bien Alda. J'en conclus qu´Alda et Kiara s´étaient méfiées de moi. J'appelai Alda sur son portable pour lui dire que je suis au point de rendez-vous. Elle ne répondit pas, j'essayai quelques minutes plus tard mais toujours rien. Au bout d'un moment Alda me rappela, elles étaient déjà dans les entrepôts près de la Praça da Concordia (Place de la Concorde, située en plein cœur du Brás). Je n´étais pas rassurée à l'idée de me déplacer seule de nuit mais heureusement mon ami Carlos qui m'accompagnait en voiture cette nuit-là m'amena jusqu'à la place. Il faisait nuit noire mais déjà des dizaines de personnes se dirigeaient calmement vers les entrepôts. Elles me rappelèrent alors pour me dire qu'elles étaient au coin de la rue et je les retrouvai, soulagée.

Alda était accompagnée de Kiara (qu'elle appelle sa « cousine ») et d'une autre femme qui restait en retrait, le visage fermé. Alda me recevait avec un sourire mais me demandait de me dépêcher car elles étaient très en retard, la collègue qui les accompagnait leur avait fait perdre beaucoup de temps, disait-elle. En observant les comportements d'Alda sur le marché, je constatais que cette commerçante marquait les esprits plus que les autres, elle marchait toujours à l'avant du groupe et les vendeurs du marché se souvenaient de son prénom. La personnalité joviale d'Alda semblait être un atout qu'elle utilisait pour faire ses négociations, pour faire baisser les prix ou obtenir des petits cadeaux de ses

[284] Ce passage est extrait de mon carnet de terrain, l'observation a été réalisée le 29 mars 2013.

fournisseurs[285]. J´étais fascinée par ses capacités d'adaptation à une autre culture et l'aisance avec laquelle elle se comportait avec les grossistes de Bolivie et du Paraguay : elle les embrassait, plaisantait avec eux, recevait en échange des compliments sur sa beauté qu'elle accueillait avec bonne humeur.

Alda a d'abord commencé à pratiquer le commerce transnational avec l'Afrique du Sud puis elle s'est orientée vers le Brésil à partir de 2010. Malgré son arrivée récente au Brás, elle maîtrisait déjà parfaitement les lieux qui ressemblent à un véritable labyrinthe car tous les stands se ressemblaient. Alda a un petit garçon de cinq ans, pendant qu'elle passait ses commandes elle lui achetait des petites lunettes de soleil, des porte-clefs ou des vêtements. L'achat de ces petits cadeaux peut paraître anecdotique mais il peut pourtant être interprété comme un geste qui vise à faire pardonner l'absence de la mère qui laisse son enfant seul à la maison. C'est une information confirmée par Véronique Manry[286] dans le cas des commerçantes algériennes à la valise surnommées les Trabendistes qui pratiquent de la même façon le commerce transnational. Selon l'auteure, les femmes qui voyagent doivent nécessairement se justifier auprès de la famille et compenser leurs « désistements » par des « cadeaux en vêtements, bijoux parfums et cigarettes de marques [qui] sont régulièrement offerts aux membres de la famille […]. Ces cadeaux ressemblent singulièrement à des offrandes qui justifient et font pardonner les absences fréquentes et l'investissement dans une activité à l'extérieur du foyer »[287]. Véronique Manry explique cette situation par l'ambivalence du statut et des revenus des femmes qui exercent une activité en marge du rôle attendu des femmes : « elles se retrouvent alors dans une position

[285] Les fournisseurs lui offrent des T-shirts par exemple.
[286] Véronique MANRY, « Trabendo au féminin, les femmes algériennes dans le commerce à la valise », FASOPO Fonds d'analyse des sociétés politiques, 2006, en ligne, <http://www.fasopo.org/sites/default/files/anthropologievoyage_vm_1206.pdf>, consulté le 23 mai 2015.
[287] *Idem*, p. 225.

de chefs de famille [dont] le statut n'est reconnu ni socialement, ni juridiquement »[288].

Lors de notre rencontre en 2013 Alda vivait seule et n'était pas mariée, sa « cousine » Kiara la taquinait souvent en faisant référence à un certain F. qui serait son « amoureux » au Brésil. Ces deux commerçantes étaient associées, elles achetaient leurs produits ensemble, choisissaient les mêmes pièces de vêtements qu'elles revendaient (en gros et au détail) sur un marché de Luanda. Je me demandais comment elles géraient la concurrence puisqu'elles vendaient les mêmes produits.

Ce jour-là, Alda et Kiara avaient accepté d'être accompagnées par Rosa[289], une femme plus âgée rencontrée à l'hôtel Vitoria. Dans les allées interminables des entrepôts du Brás, Alda était la leader du groupe, elle jugeait avec professionnalisme de la qualité et de la couleur des modèles et passaient en quelques minutes les commandes aux fournisseurs. Elle savait, sans hésiter, combien de modèles elle devait acheter et disait qu'elle repasserait dans deux jours pour récupérer la marchandise. Quand les vendeurs étaient des hommes Alda avait un comportement plus séducteur, quand il s´agissait de femmes elle instaurait un rapport complice et amical. Au hasard du parcours nous firent la rencontre de T., un jeune vendeur brésilien avec qui Alda avait l'habitude de travailler, elle lui demanda en plaisantant s'il était célibataire :

- « Tu as une copine ?
- Non, répond-il, gêné.
- Pourquoi tu ne veux pas sortir avec moi, tu n'aimes pas les Noires ? »[290].

Le groupe des trois commerçantes s'esclaffait en me disant qu'il préférait certainement les Blanches. Ma présence dans leur groupe semblait être utilisée

[288] *Idem*, p. 226-227.
[289] Le nom de cette commerçante a également été modifié pour conserver son anonymat.
[290] Rencontre informelle avec T. le 29 mars 2013.

de façon stratégique car elles me présentaient aux fournisseurs boliviens comme leur « amie française ». De leurs côtés, les vendeurs brésiliens s´interrogeait aussi sur mon statut en me demandant si j´étais leur « guide » sur le marché.

À chaque voyage au Brésil, Alda et Kiara séjournent à l'hôtel Vitoria entre cinq jours et une semaine. Toutes les nuits, à partir de quatre heures du matin jusqu'à onze ou midi, elles parcourent plusieurs kilomètres à pied dans les longues allées commerçantes des galeries du Brás et les chemins de terre battue de la Feira da Madrugada. Cette nuit-là, Alda est celle qui payait les commandes et transportait l'argent qu'elle cachait dans une pochette en plastique à l'avant de son pantalon ou dans son soutien-gorge. Kiara restait toujours derrière Alda, elle la suivait mais la conseillait également sur le choix des produits. À cette époque la tendance était aux motifs panthères et tuniques larges avec des visages de femmes.

Rosa, la troisième commerçante, est en retrait, elle commande les modèles que sélectionne Alda mais en quantité moindre. Rosa est venue pour la première fois à São Paulo en 2004 mais elle préfère faire du commerce avec la Chine, sur les marchés de Canton. Pour négocier dans un contexte où elle ne parle pas la langue elle fait appel à un guide pour se déplacer et négocient les prix avec une calculatrice. Rosa a cinq enfants, dont des jumeaux, elle dit que la naissance des jumeaux a été difficile, qu'elle a dû arrêter de travailler pour s'occuper des enfants. Lorsqu'elle voyage c'est sa fille de 18 ans qui s'occupe des enfants, elle a aussi un neveu qui habite à la maison et s'occupe des tâches ménagères. C'est une situation que l'on retrouvera dans beaucoup d'autre cas où l'absence de la mère est remplacée par le travail d'un enfant plus jeune souvent originaire d'une zone plus pauvre du pays. Le mari de Rosa travaille dans une entreprise de pêche, il est transporteur. Elle dit que certains mois elle parvient à gagner plus que son mari mais généralement c'est lui qui pourvoie aux besoins du foyer. On verra dans les chapitres suivants comment sont alloués les revenus de la famille, c'est une question qui est très présente dans les analyses qui questionnent la

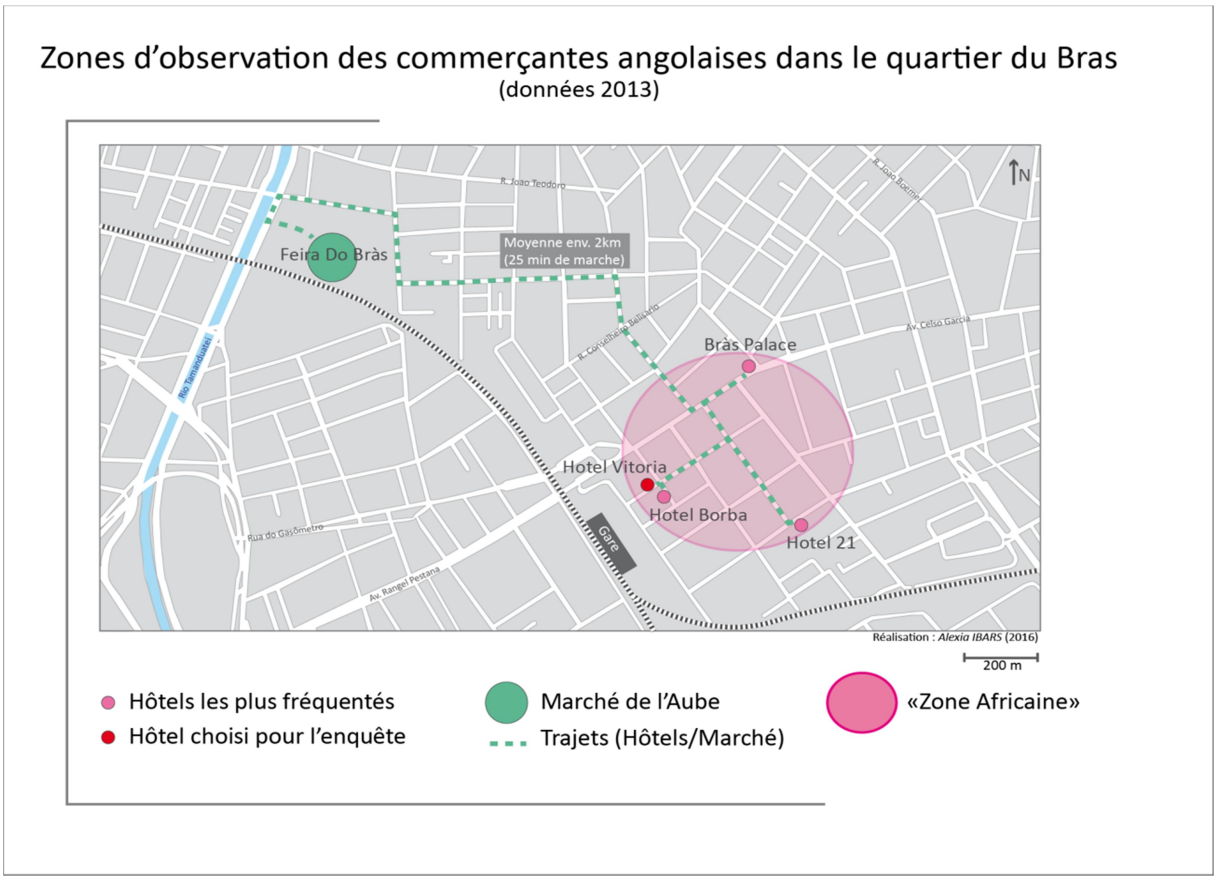
négociation des rapports de genre. Mais pour le moment, revenons à nos déambulations dans le marché.

À chaque fois que le petit groupe de commerçantes repérait un produit intéressant, elles commandaient entre 20 et 40 pièces dont chacune coûte entre 10 et 15 reais (entre 3,80 et 5,80 euros en 2013). Elles achetaient généralement des T-shirts avec de larges motifs et des couleurs vives ou fluorescentes. Après avoir sélectionné les pièces et payé en liquide, le tout est emballé dans un sac en plastique noir qu'elles laissent sur le stand pour ne pas avoir à le porter avec elles. L'ensemble des achats sera ensuite récupéré grâce à un transporteur muni d'un chariot à roulette qu'elles payent 15 reais. Vers 10h30 du matin, les entrepôts se vidaient, il restait peu de choix sur les stands. Alda, Kiara et Rosa regrettaient déjà de ne pas être venues plus tôt car elles n'avaient pas trouvé tout ce qu'elles voulaient. La tension augmenta d'autant plus lorsque Rosa refusa de partager le prix du transport jusqu'à l'hôtel puisqu'elle avait acheté moins de marchandises. Alda, en colère, regrettait d'avoir fait confiance à une commerçante qu'elle ne connaissait pas, elle préfèrait faire ses affaires « en famille ». Alda et Kiara m'informèrent qu'elles reviendraient demain, peut-être encore plus tôt mais cette fois elles resteraient toutes les deux.

De mon côté, je ressentais une douleur insupportable aux pieds et un besoin urgent de m'asseoir. Je prenais conscience de la dureté physique de ce travail où il faut beaucoup marcher, piétiner, et négocier pendant des heures. Les lumières des néons des entrepôts et les haut-parleurs qui passent sans cesse des musiques du Nord-Est brésilien ou des annonces publicitaires contribuent à cet épuisement physique. Vers 11h, elles rejoignaient leur hôtel pour prendre une douche et se reposer. Nous nous séparâmes par de chaleureuses accolades et je leur donnais rendez-vous le lendemain à l'heure du déjeuner pour faire un entretien plus approfondi. C'est à partir de cet instant que l'enquête a vraiment commencé, cette observation avait donné des informations sur les conditions de travail des femmes angolaises sur les marchés de la confection à São Paulo.

Par ailleurs cette immersion dans le marché avait été un moyen de conquérir la confiance de mes enquêtées et d'observer les rapports de genre qui se jouent entre les commerçantes elles-mêmes et entre elles et les grossistes (hommes et femmes). Ces déambulations ont par ailleurs permis de localiser les zones où circulent les commerçantes angolaises dans le quartier du Brás.

5. Localisation des « zones africaines » à São Paulo



Carte 2 : Carte des zones d´observation de la présence des commerçantes angolaises à São-Paulo, réalisation Alexia Ibars, 2016.

Cette carte indique l'emplacement des quatre hôtels les plus fréquentés par les commerçantes angolaises et la localisation de l´Hôtel Vitoria où j´ai plus particulièrement concentré mes observations. Elle permet de constater l'aspect « borné et limité » du périmètre dans lequel circulent les commerçantes lors de

leur séjour dans le quartier du Brás, ce périmètre constituant ce que l´on appellera une « zone africaine ». La proximité des lieux de fréquentation de la communauté africaine (agence de transport vers des destinations africaines, restaurants, cafés, hôtels) créé un sentiment de familiarité. Certaines commerçantes disent même qu´elles se sentent « chez elles » au Brás comme Ambela et Fabiosa (rencontrées à l'Agence de transport *Express Luanda*) qui affirment : « ici ce sera toujours notre maison »[291]. Logée à l'hôtel Vitoria Ambela dit qu'elle ne vient pas à São Paulo pour « s'amuser ou profiter » car elle n'aime pas l'ambiance : « je viens avec un objectif et c'est celui-là que je poursuis. On vient pour faire des affaires, on ne vient pas pour s'amuser, c'est soit les affaires soit le divertissement. Tu arrives, tu fais tes trucs et quand c'est l'heure tu repars »[292]. Cet extrait d´entretien donne un premier élément de réponse pour comprendre pourquoi les commerçantes angolaises ont-elles évité, à l´inverse des Mozambicaines, le trafic de drogue. On retrouve en effet dans de nombreux discours une volonté de justification d´une éthique de travail où les commerçantes défendent qu´elles se consacrent uniquement à leurs activités professionnelles au cours de leurs voyages d´affaires. Les attitudes qu´elles adoptent dans leurs interactions avec les autres membres de la communauté africaine confirme ces stratégies de protection des voyageuses. C´est ce que j´ai pu constater en observant les clientes du restaurant africain de l´hôtel Vitoria.

6. La fusion des corps et les objets

Après une déambulation nocturne sur le marché de l'Aube avec Alda et Kiara, les deux commerçantes angolaises acceptent de faire un entretien individuel un peu plus prolongé. La confiance ayant été conquise par le passage du rituel initiatique (supporter de marcher une nuit entière à leurs côtés), elles acceptent à présent de m'ouvrir les portes de leur intimité et de me montrer l'envers du

[291] Entretien avec Ambela et Fabiosa, le 3 juin 2013, Brás, São Paulo, Brésil.
[292] *Idem*.

décor de leur commerce. Alda et Kiara me donnent rendez-vous dans leur chambre, la chambre 401 de l'hôtel Vitoria, le 27 mars 2013. Leur chambre est une petite pièce composée de deux petits lits une place et d'une minuscule salle de bain. On distingue à peine les lits tant ils sont recouverts de vêtements, de paires d'Havaianas et de sacs en plastique. Au sol, plusieurs valises ouvertes débordent de ces centaines de pièces de tissus colorés achetées la vielle sur le marché. Alda dégage une place sur le lit pour que je puisse m'asseoir et les deux commerçantes s'installent sur l'autre lit en face de moi. La marchandise est ainsi éparpillée dans cet espace exigu car, avant d'être remballée et transportée dans les valises vers Luanda, elle doit être vérifiée. La marchandise est recomptée pièce par pièce pour s'assurer que les quantités et les prix correspondent bien à la commande. Les vêtements sont ensuite pliés et présentés de façon à équilibrer le poids dans chaque valise, c'est une logistique qui demande de l'expérience. En fonction de la façon dont les vêtements sont pliés, les commerçantes parviennent parfois à donner l'impression qu'il s'agit d'une valise contenant des objets personnels qui n'ont pas pour but d'être commercialisés. Elles espèrent ainsi pouvoir faire passer une partie de la marchandise sans payer les amendes douanières en arrivant à l'aéroport de Luanda.

La promiscuité entre les corps et les objets est significative de la vulnérabilité des moyens d'importation de ce commerce à la valise. S'agissant d'une méthode d'importation qui a pour but de réduire au maximum les intermédiaires afin de réduire les coûts d'achat et d'augmenter les revenus, les commerçantes développent un ensemble de techniques pour acheter la marchandise la moins chère possible en se fournissant directement chez les petits couturiers locaux. La suppression des intermédiaires dans la chaîne de distribution amarre les commerçantes à leurs marchandises, elles sont le trait d'union direct entre les producteurs locaux à São Paulo et leurs clients à Luanda. En revendant directement les produits qu'elles transportent par avion, elles veulent être en mesure de contrôler au maximum les coûts, les quantités, les couleurs, les

modèles. C'est pour cette raison que la distance entre les corps et les marchandises doit être extrêmement réduite. En d'autres termes, ces Mules de la mode ne bénéficient que de leur corps – c'est-à-dire de leur force de travail – pour achalander, colporter, surveiller et ensuite revendre la marchandise. C´est également le cas de deux autres commerçantes angolaises, Ambela et Fabiosa qui parlent de conditions de travail harassantes : « le voyage est très fatigant, on fait 7 heures de vol, assises, ça fatiguerait n'importe qui […] et on doit beaucoup marcher quand on cherche quelque chose. On doit rentrer dans les boutiques, faire des recherches. On recherche, on compare les prix, il faut vraiment beaucoup marcher »[293].

La proximité des commerçantes avec les objets commercialisés dévoile d'un côté le degré de risque et la pénibilité physique et psychique de ce travail ; de l'autre elle invite à penser les trajectoires individuelles et professionnelles de façon conjointe puisque cette activité demande un engagement de soi (corporel et psychique) significatif. Ainsi, comme le formulent Fariba Adelkhah et Jean-François Bayart, on peut se demander dans quelle mesure le voyage s'apparente à une « expérience morale de subjectivation » qui modifie plus ou moins durablement la vie de celles qui le pratique. En effet, « l'expérience spécifique du voyage entraîne des effets sociaux propres, par exemple en termes de relation entre les genres (gender), entre les classes sociales, entre voyageurs et les autochtones »[294].

[293] Entretien avec Ambela et Fabiosa, réalisé le 3 juin 2013, quartier du Brás, São Paulo, Brésil.
[294] Fariba ADELKHAH & Jean-François BAYART, *Voyages du développement… op. cit.*, p. 8.

II. DES MULES DE LA DROGUE AUX MULES DE LA MODE

L'analogie suggérée dans le titre de ce travail entre l'expression « mule de la drogue » et « mule de la mode » puise ses justifications dans les liens de concomitance entre les réseaux de trafic de drogue et les réseaux du commerce transnational de prêt-à-porter et d'accessoires féminins qui se sont révélés peu à peu au cours des observations dans le quartier étudié.

1. Les « mules » : entre contrebandes et trafics de drogue

Le terme de « mule » est dérivé du premier sens, de la mule ou du mulet, celui de bête de transport, très prisée pendant des siècles par les contrebandiers qui passaient les frontières par des sentiers escarpés pour le passage de leurs marchandises. Dans le discours médiatique, il est apparu pour désigner deux phénomènes : celui de la contrebande dans le commerce transfrontalier et celui des trafics de drogues. La définition de contrebande fait référence au transport illégal de marchandises ou de personnes en particulier au travers de frontières afin d'éviter de payer des taxes ou de faire entrer des produits illicites dans un pays ou au contraire de les faire sortir malgré l'interdiction[295]. L'expression de « femmes mulets » a notamment été employée pour décrire la contrebande pratiquée par des Marocaines dans l'enclave de Ceuta qui portent chaque jour sur le dos des dizaines de kilos de marchandises dans des conditions de travail déplorables[296]. L'expression est également utilisée en espagnol *mujeres mulas* pour décrire ces milliers de femmes qui « profitent » du statut juridique particulier de

[295] Voir l´article de J.C.M SATEN, « Dot, commerce et contrebande: stratégies d'accumulation chez les femmes "islamisées" de Mokolo », 1993, qui souligne que la contrebande ne s'opère pas en dehors des cadres de l'État mais bien à l'intérieur puisque les femmes qui pratiquent la contrebande doivent négocier ou soudoyer les douaniers : c'est-à-dire les représentant de l'État, en ligne, https://openaccess.leidenuniv.nl/bitstream/handle/1887/4105/1255467_029.pdf?sequence=1, consulté le 8 avril 2016.

[296] Sur les conditions de travail des femmes mulets voir le reportage de France 24 sur les « femmes mulets » à Ceuta, 2 mars 2010, en ligne, <https://www.youtube.com/watch?v=MQ6sGYzlaes>, consulté le 7 avril 2016.

Ceuta qui autorise la contrebande à condition qu'elle soit réalisée à pied. La contrebande et le commerce transfrontalier informel est un phénomène très courant dans toute l'Afrique du Nord et l'Afrique Subsaharienne. Ce sont surtout les femmes qui sont impliquées dans ces activités précaires voire dangereuses car elles sont une alternative au chômage et une stratégie de survie pour de nombreuses femmes pauvres.

Si d'un côté, la référence aux « mules » fait penser à la contrebande, son usage a été plus directement associé aux trafics de drogues (notamment de cocaïne et d'héroïne) faisant directement référence à la figure du « passeur » de substances illicites. Face à l´intensification de ces pratiques entre l´Amérique Latine et l´Afrique de nouveaux systèmes de détection contre ce trafic, comme notamment la prise de radiographies ou la surveillance des passagers ont été mis en place. Le film équato-colombo-américain *Maria, pleine de grâce* (2004) de Joshua Marston leur est consacré. Il retrace la réalité de ces transporteuses de drogue (surtout de l'héroïne et de la cocaïne) dont la majorité sont des femmes pauvres qui mettent leur vie en péril pour transporter quelques kilos de drogue à l'intérieur de leur ventre. D´autres méthodes sont utilisés pour transporter la drogue à l´intérieur des valises, dans les boutons des vêtements, etc. La proximité entre la pratique du commerce à la valise, des sacs et du trafic de drogue explique la présence de ces réseaux dans les espaces de production et de distribution textile.

La confrontation entre un projet de recherche et la réalité du « terrain » a donc conduit à des réaménagements substantiels. Alors que cette recherche s'intéressait initialement aux mobilités des commerçantes mozambicaines au Brésil et en Chine, les débuts de l'enquête à São Paulo attestaient de l'absence des commerçantes mozambicaines dans les circuits d'importation de prêt-à-porter brésilien. La fin de ces mobilités commerciales féminines était directement liée à la question des trafics de drogue. Maria, brésilienne, 63 ans, originaire de l'État du Parana, réceptionniste à l'hôtel Borba (voir carte 6) dans

le quartier du Brás me confirma que beaucoup de Mozambicaines et de Nigérianes étaient « très recherchées par la police brésilienne »[297] et qu'elles avaient complètement disparu du Brás car elles « transportent des choses qui ne sont pas utiles »[298] disait-elle pour ne pas dire le mot « drogue ». Contrairement aux autres Africaines qui fréquentent son hôtel, Maria estimait que les Angolaises n'étaient pas impliquées dans le trafic de drogue, selon ses informations « elles viennent vraiment pour acheter des chaussures, des [des tongues de marque] Havaianas, des vêtements »[299]. Maria expliquait par ailleurs que les hôtels du Brás sont intégrés au système de lutte contre les trafics de drogue des autorités brésiliennes qui vérifient les déclarations des commerçantes étrangères qui débarquent à l'aéroport. Elle décrivait la routine de contrôle :

> « Les agents de la police nous appellent. – Vous avez une réservation au nom de telle personne ? Donc, nous, on confirme que oui. – Combien de jours elle va rester ? – Environ 10 jours, on répond. Et en fonction de cela, elle [la commerçante africaine] vient ou elle reste à l'aéroport et on la renvoie chez elle »[300].

En 2013, Maria constatait une baisse de la fréquentation des commerçants angolais impliqué.e.s dans le commerce local :

> « Avant ils venaient beaucoup ici, l'hôtel Vitoria était plein d'Angolais mais maintenant leur temps est terminé. Maintenant les affaires marchent mal, les gens sont en difficulté. Les Angolais ont des problèmes pour obtenir les visas, ils vont vers d'autres pays comme la Chine par exemple. Et le dollar aussi est trop bas pour eux. Aussi pour les Brésiliens les choses sont difficiles, c'est surtout des

---

297 Entretien avec Maria réalisé le 11 avril 2013 à l'hôtel Borba dans le quartier du Brás, São Paulo, Brésil.
298 *Idem*.
299 *Idem*.
300 *Idem*.

autocars clandestins qui viennent, ceux qui sont moins chers. Ils arrivent le dimanche et repartent le mardi »[301].

Le durcissement des politiques de luttes contre les trafics de drogue par les autorités brésiliennes se répercutent en effet sur la fréquentation des commerçant(e)s angolais(e)s même lorsque leurs pratiques sont légales. Ce climat de vigilance policière qui visait directement les populations africaines au Brésil expliquait pourquoi les commerçantes étaient si méfiantes. Ma présence pouvait être interprétée comme une opération de contrôle de la part des autorités brésiliennes.

2. Des femmes africaines dans les prisons de São Paulo

La présence de femmes africaines dans les réseaux de trafics de drogue fut confirmée par les entretiens réalisés à São Paulo. Hédio da Silva Júnior, professeur de droit de l'Université Zumbi dos Palmares[302] qui a réalisé plusieurs entretiens individuels auprès de détenues estime que la section féminine de la prison de la ville de São Paulo est peuplée à hauteur de 45% d'Africaines (en particulier de Mozambicaines et de Sud-Africaines) « attrapées » à l'aéroport alors qu'elles transportaient de la drogue. D'après ses entretiens, ces « mules » sont en majorité des femmes qui ont obtenu un visa légalement sous prétexte de vouloir venir faire des achats de vêtements sur les marchés du Brás. Les femmes racontaient qu'elles ont été séduites par un homme, généralement d'origine nigériane, qui leur a promis une somme conséquente pour le passage d'une valise à l'aéroport. Victimes d'arnaques, ces femmes qui sont en bas de l'échelle des trafics sont ensuite dénoncées aux autorités brésiliennes de l'aéroport par les trafiquants qui adoptent un stratagème de « boucs émissaires » pour détourner l'attention des douaniers et faire passer une « grosse mule » transportant une plus grande quantité de stupéfiants.

---

301 *Idem*.

302 Université ouverte sous le gouvernement Lula suite à des politiques de quotas en faveur des étudiants noirs. Entretien réalisé avec Hédio da Silva Júnior le 20 avril 2013, à l'Université Zumbi Dos Palmares, São Paulo, Brésil.

Ces informations concourent avec les propos de plusieurs commerçantes angolaises de l'hôtel Vitoria qui disaient se méfier des hommes de la communauté congolaise qui sont impliqués dans le trafic de drogue. Elles se distinguaient d´eux en disant : « eux, ils sont dans les trafics de drogue », « nous ont est légales, on a un visa », « ces femmes elles veulent de l'argent facile », « elles mettent de la drogue à l'intérieur »[303].

Les passerelles entre les parcours professionnels dans le commerce licite et le trafic de drogues sont donc faciles. Bruna Bumachar[304], chercheuse brésilienne, confirme que les établissements pénitentiaires féminins de la ville de São Paulo sont peuplés de Boliviennes, de Péruviennes, de Paraguayennes, de Guinéennes, de Capverdiennes, d'Angolaises, de Sud-Africaines, d'Argentines, de Mozambicaines, de Portugaises, d' Hollandaises et d'Ukrainiennes condamnées pour le transport de drogue comme mules. Elle montre par ailleurs que dans la grande majorité des cas, ces femmes sont des mères de familles :

> « Plus de 90% des étrangères détenues à São Paulo sont concentrées à la Pénitentiaire féminine de la capitale (PFC). Dans cette unité spécifique, plus de la moitié du total des 900 prisonnières est étrangère. Dans ce pourcentage, on retrouve des femmes de 65 nationalités différentes, avec des profils variés, parlant des dizaines de langues, mais qui ont en commun, dans 76 % des cas, la maternité, et, dans 95 %, la cause de l'enfermement est le trafic international de drogue dans la fonction de mule »[305].

---

303 Prises de notes lors de conversations informelles avec des commerçantes angolaises rencontrées dans le quartier du Brás à São Paulo.

304 Bruna BUMACHAR, « Por meus filhos: usos das tecnologias de comunicação entre estrangeiras presas em São Paulo », in Denise Cogo, Mohammed ElHajji & Amparo Huertas (eds.) *Diásporas, migrações, tecnologias da comunicação e identidades transnacionais*, Bellaterra : Institut de la Comunicació, Universitat Autònoma de Barcelona, 2012, p. 45, en ligne, <http://www.fazendogenero.ufsc.br/9/resources/anais/1277937323_ARQUIVO_Pormeusfilhos_fazendogenero2.pdf>, consulté le 3 août 2016.

305 Bruna BUMACHAR, « Babel indecifravel das estrangeiras presas », *O estrangeiro, Brasil país de imigração*, 13 septembre 2012, en ligne,

S'intéressant aux liens maintenus par le biais des nouvelles technologies de l'information et de la communication (courrier électronique, téléphone) entre les détenues et leurs familles restées au pays, l'auteure met l'accent sur un phénomène peu approfondi au Brésil : le sort des Africaines qui ne peuvent pas rentrer auprès de leur famille après leur libération de prison. Par ailleurs, elle montre comment les trajectoires de vie des commerçantes mozambicaines venues au Brás pour acheter des vêtements « basculent » en se laissant enrôler dans les circuits de drogue. Vera da Silva Telles et Daniel Veloso Hirata parlent de « trajectoires accidentelles » ou de « mobilités latérales »[306] pour qualifier ces parcours bifurquant vers l'illégalité.

Ces informations permettent d'imaginer la façon dont les mobilités latérales de ces commerçantes mozambicaines se sont progressivement orientées vers un commerce plus juteux mais beaucoup plus risqué. C'est ce que racontait Dona Silvanete, une Brésilienne d'une soixantaine d'années qui s'était reconvertie en gérante d'une maison d'accueil pour les femmes étrangères sorties de prison. Elle avait fondé depuis une dizaine d'années la *Casa Recomeço*[307] (La maison du Nouveau Départ) qui pendant plusieurs années a accueilli des étrangères démunies et sans aucun moyen de rentrer chez elles.

En mai 2013, cette maison d'accueil était vide car Dona Silvanete n'avait plus les moyens de la maintenir. Lors de l'entretien[308], elle se remémorait le temps où cette grande maison vide était remplie de femmes qui s'entraidaient et cuisinaient ensemble. Elle déposa sur la table de la cuisine une pile de

---

https://oestrangeiro.org/2012/09/13/babel-indecifravel-das-estrangeiras-presas/ consulté le 3 août 2016.

[306] Vera da Silva TELLES & Daniel Veloso HIRATA, « Pratiques urbaines aux frontières incertaines entre illégal, informel, illicite » *in* Robert CABANES & Isabel GEORGES, *São Paulo, La ville d'en bas*, 2009, p. 135-151.

[307] Voir l'article de Bruna Bumachar sur le centre d'accueil Casa Recomeço qui accueille des étrangères sorties de prison à São Paulo, 5 mai 2012, en ligne, <http://oestrangeiro.org/2012/06/05/estrangeiras-presas-fim-da-recomeco/>, consulté le 3 août 2016.

[308] Entretien réalisé le 12 mai avec Dona Silvante dans la Casa Recomeço, Avenue Conceição, quartier Vila Maria Alta, São Paulo, Brésil.

documents, environ deux cents fiches avec la photo d'identité et les procès des détenues libérées où l'on pouvait trouver un nombre important de Mozambicaines, de Capverdiennes et de Sud-Africaines. Dona Silvanete estimait que la majorité des femmes qui logent dans les hôtels du centre de São Paulo dissimulent leurs activités dans les trafics de drogue grâce au commerce de vêtements. Bien que les déclarations de cette informatrice soient à prendre avec beaucoup de précaution, elles donnent à voir la vulnérabilité des femmes pauvres et l'étroitesse des rapports entre le légal et l'illégal.

3. Des frontières poreuses entre le légal et l'illégal : la confusion des genres

Pour Vera da Silva Telles et Daniel Veloso Hirata[309], la proximité entre les réseaux de drogue et du commerce licite développée met en lumière cet effacement des frontières « entre ce qui relève du travail, d'expédients de survie et des pratiques illicites. C'est sur cet effacement que se construisent les capillarités entre le trafic de drogues et l'ensemble du monde social, qu'un autre tissu urbain se constitue ». Les auteurs utilisent l'image de la « ville comme un bazar » pour décrire les relations ténues entre les marchés informels, illégaux et illicites. La métaphore de « zone grise » qualifie justement cet espace urbain au sein duquel « s'estompent les différences entre travail précaire, emploi temporaire, activités de survie et pratiques illégales, clandestines et délictuelles »[310]. Ainsi, le passage d'une activité transnationale d'importation licite de vêtements au trafic de drogue peut être interprété comme des *mobilités latérales* de travailleurs qui transitent entre le légal, l'informel et l'illicite, sans que s'y configurent pour autant des carrières de délinquance »[311]. L'exemple des importatrices de vêtements montre bien dans quelle mesure la nature précaire

[309] Vera da Silva TELLES & Daniel Veloso HIRATA, « Pratiques urbaines…, *op. cit.*, p. 135.
[310] *Idem*.
[311] *Idem*, p. 136.

de l'activité professionnelle pousse les femmes pauvres vers les promesses de gains rapides des trafiquants.

Ainsi, les amalgames entre la figure de la commerçante transnationale africaine et celle de la « mule de la drogue » participent à la construction d'une image négative qui pèse sur l'ensemble du secteur professionnel. La distinction entre celles qui transportent des marchandises licites et celles qui sont enrôlées dans les réseaux frauduleux est floue. Les discriminations raciales envers les femmes noires qui voyagent sont courantes, comme en témoigne Joaquim Maloa, un étudiant mozambicain à São Paulo[312], qui raconte un épisode vécu avec sa femme (elle aussi mozambicaine) à l'aéroport de Guarulhos[313]. Alors qu'ils passaient leurs bagages dans les équipements de contrôle, la police fédérale brésilienne s'est approchée en premier lieu de sa femme pour lui demander d'où elle venait et la raison pour laquelle elle s'était rendue au Brésil. Selon lui, l'attitude des autorités brésiliennes est révélatrice des fortes suspicions qui touchent la communauté mozambicaine, tout particulièrement les femmes, dont un certain nombre a en effet été impliqué dans le trafic de drogue entre l'Amérique Latine et le Mozambique.

En effet, un rapport de l'ONU datant de 2013[314] indique que le Mozambique et la Guinée Bissau sont les deux principaux points de passage de la cocaïne en provenance du Brésil et à destination de l'Europe. En Guinée-Bissau le trafic de drogue a été particulièrement intensifié depuis le coup d'État de 2012 qui a affaibli le programme de lutte contre les drogues dans le pays. Le Mozambique est désigné comme l'une des principales porte d'entrée de la drogue en Afrique lusophone, notamment pour « la résine de cannabis, le cannabis, l'héroïne

[312] Entretien avec Joaquim Maloa, le 14 mai 2013, Campus de l'Université de São Paulo, Brésil.
[313] Aéroport international de la ville de São Paulo au Brésil.
[314] Voir l'article de presse du 5 mars 2013 « Guiné-Bissau e Moçambique com sérios problemas com o tráfico de drogas, Conclusão é de um relatório da ONU », en ligne, <http://www.tvi24.iol.pt/internacional/guina-bissau/guine-bissau-e-mocambique-com-serios-problemas-com-o-trafico-de-drogas>, consulté le 4 avril 2016.

destinées à l'Europe, et la metaqualona (un médicament sédatif et hypnotique mandrax) pour l'Afrique du Sud »[315].

Par conséquent, les politiques de lutte contre les drogues ont pénalisé les commerçantes mozambicaines qui font des affaires au Brésil dans le secteur de la confection ou des cheveux brésiliens[316]. Les obstacles qui touchent le commerce licite se constatent également à l'arrivée à l'aéroport de Maputo car ces commerçantes doivent payer de lourdes amendes aux douanes. Ces facteurs barrent la route aux mobilités, ils sont des points de « déconnexions » entre le local et le global. C'est l'arguement de Frederick Cooper dans son texte sur l'adaptation du concept de globalisation au contexte africain où il montre « dans quelle mesure les connexions à travers les espaces sont étendues et limitées, et comment la grande échelle, les processus sur le temps long, comme le développement capitaliste, peuvent être analysés en prenant en considération leur pouvoir et leurs limitations, et les mécanismes qui les façonnent »[317]. Frédérick Cooper met l'accent sur la façon dont les institutions et les réseaux créent des opportunités ou au contraire des contraintes pour les commerçants transnationaux. Il suggère alors une compréhension plus complexe de ce que veut dire la globalisation, de ce qu'elle est et n'est pas, en prenant en considération les structures et les institutions qui autorisent les flux et celles qui construisent des barrières et des frontières. Souligner les limites de ces connexions est une façon de comprendre comment le commerce transnational entre pays du Sud fait face au durcissement des restrictions dans le domaine migratoire, aux pressions fiscales, à la corruption et aux normes de sécurité.

D'un point de vue méthodologique, l'ambiguïté des pratiques des réseaux qui circulent au sein d'espaces transnationaux pose de lourds problèmes pour la

---

[315] *Idem*.

[316] Je développerai dans la suite du texte la question du secteur du cheveu brésilien, notamment à partir d'entretiens avec des commerçantes angolaises qui montrent le poids de la concurrence indienne dans ce secteur.

[317] Frederick COOPER, « What is the concept of Globalization good for ? An African Historian's Perspective », *African Affairs*, n 100, 2001, p. 189–213, p. 199.

recherche car elle rend la délimitation du terrain de l'enquête ardue. La question de la sécurité est devenue centrale et m'a finalement conduite à abandonner l'idée d'approfondir les recherches sur les réseaux de drogue. Si aux premiers jours de l'enquête, l'hôtel apparaissait comme une opportunité pour « capter » les parcours de vies de celles et ceux qui circulent dans la périphérie globale, il représentait à présent une « zone grise » dans laquelle il était nécessaire de distinguer les frontières entre le légal et l'illégal. Pour Alain Tarrius, il n'est pas possible de fermer les yeux sur la « mondialisation criminelle des trafics de produits et de services d'usages illicites qui croise souvent celle des pauvres, des produits d'usages licites, dès lors qu'il s'agit de blanchir les bénéfices de leurs différentes activités »[318]. Pour l'auteur, les « milieux criminels de la marchandisation des femmes et des drogues et comment les passages de frontières sont facilités par des sociétés politiques locales figées dans la reproduction de vieilles dominations locales »[319]. Celles et ceux qui pratiquent un commerce licite à l'échelle transnationale doivent donc développer un ensemble de stratégies pour contourner ces réseaux illégaux. C'est une tâche particulièrement complexe pour les femmes africaines qui voyagent dans ces zones elles qui doivent trouver leur place dans cet univers ambivalent, se méfier des « mauvaises rencontres » et, en prime, prouver en permanence leur « honnêteté » et leur légalité auprès des autorités. On peut alors se demander dans quelle mesure la confusion des genres, qui touche particulièrement les femmes en associant la figure de la commerçante africaine et celle d'une « trafiquante » de drogue participe de la construction d'un sentiment d'illégitimité chez les commerçantes angolaises qui se limitent au transport de vêtements.

Il resterait encore beaucoup à dire sur la question des « illégalismes » dans la ville de São Paulo mais on se concentrera exclusivement sur les pratiques licites dans le secteur de la confection. Si la porosité des frontières entre le légal et

[318] Alain TARRIUS, *Étrangers de passage…*, *op.cit.*, p. 18.
[319] *Idem*, p. 10.

illégal a constitué un obstacle méthodologique important, il a également permis d'ouvrir la voie vers des problématiques nouvelles que je n'avais pas envisagées avant de me rendre sur le terrain. Dans la section suivante nous entrerons plus concrètement dans l'univers de la mode populaire du quartier du Brás.

4. La confection populaire à São Paulo

Photographie 1 : Les vendeurs boliviens de la « Feirinha da Madrugada », São Paulo, Brésil, avril 2013.

Chaque jour des milliers de Brésiliens des provinces rurales et des États du Nordeste brésilien affluent par bus pour s´approvisionner à la foire populaire de la *Feira da Madrugada* (la Foire de l'aube) où l'on trouve le prêt-à-porter le moins cher du pays. Le terme portugais *madrugada*, qui signifie l'aube ou le petit matin, a été donné à ce marché en raison de ses horaires d'ouverture : de minuit à midi. Le quartier du Brás est donc actif jour et nuit, le jour ce sont les boutiques et les grands enseignes qui ouvrent leurs portes et la nuit ce sont les galeries souterraines, les marchés informels et les vendeurs ambulants qui investissent les lieux.

Situés en plein cœur de la ville de São Paulo dans la zone Est, les quartiers du Brás et du Bom Retiro (à l'ouest du Brás) sont considérés comme les deux principaux centres de la confection de la ville de São Paulo qui concerne « un tiers de la production nationale » et à l'échelle internationale São Paulo « constitue l'un des principaux agglomérats mondiaux du secteur » [320]. Les quartier Bom Retiro et du Brás spécialisés dans le prêt-à-porter bon marché sont un immense supermarché à ciel ouvert rempli de vêtements colorés et imprimés, de sacs à main, de chaussures et d´accessoires féminins. Une grande majorité des travailleurs du Brás est originaire des zones les plus pauvres du Brésil, de Bolivie et du Paraguay. La production de vêtements ne s'arrête jamais, les couturières fabriquent le jour dans des petits ateliers improvisés à leurs domiciles, et les produits sont vendus la nuit dans les entrepôts aménagés dans des anciennes usines désaffectées, des parkings souterrains ou d'anciens hangars. La nuit, les trottoirs du Brás sont investis par des centaines de vendeurs ambulants qui exposent leurs marchandises à même le sol. Certains vendeurs ne possèdent qu'une seule pièce de vêtement ou, par exemple, un lot d'une dizaine de soutiens gorge qu'ils vendent à l'unité. Les produits sont vendus à des prix de gros mais peuvent être achetés à l'unité ce qui convient à une clientèle modeste ou à des revendeurs.

L'industrie du textile qui s'était implantée dans ces anciens quartiers d'immigrés caractérise le décor de cet univers marqué par les anciens entrepôts des usines désaffectées transformées en zone de commercialisation et de production informelles à bas coût. D'innombrables mannequins en plastique peuplent cet univers, ces grandes poupées blanches, grandes et minces portent des combinaisons léopards et des tuniques colorées agrémentées de larges ceintures. Les formes longilignes de ces modèles en plastique contrastaient fortement avec celles des couturières boliviennes et des acheteuses Africaines ou nordestines.

[320] Carlos Freire SILVA, « Migrants boliviens et travail informel dans le circuit de la confection à São Paulo », p. 57, in *São Paulo, La ville d'en bas*, Robert CABANES & Isabel GEORGES, Paris, L'Harmattan, 2009.

Les commerçantes angolaises qui circulent dans la ville se logent au Brás en raison de la présence de plusieurs hôtels abordables qui adaptent spécialement leur offre aux besoins de la clientèle africaine : les chambres sont généralement composées de petits lits une place et peuvent être partagées par plusieurs commerçantes, des repas africains sont servis dans divers restaurants officiels ou clandestins[321]. Les commerçantes qui cherchent des vêtements bon marché font leurs achats sur les marchés du Brás, celles qui cherchent des produits haut de gamme comme des robes de mariées ou des costumes pour hommes se rendent dans les boutiques du Bom Retiro.

À l'échelle de la ville, l'industrie de la confection s'est développée suite à l'expansion des zones périphériques de l'Est et du Nord de São Paulo où les « petits ateliers de couture de sous-traitance fournissent leurs services aux grandes entreprises de confection du Brás et du Bom Retiro »[322]. C'est au début des années 1990 que Carlos Freire da Silva situe le grand bouleversement de l'industrie de la confection avec l'augmentation de la sous-traitance et du nombre de travailleurs informels, la délocalisation de la production dans les périphéries pauvres et l'accroissement de l'immigration irrégulière de Bolivie :

> « L'affinité entre travail informel et immigration clandestine est une caractéristique du capitalisme contemporain. Les stratégies actuelles de reproduction du capital établissent les formes spécifiques de mobilité au travail. La migration des Boliviens à São Paulo est liée au développement économique de l'industrie de la confection. La restructuration productive dans ce secteur a impulsé l'immigration bolivienne et son insertion dans la ville. La mise en relation de lieux au-delà des frontières contourne les règlementations de chaque État. La mobilité des migrants devient

[321] Je fais ici référence à un restaurant situé à l'intérieur d'un appartement privé dans le quartier du Brás qui sert des repas africains aux commerçantes et migrants. La gérante des lieux n'a pas accepté de m'accorder un entretien.
[322] Carlos Freire da SILVA, « Migrants boliviens…», *op. cit.*

une niche d'exploitation économique développant les marchés illégaux de l'immigration clandestine »[323].

L'univers du quartier du Brás dans le secteur de la confection peut donc lui aussi être qualifié de « zone grise » où se côtoie une multitude de problématiques qui se rajoutent à celles décrites plus haut sur les frontières poreuses entre le légal et l'illégal dans les trafics de drogue. Il s'agit alors, pour les commerçantes angolaises qui viennent dans l'intention d'acheter des vêtements de savoir naviguer entre ces différents mondes. De cette façon, ces dernières participent de ce capitalisme contemporain en profitant de la production à bas coût rendu possible par une main d'œuvre immigrée d'Amérique Latine et en faisant partie de la chaîne de distribution de cette industrie globale de la confection.

Le terme de « mode populaire » est employé par Nancy Green[324] pour désigner « le secteur de la mode marqué par l'aire de la consommation de masse »[325]. L´auteure introduit notamment la notion de « store-bought style » (le style grande surface ou la mode des magasins) pour caractériser l'évolution de la mode grâce aux nouvelles formes de distribution et de la publicité qui vont répandre l'idée que « l'art vestimentaire est accessible à tous » et qu'il s'agit donc d'une « démocratisation de la mode »[326].

Le caractère « populaire » de la production et de la distribution de la confection dans le quartier du Brás repose sur une connaissance des besoins de la mode populaire par le biais de tout un ensemble de compétences qui associent les savoir-faire dans le domaine du textile aux besoins des classes populaires et à leurs critères esthétiques puisés dans l´ensemble des productions de culture populaire (feuilletons télévisés, célébrités, etc.). L'accumulation de ces

[323] *Idem*, p. 66. Traduction de l´auteure.
[324] Nancy GREEN, 1998, *Du Sentier à la Septième Avenue. La confection et les immigrés, Paris-New York, 1880-1980*, Paris, Le Seuil, 1998 (éd. française) « Univers historique », 462 p.
[325] *Idem*, p. 25.
[326] *Idem*.

compétences invite alors à utiliser le terme d'*experts* pour qualifier la création de réseaux de commerce dans le secteur de la mode populaire. Alain Tarrius montre d´ailleurs que la diffusion des produits de contrebande aux foules de pauvres se fait de manière immédiate sans l'intermédiaire des chaînes commerciales, de publicités ou de tout l'apparat classique de la grande distribution. Il s'agit d'un commerce plus direct, de la main à la main et de proximité malgré son caractère global. Selon l´auteur :

> « Le *Peer to Peer*, l' « entre-experts » est indissociablement lié au *poor to poor*. Les jeunes, et d'autres, des divers quartiers comme des zones d'habitat enclavé, des quartiers suburbains de Dakar, de São Paulo, de Marseille, de Barcelone ou de Turin…, connaissent les caractéristiques techniques des derniers produits électroniques, leurs performances, leurs coûts hors taxes, et les moyens de se les procurer quand passent les fourmis »[327].

Les réseaux de la « mode d'en bas »[328] pour reprendre les termes de Nancy Green, s'adaptent aux tendances, aux goûts et aux besoins des consommateurs de façon presque immédiate. La « flexibilité » est une spécificité du secteur de la confection qui explique pourquoi « les bas salaires et les conditions très dures – surtout pendant la saison – sont le fléau des ouvriers, mais la condition de la mise en marche de ces ateliers »[329]. La flexibilité et l'immédiateté avec lesquelles les petits ateliers de São Paulo sont capables de produire des modèles en s'adaptant à des critères esthétiques aussi momentanés que les changements de tenues des actrices des séries télévisées, justifie l'intensification de la sous-traitance et la proximité des lieux de production et de vente.

L'activité des petits importateurs brésiliens à l'échelle nationale est donc très analogue à celle des entrepreneuses angolaises qui transportent leurs

---

[327] Alain TARRIUS, *Étrangers de passage … op.cit.*, p. 17.
[328] Nancy GREEN, *Du Sentier à la Septième* … op.cit., p. 7.
[329] Nancy GREEN, « Rencontre d'un chercheur étranger et d'entrepreneuses tunisiennes » La confection et les immigrés à Paris », Hommes & Migrations, n° 1310, 30 janvier 2016, p. 8.

marchandises depuis le Brésil pour les revendre sur les marchés angolais. Les activités des commerçants brésiliens des zones rurales ont donc « tracé le sentier » et les structures d'accueil qui leur étaient jusqu'alors réservées ont permis la mobilité des commerçants africains. En effet, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, les hôtels se sont adaptés à l'arrivée massive des voyageurs angolais. Historiquement, cette route vers le Brésil correspond aux flux migratoires de la période de conflit armé en Angola à partir de 1975, et s'accélère dans les années 1990 au moment de l'intensification du conflit au lendemain des élections de 1992[330]. La diaspora locale angolaise et la réorientation des établissements vers la clientèle angolaise qui a un pouvoir d'achat conséquent modifia donc le paysage du quartier. À partir des années 2000, avec l'ouverture de l'Angola et la fin de la guerre, les mobilités vers le Brésil se sont intensifiées mais ces vagues ont été peu à peu dissipées par l'évolution du secteur de la confection à São Paulo.

[330] Dulce Maria Tourinho BAPTISTA, « Migração na metrópole: o caso dos angolanos em São Paulo », São Paulo, *Cadernos Metrópole*, n° 17, 2007, en ligne, <http://www.abep.nepo.unicamp.br/encontro2008/docsPDF/ABEP2008_1070.pdf>, consulté le 23 mai 2015.

5. Formalisation d'une économie en déclin

Photographie 2 : une rue du quartier du Brás qui se transforme la nuit en Foire de l'Aube avec des vendeurs ambulants présentant leurs produits à même les trottoirs, 3 avril 2013.

En 2013, les marques du déclin de la mode populaire au Brás étaient déjà visibles, elles s'expliquaient d'une part par les politiques de restructuration des autorités brésiliennes locales à l'encontre du commerce ambulant et informel et d'autre part par la baisse de la fréquentation des commerçants étrangers qui annonçait certainement les prémisses de la crise mondiale. Maria, la réceptionniste de l'hôtel Borba, témoignait du déclin de ce quartier dans lequel elle travaille depuis quarante ans. Elle raconte que le Brás ressemblait à une immense gare routière, les rues étaient pleines de monde, elles grouillaient d'« exportateurs[331] » ou de « sacoleiros[332] », des acheteurs majoritairement en

[331] Entretien réalisé le 11 avril 2013 à São Paulo (Brésil) dans le quartier du Brás dans la réception de l'hôtel Borba.

[332] Littéralement, ceux qui transportent des sacs en portugais. L'expression « sacoleiras » est très utilisée au Brésil, elle désignait initialement les petit(e)s commerçant(e)s en provenance de l'intérieur du Brésil ou de pays transfrontaliers comme le Paraguay et la

provenance des États de Pernambouco et de Bahia (deux régions particulièrement arides et pauvres du nord-est du Brésil). C'est essentiellement les commerçants des zones rurales de l'intérieur du Brésil qui étaient attirés par les prix très compétitifs et l'achat de prêt-à-porter en grandes quantités qu´ils revendaient sur d´autres marchés. Au Brésil, la croissance des marchés populaires du Brás a été fortement stimulée par les politiques publiques du *Programa Bolsa Família* (Programme Bourse famille) mise en place sous le gouvernement Lula à partir de 2004. En effet, une partie de la population jusqu'alors très pauvre fut progressivement en mesure d'acquérir un petit pouvoir d'achat qui s'est souvent reporté sur la consommation de biens tels que les vêtements ou l'électrodomestiques[333]. C'est ce que souligne Dominique Vidal dans son article sur les migrants boliviens dans le secteur de la confection à São Paulo :

> « L'élévation du pouvoir d'achat de la population s'est en premier lieu traduite par un accroissement de la consommation de vêtements. Mais ce phénomène réside aussi – et c'est là une dimension négligée dans la littérature – dans l'importance que le suivi de la mode occupe désormais au sein des couches populaires. En se focalisant sur les processus structurels qui rendent compte de la forme du capitalisme, l'émergence de mouvements sociaux et le développement de la violence en ville, les grilles de lecture qui ont prévalu ou dominent toujours l'étude des questions urbaines au Brésil ont accordé peu de place à cet aspect de la vie des citadins »[334].

Bolivie. Par ailleurs, cette expression est couramment utilisée au Brésil pour décrire les commerçantes angolaises qui transportent de la marchandise dans leurs valises. Ce terme est comparable aux deux termes luso-angolais et luso-mozambicain « muambeiras » ou « mukheristas », qui pourraient être correctement traduits en français sous le terme de « mule » car ils traduisent l'idée de transporter de la marchandise à une petite échelle et avec les moyens du bord.

[333] Ces informations ont été recueillies auprès de Carlos Freire da Silva, chercheur brésilien spécialiste du secteur informel à São Paulo et qui m'a accompagné à plusieurs reprises lors de l´enquête de terrain.

[334] Dominique VIDAL, « Les migrants boliviens dans le secteur de la confection à São Paulo : les effets des cadres juridiques », *Revue européenne des migrations internationales*, 28, n°4, 1er décembre 2012, p. 109.

Le pouvoir d'achat de ces classes populaires a intensifié les circuits de distribution entre les zones rurales et zones de production textile comme celle de São Paulo. La marchandise était alors importée par bus, par camion, dans des valises ou des baluchons. Tout un réseau de distribution « parallèle » s'est organisé de nuit et à l'abri des contrôles fiscaux dans d'anciens entrepôts désafectés. La quantité de petits entrepreneurs et de travailleurs informels qui trouvent dans le secteur textile informel une source de revenus s´est ainsi multipliée. Les aménagements réservés à la vente de prêt-à-porter se sont alors développés comme celui du marché de la « Feira da Madrugada » qui draine des milliers de visiteurs chaque nuit. Cependant, depuis le mois de mai 2013, la préfecture de São Paulo menace de fermer cet espace de vente en raison des risques sécuritaires et d'incendies[335]. Les marchés du Brás font donc l'objet d'une politique qui tend à formaliser et encadrer ces réseaux de distribution.

[335] Giba Bergamin JR, « Bombeiros citam riscos na Feira da Madrugada », 10 mai 2013, Folha de São Paulo.

Photographie 3 : Les commerçants retirent leurs produits des stands de la Feira da Madrugada suite à une décision d'ordre juridique. Article de journal : « Bombeiros citam riscos na Feira da Madrugada », 10 mai 2013, Folha de Sao Paulo.

L'attention du gouvernement de l'État São Paulo sur le quartier du Brás, notamment sur son potentiel immobilier, a débuté, selon les analyses de Carlos Freire da Silva[336], à partir des années 2000 et s'est intensifiée dans les années 2010. Les modalités d'intervention publique du gouvernement de São Paulo sur l'exploitation du quartier montrent le lien entre la lutte contre les pratiques informelles et les intérêts économiques privés. L'auteur montre que ces projets sont le résultat de luttes de pouvoir en défaveur des petits commerçants. Les

[336] Carlos Freire da SILVA, « Das calçadas às galerias: mercados populares do centro de São Paulo », Thèse de doctorat, São Paulo, USP, 2014, en ligne, <http://www.teses.usp.br/teses/disponiveis/8/8132/tde-31032015-105012/pt-br.php>, consulté le 13 mai 2016.

mêmes politiques publiques de réhabilitation sont présentes dans de nombreux autres contextes urbains comme Londres par exemple, qui a fait l'objet d'une intense politique de sécurisation de l'espace public afin de réduire la criminalité[337]. Le projet du gouvernement de la ville de São Paulo cherche à remplacer les anciennes structures de distribution informelle par des établissements privés et « modernes » (voir photographie ci-dessous) :

Photographie 4 : Les cabines des nouveaux entrepôts du Brás sont les premiers témoins du processus de privatisation des marchés de la confection et de la modernisation des espace de commercialisation du quartier, Photographie de l´auteure, prise à São Paulo (Brésil), 3 juin 2013.

Dans ces nouvelles galeries marchandes on entrevoit le nouveau visage du secteur de la confection au Brás : des couloirs propres, illuminés par des néons, des espaces privatisés où chaque vendeur doit payer plus cher son emplacement. Ces changements matérialisent la nouvelle politique publique brésilienne et la victoire des intérêts spéculatifs de l'immobilier. Les nouvelles configurations de ces espaces, comme illustrées sur la photographie ci-dessus,

[337] *Idem,* p. 51.

sont décrites par Carlos Freire da Silva comme des « shoppings populaires ou mini-shoppings » où les espaces de ventes sont divisés en « boxes qui ne font pas plus de quatre mètres carrés »[338]. Le fractionnement des espaces de vente permet ainsi de rationaliser et de maximiser les espaces, l'organisation visuelle des lieux devient alors plus « organisée » selon des normes d'hygiène et de sécurité. Ces politiques sécuritaires, lesquelles se basent notamment sur une réorganisation visuelle de l'espace donnant l'impression d'un endroit « neuf et propre » contre l'idée du chaos des marchés qui sont structurés de façon plus « anarchique ». La rationalisation de ces galeries permet ainsi une plus grande concentration du nombre de commerçants dans un même local et chaque box est loué à un prix bien plus élevé que pour une boutique conventionnelle, ce qui garantit les bénéfices des investisseurs immobiliers[339]. La spéculation immobilière qui s'opère dans le quartier, outre le fait de criminaliser des petits commerçants informels et d'enrichir des propriétaires immobiliers, a contribué à l'augmentation des prix du prêt-à-porter populaire.

Ces processus en chaîne ont provoqué la réorientation des commerçantes angolaises vers des zones de production meilleure marchée comme la Chine et la Thaïlande. En effet, l'existence de ces marchés de grossistes informels comme la Feira da Madrugada où les commerçantes angolaises avaient l'habitude de venir, permettait l'existence d'entreprenariats populaires réalisés avec des sommes d'investissement très faibles, participant ainsi à la création de petites opportunités pour sortir de la pauvreté. Ces structures de vente à prix de gros en petites quantités représentaient alors une source fondamentale de survie pour les familles pauvres du Brésil et pour les commerçantes angolaises du prêt-à-porter populaire.

Dans cette perspective, les marchés doivent donc être pensés comme des espaces politiques, des « champs de disputes, de négociations, d'articulations et

[338] Carlos Freire da SILVA, « Das calçadas… », *op. cit.*, p. 57.
[339] *Idem,* p. 53.

de conflits »[340]. Dans une perspective wébérienne, le marché n'est pas un champ d'analyse neutre car l'argent n'est pas « inoffensif et les prix sont déterminés par la lutte entre les hommes, des uns contre les autres ». Ainsi, comme le défend Carlos Feire da Silva, le marché « est un espace d'inégalités où la violence potentielle de l'État est garantie »[341]. C'est un espace au sein duquel se jouent des enjeux politiques dont la régulation résulte de conflits d'intérêts et une lutte de pouvoirs aux forces inégales mettant en opposition l'illégitimité des agents de l'informel contre la violence légitime de l'État. L'analyse des marchés comme champ de luttes, disputes, négociations et conflits, fait ressortir les enjeux politiques de la gouvernance locale. C'est-à-dire, l'intensification des mécanismes de contrôles politiques qui visent à criminaliser ces pratiques afin de les formaliser et les bureaucratiser.

Ces asymétries se reproduisent à l'échelle globale, elles sont interprétées par Bernard Conte comme une « tiers-mondialisation de la planète »[342], ou des formes de « néo-protectionnisme »[343] qui voient le jour avec la mise en place de politiques sécuritaires qui ont un impact grandissant sur les mobilités. Les politiques de répression contre le commerce informel et ambulant se vérifient dans les contextes brésilien, angolais et chinois. L'objectif est de montrer en quoi ces mesures publiques touchent en premier lieu les femmes, et tout particulièrement les femmes africaines qui voyagent dans des contextes étrangers. En 2013, les projets de modernisation du quartier du Brás se conjuguaient avec la diminution des mobilités des Angolaises qui se plaignent de l'augmentation des prix de la marchandise au Brésil.

---

340 *Idem,* p. 20.
341 *Idem,* p. 26-27.
342 Bernard CONTE, *La Tiers-Mondialisation de la planète*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2009, 237 p.
343 Fariba ADELKHAH & Jean-François BAYART, *Voyages du développement...*, *op. cit.*, p.12.

CONCLUSION DU CHAPITRE 2

Ce chapitre s'est déroulé au gré des évolutions de l'enquête dans le quartier du Brás, centre névralgique de la mode « populaire » à São Paulo, au Brésil. Il a mis en valeur les complexités de la délimitation d'un objet d'enquête multi-situé, mouvant, dont les frontières entre le légal/l'illégal, le formel/l'informel étaient confuses. Finalement, cette « zone grise » est un univers où se côtoient le commerce de jour et celui de la nuit. La journée, ce sont les grands magasins qui commercialisent la marchandise « légitime » comme les chaussures en plastique de marque Havaianas pour lesquelles les commerçantes obtiennent des factures. En plein jour, on voit également les agences de transport aérien et maritime qui expédient de la marchandise déclarée vers les ports de Luanda et Kinshasa[344]. Dès la tombée de la nuit, le scénario du Brás change, une vie nocturne s'anime, les commerçants africains sortent boire dans les bars brésiliens qui diffusent de la musique *sertaneja* (musique typique du Nordeste brésilien). Puis, à partir de minuit, les petits vendeurs ambulants[345] installent leurs étales à même le sol, les entrepôts « clandestins » ouvrent leurs portes. Les ateliers de couture, situés au premier étage des magasins à présent fermés, s'activent pour préparer les commandes du lendemain. Les vendeurs de la foire de l'Aube se préparent pour recevoir les masses d'acheteurs venus de tout le Brésil en bus. Vers quatre heures du matin, ce sont les Angolaises de l'hôtel Vitoria qui se réveillent pour parcourir les longues avenues du Brás à la recherche des pièces de vêtements les moins chères du marché. La nuit, personne ne demande de factures.

---

[344] Je fais ici notamment référence à l´Agence Luanda Express qui se situe dans le quartier du Brás à São Paulo (Brésil). D´après les informations obtenues de façon informelle avec les travailleurs de l´agence de transport, la marchandise expédiée fait l´objet de mesure de contrôle au moment du passage à l´aéroport. Les commerçantes qui envoient leurs colis vers Luanda ou Kinshasa doivent donc fournir une preuve d´achat de la marchandise achetée au Brésil.

[345] Pour plus de détails sur les vendeurs ambulants, leurs conditions de travail et l´organisation des syndicats qui défendent les droits de ces travailleurs du secteur informel, voir Carlos Freire da SILVA, « Das calçadas às galerias: mercados populares do centro de São Paulo », Thèse de doctorat, São Paulo, USP, 2014, en ligne, <http://www.teses.usp.br/teses/disponiveis/8/8132/tde-31032015-105012/pt-br.php>, consulté le 13 mai 2016.

L'observation menée à São Paulo est le point de départ à partir duquel s'est déroulée la pelote de laine me conduisant en Angola à Luanda puis en Chine à Canton. Y consacrer un chapitre entier s'est avéré nécessaire pour rendre intelligible une démarche qui a avancé par tâtonnements et qui a été, par beaucoup d'aspects, expérimentale. Telle une *telenovela*, les rebondissements qui ont eu lieu au cours de l'enquête m'ont obligée à réorienter mon sujet vers un pays que je ne connaissais absolument pas : l'Angola. Alors que je venais à São Paulo avec l'idée d'enquêter sur la présence des commerçantes mozambicaines, je ne parvins, jusqu'aux dernier jours, à n'en rencontrer aucune. Le Mozambique, pays sur lequel j'avais réalisé mes précédentes recherches, devait donc être mis entre parenthèses sur la carte « multi-sites ». Le fil rouge entre le Brésil et le Mozambique se fit pourtant voir, à de multiples reprises, lors des conversations informelles et m'amèna à une conclusion évidente : la proximité des réseaux de drogue et du commerce légal de vêtements. Les « absences » et les « manques » sont alors considérés comme faisant partie prenante des résultats.

Ce chapitre a pointé les limites et les contraintes mêmes de la réalisation d'une enquête multi-sites en raison de la dispersion géographique des zones de l'enquête. En effet, la mise en place d'une telle enquête pour la compréhension des phénomènes globaux est épineuse et par certains aspects frustrante. L'éloignement des « terrains » de l'enquête rend extrêmement éphémère les liens de confiance pourtant nécessaires à une recherche quantitative de qualité. En d'autres termes, la place de l'enquêtrice doit en permanence être renégociée. De même, la nature même de l'objet d'étude, lui-même mouvant s'agissant de capter les mobilités de commerçantes qui courent contre la montre pour ne pas être « démodées » en arrivant sur les marchés de Luanda, rajoute un défi méthodologique supplémentaire.

L'immersion dans l'enquête multi-sites commencée au Brésil a conditionné l'ensemble de la recherche en offrant un angle particulier sur le phénomène

étudié. Le choix du Brésil comme première zone d'observation a donc été motivé par une réflexion autour des liens historiques, culturels et politiques qui structurent ses échanges avec les PALOP de façon si particulière. C'est ce que j'explore dans le troisième chapitre où j'analyse les rapports entre le Brésil et l'Angola et de quelles manières les rapports post-coloniaux prennent une place déterminante dans la structuration de ces échanges transnationaux à la fois sur le plan économique, politique et de la culture matérielle.

CHAPITRE 3. L'EXPORTATION DU MIRACLE BRÉSILIEN VERS L´ANGOLA

Collage 3 : « La Boca », ***Réalisation Lou Satre, 2013.***

I. DU COMMERCE TRIANGULAIRE AU COMMERCE DE HAVAIANAS

Au Brésil, les chaussures en plastique de marque Havaianas[346] s'exportent dans plus de 75 pays[347] et sont particulièrement prisées en Angola. Les Havaianas sont un produit phare des commerçantes angolaises qui voyagent à São Paulo. Comme le propose Caroline Knowles dans son projet de recherche multi-sites publié sous le titre de *Flip-Flap, The journey through the globalisation´s backroads* (2014) et qui a fait l´objet d´un projet photographique et cartographique qui illustre le parcours de cette marchandise où l'on peut suivre les origines de la chaîne de production des chaussures en plastique sur l´ensemble de la chaîne de distribution, ce chapitre part sur les traces des produits que transportent les commerçantes à la valise entre São Paulo et Luanda. La trajectoire des objets est un sujet d'étude fascinant qui joue un rôle central dans la diffusion de la culture matérielle[348].

Les objets que transportent ces femmes permettent de saisir ce qui motive ces mobilités féminines et qui sont ces femmes angolaises qui traversent l´Océan Atlantique ? D'où viennent-elles ? Qui sont-elles ? Pourquoi choisissent-elles de traverser l'Atlantique pour acheter des vêtements et des chaussures brésiliens ? De quelle façon la diversité des profils sociologiques de ces femmes permet-elle

---

[346] Les Havaianas sont des chaussures en plastiques, « diplomates » en français ou « flip-flap » en anglais, elles sont aussi appelées « chinelos » en portugais. La particularité des Havaianas brésiliennes est leur décoration multicolore. Plusieurs travaux en marketing ont été consacrés aux Havaianas, voir notamment Elisa Reinhardt PIEDRAS, « Publicidade, Representação e Identidade: a cultura brasileira na estratégia das Havaianas », [Porto Alegre], Universidade Federal do Rio Grande do Sul, [2004], 13 p., en ligne, <http://www.portcom.intercom.org.br/pdfs/84211544114710891118442264921663665551.pdf>, consulté le 11 mai 2016.

[347] Brenno Anderson Azevedo RODRIGUES, *Sandálias Havaianas: do Pobre ao Nobre*, Mémoire en communication sociale, Université Fédérale de la Paraíba (Brésil), 2006, en ligne, <http://www.bocc.ubi.pt/pag/bocc-rodrigues-sandalias.pdf>, consulté le 14 juin 2016.

[348] Voir l'article d'Antoine KERNEN et Guive Khan MOHAMMAD, « La révolution des produits chinois en Afrique, Consommation de masse et nouvelle culture matérielle », *Politique africaine*, n° 134 : 111-132, juin 2014, dans lequel les auteurs analysent les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique en portant leur attention sur les conséquences de l'arrivée de produits chinois le quotidien des sociétés africaines.

de déchiffrer les origines et les spécificités des mobilités vers le Brésil ? Que disent leurs discours et leurs pratiques sur les relations entre le Brésil et l'Angola ? Les éléments de réponses que j'apporterai dans ce chapitre sont évidemment partiels car l'échantillon de ces mobilités féminines n'est qu'une petite vague dans l'océan des échanges entre les deux pays. Il s'agira donc simplement d'entrouvrir la porte pour parvenir à cerner quelques-uns des multiples tunnels qui joignent São Paulo à Luanda.

Plus précisément on s'interrogera sur l'impact des mobilités commerciales au Brésil sur les trajectoires biographiques des femmes. En quoi le Brésil provoque-t-il une subjectivité particulière ? Les expériences de voyage d´Alda, Kiara, Ambela, Fabiosa, Mayra, Muxima, Binte, Vanusa et Neusa, recueillies entre le 27 mars et le 5 juin 2013 sur les marchés du Brás, seront le matériau à partir duquel penser et comprendre ces mobilités vers le Brésil. Ces histoires de vies sont révélatrices de plusieurs aspects de l'histoire contemporaine angolaise et des liens économiques, politiques et culturels qui l'unissent au Brésil.

1. L'Atlantique Sud comme un miroir entre le Brésil et l´Angola

Les commerçantes angolaises de l'hôtel Vitoria ne sont pas les premières à traverser l'Atlantique pour se rendre au Brésil. Les échanges économiques entre l'Angola et le Brésil ont été marqués au fer rouge par une histoire vieille de plusieurs siècles. Le commerce triangulaire (parfois pas du tout triangulaire du reste) est un élément essentiel du système-monde, il est le produit d'une évolution historique au sortir du Moyen Âge[349], qui a fait de l'Atlantique Sud un espace de circulation intense de marchandises et d'un trafic d'esclaves mortifère entre les deux rives pendant plus de trois siècles. Cette histoire des rapports commerciaux est fondamentale pour comprendre les enjeux contemporains que traversent ces deux sociétés.

[349] Immanuel WALLERSTEIN, *Le capitalisme historique,* Paris, La Découverte, 2011[1985].

Comme le défend l'historien brésilien Luiz Felipe de Alencastro dans son ouvrage *O Trato dos Viventes, Formação do Brasil no Atlântico Sul* (2000), il n'est pas possible de penser l'histoire du Brésil sans penser l'histoire de l'Angola. Et inversement, l'histoire de l'Angola est profondément marquée par ces liens historiques où le Brésil a joué un rôle politique ambivalent autour d'intérêts économiques plus ou moins affichés. Alors que l'histoire du Brésil est généralement pensée dans le cadre de la colonisation portugaise et d'une colonie de peuplement européenne, Alencastro propose une version critique de la formation du Brésil dans l'Atlantique Sud :

> « Le Brésil a toujours été pensé en dehors du Brésil, mais d'une manière incomplète : le pays apparaît dans le prolongement de l'Europe. Or, l'idée exposée dans ce livre est différente et relativement simple : la colonisation portugaise, fondée sur l'esclavagisme, a donné naissance à un espace économique et social bipolaire, qui englobe une zone de production esclavagiste située sur le littoral de l'Amérique du Sud et une zone de reproduction d'esclaves centrée en Angola. Depuis la fin du 16ème siècle, il apparaît comme espace non territorial, un archipel lusophone composé des enclaves d'Amérique portugaise et des comptoirs d'Angola. C'est de là qu'émerge le Brésil au 18ème siècle »[350].

Cet héritage africain dans la formation du Brésil est une histoire encore controversée et mal acceptée : « l'histoire du marché brésilien, labourée par le pillage et par le commerce est longue, mais l'histoire de la nation brésilienne, fondée sur la violence et le consentement est courte »[351]. Le commerce qui s'établit depuis la fin du XVIe siècle entre le Brésil et l'Angola, articulé par l'empire portugais, doit donc être compris sur le temps long. Pour comprendre l'influence de l'Atlantique Sud dans la formation du Brésil, Alencastro regarde les va-et-vient entre le Brésil et l'Angola. Il ne met pas seulement en valeur la déportation de personnes d'Angola vers les terres américaines (Brésil mais aussi

[350] Luiz Felipe de ALENCASTRO, *O Trato dos Viventes, Formação do Brasil no Atlântico Sul*, São Paulo, Compania das Letras, 2000, 525 p., p. 9.
[351] *Idem,* p. 355.

Cuba, etc.) mais prend également en considération les exportations de marchandises brésiliennes vers l'Afrique. Il décrit les trajets effectués par les navires négriers entre le Portugal, le Brésil et l'Angola détaillant ce qui était importé et exporté d'un côté à l'autre de l'Atlantique[352]. Il donne l'exemple de la farine de manioc brésilienne transportée par les navires de Lisbonne qui embarquaient le manioc du Brésil, en général de Rio, avant de se rendre vers les ports africains. Il note que 680 tonnes annuelles de farine de manioc ont été transportées vers l'Angola dans la première décennie du 17ème siècle[353]. Si cet exemple peut sembler anecdotique, il montre comment l'arrivée du manioc brésilien dans les sociétés africaines a servi d'aliment de base des rations des esclaves africains et a contribué à faciliter leur « adaptation » à l'esclavagisme brésilien[354]. Faire le parallèle entre le commerce de manioc dans le cadre du commerce triangulaire et la façon dont, à l'époque contemporaine, le Brésil pénètre l'Afrique (en particulier l'Afrique lusophone ou l'Afrique de la traite brésilienne comme le Nigéria) par le biais des *telenovelas*[355] et de la dissémination d'une image de réussite qui génèrent des mobilités commerciales angolaises vers le Brésil peut sembler un raccourci historique osé mais avoir à l'esprit l'épaisseur historique de ces échanges est indispensable.

Une analyse historique sur le temps long est en effet nécessaire pour prendre toute la mesure des relations entre le Brésil et l'Angola. Je ne donnerai évidemment ici qu'un aperçu de leurs principaux traits, mais il faut garder ce temps long à l'esprit. Il faut s'imaginer un dessin aux traits épais qui symboliserait les traces laissées au fil des siècles pas les innombrables traversées

---

[352] *Idem,* p. 248.
[353] *Idem,* p. 251.
[354] *Idem,* p. 252.
[355] Au Brésil, les chaînes de télévision passent tous les jours des séries télévisées, elles sont cet « opium » dont le peuple est si dépendant. La série télévisée la plus populaire, c´est-à-dire celle qui bénéfice du plus de moyens de réalisation est généralement diffusée à l´horaire « noble » (21 heures) sur la TV Globo. Cette série brésilienne de grande audience est diffusée en Angola avec un jour de décalage : un épisode met donc 24 heures à traverser l´Atlantique Sud pour se retrouver sur les chaînes publiques angolaises.

de l'Atlantique par les navires des compagnies maritimes du commerce triangulaire portugais jusqu'aux vols des avions de la compagnie angolaise TAAG qui transportent en soute, deux fois par semaine, des centaines de valises de Havaianas et des vêtements en direction des marchés de Luanda.

Bien que les phénomènes économiques auxquels s´intéresse cette recherche ne soient pas comptabilisés dans ces statistiques, les trajets qu'effectuent les commerçantes de Luanda jusqu'à São Paulo sont affectés par la conjoncture économique, l'ouverture de vols directs ou les accords internationaux (et commerciaux) qui facilitent (ou non) l'obtention de visas. L'ouverture en 2008 de vols directs de la compagnie angolaise TAAG entre São Paulo et Luanda a provoqué une vague de mobilités des commerçantes angolaises vers le Brás. En revanche, au moment de mon enquête en 2013, ces voyageuses témoignaient déjà de difficultés pour obtenir des visas pour le Brésil, comme Alda qui dit avoir attendu plus de deux mois pour renouveler son visa d'affaire[356]. L'histoire coloniale commune, les fluctuations des relations internationales, les enjeux politiques et les avantages économiques bilatéraux à un niveau macro constituent une multiplicité de facteurs qui ont donc des impacts plus ou moins significatifs sur les marges de manœuvre de ces femmes.

2. Brésil /Angola: « je t'aime moi non plus »

Dans sa thèse de doctorat *« Ce métis qui nous trouble » Les représentations du Brésil dans l'imaginaire politique angolais : l'empreinte de la colonialité sur le savoir* (2006), Juliana Santil démontre que les liens qui unissent le Brésil et l'Angola ont été fortement marqués par la période de la traite des esclaves sur une période qui s'étend du XVIIème au XIXème siècle où l'Angola est graduellement devenu le fournisseur principal de la main-d'œuvre servile dans la production de sucre brésilienne, ce qui a eu de très lourdes conséquences tant sociales,

[356] Entretien avec Alda et Kiara, réalisé le 27 mars 2013 dans leur chambre d'hôtel à São Paulo, Brésil.

qu'économiques et politiques. Elle observe notamment que ce transfert massif d'esclaves a entraîné un « transfert culturel, créant des zones d'intertextualité entre le Brésil et l'Angola sur le plan de la culture »[357]. Cette idée de transfert repose selon Juliana Santil sur le *mythe de l'accouchement* selon lequel le Brésil serait le produit de la « mère Angola », qui aurait « exporté ses enfants par le moyen de la traite des esclaves pour construire une civilisation rayonnante, moderne, culturellement autonome »[358].

Dans son ouvrage sur l'origine des marchés informels à Luanda, Carlos Lopes montre que l'histoire de la capitale angolaise, fondée en 1576, de son nom originel São Paulo de Assunção de Loanda, est depuis son origine un « entrepôt commercial » et un « centre politico-administratif et militaire »[359]. Jusqu'en 1878 son développement reposait sur l'exploitation intensive d'esclaves dont le Brésil était la principale destination. En plus du commerce avec l'extérieur, Luanda était également le cœur de réseaux commerciaux qui assuraient l'approvisionnement des habitants en biens de premières nécessités (vêtements, aliments, produits divers)[360].

Cependant, l'indépendance du Brésil en 1822 provoqua des changements ambigus du côté de l'« empire maritime » portugais et de la nouvelle bourgeoisie brésilienne. C'est ce qu'affirme Isabel Castro Henriques[361] dans ses recherches sur le commerce en Angola au XIXème siècle où elle écrit que l'indépendance du Brésil et l'abolition de l'esclavage provoquèrent de nombreuses résistances politiques et commerciales. Des deux côtés de l'Atlantique on essaya de maintenir les flux des esclaves malgré le décret d'interdiction en 1850 qui

---

357 Juliana SANTIL, « Ce métis qui nous trouble », Les représentations du Brésil dans l'imaginaire politique angolais : l'empreinte de la colonialité sur le savoir, Bordeaux, Université Bordeaux 4 Montesquieu, thèse de doctorat, 2006, p.8.
358 *Idem,* p. 215.
359 Carlos LOPES, *Roque Santeiro, Entre a ficção e a realidade*, Estoril, Princípia, 271 p., p. 22.
360 *Idem*.
361 Isabel de CASTRO HENRIQUES, *Commerce et changement en Angola au XIXème siècle, Imbangala et Tshokwe face à la modernité*– Tome 1 –Paris, L'Harmattan, 1995, 448 p.

prohiba le débarquement des esclaves sur les côtes et les ports brésiliens[362]. Malgré l'existence d'une législation européenne qui allait établir la distinction entre marchandises « illégales » et « légales » dans les circuits commerciaux, Isabel Castro Henriques montre que dès cette époque les relations commerciales avec le Brésil sont ambiguës et prolongent l'exploitation coloniale portugaise : « les distinctions entre les différents types de commerce existant dans cette région d'Afrique sont parfaitement fantaisistes étant donné que jusqu'aux premières années du XXème siècle, l'esclavage continue à nourrir les flux commerciaux angolais »[363].

Comme le décrit très justement António Carlos Peixoto dans son article sur les solidarités culturelles et les stratégies commerciales entre le Brésil et l'Afrique[364], les liens qui se sont tissés entre les deux pays reposaient en premier lieu sur les besoins d'importer une main-d'œuvre servile venue de plusieurs régions d'Afrique, tout particulièrement d'Angola. À partir du XVIIIème siècle, étant donné le déclin du Portugal, le Brésil devint le centre d'un commerce intercolonial actif avec les deux colonies portugaises qu'étaient la Guinée et l'Angola mais également avec d'autres zones d'Afrique centrale, tout particulièrement le Congo[365]. Ces relations entre le Brésil et l'Afrique s'articulaient inégalement dans les deux sens puisqu'un certain nombre d'anciens esclavagistes noirs de Bahia et d'esclaves sont partis (ou ont été expulsés) en Afrique entre la fin du XVIIIe et la fin du XIXe siècle, notamment vers ce qui est aujourd'hui le Nigeria (surtout Lagos), le Togo, le Bénin et le Ghana. C'est un phénomène très connu qui a été analysé et mythifié depuis la moitié du XXème siècle par la sociologie et l´anthropologie française[366]. En effet, une partie de ces Noirs « revenus » en Afrique étaient eux-mêmes des

362 *Idem*, p. 113.
363 *Idem*, p. 117.
364 António Carlos PEIXOTO, « Le Brésil et l'Afrique : solidarités culturelles et stratégie commerciale », *Politique africaine*, 1983, n° 10, p. 25.
365 *Idem*, p. 26.
366 Voir notamment Roger BASTIDE, *Le Candomblé da Bahia* 1958, Paris, Éditions Plon, Collection Terre humaine, 2000[1958], 444 p.

marchands noirs d'esclaves de Bahia ou étaient des esclaves *expulsés* du Brésil après la révolte des Malês de Salvador da Bahia en 1835. Il est vrai qu'il y a eu quelques cas d'esclaves tardifs importés au Brésil au XIXe siècle et qui ont demandé à revenir sur leur terre natale, dont ils se souvenaient encore en fin du même siècle[367].

Entre vérités historiques et réécriture de l´histoire, la composante africaine du Brésil est un sujet qui fait encore aujourd´hui objet de controverses et, finalement, Peixoto montre que l'« Afrique est restée inconnue pour les Brésiliens (même pour la diplomatie brésilienne) jusqu'aux années 1960 »[368]. La nation imaginée du Brésil et inventée comme « blanche » a mis bien longtemps à reconnaître l´importance de ce passé esclavagiste. Cela se remarque dès le début du XXème siècle puisque le Brésil tourne le dos à l'Angola pour privilégier ses rapports avec l'Amérique Latine et du Nord et les Européens car il souhaite développer son industrie et attirer des capitaux et surtout des populations blanches européennes pour peupler ses vastes étendues d'expansion coloniale[369] en chassant les populations indiennes de leurs territoires. C´est l´idéologie de la « terre vide »[370] qui est appliquée ici alors qu´il s´agissait de *Terres indiennes* qui ont été progressivement récupérées pour devenir de vastes étendues

---

367 Raymundo Nina RODRIGUES a bien raconté cela dans son livre *Os Africanos no Brasil*, écrit au début du XXe siècle mais publié seulement en 1933 (il avait lui-même vu de vieux esclaves affranchis monter dans les bateaux pour repartir en Afrique et se demandait avec inquiétude ce qu'ils allaient devenir une fois revenus chez eux), en ligne, <http://static.scielo.org/scielobooks/mmtct/pdf/rodrigues-9788579820106.pdf>, consulté le 15 juillet 2016.

368 António Carlos PEIXOTO, « Le Brésil et l'Afrique ...», *op.cit*, p. 28.

369 *Idem*, p. 33.

370 La même idéologie de la « terre vide » a été développée en Argentine lors de la « conquista del Desierto », dont il a fallu sept ans de campagnes militaires (1878-1885) et le massacre de la nation mapuche pour créer des « terres vides ». Cette idéologie est encore présente au Brésil où l´on peut entendre parler de « terres vides » ou « mal exploitées » pour justifier le productivisme du mode de production capitaliste qui ne peut pas accepter l'exploitation extensive et itinérante des Indiens ou pour défendre les intérêts des grandes multinationales comme dans le cas de l´expulsion des Indiens pour la construction du barrage de Belo Monte sur le rio Xingu. Voir Nicolas Bourcier, 24 avril 2014, « Belo Monte, le barrage géant du Brésil qui a vaincu les Indiens » http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2014/04/24/coup-de-machette-dans-l-eau_4406750_3222.html, consulté le 15 juillet 2016.

d´exploitation agricole appelées Fazendas au Brésil et détenues par des riches propriétaires terriens ou des membres du clergé.

Le degré d'ignorance sur l'histoire et les origines africaines qui ont « fabriqué » le Brésil va de pair avec des rapports commerciaux agressifs puisque, jusque dans les années 1920, le Brésil percevait l'Afrique comme un de ses principaux concurrents pour les produits tropicaux (le café par exemple)[371]. De façon générale le commerce entre le Brésil et l'Afrique était négligeable. Cette situation domina jusque dans les années 1950 lorsque le Brésil débuta son industrialisation sous le gouvernement Kubitschek et perçut alors l'importance de la conquête de nouveaux marchés sur le continent africain[372].

On soulignera dès à présent la contradiction entre la force du modèle brésilien en Angola et les investissements directs brésiliens en Angola, et la relative modestie du commerce d'importation et d'exportation Brésil-Angola. Les données commerciales sur les échanges entre le Brésil et l'Afrique disponibles pour l´année 2015[373] montrent que le Brésil n'est pas un partenaire commercial fondamental. Aujourd'hui, pour l'Angola, la Chine est beaucoup plus importante. Certes, la Chine importe surtout du pétrole angolais alors que la présence commerciale brésilienne est plus diversifiée et surtout plus ancienne, mais la réalité aujourd'hui est que le Brésil est loin d'être le principal partenaire commercial de l'Angola (qui plus est avec un déséquilibre entre importations et exportations).

Si les rapports commerciaux entre le Brésil et l'Angola ont oscillé entre l'exploitation vorace et le dédain, l'indépendance de l'Angola en 1975 marque

---

[371] António Carlos PEIXOTO, « Le Brésil et l'Afrique ...», *op.cit*, p. 29.
[372] *Idem*, p. 30.
[373] Rapport du Ministère des Relations Extérieures angolais (Ministério das Relações Exteriores – MRE) Département de promotion commerciale et d´investissements (Departamento de Promoção Comercial e Investimentos – DPR), Division de l´intelligence commerciale (Divisão de Inteligência Comercial – DIC), « ANGOLA Comércio Exterior », mars 2016.

un revirement considérable entre les deux rives de l'Atlantique puisque le Brésil de la dictature militaire fut le premier pays au monde à reconnaître le gouvernement du marxisant Mouvement Populaire pour la libération de l'Angola, le MPLA. Ce soutien politique du Brésil qui faisait de l'amitié avec le Portugal un des piliers de sa politique extérieure est particulièrement surprenant pour un pays en pleine dictature et qui n'avait pas soutenu les mouvements tiers-mondistes des années 1960[374]. On observe donc, à partir de cette époque, une volonté du Brésil de « créer » une image brésilienne capable de stimuler les exportations en activant les liens historiques et les ressemblances avec l'Afrique.

C'est par le biais du mythe de la démocratie raciale et du lusotropicalisme[375] qu'allait se bâtir un imaginaire diffusé dans le discours officiel brésilien. Pour Peixoto, la reconnaissance politique de la Guinée-Bissau, du Mozambique et de l'Angola par le Brésil visait à remplacer le Portugal comme puissance hégémonique dans les anciennes zones coloniales[376]. Comme dans le cas du Nigeria, l'amitié que le Brésil va progressivement mettre en place avec les pays africains aura pour principal objectif d'assurer ses intérêts économiques et ses ressources en matière première. Que ce soit d'un point de vue économique ou politique, le Brésil de l'époque contemporaine apparaît en Angola comme un modèle de réussite à suivre. Comme l'affirme Ricardo Soares de Oliveira, le Brésil est « une des grandes sources d'inspiration en ce qui concerne les modèles, les styles de vie et la multiplicité des services de consultance, qui représente, de façons diverses, la société idéale pour l'élite angolaise »[377]. Même

---

[374] António Carlos PEIXOTO, « Le Brésil et l'Afrique ...», *op.cit,* p. 31.
[375] Le concept de lusotropicalisme apparaît chez Freyre (*O Mundo que o Português Criou,* 1940) et a été systématisé ensuite (*O Luso e o Trópico,* 1961) à partir de l'observation des réalités brésiliennes, vues comme la preuve d'un génie spécifique du colonisateur portugais. Comme le peuple portugais était lui-même « métis » (conquête arabe), il avait « dans le sang » la capacité à se métisser et à s'intégrer sous les tropiques, comme le « démontrait » le Brésil, oubliant le contexte esclavagiste du métissage. C'est seulement en 1951-52 que Freyre, à l'invitation de Salazar, visitera les colonies africaines du Portugal et y étendra son concept (*Aventura e Rotina,* 1953), dès lors adopté par une partie du gouvernement salazariste.
[376] Antonio Carlos PEIXOTO, « Le Brésil et l'Afrique : solidarités…», *op. cit.*, p. 34-35.
[377] Ricardo Soares de OLIVEIRA, *Magnífica e Miserável...*, *op.cit.*, p. 131.

si la Chine apparaît également comme un acteur déterminant et influant, elle l'est de façon plus indirecte. À titre d'exemple, on citera l'entreprise brésilienne Odebrecht dont la présence dans la construction civile, des routes et des barrages est un exemple symptomatique des intérêts brésiliens en Angola. Toutefois, on soulignera que ce ne sont pas les compagnies brésiliennes qui dominent le secteur du pétrole en Angola même si elles y sont présentes, mais les américaines et françaises. Les sociétés brésiliennes sont très fortes dans la construction, le commerce, l'agriculture.

3. La dépendance aux importations et les marchés informels en Angola

Suite à son indépendance en 1975, l'Angola rentra dans un conflit armé qui dura plus de 27 ans. Pendant cette période longue et extrêmement douloureuse pour les populations, le tissu industriel et les capacités de production locales furent dévastés, le pays devint largement dépendant des importations. Carlos Lopes[378] montre que les conséquences du conflit ont intensifié la nécessité pour la population angolaise de chercher des moyens de survie dans le commerce informel en important des produits manufacturés du Portugal, du Brésil, de Dubaï et d'Afrique du Sud. Au cours des années 1980 on constate, dans la province de Luanda, l'éclosion de nombreux marchés qui servent de source d'approvisionnement pour l'ensemble du pays ruiné par la guerre. C'est à cette époque que l'on peut dater les premières mobilités commerciales vers le Brésil comme le confirme Kiara qui travaillait petite sur les marchés de Luanda pour aider sa mère qui ramenait déjà des produits brésiliens :

> « C'est ma mère qui m'a mis dans ce négoce. Ils [ses parents] emmenaient des conteneurs d'ici [du Brésil] à l'époque, nous l'aidions à vendre [en Angola]. Elle [la mère de Kiara] vendait exactement ce qu'on est en train d'acheter, des chaussures, des vêtements. Oui, le même commerce. Nous [elle et ses frères et sœurs] l'aidions

[378] Carlos, LOPES, *Roque Santeiro, Entre a ficção e a realidade*, Estoril, Princípia, 2007, 271 p., pp. 59-60.

à vendre mais en ce moment comme elle est à moitié malade, elle est fatiguée, c'est nous qui continuons à faire le commerce »[379].

Comme leur mère, Kiara et ses sœurs ont poursuivi l'activité par le biais du commerce à la valise et ont diversifié les destinations : « donc moi et mes sœurs on est venues ici [à Sao Paulo], l'autre [sœur] va en Chine aussi, mais l'autre [sœur] vient ici [à Sao Paulo] normalement »[380]. La transmission du savoir-faire de mère en filles permet de dater les premières mobilités commerciales vers le Brésil à la fin des années 1980 : « cela fait très longtemps ! Ma mère a commencé à travailler là [au Brésil] en 1989 quand le marché du Roque Santeiro[381] a ouvert. [Le Roque Santeiro] était un marché connu en Angola »[382]. En effet, cet immense marché à ciel ouvert était un point de distribution important de la marchandise achetée au Brésil et a dynamisé l'accumulation de capital pour de nombreuses commerçantes qui ont débuté dans le commerce transnational grâce aux revenus obtenus sur ce marché. Le nom du marché *Roque Santeiro*, créé en 1986, est révélateur de l'adhésion populaire aux fictions télévisées dont les narrations trouvent un écho dans la réalité quotidienne des Angolais depuis plusieurs décennies :

> « L'origine du nom du marché est associée à la popularité de la série télévisée *Roque Santeiro*, une production de la Chaîne Globo, qui, depuis 1985, était diffusée à la Televisão Popular de Angola (Télévision populaire d'Angola). Basée sur une pièce de théâtre, O Berço do Herói (le berceau du héros), de Dias Gomes, écrite en 1963 et interdite deux ans plus tard par la censure du gouvernement militaire [brésilien]. […] Exemple hors du commun de pénétration et de succès, au Brésil, au Portugal et dans les pays de langue

[379] Entretien avec Alda et Kiara, réalisé le 27 mars 2013 dans leur chambre d'hôtel à São Paulo, Brésil.
[380] *Idem*.
[381] Le Roque Santeiro est considéré comme l'un des plus grand marché d'Afrique et certainement le plus important d'Angola. Créé en 1986, il a été baptisé du nom d'une *telenovela* brésilienne diffusée en Angola à partir de 1985. Carlos LOPES, *Roque Santeiro…, op.cit.,* p. 55.
[382] *Idem*.

officielle portugaise où elle a été diffusée, la série *Roque Santeiro*, qui croisait la discussion de thèmes comme la religion (catholicisme traditionnel *versus* théologie de la libération) avec la politique et la superstition populaire, a été associée, à Luanda, au baptême de trois marchés : le marché *Roque Santeiro*, le marché *Asa Branca* et le marché *Beato Salú*, nom d'un des personnages les plus marquants de la série »[383].

On observe ici la façon dont la culture brésilienne s'insère dans l'imaginaire populaire angolais et dans l'univers des marchés informels où l'on consomme un « made in Brazil » aussi bien matériel qu'immatériel. Cette présence brésilienne en Angola a été diffusée dans tous les segments de la société comme le remarque Juliana Santil :

> « Le Brésil est à la télévision, dans les feuilletons, dans la musique, dans les grands travaux publics, dans les grands réseaux d'églises évangéliques, dans les services de marketing réalisés pour le gouvernement. La présence du Brésil est très médiatisée, très centrée à Luanda, et comme cette capitale monopolise l'arène du débat politique, on peut avoir l'illusion que la pénétration brésilienne en Angola est très profonde »[384].

L'attrait du Brésil comme destination pour le commerce est le résultat bien réel d'un besoin de survie des populations locales face à la pauvreté et la pénurie des biens alimentaires et manufacturés de base dans un contexte de guerre civile. Il faut donc analyser ces mobilités vers le Brésil comme le résultat d'une nécessité économique. Mais l'imaginaire brésilien en tant que moteur de créativité des Luandais doit également être analysé dans le cadre des relations post-coloniales. L'exemple du nom donné au marché *Roque Santeiro* est parlant à ce sujet. Alors qu'au moment de sa création, le marché portait le nom de *Boa Vista*[385] (La belle

---

[383] Carlos LOPES, *Roque Santeiro*…, *op. cit.*, pp. 59-60.
[384] Juliana SANTIL, « Ce métis qui nous trouble »…, *op.cit,* p. 7.
[385] Voir article de presse, Agência Lusa, 31 octobre 2008, « Mercado Roque Santeiro, em Luanda, deve ser fechado », en ligne, <http://www.angonoticias.com/Artigos/item/20195/mercado-roque-santeiro-em-luanda-deve-ser-fechado>, consulté le 15 juin 2016.

vue), appellation typiquement portugaise. Les travailleurs du marché ont finalement décidé de le rebaptiser du nom de la série brésilienne. Cet acte peut être considéré comme un fait social et politique, puisqu'il affirma un affranchissement vis-à-vis de la puissance coloniale portugaise et une identification volontaire des travailleurs du secteur informel envers le Brésil. Certes, l'histoire du marché *Roque Santeiro* est liée, de façon plus globale, aux échanges commerciaux avec d'autres pays comme le Portugal (surtout pour les produits alimentaires), Dubaï (pour les voitures) et l'Afrique Sud[386], mais mon argument vise à montrer que le pouvoir transformateur de l'imaginaire brésilien sur les classes populaires est un phénomène unique.

Cependant, depuis 2003, l'histoire du *Roque Santeiro* était la « chronique d'une mort annoncée »[387] en raison des processus de restructuration globale du système d'organisation urbaine et de reconfiguration des marchés urbains déclenché par le gouvernement à Luanda[388]. Dix ans plus tard, en 2013, dans la chambre de l'hôtel Vitoria, Kiara confirma que le marché *Roque Santeiro* est désormais fermé, ni elle ni ses sœurs ne travaillent plus dans cet espace, elles se sont déplacées vers le marché *Kikolo* qui a remplacé le *Roque Santeiro*. On ne s'attardera pas ici sur les conditions locales du commerce informel puisque cela fera l'objet du prochain chapitre qui se concentrera sur les marchés de l'habillement en Angola. L'analyse se situe encore, pour le moment, dans un bateau au milieu de l'océan Atlantique à partir duquel on essaie de comprendre ce qui a dynamisé les rapports commerciaux entre le Brésil et l'Angola.

---

[386] Carlos LOPES, « Comercio informal, transfronteiriço e transnacional : que articulações ? Estudo de caso no mercado de S. Pedro (Huambo) e nos mercados dos Kwanzas e Roque Santeiro (Luanda), Lisbonne, *Economia Global e Gestão*, ISCTE, n° 3, décembre 2007, pp. 35-55.
[387] Carlos LOPES, *Roque Santeiro…*, *op. cit.,* p. 213.
[388] *Idem*, p. 206.

4. 2002 : l'année du mariage entre le Brésil et l'Angola

L'année 2002 fut une année charnière au Brésil et en Angola et correspondit à une intensification des relations entre les deux pays. Au Brésil, cette année correspond à l'arrivée au pouvoir du président Luiz Inácio Lula da Silva. Cet évènement marque un revirement dans la politique extérieure brésilienne puisque depuis

> « L'accession au pouvoir de Lula da Silva, le Brésil se présente comme étant une nation de culture africaine, ayant une vocation naturelle à être présente sur l'ensemble du continent. […] Le président brésilien évoque très souvent dans ses discours le rôle des esclaves africains dans la fondation du Brésil »[389].

L'orientation de la politique brésilienne envers l'Afrique a sans aucun doute eu un impact sur les mobilités des Angolaises. L'arrivée de Lula au pouvoir marqua en effet un tournant dans les relations bilatérales car il intensifia les échanges commerciaux mais opéra également un changement idéologique qui ne fut pas sans conséquences dans l'esprit des Angolaises qui voyagent. Cela semble également avoir provoqué en Angola une onde de sympathie pour le Brésil :

> « Ce public privilégié est particulièrement "branché" sur les émissions à sensation portant sur les crimes dans les grandes villes brésiliennes, qui font peur à tous. La musique brésilienne s'impose dans les radios. Les journaux parlent du Brésil, des partenariats commerciaux, de la vie politique brésilienne, de Lula, le président ouvrier, des Noirs célèbres de la politique brésilienne, de la culture et du monde des sports »[390].

[389] François LAFARGUE, « Le Brésil, une puissance africaine ? », *Afrique contemporaine* 2008/4 (n° 228), p. 137-150, p. 137.
[390] Juliana SANTIL, *Ce métis qui nous trouble…* , *op. cit.*, p. 212.

À titre d´exemple, on peut également faire référence à la loi 10.639 de 2003, qui a rendu obligatoire l'enseignement de l'histoire de l'Afrique et du Noir brésilien dans les programmes des écoles et du secondaire[391].

Ces discours qui redonnent vie au mythe de la démocratie raciale au Brésil sont, pour Régis Minvielle, des outils d'une politique économique astucieuse :

> « En se donnant pour objectif d'améliorer la condition de la population noire au Brésil dans le cadre de sa politique nationale de promotion de l'égalité raciale, le président Lula trouve un écho certain en Afrique subsaharienne. Cette dimension symbolique s'avère un instrument efficace au service d'une coopération qui, si elle s'était déjà déployée au-delà de la sphère d'influence traditionnelle des pays lusophones dans les années 1980 (notamment dans le domaine de la lutte contre le trafic de stupéfiants), s'étend désormais à l'ensemble du continent et à une multitude de domaines. Par ailleurs, le Brésil a été un acteur majeur des accords instaurant une zone de libre-échange entre la *Southern African Customs Union* (SACU) et le Mercosur en décembre 2004 »[392].

Comme un écho à ce nouveau visage politique brésilien, de l'autre côté de l'Atlantique, l'année 2002 représente en Angola la fin du conflit armé. D'une durée de vingt-sept ans, ce dernier a marqué de façon très profonde le paysage politique et économique du pays. La fin de la guerre se caractérisa également par une vague d'intensification des mobilités en dehors du pays puisque la liberté de voyager et d'obtenir des papiers d'identité furent facilités. L'ouverture politique du Brésil et de l'Angola est donc un facteur qui explique la multiplication des échanges économiques entre les deux pays.

---

[391] Voir pour exemple le texte de Tássia Fernanda de OLIVEIRA SILVA qui perçoit la loi 10.639/03 comme un outil de lutte contre le racisme au Brésil, « Lei 10.639/03: Por uma educação antirracismo no Brasil», en ligne, <http://200.17.141.110/periodicos/interdisciplinar/revistas/ARQ_INTER_16/INTER16_008.pdf>, consulté le 15 juillet 2016.

[392] Régis MINVIELLE, « L'Amérique du Sud… » *op. cit.*, p. 31.

C'est tout d'abord Rio de Janeiro qui était le port d'attache des commerçant-e-s angolais-e-s au Brésil. Fabiosa, une commerçante angolaise de 39 ans rencontrée à São Paulo, « fait le Brésil » (« estou a fazer Brasil »[393]) depuis le début des années 2000. Elle a commencé ses voyages à Rio de Janeiro pour acheter du linge pour bébé et de la lingerie : « je suis venue au début uniquement pour les vêtements de bébé, et puis j'ai "grandi" [dans le sens de progresser]. Et puis, à partir de là, j'ai commencé à vendre du linge de maison, j'ai commencé à aller à Ibitinga, j'allais à Rio de Janeiro, j'y achetais des soutiens-gorges, des culottes, de la lingerie »[394]. Aujourd'hui, Fabiosa s'est spécialisée dans l'artisanat de broderie fabriqué dans l'intérieur du Brésil. Ibitinga se situe à 350 kilomètres de la ville de São Paulo, c'est une zone réputée pour sa foire de la broderie qui attire des clients de tout le Brésil et du monde entier. Fabiosa explique qu'au début des années 2000, quand elle se rendait à Rio de Janeiro, elle voyageait avec un groupe de collègues, elles se rendaient ensuite vers les entrepôts en zone rurale :

> « Nous devions aller jusqu'à Pouso Alegre[395], là-bas il y a des usines. Là-bas c'est meilleur marché. Le prix que l'on trouve ici au Brás n'est pas le prix que l'on trouve là-bas. Mais là-bas ce n'est pas possible d'y aller sans que ce soit en groupe, tu vois ? Ça revient moins cher. Parce que quand nous entrons dans les usines, si c'est en groupe, chacune peut payer 500 dollars, ce qui fait environ 1000 reais brésiliens et on gagne un bon bénéfice parce que le chef de l'entreprise il fait un groupage de marchandises. On commande la marchandise en groupe et après on partage »[396].

Fabiosa est allée à l'école jusqu'au collège et, avant de se lancer dans le commerce à la valise, elle a travaillé à l'aéroport de Luanda mais les horaires

---

[393] Entretien avec Ambela et Fabiosa, 3 juin 2013, quartier du Brás, São Paulo, Brésil.
[394] *Idem*.
[395] Pouso Alegre est une petite ville de l'État du Minas Gerais qui se situe à 200 kilomètres de São Paulo où l´on trouve de nombreuses usines de fabrication, ce qui permet aux commerçantes de trouver des produits meilleur marché et à une distance réduite par rapport à Ibitinga.
[396] Entretien avec Ambela et Fabiosa, 3 juin 2013, quartier du Brás, São Paulo, Brésil.

nocturnes ne lui permettaient pas de s'occuper de sa fille en bas âge. Elle a donc décidé de se reconvertir à partir d'un talent qu'elle cultivait pour faire des trousseaux de nourrissons : « j'ai toujours eu du talent pour faire des couffins où on fait dormir le bébé, là-bas en Angola j'ai toujours vendu des couches, des épingles, tout le nécessaire pour le bébé. Et puis, une amie a vu mon talent, qui m'a invité, j'ai réuni l'argent et je suis venue ici [au Brésil]. Je fais déjà le Brésil depuis 13 ans »[397]. Ces allers-retours entre Luanda et Rio de Janeiro ont continué jusqu'en 2008, au moment de l'ouverture des vols directs entre Luanda et São Paulo : « Avant ils n'avaient pas de vol pour São Paulo, São Paulo c'est récent, c'était il y a 5 ans »[398]. Fabiosa explique que les conditions de transport étaient plus risquées et fatigantes : « C'était risqué mais je venais, comme je te disais, c'était en fonction des prix les plus bas. Nous devions venir à la station de bus pour pouvoir prendre l'autocar. On prenait jamais l'avion parce que nous étions trop nombreuses, beaucoup d'entre elles n'avaient pas les moyens de payer alors on faisait un groupe et on venait toutes [à São Paulo] »[399].

L'ouverture de nouvelles lignes peut en effet devenir une source d'opportunité pour les commerçants et les migrants, c'est ce que souligne Régis Minvielle en observant les mobilités africaines vers le Brésil et l'Argentine :

> « Le visa en poche, les migrants peuvent alors entreprendre leur long voyage. Les routes aériennes sont multiples et se recomposent en fonction bien souvent d'intérêts économiques sur la base d'une conquête de nouveaux marchés. Mais l'activation d'une ligne aérienne peut être par exemple le fruit d'une décision politique, visant à initier ou à consolider des liens diplomatiques entre deux ou

397 *Idem*.
398 *Idem*.
399 *Idem*.

plusieurs pays. Dans une économie mondialisée, le transport est devenu un maillon essentiel, conditionnant les échanges humains et marchands »[400].

Les opportunités se fabriquent en effet à partir de l'ouverture ou la fermeture de routes. Par exemple, l'historique de la compagnie nationale d'Angola, la TAAG (*Linhas Aéreas de Angola*)[401], montre les liens entre l'ouverture de vols directs et la création de nouvelles destinations de voyage à l'étranger pour les commerçantes. Par exemple, en 1994, la compagnie ouvre une ligne directe vers Johannesburg ; en 1995, une ligne vers Lusaka (Zambie) ; en 2008, des lignes vers Dubaï, Bangui, Douala, Beijing ; en 2009, la compagnie améliore les transports vers l'Europe, Dubaï, la Chine ; en 2010, la TAAG est autorisée à survoler tout l'espace européen ; en 2013, la compagnie annonce des vols réguliers vers Cuba. Concernant plus directement les vols en direction de São Paulo, la compagnie annonce en avril 2009 deux vols hebdomadaires Luanda/São Paulo tous les lundis et les mercredis en permettant le transport de 45 kilos gratuitement. L'ouverture de ces vols directs et l'augmentation du poids des bagages ont augmenté le nombre de départs vers le Brésil et diversifié des destinations de voyage.

En effet, le Brésil n'est pas l'unique destination des commerçantes angolaises que j'ai rencontrées à São Paulo : Alda a commencé à voyager en Afrique du Sud en 2004 puis s'est rendue au Brésil en 2010 en suivant sa collègue Kiara qui venait à Rio depuis 2005. De son côté, Vanusa, une étudiante angolaise de 27 ans, fait du commerce avec la République Démocratique du Congo (RDC), l'Afrique du Sud, la Namibie, la Thaïlande, Dubaï, le Brésil et la Chine. C'est également le cas de Muxima, commerçante angolaise de 34 ans, qui s'est rendue dans toutes ces destinations pour s'approvisionner en vêtements féminins. Muxima[402] a d'abord débuté dans la fripe puis, avec le soutien financier de son

[400] Régis MINVIELLE, « L'Amérique du Sud ou l'émergence… », *op. cit.,* p. 25.
[401] Une frise chronologique est disponible sur le site de la TAAG, en ligne, <http://www.taag.com.br/Historia.aspx>, consulté le 24 mais 2016.
[402] Voir carte de Muxima Annexe 8.

mari, elle est partie vers la Namibie, l'Afrique du Sud et le Brésil. Pour augmenter ses bénéfices, elle vend les vêtements importés, à crédit, ce qui lui permet de faire des marges plus élevées.

De son côté, Binte, 42 ans, mère de cinq enfants, est une Angolaise née en République Démocratique du Congo qui a fait un master de droit humanitaire à Paris. Elle alterne entre des voyages au Brésil, en Chine, en Inde et en Turquie et choisit ses destinations en fonction du prix des produits et l'avantage comparatif de chaque destination. L'évolution des trajectoires dépend ainsi de l'ouverture de nouvelles opportunités et de l'accumulation d'informations sur le commerce, comme le spécifie Binte :

> « Nous venons ici [au Brésil] pour acheter le cheveu[403], on pensait que le cheveu ça venait d'ici mais aujourd'hui nous avons découvert que le cheveu ne vient [pas] d'ici, le cheveu vient de l'Inde, de Thaïlande. Quand on a découvert que le cheveu venait de l'Inde, ah ! Comme le jeans. Les jeans du Brésil sont vendus partout dans le monde… la majorité sont fabriqués en Chine, le… c'est fabriqué ici, y'a des jeans qui sont fabriqués ici. Donc on achète, on mélange, quelques habits de Turquie, quelques habits de la Chine, vous mélangez, vous vendez. Par exemple, en Turquie, la spécialité c'est les chaussures et le sac à main. Ils sont bons avec le cuir, leur cuir en tous cas c'est bon, c'est très bon »[404].

Cet extrait d'entretien témoigne de la façon dont les commerçantes accumulent des connaissances au gré de leurs voyages. Elles cherchent à chaque fois à se rapprocher au plus près de la source d'approvisionnement pour baisser les coups d'achats.

---

[403] Elle parle des rajouts et des mèches de cheveux véritables qui sont utilisés par les femmes africaines pour changer de coupe de cheveux.

[404] Entretien avec Binte, réalisé dans le hall de l'agence de transport aérien Luanda Express, Brás, São Paulo, Brésil, le 4 juin 2013. Binte étant francophone, cet entretien a été réalisé en français, ses propos sont retranscrits tels quels.

II. LE « MIRACLE » BRÉSILIEN À VENDRE

Photographie 5 : Le magasin « Parangolé », un symbole des échanges commerciaux entre l´Angola et le Brésil, 5 juin 2014.

Cette photographie a été prise à Luanda (Angola), au mois de juin 2014 dans le quartier São Paulo. On peut y voir la cohabitation entre les vendeuses de rues, les "zungueiras" qui présentent leurs produits sur les trottoirs en face des boutiques de prêt-à-porter importé du Brésil. La pancarte du magasin fusionne les couleurs du drapeau brésilien et du drapeau angolais, symbolisant les relations commerciales bilatérales entre le Brésil et l'Angola.

Les relations entre l'Amérique du Sud et l'Afrique sont rarement analysées sous l'angle de la participation des petits entrepreneurs qui dynamisent la circulation des objets et des idées entre les deux continents. L'attrait pour la marchandise brésilienne est significatif d'un point de vue politique. Dans son article sur

l'Amérique Latine comme nouveau théâtre des migrations africaines[405], Régis Minvielle affirme que, depuis les années 2000, elle est devenue un espace d'opportunité économique pour les migrants africains, notamment les communautés mourides du Sénégal. Plus généralement, l'Amérique Latine est devenue une terre d'espoir de réussite face à des « décisions politiques visant à restreindre la marge de manœuvre des migrants [africains] et à doter l'Union européenne d'un dispositif sécuritaire à ses frontières »[406]. Les années 2000 correspondirent en effet à un changement politique du côté brésilien qui eut des impacts sur les mobilités commerciales d'Angola, qui connaissait au même moment une ouverture politique et économique suite à la fin du conflit armé. La valorisation du mythe de la « démocratie raciale » dans le discours officiel brésilien semble toutefois un miroir aux alouettes dans lequel se regarde une élite brésilienne blanche, celle justement que l'on montre comme exemple de réussite sociale dans les *telenovelas*.

1. « Si ça vient du Brésil tout le monde le veut en Angola ! »

Il semble y avoir, autour du produit brésilien, un gage de qualité, une légitimité du « made in Brazil » qui fait office d'autorité jusqu'en Angola. Binte explique qu'elle vient au Brésil à cause de la qualité du tissu : « ils ont le vrai coton, le vrai tissu alors »[407]. C'est également pour répondre à l'exigence de ses clients en Angola qui veulent acheter les « véritables » chaussures de marque Havaianas qu'elle fait tant de kilomètres :

> « Moi je viens à cause de la qualité, moi je viens parce qu'ici on a des babouches, des Havaianas qui se vendent partout dans le monde donc en Angola tout le monde veut des Havaianas ! En Angola tu peux emmener même un habit que tu achètes 100 dollars, quand tu arrives en Angola, avec l'habit que tu as acheté 100 dollars au Brésil, les gens préfèrent de 100 dollars

[405] Régis MINVIELLE, « L'Amérique du Sud ou l'émergence d'un nouveau théâtre des migrations africaines », *Afrique et développement*, Volume XL, n° 1, 2015, pp. 19-39.
[406] Régis MINVIELLE, « L'Amérique du Sud… », *op. cit.*, p. 20.
[407] Entretien avec Binte, réalisé le 4 juin 2013, au Brás, São Paulo, Brésil.

même si c'est une qualité seulement, si on voit seulement que le griffe [la marque], non… ça vient du Brésil tout le monde le veut ! Si ça vient de la Chine personne ne le veut ! Même en Thaïlande, ça vient de l'Indochine, si on voit seulement que ça vient du Brésil, tout le monde l'achète. Même les Havaianas, on imite ça à partir de la Chine mais les gens préfèrent seulement le Brésil. Vous voyez la différence des babouches, y'a quelques différences en fonction des connaisseurs »[408].

Dans cet extrait d'entretien, on perçoit l'importance de la réputation du produit brésilien qui est comparé à d'autres produits qui n'ont pas la même valeur aux yeux des Angolais, comme si acheter un produit brésilien comportait une part de « jouissance imaginaire » pour reprendre l'expression de Christian Geffray dans son ouvrage *Trésors, Anthropologie analytique de la valeur* (2001)[409]. L'auteur se penche sur la valeur symbolique d'un objet en la mesurant grâce à la « jouissance imaginaire » qui émane de l'acquisition de l'objet. Il prend l'exemple de la passoire et du tissu pour symboliser l'acte d'échange à partir de l'adage suivant : « ta passoire, si c'était mon tissu »[410]. La « jouissance imaginaire » que procure l'acquisition de la marchandise brésilienne réside dans l'espoir d'une réinvention de soi. Le Brésil est, comme l'Argentine, une « terre d'*Amérique*, l'objectif est de faire écho à la portée cognitive que symbolise cette expression. Terre de possibles, d'enrichissement, d'eldorado et de prospérité économique, l'Amérique fascine »[411].

Le pouvoir de la marchandise brésilienne s'explique également par une hiérarchie des normes qui place les produits étrangers au-dessus des produits locaux depuis bien longtemps en Angola. L'aspect magique des produits importés en Angola a été exploré par Isabel Castro de Henriques[412] dans le

---

[408] *Idem*.
[409] Christian GEFFRAY, *Trésors, Anthropologie analytique de la valeur,* Paris Éditions Arcanes, 2001, 186p.
[410] *Idem*, p. 104.
[411] Régis MINVIELLE, « L'Amérique du Sud… », *op. cit.*, p.23.
[412] Isabel CASTRO HENRIQUES, *Commerce et changement en Angola…*, *op. cit.*

contexte des échanges commerciaux du XIXème siècle. Les produits importés de l'étranger paraissaient avoir été fabriqués « comme par magie », ce qui offrait au produit étranger un pouvoir largement supérieur à celui d'un produit local. C'est ce qu'affirme Binte lorsqu'elle explique qu'en Angola il suffit juste de dire qu'un produit vient du Brésil pour que cela se vende, peu importe le prix et le produit. On retrouvera cette idée du prestige avec les parfums étrangers, les marques ayant bonne réputation par rapport aux désirs de consommation stimulés par le désir de « copier » ce que portent les actrices des séries télévisées. Bien que la pénurie de produits locaux et la très faible capacité de l'industrie angolaise soient aujourd'hui le principal argument pour comprendre l'importance des importations, on doit toutefois garder à l'esprit l'idée du prestige qui est associée aux produits « étrangers » dans le sens qu'ils donnent l'espoir de devenir un « autre », de réussir à réinventer sa vie.

L'exportation du « miracle brésilien » est analysée par Jerry Davila[413] avec l'exemple des douches électriques brésiliennes vendues au Nigéria au début des années 1970. L'exportation de ce produit manufacturé est perçue comme le début de la pénétration du marché africain jusqu'alors monopolisé par les entreprises de l'ancienne métropole. Les douches électriques brésiliennes qui réchauffent l'eau comme par magie étaient un exemple du succès d'une « technologie tropicale »[414], comme si les produits brésiliens étaient plus adaptés aux « tropiques ». Il y a cette idée également dans la mode, en dehors du fait que les clientes veulent s'habiller comme les actrices des séries télévisées brésiliennes, les commerçantes affirment que les couleurs et la coupe des vêtements brésiliens correspondent au corps des femmes africaines.

L'idée d'une adaptation de la marchandise brésilienne se retrouve dans le contexte d'une anecdote qui m'a interpelée quand j'étais sur le terrain à São

---

[413] Jerry DAVILA, *Hotel Trópico, O Brasil e o desafio da descolonização africana, 1950-1980,* São Paulo, Editora Paz e Terra LTDA, 311p., p. 269.
[414] *Idem*.

Paulo : les vendeurs des boutiques de Havaianas à qui je posais des questions sur leur clientèle angolaise m'informaient que les commerçantes angolaises n'achetaient que des petites tailles car en Angola ils aiment porter les chaussures trop petites[415]. En posant la question à Binte, j'obtins une réponse plus cohérente : « non, il ne faut pas que ça soit grande parce que c'est comme un élastique quoi, si tu prends le numéro grand, après quelques jours tu vois que ça ne te servira pas. Donc il faut choisir le numéro petit, après quelques jours tu verras que ça te servira très bien. Le 33, 34, 35… »[416]. Cette anecdote est significative à plus d'un titre : elle montre tout d'abord comment les producteurs brésiliens s'adaptent à une demande angolaise, mais aussi la façon dont la marchandise brésilienne est consommée de manière à ce qu'elle dure dans le temps : en achetant de la qualité et une petite taille, le consommateur angolais espère faire des économies. En d'autres termes, les Havaianas sont le symbole d'un commerce du *poor-to-poor* « durable ».

L'autre argument qui explique l'attrait des marchandises brésiliennes est celui de l'influence culturelle des séries télévisées brésiliennes diffusées quotidiennement sur les deux marges de l'Atlantique.

[415] Entretien informel réalisé le 16 mai 2013 avec le vendeur d'un entrepôt grossiste de Havaianas dans le quartier du Bras, São Paulo, Brésil.
[416] Entretien avec Binte, réalisé le 4 juin 2013, au Brás, São Paulo, Brésil.

2. « Fashion victimes » ou le pouvoir des Telenovelas

Photographie 6 : Une petite échoppe du quartier du Brás à São Paulo (Brésil) où les mannequins en plastique portent les tenues à la mode de la saison d'hiver de 2013. Les imprimés avec des animaux étaient particulièrement présents et s'inspiraient des tenus d'une actrice de la série *Salve Jorge* diffusée au Brésil et en Angola au moment de l'enquête. 3 juin 2013.

Photographie 7 : Les tenues de l'actrice principale de la série Salve Jorge. Source : Site internet Caras, en ligne, <http://caras.uol.com.br/fashion/famosas-com-estilo-delegada-helo-personagem-salve-jorge-looks-roupas#.WBX0JiRK4yc.>, consulté le 30 octobre 2016.

Tenue grâce à une ficelle autour du cou, le mannequin en plastique brun pâle situé à gauche sur la photographie n°6 porte un ensemble imprimé d'un motif écailles de serpent et une ceinture beige au niveau à la taille. Ce modèle est emblématique d'une tendance impulsée par les tenues de Heloisa (photographie n°7), l'actrice principale de la série télévisée brésilienne *Salve Jorge*[417] diffusée des deux côtés de l'Atlantique entre 2012 et 2014. Appelée informellement Helô, ce personnage féminin représentait le rôle de la *Delegada* (la Déléguée), une commissaire de police qui enquêtait sur les trafics sexuels de femmes entre le Brésil et la Turquie. Au moment où cette photographie a été prise, en juin 2013, on pouvait entendre sur le marché du Brás à São Paulo des centaines de vendeurs qui criaient : « roupa da Delegada ! roupa da Delegada ! » (« la tenue de la commissaire de police ! la tenue de la commissaire ! ») pour attirer les acheteurses. De l'autre côté de l'Atlantique, en Angola, la même scène se reproduisait à peu près au même moment, les vendeuses du marché de l'habillement à Luanda alléchaient leurs clientes en annonçant l'arrivée de la dernière tenue de leur actrice favorite comme le témoigne Binte qui explique comment elle s'inspire des séries télévisées brésiliennes pour son commerce :

> « On regarde premièrement dans les *novelas*[418], y'a des nouveautés, tu vois les gens imitent ! Oh, il s'est habillé comme ça ! Donc après on va donner le nom de l'actrice donc le nom de l'habillement c'est le nom de l'actrice. Oh ! C'est « Xica da Silva[419] », tout le monde commence à appeler « Xica da Silva ». Quand tu achètes, quand tu ramènes, tu veux « Xica da Silva », c'est comme ça.

---

[417] *Salve Jorge* est la série télévisée brésilienne diffusée par la chaîne Globo au Brésil du 22 octobre 2012 au 17 mai 2013. Le feuilleton était rediffusé avec plusieurs mois de décalage par la télévision publique angolaise TPA.

[418] Dans l'entretien Binte parle en français (qu´elle a appris au Congo), elle utilise le terme *novela* en portugais pour parler des séries télévisées brésiliennes.

[419] Xica da Silva est une série télévisée brésilienne diffusée entre le 17 septembre 1996 et 11 août 1997 sur les chaînes brésiliennes et angolaises. L'histoire se déroule au XVIIIème siècle dans le Brésil colonial où une esclave nommée Xica da Silva devient reine et scandalise la société brésilienne en dénonçant les hypocrisies et les injustices de l'époque.

> Comme là le *Salve Jorge*, c'est quoi ? Comme y'avait là l'habit, le câble [un cordon qui sert de ceinture] que Helô[420] elle portait, les gens ils veulent ça, *je veux Helô, je veux Helô* !! Le câble ! »[421].

L'attraction des séries brésiliennes en Angola est un moteur central des mobilités féminines vers les sources d'approvisionnement en prêt-à-porter au Brésil. L'identification avec leurs personnages est visible dans l´individualisation des produits : un vêtement brésilien portera le nom d'une actrice. Ainsi, l'acheter c'est porter le costume d'une actrice, cela revient à incarner un autre personnage féminin, une femme puissante, riche et blanche. Le pouvoir d'identification avec certains personnages des séries comme *Xica da Silva*, une esclave devenue reine, ou celui d'Helô, la femme commissaire qui enquête sur le trafic de femmes avec la Turquie, est donc présent dans l'acte de porter des vêtements brésiliens. C'est ce que constatait Juliana Santil en 2006, lorsqu'elle décrivait la présence brésilienne dans les rues de la capitale angolaise :

> « La dernière trouvaille pour le traitement des cheveux des filles noires sont des produits spéciaux importés du Brésil ; la mode brésilienne est désirée par toutes et aujourd'hui elle devient plus accessible avec l'épanouissement de l'activité de marchands qui font le voyage du Brésil à la recherche de sous-vêtements, de maillots de bains et de chaussures. Les gens commencent à parler à la brésilienne, à employer l'argot appris à la télé, à donner aux enfants des prénoms brésiliens, à troquer l'infinitif pour le gérondif dans l'expression d'actions de continuité au présent (« estou a fazer » devient « estou fazendo », marque distinctive entre le portugais du Brésil et du Portugal) »[422].

---

[420] Helô, diminutif de Heloisa, est le personnage central de la série télévisée Salve Jorge interprété par Giovanna Antonelli. De nombreux blogs de mode brésiliens font référence aux tenues vestimentaires de Helô et font référence aux imprimés tigrés « Animal prints » qui étaient la tendance de l'année 2013. Voir Claudinha Stoco, « Os looks de Helô em Salve Jorge », 14 décembre 2013, en ligne, <http://claudinhastoco.com/os-looks-da-helo-em-salve-jorge/>, consulté le 13 juin 2016.

[421] Entretien avec Binte, *op.cit.*

[422] Juliana Santil, *Ce métis qui nous trouble …*, *op. cit.*, p. 212-213

L'influence des séries télévisées n'est pas spécifique à l'Angola, Jean-François Werner montre que les séries télévisées produites en Amérique Latine sont également commercialisées dans toute l'Afrique francophone de l'Ouest depuis la fin des années 1980 et qu'elles transmettent des messages visuels en termes de modes vestimentaires particulièrement appropriées aux jeunes femmes[423]. Bien que l'auteur critique le caractère stéréotypé des relations de genre véhiculées dans les *telenovas*, il constate en revanche les processus collectifs et dynamiques qui naissent dans le fait de regarder les séries télévisées en famille :

> « Les spectatrices adultes expriment en direct et à haute voix leurs sentiments et interprétations, prennent la défense d'un personnage contre un autre ou bien encore portent des jugements moraux sur le comportement des protagonistes. Ces assertions, énoncées en présence des enfants et des adolescent(e)s, contribuent à la transmission des normes sociales et des valeurs culturelles d'une génération à l'autre »[424].

Dans un article antérieur sur la télévision et le changement social, Jean-François Werner[425] est allé à l'encontre des idées reçues sur la passivité des spectatrices des séries télévisées en démontrant le pouvoir de l'imaginaire sur la construction de soi :

> « L'imaginaire est en effet devenu, grâce au flux sans cesse renouvelé de scénarios, de récits et de modèles (fournis notamment par la télévision) qui le nourrissent et le stimulent, un moteur essentiel de l'action et de la réflexion pour ceux et celles qui aspirent à changer de vie à défaut de pouvoir changer le monde »[426].

---

[423] Jean-François WERNER, « Télévision, telenovelas et dynamiques identitaires féminines à Dakar », *Afrique contemporaine*, n° 240, 10 mai 2012, pp. 144-146.
[424] *Idem*, p.145.
[425] Jean-François WERNER, « Comment les femmes utilisent la télévision pour domestiquer la modernité. Enquête ethnographique sur la diffusion et la réception des telenovelas au Sénégal » 2006, In Jean-François WERNER (ed.), *Médias visuels et femmes en Afrique de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan, pp. 145–194.
[426] *Idem*, p.105.

La consommation de vêtements et d'accessoires de mode doit être analysée également à partir du pouvoir qu'il confère : celui de la distinction et de la construction d'une identité de classe. Dans son œuvre, *La distinction, critique sociale du jugement,* Pierre Bourdieu développe une théorie visant à déterminer les compétences culturelles à partir des pratiques culturelles ou de la simple consommation de nourriture, de vêtement ou de mobilier. Le vêtement qui est un outil de hiérarchisation sociale et de présentation de soi des classes sociales. Selon lui,

> « L´intérêt que les différentes classes accordent à la présentation de soi, l´attention qu´elles lui portent, la conscience qu´elles ont des profits qu´elle apporte et les investissements de temps, d´efforts, de privations, de soins qu´elles lui consentent réellement sont proportionnés aux chances de profits matériels ou symboliques qu´elles peuvent attendre raisonnablement »[427].

Pour Pierre Bourdieu, les classes populaires font du vêtement un usage « réaliste » et « fonctionnaliste »[428] car il estime que les femmes des classes populaires n´ont pas conscience de « la valeur marchande de la beauté »[429]. C´est tout à fait le contraire pour les femmes de petite bourgeoisie et de celles qui travaillent dans des professions de représentation. Sur ce point, il introduit un concept central qui est celui de « capital corporel » qui permet d´obtenir par la maîtrise de l´embellissement de plus hauts profits. En fonction de leur répartition dans la hiérarchie sociale, les femmes cherchent à valoriser leurs « propriétés corporelles » en essayant de se rapprocher au plus près de la « représentation dominante du corps »[430]. C'est en ce sens que l'on peut considérer l'influence des *telenovelas* comme un désir, chez les spectatrices de se rapprocher, par la consommation, de la représentation dominante du corps.

---

427 Pierre BOURDIEU, *La distinction, critique sociale du jugement… op.cit.*, pp. 225-227.
428 *Idem*, p. 223.
429 *Idem*, p. 227.
430 *Idem*.

On restera très prudent sur les possibilités de transférer les analyses théoriques de Pierre Bourdieu produites dans un contexte français et historiquement situé sur les réalités complexes et contemporaines des sociétés du « Sud » comme le Brésil et l´Angola. En effet, il me semble que la division en termes de classes sociales ne collent pas aux situations sociales citées mais les perspectives de Pierre Bourdieu sur les espaces de références vestimentaires seront particulièrement utiles pour analyser la construction d´une représentation dominante du corps et de la beauté véhiculée par les séries brésiliennes. Le fait d´acheter un vêtement à moindre coût en Angola qui imite la tenue portée par une actrice d´une série brésilienne au Brésil n´est pas un simple acte de consommation, c´est l´espoir d´augmenter son capital corporel. Lorsque Binte affirme que « le nom de l'habillement c'est le nom de l'actrice », elle montre que la motivation pour voyager au Brésil pour acheter des vêtements intègre dans la rationalité économique la jouissance économique et elle dépend, pour sa réalisation, d'un facteur subjectif : en achetant les tenues d'Helô, elle participe à l'achat de l'espoir des femmes de changer de vie.

Les dynamiques des marchés globaux de l´habillement répondent aux désirs d´imitation d´un modèle de vie dominant (ici le modèle de la classe « supérieure » blanche brésilienne), d´une aspiration à sortir de sa condition sociale. En d´autres termes, le commerce de prêt-à-porter féminin n´est pas anodin car le vêtement contient une valeur symbolique qui est transformé en capital donc en pouvoir. Évidemment, le vêtement procure un capital éphémère et illusoire, puisque la volonté des classes pauvres de copier le style de vie des élites ne modifie en caucun cas les conditions de vie des plus pauvres.

On ne fera pas ici une analyse en profondeur des liens entre médias, pouvoir et identités, une littérature riche à ce sujet s'y consacre déjà dans le champ des *Cultural Studies*[431] et des *Medias Studies*[432]. Ce qui semble important c'est de

[431] Citons à titre d'exemple l'ouvrage de Thomas TUFTE, *Living with the Rubbish Queen. Telenovelas, culture and modernity in Brazil*, Luton, University of Luton Press, 2000.

questionner l'effet performatif des séries brésiliennes sur l'ouverture de désirs de consommation féminin qui entraînent des vagues de mobilités commerciales féminines entre l'Angola et le Brésil. Les motivations pour venir au Brésil s'articulent entre un souci de rentabilité et la force de l'imaginaire présent dans les marchandises transportées. En effet, à chaque fois qu'Helô porte une nouvelle tenue, ce modèle sera disponible à la vente sur les marchés de São Paulo. L'immédiateté de la mode[433] est permise par la proximité géographique entre les ateliers de confection et les lieux de vente se vérifie dans des zones comme celle du Brás, de la rue 25 de Março et de la rue Santa Ifigenia à São Paulo[434] où les couturières travaillent dans des petits ateliers au premier étage des magasins qui distribuent la marchandise la journée. La localisation et l'individualisation de la production permettent de produire les quantités voulues en fonction de la demande et de s'adapter presque instantanément aux épisodes des séries télévisées.

3. Les ambiguïtés de la fascination et de la répulsion du Brésil

La perception des commerçantes sur leurs pratiques commerciales au Brésil témoigne de l'ambiguïté des rapports entre le Brésil et l'Angola qui oscillent entre fascination et répulsion. D'un côté, il y a un sentiment d'appartenance et de familiarité entre le Brésil et l'Angola, et en même temps, on perçoit une distance provoquée par la vulnérabilité des commerçantes angolaises qui séjournent à São Paulo. La distance entre le mythe et la réalité les rattrape.

En parlant de son rapport à la ville de São Paulo, Ambela, une infirmière angolaise de 34 ans qui vient au Brás pour acheter des vêtements et des chaussures pour ses collègues de l'hôpital à Luanda, dit : « ici ce sera toujours

---

[432] Isabel Ferin CUNHA, *Análise dos Media*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2012.

[433] Marianne DEBOUZY, « Nancy Green, Du Sentier à la 7e Avenue. La confection et les immigrés, Paris, New York, 1880-1980 », *Annales. Histoire, Sciences Sociales,* 56, nº 6 (2001) : 56-58.

[434]Carlos Freire da SILVA, « Das calçadas às galerias…», *op. cit.*

notre maison »[435]. Contrairement aux autres commerçantes angolaises, Ambela ne travaille pas sur les marchés de l'habillement mais vient au Brésil car les vêtements sont de bonne qualité et qu'elle trouve des chaussures faites au Brésil qui sont résistantes et confortables pour travailler à l'hôpital. Ce type de petit commerce est courant en Angola, il permet de compléter des revenus insuffisants dans le secteur formel. Ambela emploie ces « petits plus » au financement de ses études : « Pour moi, j'avais déjà un objectif depuis longtemps, avoir une maîtrise. Maintenant, pour la suite, d'ici deux ans, je vais me consacrer au Master. Après je vais faire le truc là, le doctorat »[436]. Le cas d´Ambela témoigne de l'importance des diplômes en Angola et de la diversité des profils des femmes qui pratiquent le commerce transnational.

Lorsque Ambela affirme qu'« ici ce sera toujours notre maison », on peut penser que ce sentiment de familiarité créé avec le quartier du Brás atteste du fait que les voyages au Brésil sont motivés par des motifs d'ordre émotionnel, d'attachement à un lieu, à des personnes. Ceci va contre l'idée d'une globalisation des échanges uniquement dictée par la rationalité des agents économiques. Depuis 2008, cette habitante de Luanda traverse deux fois par an l'Atlantique pour venir séjourner une petite semaine à l'hôtel Vitoria où elle a trouvé ses habitudes. Le Brésil n'est pas, pour ces commerçantes, une destination comme les autres. Cependant, cette familiarité doit être contrebalancée par la vulnérabilité et la dangerosité des séjours de commerçantes à São Paulo comme le décrit justement Fabiosa : « ici le crime est à chaque coin de rue »[437]. Ainsi, même si Ambela et Fabiosa se « sentent chez elles » car elles ont développé des mécanismes de protection et un savoir-faire pour pouvoir circuler dans le quartier, il n'en reste pas moins qu'elles ressentent

[435] Entretien avec Ambela, réalisé le 3 juin 2013, dans l'Agence Luanda Express, Brás, São Paulo, Brésil.
[436] *Idem*.
[437] *Idem*.

une peur et une méfiance qui sont des entraves à leurs mobilités notamment en raison de la croissante individualisation de leur pratique commerciale :

> « Notre commerce est un commerce à risques. À peine nous arrivons, nous sommes attaquées. Ça ne m'est pas arrivé à moi mais à des collègues avec lesquelles nous venions dans le même avion. Parce que quand nous descendons de l'avion, chacune a son coin donc personne ne se connait. Quand on arrive on se disperse, chacune trouve son chemin. Et le fait d'aller chacune de notre côté est un risque ! On ne revient pas toutes entières à l'aéroport pour repartir [à Luanda], certaines sont racolées, d'autres sont violées. Par exemple, l'année dernière, pour repartir on a eu deux consœurs violées, ils leur ont volé de l'argent, ils ont battu les femmes, et ils ont pris leurs portes monnaies, ce fut une catastrophe ! Elles se sont retrouvées sans rien, la police fédérale a dû tout prendre en charge, réunir tous les documents du dossier judiciaire pour qu'elles puissent rentrer au pays, et elles ont perdu leurs papiers d'identité. Ici on est sujettes à tout ce genre de choses »[438].

On comprend ici l'écart entre la fascination des spectatrices de *Telenovelas* brésiliennes et la réalité du vécu des commerçantes « sur le terrain » qui doivent se confronter à des situations dangereuses au cours des voyages. L'exercice de ce commerce est donc un fait social à partir duquel il est possible de cerner les enjeux des relations internationales entre le Brésil et l'Angola. L'asymétrie entre un discours officiel de la « démocratie raciale » et la persistance des violences et des discriminations à l'égard des communautés noires (qu'elles soient d'origines brésiliennes ou africaines) donne un aperçu des ambiguïtés de ces relations. Un exemple parlant est le cas de Zulmira dont j'entendais beaucoup parler au sein de la communauté angolaise du Brás pendant mon enquête. Zulmira, une étudiante angolaise qui faisait ses études de master à São Paulo, a été assassinée par un homme brésilien en juin 2012, le jour où elle fêtait son anniversaire avec ses amis dans un bar du quartier du Brás. Selon les témoignages des survivants,

438 *Idem*.

l'homme brésilien aurait tiré sur la foule après les avoir traité de « singes »[439]. L'affaire Zulmira est devenue le symbole de la lutte de la communauté angolaise contre le racisme au Brésil dans un mouvement qui s'intitule « Zulmira somos nós » (« Zulmira c'est nous ») qui milite pour dénoncer la xénophobie[440].

Les phénomènes de discrimination raciale ne se réduisent pas aux communautés africaines, ils touchent l'ensemble des populations noires au Brésil. Leurs répercussions touchent les commerçants angolais en transit au Brésil et participent à une précarisation des mobilités commerciales. En parallèle, les politiques de lutte contre le commerce ambulant au Brésil sont un facteur supplémentaire qui explique le progressif déclin de la destination brésilienne depuis le début des années 2010.

4. La fin des mobilités vers le Brésil ?

Le Brésil est une destination relativement accessible pour les femmes qui débutent dans cette activité transnationale, comme l'illustre le cas d'Alda qui n'avait que 1 500 dollars[441] lorsqu'elle s'est rendue pour la première fois à São Paulo. À présent, elle investit au minimum 8 000 dollars par voyage mais ses bénéfices sont incertains :

> « J'ai beaucoup de frais, parce que pour venir ici je peux acheter des billets à 1 800, 2 000 dollars, ça dépend. Tout compte, je dois payer l'hôtellerie. Je dois avoir l'argent pour dédouaner les valises. Au minimum je peux gagner 500

[439] Bruno BOCCHINI, « Imigrantes denunciam assassinatos e agressões em protestos contra racismo e xenofobia em SP», Agência Brasil, 22 mai 2012, en ligne, <http://memoria.ebc.com.br/agenciabrasil/noticia/2012-06-21/imigrantes-denunciam-assassinatos-e-agressoes-em-protestos-contra-racismo-e-xenofobia-em-sp>, consulté le 15 juin 2016.

[440] Voir notamment le blog « Zulmira somos nós » en ligne, <http://zulmirasomosnos.blogspot.pt/>, consulté le 15 juin 2016.

[441] Alda a donné ces chiffres en dollars lors de l'entretien.

dollars. Il y a même des fois où tu ne gagnes rien. Avec autant de dépenses tu ne vas rien gagner »[442].

Les faibles coûts d'entrée sont un premier élément de réponse pour comprendre l'attrait du Brésil par rapport à d'autres destinations plus coûteuses comme la Chine par exemple :

> « J'ai pour projet d'aller en Chine mais pour aller en Chine il faut beaucoup d'argent, hein ? L'argent pour payer un billet pour la Chine c'est 2 500 dollars. Je travaille avec 8 000 [dollars], il va me rester 5 000 [dollars pour acheter de la marchandise], je vais à l'hôtel, c'est compliqué, avec 5 000 dollars en Chine je pense que je vais presque rien faire, tu vois ? »[443].

En comparaison, un billet pour l'Afrique du Sud coûte 1 650 dollars[444] mais comme les vêtements brésiliens ont meilleure réputation que ceux d'Afrique du Sud, Alda fait un arbitrage entre les coûts de transport et les chances de vendre la marchandise. L'augmentation des prix du Brésil poussent certaines commerçantes à se diriger vers d'autres destinations comme la Chine, ce qu'explique Vanusa :

> « Au Brésil, maintenant ça a changé un petit peu, avant ce n'était pas comme ça, les choses sont légèrement plus chères et là-bas il y a plus d'avantages à acheter en Chine, on tire plus de profit, il y a plus de revenus. Et il y a un peu de tout, on peut concilier le marché du mobilier avec celui du vêtement, il y a un peu de tout. Mais au Brésil c'est un peu plus restreint. On vient, on achète juste les vêtements, les chaussures et on repart. Ce n'est pas possible d'exporter le mobilier d'ici vers l'Angola, c'est un peu compliqué. Alors qu'en Chine il y a cette facilité. [En Chine] c'est facile, c'est une chose très facile. Il

442 Entretien avec Alda, *op.cit.*
443 *Idem.*
444 Données de 2013 fournies par Alda lors de l'entretien, voir entretien avec Alda et Kiara, *op. cit.*

n'y a pas beaucoup de bureaucratie, il n'y a pas grand-chose à faire. Ton argent suffit et tu fais ce que tu veux »[445].

Ce qui motive encore Vanusa à venir au Brésil, c'est la demande de ses clients qui aiment les produits brésiliens et ne veulent pas acheter de la marchandise chinoise :

> « Je continue à venir ici [à São Paulo], pourquoi ? J'ai une boutique, donc dans ma boutique les gens de là-bas [à Luanda] aiment les choses du Brésil… Mais maintenant elle change la mentalité, les gens en Angola ils avaient à l'esprit que tout ce qui vient de Chine est mauvais : "c'est piraté" comme ils appellent. Et au Brésil ils trouvent qu'il y a plus de qualité donc ils sont toujours en train de demander. D'où la nécessité de venir ici pour pouvoir prendre des choses »[446].

Elle explique également se sentir plus à l'aise avec la culture brésilienne qui ressemble davantage à celle de l'Angola :

> « Entre les deux pays ? Je trouve qu'il y a culture complètement différente, le Brésil est plus light, en Chine ils sont plus froids, en Chine c'est déjà un peu plus restreint, ils sont très conservateurs, ils ont la culture en premier lieu. Et le Brésil ressemble un petit peu avec l'Angola, parce que la mode, le style de vie de l'Angolais est presque celui du Brésilien. Ils sont gais, ils s'entendent avec tout le monde, ils n'ont pas beaucoup de restrictions, ils ressemblent beaucoup [au peuple angolais] »[447].

Vanusa valorise les relations humaines dans le commerce au Brésil alors qu'elle trouve que les commerçants chinois sont plus distants voire racistes :

> « J'ai senti un peu de différence dans les personnes parce qu'ils ne s'entendent pas trop, ils sont distants, comme le brésilien hein, il arrive, il dit bonjour hein ? Il discute, eux non. La relation est vraiment juste de l'acheteur et du vendeur.

445 Entretien avec Vanusa, réalisé le 9 avril 2013, quartier du Brás, São Paulo, Brésil.
446 *Idem*.
447 *Idem*.

> On arrive et on achète et voilà. Je crois qu'ils ont aussi un peu de racisme. Oui, il y a des fois où on monte dans l'ascenseur, ils se tournent de l'autre côté, on arrive, il [le chinois] a tendance à couvrir le nez, voilà. Mais au Brésil je n'ai pas senti ça, au Brésil je suis plus à l'aise. En Chine il y a beaucoup de ça mais aussi il y a des bonnes personnes, qui reçoivent « les bras ouverts ». En termes de commerce ça compense en Chine, parce qu'en Chine les choses sont très accessibles et tu peux demander de produire au prix que tu veux en fonction de tes conditions financières »[448].

En définitive, les Angolaises qui voyagent à São Paulo ne sont pas toutes des commerçantes sur le marché à Luanda, ce sont aussi des étudiantes qui voyagent pour financer leurs études, des infirmières qui viennent acheter des accessoires hospitaliers (blouses blanches, chaussures) en arrondissant leurs fins de mois, ou encore des femmes d'affaires qui ont fait un Master de droit à Paris. Ces rencontres étaient parfois trop brèves pour constituer de vrais entretiens, certaines disaient ne pas avoir le temps de répondre à mes questions, d'autres ne venaient pas aux rendez-vous fixés mais quelques-unes ont bien voulu m'accorder leur confiance. Du groupe de négociantes angolaises rencontrées à São Paulo, sept d'entre elles ont accepté de me donner leurs numéros de téléphone en Angola. Sur ces sept numéros – qui représentaient des fils d'Ariane permettant de retrouver le chemin du retour à Luanda – cinq numéros seulement étaient valides. Ces contacts téléphoniques m'ont permis de maintenir un contact régulier avec ces commerçantes pendant une année jusqu'à la prochaine enquête de terrain en Angola. Ces espaces sont donc des lieux de rencontre entre divers profil de femmes qui ont le Brésil comme destination commune.

---

448 *Idem*.

CONCLUSION DU CHAPITRE 3

Ce chapitre présente un aperçu des relations commerciales entre le Brésil et l'Angola, en partant des prémisses du commerce triangulaire entre le Brésil et l'Angola à la fin du XVIème siècle pour remonter jusqu'en 2013. Il se concentre ensuite sur la mobilité de commerçantes angolaises entre São Paulo et Luanda. Ces femmes ne se ressemblent pas et leurs motifs pour se rendre au Brésil diffèrent. Certaines survivent grâce à cette activité transnationale qui leur rapporte un revenu moyen de 1000 dollars par voyage. D'autres utilisent le commerce à la valise pour compléter leurs salaires ou payer leurs études à l'université. Ces différents profils de voyageuses donnent à voir plusieurs pratiques du commerce transnational entre le Brésil et l'Angola. C'est évidemment un portrait très partiel qui sera complété par les informations issues de l'enquête de terrain en Angola, à Luanda, réalisée en 2014, sur les traces de ces dix femmes angolaises dont j'ai parlé dans ce chapitre.

Ces « savoir-circuler » de ces femmes ont servi de support à une réflexion sur la diffusion d'une culture matérielle entre l'Angola et le Brésil. Ce qui ressort ce sont les ambiguités entre l'attraction envers une marchandise brésilienne qui est comme une promesse de réussite future au sein des classes populaires angolaises et la vulnérabilité de ces mobilités commerciales. Comme une *telenovela*, l'image d'une démocratie raciale et sociale réussie est illusoire. Les commerçantes angolaises se détournent d'ailleurs du Brésil, elles volent vers d'autres horizons et c'est également sur les ailes du dragon qu'elles embarquent. Mais dans l'immédiat, quand elles quittent le Brésil avec leurs valises remplies de vêtements dernier cri, c'est pour mettre le cap sur Luanda où nous allons les retrouver. L´arrivée à l´aéroport de Luanda est l´étape la plus douloureuse du voyage, de nombreuses barrières doivent être franchies avant de pouvoir distribuer la marchandise sur les marchés de Luanda.

CHAPITRE 4. L'IMPORTATION ET LE PASSAGE AUX DOUANES EN ANGOLA

Collage 4 : « Le tigre », ***réalisation Lou Satre 2013.***

« Les Kinoises n'attendent rien de l'État ni des hommes »,

Hélène Bouchard,

Commerçantes de Kinshasa pour survivre, 2007, p. 4

I. L'ARRIVÉE À L'AÉROPORT DE LUANDA

Après la traversée de l'Atlantique, l'atterrissage à Luanda. Avant de répartir leurs marchandises sur les différents points de distribution de la capitale, les commerçantes angolaises doivent se confronter aux douanes de l'aéroport et payer de lourdes amendes.

1. L'atterrissage à Luanda et les tentatives d'immersion

Le 6 juin 2014[449] il faisait déjà frais à Luanda, c'était le début de l'hiver. J'arrivais à l'aéroport de Luanda avec pour seuls indices cinq numéros de téléphone des commerçantes angolaises rencontrées à São Paulo, un an plus tôt. Ces numéros de téléphone étaient les seuls repères qui me permettaient d'« entrer » dans les réseaux des commerçantes ambulantes et de débroussailler des pistes de recherche dans l'immensité de la capitale luandaise. L'objectif était de retrouver ces commerçantes pour poursuivre leurs histoires de vies et localiser les marchés sur lesquels elles revendaient leurs produits à Luanda.

En arrivant à l'aéroport de Luanda, je rencontrai Agostinho[450], un jeune étudiant angolais qui travaillait à l'aéroport de Luanda pour financer ses études en sociologie. Agostinho identifia tout de suite ces commerçantes à la valise qui passent tous les jours à l'aéroport et qui l'on appelle ici les *moambeiras*. C'est en effet la terminologie utilisée en Angola pour décrire les femmes qui voyagent au-delà des frontières angolaises pour rapporter des marchandises de l'étranger.

---

[449] L'enquête en Angola a duré environ deux mois du 6 juin au 12 août 2014. Elle s'est déroulée principalement à Luanda sur le marché Africampo dans le quartier Kikolo et dans les zones périurbaines de Luanda à Cacuaco, Viana et Cuca où ont été réalisés des entretiens individuels. Deux entretiens ont également été menés avec des commerçantes angolaises dans la ville de Benguela et d'Ondjiva dans la région du Cunene. Cette enquête a été en partie financée par l'Institut Français d'Afrique du Sud (IFAS) que je remercie vivement. Mes remerciements vont également au Centro de Estudos e Investigaçao Cientifica (CEIC) de l'Université catholique de Luanda qui a accepté d'être mon partenaire institutionnel pour obtenir mon visa pour l'Angola et qui a été ma structure d'accueil pendant toute mon enquête dans la capitale.

[450] Rencontre informelle avec Agostinho, étudiant angolais, aéroport de Luanda, le 6 juin 2014.

Dans son ouvrage sur le marché *Roque Santeiro*, Carlos Lopes définit les *moambeiras* comme un « type spécifique d'acteurs, généralement de sexe féminin qui paraît strictement lié au commerce transnational et qui sont ponctuellement associées aux activités du marché [*Roque Santeiro*] »[451]. L'importation transnationale est donc ce qui caractérise les *Moambeiras* mais l'aspect « ponctuel » indique le caractère plus épars de leurs lieux de distributions dans la capitale. La multiplicité des profils de ces voyageuses décrite dans le chapitre précédent confirmait en effet l'éparpillement de leurs lieux de commercialisation, ce qui rendait l'enquête particulièrement complexe. Cependant, le fait que ce jeune étudiant identifiait si précisément ce groupe de femmes permettait de penser que les commerçantes transnationales constituent une catégorie aisément identifiable en Angola.

L'aéroport de Luanda apparaissait alors comme un espace fondamental de l'enquête mais il se révélait tout à fait impénétrable. Observer les coulisses de l'aéroport et du passage des bagages au moment du contrôle par les agents de la douane était pour le moment impossible car je ne bénéficiais d'aucune autorisation. En plus de frontières infranchissables de l'aéroport, mon budget de recherche très limité m'obligeait à réduire mes déplacements – une course en taxi pouvait excéder les cents euros – et je n'avais pour le moment aucune connaissance du fonctionnement des transports publics. Comme lors du premier terrain à São Paulo, l'immersion dans l'enquête angolaise exigeait une adaptation pour apprendre à circuler dans ce nouveau contexte.

Christine Messiant décrivait la ville de Luanda comme le « centre du pouvoir politique », la ville « des détournements, des vols et de la débrouille », « un monde à part »[452]. Selon l'auteure, l'économie de la débrouille qui se retrouve sur tout le continent africain est exacerbée en Angola par la circulation – voire même la frénésie – qui caractérise les transactions et les échanges. C'est aussi par ses inégalités criantes qu'elle est décrite : « l'accroissement des inégalités est

[451] Carlos Lopes, *Roque Santeiro...*, *op. cit.*, p. 92.
[452] Christine MESSIANT, *L'Angola postcolonial, Guerre et paix sans démocratisation*, Tome 1, Paris Karthala, 2008, 413 p., p. 67

cependant de plus en plus fort et visible avec la montée et l'ostentation accrue du luxe des bénéficiaires "légaux" ou "objectifs" du régime, la régression de tous les services à la population (santé, éducation, approvisionnement officiel), l'aggravation de la crise sociale et de la violence des rapports humains »[453].

En dehors des questions pratiques liées à la logistique de la réalisation d'une enquête dans une ville difficile d'accès comme Luanda, le fait d'être une jeune femme blanche et européenne continuait d'être un déterminant des relations sociales d'enquête. Comme le souligne très justement Alain Tarrius, l'arrivée dans une nouvelle situation d'enquête est très délicate : « Le problème de la présentation de soi, dans l'enquête de terrain en sociologie compréhensive et en anthropologie sociale est d'une importance extrême, puisque de sa résolution dépend la profondeur et la qualité des observations »[454]. C'est à partir des liens maintenus avec les commerçantes angolaises depuis le « terrain » brésilien que cette qualité des observations a été expérimentée.

2. Les « retrouvailles » avec les commerçantes comme fil d'Ariane

Grâce aux numéros de téléphone des commerçantes, je parvins rapidement à localiser Mayra, Ambela, Alda, Muxima et Neusa. Il n'a pas toujours été possible de se rendre aux domiciles des commerçantes, certaines ont préféré me rencontrer en dehors comme Mayra qui m'a invité à passer le dimanche chez une amie qui vivait en plein cœur de Luanda. L'appartement était très modeste et plusieurs familles se partageaient l'espace. Au moment de notre rencontre, Mayra travaillait sur le marché Africampo mais elle éprouvait des difficultés pour écouler sa marchandise et réunir assez d'argent pour repartir au Brésil. Elle se plaignait également des prix qu'elle était obligée de payer aux douanes : lors de son dernier séjour à São Paulo une valise de 16 kilos lui avait coûté 26 000

[453] Idem.
[454] Alain TARRIUS, *Migrants internationaux...*, *op. cit.*, p. 25.

kwanzas[455]. Elle racontait la souffrance vécue par de nombreuses femmes lors de leurs passages par les douanes à l'aéroport de Luanda en parlant de « crise de nerfs » lorsqu'elles réalisent les prix qu'elles doivent payer. La rencontre avec Mayra a permis de localiser le marché sur lequel étaient commercialisés les vêtements rapportés du Brésil et de percevoir les difficultés des importatrices lors de leurs arrivées à Luanda.

Face à la faible rentabilité du commerce, certaines commerçantes font le choix de rester plusieurs semaines au Brésil. C'est le cas de Mayra, mère de trois enfants dont deux jumeaux qu'elle avait emmenée avec elle quand je l'ai rencontrée à São Paulo :

> « Oui, j'ai ramené mes enfants avec moi hein, pour se promener, ils disaient tout le temps "maman nous voulons venir au Brésil. Mais au Brésil pourquoi ? Comment c'est là-bas ? hein maman…" Moi je dis non… "Nous allons te porter chance, maman, nous allons te porter chance quand tu reviens" [pour vendre ta marchandise]! Donc voilà, je vais trouver un endroit pour qu'ils puissent rester, pour jouer et passer la journée, ils parlent la même langue donc ils peuvent jouer »[456].

Pour éviter de payer les allers-retours en avion, elle décida de rester un mois à São Paulo et d'envoyer de la marchandise à sa sœur qui la revend en Angola et lui envoie de l'argent par transferts internationaux.

Contrairement à Mayra, Ambela avait connu une évolution positive de sa trajectoire commerciale. Depuis notre dernière rencontre, elle était parvenue à économiser assez d'argent pour s'approvisionner en Chine où elle achetait des vêtements, du mobilier et du matériel. Elle conjuguait l'importation à la valise avec l'importation par conteneur. Le jour de notre rencontre, Ambela m'a conduit en bus jusqu'à son domicile dans le quartier de la Cuca où les conditions sanitaires sont très précaires et l'insécurité élevée. Elle me fit visiter

[455] Ce qui équivaut à environ 145 euros au taux de change d'octobre 2016.
[456] Entretien avec Mayra, réalisé le 28 mai 2013, quartier du Bras, São Paulo, Brésil.

sa maison dont le premier étage était encore en travaux, on pouvait observer plusieurs meubles encore emballés sous film plastique qu'elle venait tout juste d'importer de Chine. Nous passâmes la journée chez elle avec ses enfants et son mari qui travaille au service des douanes de l'aéroport. On peut aisément supposer que l'évolution positive de la trajectoire commerciale de Ambela est liée aux réseaux d'entraide qu'elle peut mobiliser grâce à son mari.

Muxima[457] m'a elle aussi convié à déjeuner à son domicile dans la ville de Cacuaco en présence de ses trois enfants. Depuis notre dernière entrevue, elle avait connu un désastre dans sa famille puisque son mari était décédé six mois plus tôt. Muxima devait maintenant trouver des solutions pour subvenir seule aux besoins de sa famille et ne savait pas si elle aurait la possibilité de continuer à voyager. Le cas de Neusa était similaire car j'appris par téléphone qu'elle avait quitté l'activité du commerce transnational pour des raisons familiales et travaillait désormais dans le commerce transfrontalier de poisson à la frontière avec la Namibie. En 2014, elle résidait à Ondjiva dans la région du Cunene à l'extrême Sud du pays où je l'ai rejointe dans la dernière phase de l'enquête[458].

L'évolution des trajectoires de ces commerçantes, à un an d'intervalle, rend compte de l'extrême rapidité avec laquelle les trajectoires professionnelles peuvent être bouleversées par les aléas de la vie, la conjoncture économique ou, au contraire, l'ouverture de nouvelles opportunités économiques. Les destinations du commerce transnational se modifient, les projets de voyage sont annulés ou reportés en fonction de la modulation des barrières qui s'ouvrent ou

[457] Voir la carte du monde complétée par Muxima lors de l'entretien, en Annexe 8.
[458] J'ai effectué à la fin du mois de juillet 2014 un court séjour à Ondjiva pour rendre visite à Neusa. Celle-ci vivait dans une minuscule chambre équipée d'un congélateur où elle gardait du poisson. Neusa avait laissé ses enfants à Huambo et louait cette petite chambre à Ondjiva pour gagner un peu d'argent. Elle revendait du poisson qu'elle allait chercher à la frontière avec la Namibie qui est très proche d'Ondjiva. Elle expliqua qu'elle avait abandonné le commerce transnational parce qu'elle avait investi trop d'argent dans la construction de sa nouvelle maison mais qu'elle était trop endettée pour repartir. Il ne fut pas possible d'obtenir des informations plus précises sur la raison de cet « échec » car Neusa évitait le sujet.

se referment, altérant ainsi les capacités d'entreprenariat et d'émergence économique.

Les « retrouvailles » avec Alda, Mayra, Muxima et Ambela à Luanda ont permis d'avoir des premiers repères pour contextualiser les expériences de voyage recueillies de façon brèves ou partielles lors de l'enquête à São Paulo. Mon arrivée dans une situation d'enquête totalement nouvelle devenait un peu plus familière grâce aux liens noués avec ces commerçantes qui m'ont toutes reçue comme une « amie ». La confiance conquise par ce « retour » en terre inconnue facilita grandement le déroulement de la recherche. Cela permit par ailleurs de (re)construire les histoires de vie sur plusieurs moments. La méthode multi-sites permet ainsi d'approfondir les histoires de vie avec d'autres rapports de confiance.

3. Alda, le marché noir des billets d'avion

Alda avait trente-deux ans quand je l'ai rencontré à São Paulo au Brésil à la fin du mois de mars 2013 dans le restaurant africain de l'hôtel Vitoria dans le quartier du Brás. Elle avait été la première commerçante angolaise à me faire confiance en acceptant d'être accompagnée pendant une nuit où elle faisait ses achats avec ses deux collègues sur le marché de la mode populaire. Quelques jours après mon arrivée à Luanda, je retrouvai Alda qui était venue me chercher en voiture avec Julio, un homme dont elle était « l'amante », et Clara (à ne pas confondre avec Kiara dont j'ai parlé dans les chapitres précédents mais que je n'ai pas eu l'occasion de revoir à Luanda). En parallèle de son emploi dans une agence de la compagnie aérienne angolaise TAAG, Clara effectuait des allers-retours entre Luanda et Rio de Janeiro pour rapporter également quelques vêtements. Son activité à la TAAG lui permettait d'être au courant à l'avance des meilleurs prix des vols pour le Brésil.

Obtenir des billets d'avion meilleur marché semblait en effet être l'une des conditions de cette activité transnationale comme l'a confirmé une altercation

entre Alda et un homme, à laquelle j'assistais le jour de notre rencontre sans bien comprendre les tenants et les aboutissants de l'affaire. Il s'agissait d'un intermédiaire auprès de qui cette dernière avait l'habitude d'obtenir de meilleurs prix mais cette fois il n'avait pas respecté son engagement. Alda protestait car elle avait perdu de l'argent et elle était obligée d'annuler son projet de voyage prévu dans quelques jours à peine. Son interlocuteur alléguait qu'il n'avait pas compris le caractère urgent de sa demande mais Alda conclut la discussion – qui se déroulait par la fenêtre de la voiture – en disant que la confiance était rompue. Cette anecdote est révélatrice de l'étendue des réseaux qui entourent le commerce transnational tant à l'échelle locale qu'au niveau transnational. Les petits trafics de billets d'avion (lorsqu'ils sont réalisés avec succès) facilitent ainsi la mobilité des commerçantes pauvres et augmentent la rentabilité de chaque voyage.

Lors de cette rencontre, Alda m'expliqua que la santé de ses affaires n'était pas très bonne mais grâce aux revenus de ses précédents voyages au Brésil elle était tout de même parvenue à se rendre en Chine pour s'approvisionner en vêtements. On se souvient qu'il y a à peine un an, dans la chambre d'hôtel de São Paulo, Alda affirmait qu'il lui était encore impossible de se rendre en Chine : les billets d'avion étaient trop chers et elle n'avait pas assez d'argent pour investir dans de grandes quantités afin d'affréter un conteneur. Elle était finalement parvenue à se rendre à Canton (au sud de la Chine) où elle s'est approvisionnée sur les marchés de l'habillement et en a même profité pour acquérir une tablette tactile avec laquelle elle prenait des photos pendant notre rencontre. Elle explique quelles étaient ses ambitions :

> « La raison qui m'a poussé à faire cela c'est que je voulais évoluer dans le commerce, je ne pouvais pas rester seulement dans un endroit, je voyais le commerce qui grandissait et je voulais sortir [du pays]. Je ne voulais pas me

limiter à un seul négoce, je voulais me mettre dans d'autres affaires et c'est ça qui m'a fait connaître d'autres pays »[459].

L'accessoire numérique dernier cri et le 4X4 avec lequel le compagnon d'Alda nous avait conduits à Ilha ce jour-là contrastaient fortement avec l'infrastructure du marché sur lequel elle travaillait. Ce marché était composé d'un terrain vague de terre battue composées de centaines de longues allées étroites le long desquelles étaient installés des petits stands en bois où chaque commerçantes possédaient environ trois ou quatre mètres carrés. Alda partageait un petit espace d'exposition sur une allée passante du marché qu'elle partageait avec quatre autres collègues. Les paires d'Havaianas étaient présentées en vrac sur des planches de bois au-dessus desquelles étaient suspendus les chemisiers et les t-shirts rapportés de Chine. Le présentoir d'Alda ressemblait à tous les autres, il est difficile de percevoir les particularités de ses produits et de comprendre comment elle parvenait à se distinguer sur le marché. À l'arrière des présentoirs, les commerçantes attendaient les clientes assises sur les valises et les cabas qu'elles avaient rapportés d'Afrique du Sud, de Dubaï, du Brésil et de Chine. La proximité entre les corps et la marchandise était encore une fois très visible dans ce contexte puisqu'elles étaient pratiquement couchées sur les volumineux sacs comme pour protéger leurs biens.

Cette proximité entre les corps et la marchandise est symbolique : elle évoque une absence de dissociation entre les importatrices et les objets importés. Cela renvoie à l'analogie avec les mules de la drogue qui transportent des produits illicites à l'intérieur du corps. Bien que les commerçantes ne transportent pas de produits illégaux, les méthodes d'importation se réalisent en marge de la légalité.

[459] Entretien avec Alda, *op.cit.*

4. Des méthodes d'importation qui contournent les contraintes politiques et économiques

La méthode d'importation d'Alda et Kiara n'est pas le seul moyen de faire transiter de la marchandise entre le Brésil et l'Angola : de nombreuses agences de transport aérien proposent leurs services dans le quartier du Brás vers des destinations comme Luanda ou Kinshasa[460]. Les tarifs sont d'environ 3 euros par kilo envoyé : « une valise de 35 kilos pour dédouaner ce sont 400 reais brésiliens (BRL) pour envoyer une valise d'ici [au Brésil] vers l'Angola »[461]. Cependant, cette modalité d'expédition est lente : les délais de transport varient entre une semaine et dix jours. Kiara et Alda préfèrent donc transporter leurs marchandises par avion pour pouvoir distribuer les nouveautés quelques heures à peine après leur arrivée à Luanda. On comprend alors que la perte de temps du transport par agence ou par cargos (conteneurs) occasionne une perte d'argent pour les revendeuses qui ne peuvent pas écouler leurs cargaisons. L'objectif est d'arriver sur le marché le plus rapidement possible avec des nouveautés pour devancer la concurrence des autres importatrices qui voyagent au Brésil et vers d'autres destinations (Thaïlande, Chine, Dubaï, Afrique du Sud). C'est pour cette raison que Kiara parle d'une « course »[462], ce commerce consiste effectivement à colporter des nouvelles tendances de la mode d'un pays à un autre avant qu'il n'y ait une saturation de l'offre sur le marché. Le rythme de l'importation marche en cadence avec les épisodes des séries télévisées.

Pour s'adapter à cette demande et pour vendre leurs produits le moins cher possible, Kiara et Alda se voient obligées d'opter pour une méthode d'importation rapide par avion que l'on peut considérer comme « informelle » puisqu'elles ne déclarent pas leurs marchandises pour contourner les taxes

[460] Je fais notamment référence à l'Agence Luanda Express qui se situe à quelques mètres de l'hôtel Vitoria et où j'ai eu l'opportunité de réaliser plusieurs entretiens avec des commerçantes angolaises qui utilisent cette méthode de transport.
[461] Entretien avec Alda et Kiara, *op.cit.*
[462] *Idem*.

douanières en Angola. En effet, c'est à l'arrivée à l'aéroport de Luanda que leur mode d'importation est considéré comme « irrégulier » car les passagers en transit n'ont pas le droit de faire passer de la marchandise sans la déclarer mais les commerçantes préfèrent payer des amendes pour chaque valise à l'aéroport de Luanda plutôt que de devoir payer les taxes d'importation très élevées. Cette situation se reproduit à chaque voyage : « il n'y a pas de manière de négocier, là-bas c'est arriver et payer »[463] déplore Kiara qui se plaint des aspects aléatoires et arbitraires des montants des amendes :

> « Nous n'avons pas de prix précis, là-bas [en Angola] ça dépend, on peut payer 350, 400 dollars, on peut payer 500 dollars, maintenant ça dépend, nous n'avons pas un prix déterminé. Ça dépend de l'évaluation que [le fonctionnaire des douanes] fait, c'est au pif, ils font leur comptabilité et ils lancent des prix et toi tu vas vers la note de paiement qu'ils te donnent pour que tu payes. Ou tu payes ou tu laisses la marchandise. Il y a un délai précis, si tu payes pas, ça part aux enchères. Si tu essayes de négocier lui [le douanier] aussi il va essayer de t'expliquer comment ton commerce fonctionne »[464].

Lorsque Kiara affirme que le douanier « va essayer de lui expliquer comment [son] commerce fonctionne »[465], elle a conscience des irrégularités de son négoce. En fin de compte, elle et sa collègue préfèrent supporter le coût des amendes douanières plutôt que de se plier aux contraintes des taxes douanières qui sont très élevées en Angola. Elles se situent dans un rapport de force inégal dans lequel elles ne peuvent pas réclamer de réductions des amendes douanières au risque de voir leurs marchandises confisquées.

Face à cela, j'interrogeais trois douaniers de l'aéroport de Luanda pour comprendre la raison de ces tarifs aléatoires. Les réponses étaient catégoriques : pour Messa Vovua, chef de délégation du service des importations aux douanes de l'aéroport de Luanda depuis 2003, le tarif douanier est très clair car il

---

[463] *Idem*.
[464] *Idem*.
[465] *Idem*.

s'adapte aux normes internationales et ce sont les *moambeiras* qui contournent les règlements :

> « Cela s'explique à cause des problèmes des personnes qui essayent de lire A ou B. Mais au niveau mondial le tarif douanier n'a jamais dit que chaque chose doit se payer 10 ou 20, il dit seulement 10 %, 3 % sur la valeur de la marchandise. Si moi je rapporte des vêtements ou une robe à 1000 dollars bien sûr que je vais payer moins que quelqu'un qui rapporte une marchandise à 10 000 dollars. Alors, celle-là elle va penser qu'elle a payé plus que l'autre. Un vêtement qui a la même coupe peut coûter 50 ou 150 dollars alors les prix vont être différents. Nous le notons quand les gens vont en Chine, une même chemise peut être achetée à cinq prix différents. Ce sont des petits détails qu'ils ne comprennent pas. Le tarif douanier n'a pas de valeurs fixes, il a des taxes, c'est là toute la différence »[466].

L'arbitrage pour choisir la destination la plus rentable est également conditionné par ces tarifs douaniers et également les accords internationaux qui règlementent les politiques des visas[467]. En 2013, Alda témoignait de ses difficultés d'obtention du visa pour se rendre au Brésil : « parce qu'en ce moment le visa pour le Brésil est compliqué, c'est très difficile, je suis restée deux mois sans avoir le visa pour ici [à São Paulo]. Tu vois ? Rien n'était facile, ces jours sont difficiles »[468]. En ce qui concerne les politiques douanières ou les politiques d'obtention des visas, les commerçantes disent ne pas vouloir

[466] Entretien avec Messa Vovua, douanier au service d'importation de l'aéroport de Luanda, réalisé le 15 juillet 2016, Luanda, Angola.
[467] D'après les informations disponibles sur le site internet de l'Ambassade du Brésil en Angola, il existe quatre types de visa pour les citoyens angolais : 1) le visa de tourisme (43 200 kwanzas angolais, soit 226,50 euros), 2) le visa d'affaires (33 600 Kwanzas angolais, soit 176 euros), 3) le visa d'études et de formation (19 200 Kwanzas angolais, soit 100 euros), 4) le visa de Santé (14 400 Kwanzas, soit 75 euros), en ligne, <http://luanda.itamaraty.gov.br/pt-br/vistos.xml>, consulté le 6 juin 2016.
[468] Entretien avec Alda et Kiara, *op. cit.*

s'informer davantage : « on s'intéresse pas trop à ces choses »[469]. Confrontée à l'impossibilité de voyager en raison du temps d'attente pour obtenir son visa pour le Brésil[470] Alda a chargé Kiara de lui faire parvenir la marchandise : « je suis restée deux moi sans visa, elle [Kiara] venait, elle m'a aidée à rapporter mes valises »[471]. Face aux impossibilités de voyager, des résistances s'organisent mais elles restent confinées à l'échelle individuelle et ne se transforment pas en revendications politiques.

Des deux côtés de l'Atlantique, des contraintes rendent la mobilité des commerçantes angolaises de plus en plus difficile. Certaines se plaignent de la lourdeur des taxes en Angola, d'autres de l'augmentation des prix de la marchandise au Brésil ou de la dangerosité de São Paulo quand elles y séjournent. Ces commerçantes sont par ailleurs dépendantes du cours du dollar qui conditionne leur pouvoir d'achat[472]. L'augmentation des prix au Brésil, qui s'explique notamment par la répression croissante envers les circuits du commerce informel qui maintenaient des prix très bas, est également à prendre en compte.

Malgré les entraves qui barrent la route des commerçantes et les tarifs des amendes à la douane à l'aéroport, la pratique de ce commerce transnational perdure. Les femmes s'adaptent par les solidarités interpersonnelles ou réorientent leurs trajets en fonction des difficultés d'entrée (visa, billet d'avion, prix de la marchandise). Les motifs de ces mobilités trouvent leurs explications en partie hors du cadre de la rationalité économique. L'estime de soi, la connaissance du monde, l'identité féminine sont des incitations au voyage importantes à explorer. Cela recoupe l'argument défendu par Sylvie Bredeloup

---

[469] Idem.
[470] Sur le site internet de l'Ambassade du Brésil en Angola, il est indiqué une nouvelle modalité de prise de rendez-vous pour obtenir un visa mais le lien pour faire des démarches administratives se trouve temporairement indisponible, <en ligne, https://www.flashappointments.com/client/lgn/launch.cfm?busId=12459, consulté le 6 juin 2016>.
[471] Entretien avec Alda et Kiara, *op.cit.*
[472] Voir l'évolution du taux de change du kwanza face au dollar en Annexe 9.

dans son ouvrage sur les migrations d'aventures en Afrique[473], où elle met l'accent sur une explication des migrations davantage centrée sur une économie morale reposant sur l'imaginaire des migrations plutôt que sur les logiques de coûts/avantages.

Toutefois, il est clair que si l'imaginaire est « excité » par le voyage à l'étranger, c'est bien parce qu'on espère y trouver mieux que chez soi. Cela renvoie aux difficultés économiques vécues ; il ne faut pas opposer ces facteurs (socio-économiques et subjectifs), ils se combinent comme cause et comme imaginaire. L'argument défendu dans la prochaine section est que la mobilité ne doit pas être analysée de façon isolée. Il faut prendre en compte les contextes juridiques et politiques qui encadrent cette activité.

II. (EN)JEUX POLITIQUES DU PASSAGE AUX DOUANES

Le désenchantement des commerçantes face aux divers désistements des hommes de leur entourage et à l'« abandon » de l'État les pousse à exprimer leurs résignations. Elles se révoltent, en vain, contre les injustices du régime d'importation. Elles essayent de le contourner par des subterfuges ou se résignent en disant ne pas comprendre les règles d'importation auxquelles elles sont soumises. C'est sur cette incompréhension et sur ce flou que je m'arrêterai quelques instants dans ce chapitre pour montrer que le brouillage des pistes entre ce qui est de l'ordre de l'explicite et l'implicite a certainement une signification politique. Les marges de manœuvre entre l'application sévère d'une législation et des petites pratiques quotidiennes de corruption sont parties prenantes de la routinisation de ce système politique.

[473] Sylvie BREDELOUP, *Migrations d'aventures. Terrains africains,* Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2014, 141 pages, « CTHS-Géographie », 11.

Cette section propose une discussion du lien entre informalité et contrôle politique par le biais d'une confrontation des discours entre les agents du corps coercitif et les commerçantes ambulantes. Les tensions entre les tentatives d'impositions d'une norme et les résistances à cette norme au moment du passage à la douane s'articulent de façon complexe. Les rapports de pouvoir qui se jouent à l'aéroport doivent être compris dans le cadre du projet de modernisation de l'État angolais. Celui-ci cherche, par des réformes législatives, à imposer un fonctionnement basé sur une légitimité légale et bureaucratique pour reprendre les termes de Max Weber. Face à cela, se trouve la résistance des agents directement concernés par cette législation qu'ils considèrent comme incohérente et injuste. Le décalage entre les discours permet de mettre en évidence les incohérences du régime d'importation angolais qui semble inadapté aux réalités locales et les faibles espaces de contestation de ce système. Dans le contexte économique angolais marqué par le chômage de masse et la généralisation de l´économie de la « débrouille », l'État angolais rêve d'une modernisation à l'anglaise[474] en imposant des réformes de ses institutions douanières.

Ces questions sont délicates en raison de la nature des discours analysés. En effet, il n'est pas certain que les commerçantes disent toutes la vérité sur leurs pratiques. Notamment lorsqu'il s´agit de parler des facilités de passage qu'elles obtiennent grâce à des « connaissances » familiales au sein de l'institution. Par ailleurs, les discours des douaniers sont formulés dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions. Leurs paroles se plient certainement au discours officiel ou, plus simplement, de « langue de bois ». L'objectif sera alors d'essayer de comprendre les rapports entre l'État et ses marges en dépassant les dichotomies entre informel, illégitime, marginal et parallèle pour montrer que tout s'emmêle. Il s'agira d'interpréter le plus justement possible les discours des femmes qui se

[474] Je fais référence à la modernisation douanière car l'agence de consultance qui a été en charge du projet de rénovation des douanes est une entreprise anglaise ; je développe cette question dans la suite du chapitre.

sentent « victimes » d'une législation qu'elles n'ont pas les moyens (financiers, sociaux, intellectuels) de comprendre ; sans pour autant tomber dans la victimisation. De fait, les commerçantes sont des stratèges intelligentes qui savent comment contourner les règles et attirer la pitié des douaniers.

Cependant, cela n'occulte pas les lourdeurs et les incohérences bureaucratiques qui sont une véritable entrave à leur entreprenariat. L'argument défendu dans ce chapitre est que le décalage entre les normes bureaucratiques du régime d´importation angolais et l'accès aux droits permettant d'importer légalement participe d'un système politique arbitraire qui privilégie encore la vieille nomenklatura angolaise et pénalise le reste de la population qui survit grâce à l'informel. On questionnera alors les marges de manœuvre des commerçantes face à cette modernisation administrative[475].

1. L'importation et les douanes comme objets politiques

Les analyses sur les douanes font l'objet d'une attention croissante en science politique et en anthropologie politique car elles sont une instance de pouvoir qui met les États en relation avec l'extérieur. Dans une enquête multi-située, les douanes sont une porte d'entrée pertinente pour mettre en exergue les contradictions d'un régime politique qui régule ses relations commerciales avec l'extérieur dans un va-et-vient ambigu entre protectionnisme et libéralisation de l'économie. Dans un régime clientéliste comme l'Angola[476], les douanes sont une institution à double face qui agit de façon arbitraire et asymétrique avec les acteurs nationaux impliqués dans le commerce international. Les tensions qui existent au moment du passage à la douane sont le reflet des tensions politiques qui existent dans la société angolaise contemporaine entre les différentes stratifications sociales et l'inégalité des rapports de force entre le secteur formel (public et privé) et les acteurs du secteur informel. Brenda Chalfin ne considère

[475] Je remercie sincèrement Chloé Buire pour les commentaires qu'elle a formulé sur ce chapitre qui m'ont permis de l'améliorer et de mieux articuler les arguments.
[476] Didier PECLARD, « Les chemins de la « reconversion autoritaire » en Angola » ? *Politique africaine*, n° 110, 15 novembre 2012, pp. 5-20.

pas la frontière comme un espace marginal, caractérisé par l'absence d'État ou la résistance à l'État, mais plutôt comme un espace mettant en relation les services centraux et les postes périphériques. Dans ce cadre, les douanes instaurent des politiques publiques parfois arbitraires, qui alternent entre le protectionnisme et le laisser-faire, et qui font le lien entre l'État et les organismes internationaux[477]. Plus directement, les douanes sont le rapport entre l'État et les acteurs individuels qui fabriquent au quotidien la globalisation par le bas, l'intégration dans le marché international et la connexion du local avec le global.

Béatrice Hibou analyse l'attitude de la douane comme un « jeu permanent et ambivalent entre protection et absence de protection en des formes très diverses »[478]. En effet, « les douanes sont un des sites par excellence de la libéralisation des échanges, de la diffusion de nouvelles normes, de la privatisation de certains services en particulier avec l'externalisation de fonctions de contrôle et d'évaluation au profit de multinationales »[479]. Les rapports de pouvoir entre les commerçantes à la valise et les douaniers de l'aéroport parlent également de la diffusion des normes et du protectionnisme. Les femmes rencontrées sur le marché Africampo à Luanda où elles distribuent leurs produits contrastent avec ceux des fonctionnaires des douanes[480].

Si on laisse quelques instants de côté la chronologie de l'enquête et que l'on imagine le parcours qu'effectue une commerçante angolaise qui revient de l'étranger (que ce soit du Brésil ou d'ailleurs) avec ses valises chargées de produits à l'aéroport de Luanda, on s'aperçoit que le moment du passage aux

---

[477] Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, « Autour d'un livre » sur l'ouvrage de Brenda Chalfin *Neoliberal Frontiers. An Ethnography of Sovereignty in West Africa*, *Politique africaine*, nº 123, novembre 2012 : 137-159, p.142.

[478] Béatrice HIBOU, *L'Afrique est-elle protectionniste ? : les chemins buissonniers de la libéralisation extérieure*, Paris, Karthala Editions, 1996, 334 p., p. 26.

[479] Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, « Autour d'un livre » … *op.cit.*

[480] Ce fut grâce au soutien institutionnel du *Centro de Estudo e Investigação Científica* (CEIC) de l'Université Catholique de Luanda qu'il fut possible d'obtenir une autorisation pour réaliser un entretien auprès de trois fonctionnaires du service des importations des douanes de l'aéroport de Luanda.

douanes est une étape qui concentre beaucoup de tensions. L'histoire suivante (rapportée par un douanier de l'aéroport de Luanda) illustre la contradiction entre la violence des émotions ressenties par les commerçantes au moment du paiement des amendes douanières et l'impassibilité dont doivent faire preuve des agents de la douane pour appliquer les directives :

> « Lors des premiers jours de travail à l'aéroport, alors que j 'étais dans le bureau, une dame a ouvert la porte et s'est jetée sur le sol. Elle était enceinte et elle se plaignait car elle était allée à l'étranger pour faire des achats pour ses enfants et ce n'était pas juste qu'elle ait à payer [les taxes de] cette marchandise. Elle s'est mise à pleurer en poussant des cris, elle a fait un scandale ! Moi je n'étais encore qu'un assistant [douanier], et par coïncidence, ce jour-là, le commandant de l'unité de contrôle de l'aéroport était là, lui aussi. On s'est occupé de la dame, on l'a relevée, on lui a offert de l'eau. Alors, quand elle s'est calmée, elle a nous expliqué la situation. Il s'en est fallu de peu pour m'émouvoir, peut-être étais-je déjà préparé parce que je savais déjà la mission qui m'attendait à l'aéroport, ce n'est pas facile. Alors peut-être que j'étais préparé, mon cœur n'était pas si ému. [Cet événement] fut la première situation pour laquelle nous n'avons pas été si durs avec cette dame, on a dû faire une exception. Au vu du nombre d'enfants qu'elle disait avoir, on lui a donné un traitement de faveur. Ça l'a fait arrêter de pleurer, elle nous a remerciés et même, parfois, elle nous appelle »[481].

Le passage des marchandises non déclarées par les douanes de l'aéroport de Luanda est une épreuve délicate et douloureuse pour les importatrices. Cette scène où une femme parvient à émouvoir les douaniers – pourtant préparés à ne rien ressentir – en s'infligeant une violence physique pour obtenir un traitement de faveur illustre l'impact émotionnel du paiement des amendes douanières. En ce sens, on peut penser que le moment du passage aux douanes concentre les tensions et les rapports de pouvoir entre l'État et les actrices du

[481] Entretien avec João da Silva Miguel, douanier du service du transit des passagers à l'aéroport de Luanda, réalisé le 15 juillet 2014 dans les locaux de l'Administração Geral Tributária, Luanda, Angola.

secteur informel. Les modalités d'importation du commerce informel en Angola sont donc un « fait politique massif »[482] puisque ces normes répondent à une idéologie politique qui a un impact sur l'ensemble de la société angolaise.

Lieu de l'exercice du pouvoir de l'État sur les commerçantes, l'aéroport est un espace éminemment politique. Il est l'espace de contrôle étatique par excellence, le lieu où l'Etat peut avoir la main mise sur le commerce informel et transnational, où il peut prélever l'impôt mais également conserver les inégalités et les privilèges. C'est la caractéristique même des frontières qui, pour Alain Tarrius, sont des espaces où les « protections frontalières maintiennent des biens convoités par tous, afin de mieux cristalliser les hiérarchies locales de la richesse et du pouvoir »[483]. Les revendications des commerçantes à l'égard des conditions d'importation qu'elles considèrent injustes peuvent alors être appréhendées comme des revendications politiques formulées indirectement à l'État angolais. En comparant les discours institutionnels (recueillis auprès de plusieurs fonctionnaires de la douane de l'aéroport de Luanda) avec les perceptions des commerçantes ambulantes, on constate combien les normes bureaucratiques sont vécues comme un châtiment par ces femmes. En « criminalisant » le commerce à la valise, l'État opère une véritable chasse aux sorcières[484]. Comme on le verra dans la suite du texte, l'idée que les commerçantes qui transitent par l'aéroport de Luanda avec des centaines de kilos donnent une « mauvaise image du pays » est un argument présenté par les douaniers pour justifier la pénalisation de cette activité.

---

[482] Béatrice HIBOU, *Anatomie politique de la domination…*, *op.cit.*, p. 32.

[483] Alain TARRIUS, Migrants internationaux et nouveaux réseaux criminels, Contrebandes des produits « passed by Dubaï » et extensions de la culture des pavots afghans. Généralisation italo-turque de blanchiment. Canet, Éditions Trabucaire, 2010, 160 p., p. 9.

[484] Je compare ici les commerçantes à des sorcières en référence à l'ouvrage de Silvia Federici qui analyse la façon dont l'histoire du capitalisme est intrinsèquement liée à celles des politiques de contrôle des savoirs et des corps des femmes. Elle interprète la persécution contre les sorcières comme une volonté de l'État de formaliser les savoirs ancestraux pour les réguler sous les normes de la médecine formelle. C'est en ce sens que je compare la volonté de l'État angolais de « formaliser » les savoir-circuler des *moambeiras* pour s'en accaparer les bénéfices. Voir Silvia FEDERICI, Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive, Paris, Entremonde, 2014, 460 p.

Poursuivant l'hypothèse entamée dans les chapitres précédents, je cherche à démontrer que les politiques publiques tournées vers le secteur informel alimentent la mauvaise réputation des femmes qui pratiquent le commerce à la valise et se reflètent sur l'identité féminine de ces dernières. Par ailleurs, j'argumente que la pesanteur croissante de la bureaucratie dans les modalités d'importation en Angola aggrave les conditions de travail des populations pauvres qui tentent de survivre dans un contexte où, comme le rappelle Ricardo Soares de Oliveira, l'« État lui-même n'est pas intéressé par la diversification de l'économie en dehors du pétrole, ni par la création d'emplois »[485].

En approfondissant le moment du passage aux douanes à l'aéroport, la suite du chapitre se focalise sur les barrières étatiques que les commerçantes doivent franchir pour parvenir à s'insérer dans cette activité et en retirer des bénéfices leur offrant une certaine autonomie. On se demandera ainsi quelles sont les stratégies alternatives développées par les importatrices transnationales, isolées face à la puissance publique, pour contourner des règles qui jouent en leur défaveur et qui pénalisent leurs négoces.

2. Ces bureaucrates en uniformes qui arrachent le cœur des femmes

Les aéroports par lesquels transitent les commerçantes à la valise sont des lieux où se concentre un ensemble de règles qui discriminent directement les femmes africaines qui voyagent. Les rapports de pouvoir entre les passagers et les bureaucrates en uniformes[486] qui font un usage légal de la violence s'observent de façon particulière dans les aéroports. Pour Brenda Chalfin, les aéroports sont

[485] Ricardo SOARES DE OLIVEIRA, *Magnífica e miserável: Angola desde…*, *op. cit.*, p. 64.
[486] Je reprends ici l'expression utilisée dans le texte de Giorgio BLUNDO & Joël GLASMAN « Introduction », in « Bureaucrats in Uniform », *Sociologus* Vol. 63, 2013, pp. 1-9. Pour les auteurs, l'expression "bureaucrates en uniforme" désigne l'ensemble du corps coercitif : « *bureaucrats in uniform, expression by which we like to designate the different administrative agents who have the task of enforcing the law through the legal use of violence, ranging from policemen to provincial and national guards, gendarmes, forest agents, customs officers, and so on* », p. 1.

l'expression de la souveraineté légale rationnelle ; ils sont le lieu de la formalité, de la régulation et de la conformité mais ce sont également des

> « espaces d'émotion et d'incarnation in extremis. Les aéroports du monde entier sont des espaces de distance physique et de rencontre physique, de perte affective et de retrouvaille émue, de fatigue et d'exubérance, et toujours, de force, manifestée par la taille de l'avion, les secousses du décollage et de l'atterrissage, la masse des bagages, des espaces confinés, la coordination, les portails, les bandes de sécurité, les inspections, les machines à rayon X, et les corps et les regards des policiers en civil et les agents en uniforme »[487].

Que ce soit dans les aéroports du Brésil, d'Angola ou d'autres destinations par lesquelles les commerçantes transitent, elles se confrontent au moment du départ ou de l'arrivée à un ensemble de procédures sécuritaires qui comportent une grande charge émotionnelle. On pense ici aux contrôles d'identité, à l'inspection de leurs marchandises aux douanes, aux délits de faciès, aux regards des agents de police et des douaniers sur ces femmes suspectées de transporter de la drogue, de faire de la contrebande ou d'importer des biens qui ne respectent pas le régime légal d'importation angolais. Ainsi, pour Michel Peraldi, « le commerce à la valise, autant qu'un savoir vendre ou acheter, est d'abord un savoir transporter et un savoir passer, justement lorsque le passage est difficile ou impossible »[488]. Comme on a pu le voir lors de l'enquête à São Paulo, au Brésil, les frontières poreuses entre les trafics illégaux et l'importation de produits licites brouillent les pistes. Les marchandises licites et illicites passent par les mêmes canaux et les politiques de lutte contre les trafics ou le terrorisme mettent tous les acteurs de la mobilité dans le même panier, surtout quand il s'agit de commerçants provenant d'Afrique. Les interactions des commerçantes avec les agents coercitifs sont donc caractérisées par de faibles niveaux de confiance et une absence quasi totale de légitimité.

---

[487] Brenda CHALFIN, *Neoliberal Frontiers, An Ethnography of Sovereignty in West Africa*, Chicago, The University of Chicago Press, 2010, pp.297, p. 193.
[488] Michel PERALDI, « Aventuriers du nouveau capitalisme... », *op. cit.,* p. 75.

Les frontières physiques se matérialisent par les couloirs de l'aéroport, les postes de contrôle, les tapis roulants sur lesquels passent les valises contenant les marchandises importées de l'étranger. Concept épineux en géographie, en relations internationales et en science politique, les frontières font l'objet de débats controversés[489]. Comme instrument de contrôle et de domination, elles canalisent les rapports de force[490]. Penser les frontières dans leur fonctionnement pratique invite donc à concevoir la globalisation dans toutes ses contradictions en montrant la persistance, voire l'alourdissement des procédures bureaucratiques de contrôle et de limitation des mobilités. Ces dispositifs sécuritaires sont l'expression directe de la présence et de la souveraineté de l'État[491] qui exprime sa toute puissance dans ces zones de domination. Michel Foucault[492] a montré que les mécanismes de surveillance des individus sont un instrument puissant de pouvoir et que l'exercice de la violence et de la coercition s'immisce à l'intérieur des esprits et des corps.

Pour les commerçantes angolaises, l'aéroport est la frontière entre l'espoir d'une ascension économique et sociale grâce au commerce transnational et le pouvoir exercé par l'État. Il est vécu comme une « punition », une « sanction » qui rappelle aux commerçantes le caractère illégitime de leur commerce. La violence physique de ces contrôles se vérifie ici dans les propos Kieza, une commerçante de quarante ans qui travaille sur le marché Africampo de Luanda :

> « C'est très stressant [les douanes], tu ressens une grande douleur. On n'abandonne pas mais c'est vraiment parce que c'est de là qu'on tire nos subsistances pour nos enfants. Quand tu arrives là-bas [à l'aéroport], tu as si peur que tu as l'impression qu'ils vont t'arracher le cœur. Ce qui me fait ne pas voyager des fois, c'est quand je m'imagine juste dans cet endroit. Aïe, aïe, c'est

[489] Michel FOUCHER, « Frontières à retracer: un point de vue de géopoliticien », dans *Frontières et limites*, acte de séminaire, Paris : Centre Georges Pompidou, 1991, p. 69.
[490] Fabien GUILLOT, *Les asymétries frontalières*, thèse soutenue à l'université de Caen Basse-Normandie, 2009, 497 p., en ligne sur <http://www.geographie-sociale.org/frontiere-recherche.htm>, consulté le 25 juin 2016.
[491] Brenda CHALFIN, *Neoliberal Frontiers…, op. cit.*
[492] Michel FOUCAULT, *Surveiller et punir…, op. cit.*

> stressant quand tu arrives là-bas, la marchandise est déjà là, elle a été ramenée d'Afrique du Sud, la marchandise passe par les rayons X, on paye, ils pèsent, nous payons le prix des marchandises. Nous arrivons là-bas, nous devons ouvrir les valises, compter les pièces, là nous passons sous le rayon X, les valises sont déjà lourdes parce qu'elles contiennent 32 kilos, il faut les prendre, les compter pièces par pièces même si tu lèves 15 ou 20 valises, ils vont les ouvrir pièce par pièce. Mon dieu, des fois ils nous demandent 20 000 kwanzas [170 euros], des fois 40 000 ou 50 000 kwanzas [340, 425 euros], pratiquement tout notre argent passe là-dedans »[493].

Face à la multiplication de ces barrières, les commerçantes ambulantes développent un ensemble de stratégies qui rendent ces frontières plus ou moins perméables. Par exemple, elles contournent les barrières tarifaires à Luanda en passant par Kinshasa ; elles obtiennent des facilités de passage à la douane grâce à un membre de la famille qui travaille à l'aéroport ; quand les procédures de visas sont paralysées elles font usage de leurs réseaux d'amis pour rapporter leurs marchandises. Mais les solutions pour échapper aux amendes douanières ne sont pas toujours efficaces, certaines commerçantes finissent même par abandonner le commerce à la valise car elles ne supportent pas les angoisses qu'il occasionne et ne parviennent pas à retirer des bénéfices de leurs voyages une fois l'amende payée. En effet, l'aéroport, cet espace si familier pour les commerçantes ambulantes, est un lieu qui cristallise les frustrations de celles-ci. C'est au moment du passage de la marchandise aux douanes de l'aéroport que leurs activités économiques sont stoppées, contrôlées et que leurs marchandises sont confisquées si elles ne payent pas très rapidement.

Toutes les commerçantes parlent du passage à la douane comme d'un moment particulièrement angoissant. Ambela disait ressentir « des douleurs à la tête »[494] lorsqu'elle apprenait les montants des amendes :

---

[493] Entretien avec Kieza réalisé le 12 juillet 2014 sur le marché Africampo à Luanda, Angola.
[494] Entretien avec Ambela et Fabiosa, réalisé le 3 juin 2013, à São Paulo, Brésil.

> « C'est surtout au moment de payer la marchandise à cause de la douane [à l'aéroport de Luanda]. J'en ai mal à la tête ! C'est à cause des tarifs. [Les prix] varient, il n'y a pas deux jours où ils sont identiques. Les tarifs ne sont pas indiqués. Il n'y a pas de prix fixe, ni un prix unique. Si aujourd'hui je sors du Brésil pour aller en Angola, je peux payer [pour] une valise par exemple de 32 kilos, je peux payer 20 000 [kwanzas], et une autre personne qui vient derrière moi elle peut faire passer une valise aussi bien à 17 000 qu'à 25 000 kwanzas. Ça dépend du type de marchandise que tu transportes, le tarif des vêtements est établi en fonction de la valeur de l'achat que tu as fait »[495].

Les opérations de contrôle provoquent chez les commerçantes des réactions vives mais la révolte est souvent contenue, elle n'est pas exprimée, ces dernières se sentent impuissantes face à l'institution douanière. Alda fait état de plusieurs tentatives de contestation des commerçantes contre le régime d'importation qui les pénalise, en vain :

> « Quand tu arrives [à la douane], tu t'assoies et tu attends. Tu vois que tu as déjà des notes de paiement, ton cœur commence à battre, quand tu vois [les montants] des notes de paiement ton cœur ne se sent pas à l'aise. Et si la note est très élevée alors c'est autre chose, tu sais déjà que tu vas rien gagner ! C'est vraiment comme ça ! Quand elle sort moins chère alors là tu arrives à gagner quelque chose. On a déjà essayé [de protester] mais eux [les douaniers] aussi ils ont réussi à se défendre à leur façon, parce que nous aussi on a fait du bruit, la radio est même venue et tout mais ils n'ont rien voulu savoir »[496].

En quelque sorte, les valises que transportent les femmes sont comme leur ventre, elles sont le fruit de leurs efforts, de leurs pénibles voyages, de leur travail. Pour elles, ces valises représentent les bénéfices qui leur permettront de subvenir aux besoins de leurs enfants. Beaucoup de commerçantes du marché sont des femmes célibataires, elles assurent seules les revenus de leurs foyers. Ainsi, quand les commerçantes disent que les douaniers ouvrent leurs valises en

---

[495] *Idem*.
[496] Entretien avec Alda, *op.cit.*

comptant pièce par pièce, elles donnent l'impression d'être éventrées. La douleur physique ressentie lors du passage des marchandises à la douane concourt avec l'idée qu'il existe une symbiose entre les corps des commerçantes et les valises qu'elles transportent. Cela se confirme dans l'affirmation de Kieza dont le corps, tout comme la marchandise, passe sous les rayons X : « nous passons sous le rayon X »[497]. Les corps des importatrices et les marchandises sont inspectés, suspectés et évalués avec une violence qui attaque le cœur (« tu as l'impression qu'ils vont t'arracher le cœur » dit Kieza[498]), la tête (« j'en ai mal à la tête ! » se plaint Ambela[499]). Par extension, l'image de ces valises qui sont ouvertes par les représentants de l'État alors qu'elles peuvent contenir des objets personnels évoque l'idée d'une violation de l'intimité féminine. Les relations de pouvoir qui s'instaurent entre les femmes commerçantes et les hommes douaniers sont décrites comme un moment physiquement douloureux comme s'il s'agissait d'un viol ou d'un vol. Sous le prisme d'une analyse intersectionnelle, on pourrait voir dans le passage à la douane l'expression de la maternité : les valises sont les ventres des mères de famille qui se sacrifient pour faire vivre leurs enfants et les douaniers sont cette autorité masculine qui empêche, violente, fait payer cher le prix de ces valises qui sont comme des enfants illégitimes…

Ce sentiment d'illégitimité permanent conditionne alors un rapport particulier au politique puisque la place occupée par ces femmes dans la société influence leur rapport à l'autorité.

3. Le rapport aux douanes comme rapport au politique

Les discours virulents des commerçantes dénoncent, en creux, le mépris du gouvernement angolais à l'égard de leurs activités de colportage. L'État est perçu comme un voyou, un voleur qui accapare les revenus de leur commerce

[497] Entretien avec Kieza, *op. cit.*
[498] *Idem.*
[499] Entretien avec Ambela, *op. cit.*

comme en témoigne Nishima qui travaille comme importatrice sur le marché Africampo :

> « Je ne sais pas expliquer pourquoi les prix sont si élevés, sérieusement ! Je sais vraiment pas expliquer. Après tu arrives là-bas [à l'aéroport] ils t'ordonnent de tout ouvrir pour voir ce que tu as, ils te prennent des choses que tu as rapporté de l'étranger parce que, soi-disant, ça tu n'as pas le droit de l'emporter parce qu'il y a des kilos en trop… Ils te prennent tes choses, ça reste avec eux, ils les rendent pas! Le gouvernement devrait mettre des personnes plus sérieuses à ces postes de travail parce que les gens du peuple ils luttent pour voir s'ils arrivent à survivre. Tu arrives à l'aéroport et ils te confisquent tes affaires, qui est-ce qui se sentirait bien [à ma place] ? C'est pour cela qu'il y a beaucoup de voleurs ! Toi tu essayes de faire des efforts et eux ils te prennent ce que tu vas chercher ! Ils m'ont déjà pris des choses à moi ! »[500].

Face à cette violence d'État les commerçantes se révoltent, elles crient, elles pleurent mais elles sont finalement impuissantes face à l'autorité douanière comme l'explique Kieza :

> « Nous ne savons pas [pourquoi le prix est si élevé]! Parce que des fois nous y allons pour faire du bruit pour qu'ils viennent enfin nous expliquer le pourquoi de ce prix car des fois dans les valises ce ne sont pas des vêtements de grande valeur, ils disent que ce vêtement là il est à la valeur de tant de dollars, '*ça vous allez le vendre je ne sais pas combien*'! Alors tu cries, tu cries mais au final tu devras quand même payer ce prix-là!! Je pense que c'est eux qui décident, nous on crie, on crie mais quand arrive le moment de devoir payer nous devons payer. Aucun moyen [de négocier], c'est stipulé, c'est stipulé. Nous aimerions le savoir où va notre argent ? Parce qu'on se demande des fois, nous aussi nous nous sacrifions pour notre survie et notre argent reste là-bas. Finalement on travaille plus pour eux que pour nous. Maintenant je ne sais pas si c'est pour les hommes de l'État, si c'est pour le gouvernement, si c'est pour les douaniers... Parce que pratiquement tout notre

[500] Entretien avec Nishima réalisé par mon assistant de recherche, Guilherme Elias Cussecala, le 9 juillet 2014 sur le marché Africampo, quartier Kikolo, Luanda, Angola.

bénéfice il reste là-bas à la douane, et nous, quand nous arrivons ici on doit se plier en quatre pour voir si l'argent que nous avons investi il nous rapporte quoi que ce soit »[501].

Le sentiment d'impuissance des commerçantes est provoqué par un rapport de forces inégal : leurs cris sont sourds aux oreilles des hommes de l'État habillés en douaniers. Face à eux, les commerçantes sont en dépossession de leurs marchandises et d'elles-mêmes, elles se sentent victimes d'injustices et souhaiteraient qu'il y ait plus de transparence dans les procédures de contrôle qui de surcroît peuvent être très longues :

> « Ce qui serait vraiment bien c'est qu'ils fassent une commission qui observe au jour le jour parce que nous nous demandons vraiment pourquoi il n'y a pas de contrôle! Que quelqu'un reste là-bas pour inspecter, pour comprendre finalement pourquoi, quand nous sommes là-bas, nous y allons le matin, nous y allons très tôt pour mettre notre nom sur la liste mais jusqu'à 17h on n'a toujours pas été reçues. C'est vrai, c'est stressant, il y a des moments où on pleure et ça nous stresse beaucoup, là-bas aux douanes »[502].

Kieza déplore ici l'absence d'une instance publique capable de protéger les commerçantes et de faire respecter une législation douanière transparente. En effet, comme le soulignent Marielle Debos et Joël Glasman[503], les checkpoints, les péages et les barrières sont des lieux où s'exercent la petite corruption et les grands trafics : les « arrêts imposés sont anticipés et redoutés, y compris par les voyageurs en règles. Les commerçants et les migrants doivent en effet négocier avec les "mange mille" (comprenez : mange des billets de mille FCFA) »[504].

Dans de nombreux contextes frontaliers, les activités illégales deviennent licites et servent de redistribution économique. Les auteurs soulignent que l'économie

---

[501] Entretien avec Kieza*, op.cit.*
[502] *Idem*.
[503] Marielle DEBOS & Joël GLASMAN dans « Politique des corps habillés. État, pouvoir et métiers de l'ordre en Afrique », *Politique Africaine*, avril 2012, N°128, pp. 5-23.
[504] *Idem*, p. 16.

des péages et des postes de frontières est marquée par de fortes inégalités car l'État ferme souvent les yeux sur les « petits arrangements » orchestrés par les douaniers eux-mêmes. Le contrôle des marchandises à l'aéroport de Luanda, le paiement des amendes et toutes les mesures coercitives peuvent être interprétées, à l'échelle microsociale, comme les manifestations de la brutalité du pouvoir de l'État angolais. La situation est similaire au port de Luanda. Si certaines commerçantes renoncent à l'importation par valises pour éviter de se faire « étriper » à l'aéroport, les difficultés persistent dans le cas de l'importation par conteneur où les commerçantes payent de lourdes amendes comme l'affirme Lunji, une commerçante du marché Africampo qui importe des vêtements de Chine par conteneur :

> « Les difficultés c'est la douane! C'est un sérieux problème! Tout ce que je sais c'est qu'on prend de là-bas [en Chine] et on ferme le conteneur! Et puis là on ramène un document, ce document tu le rends au transitaire. C'est un document qui décrit tout ce qu'il y a à l'intérieur du conteneur. Mais maintenant, ce qu'ils font là-dedans, genre ce qu'ils voient, ce qu'ils font, on ne sait rien. On sait juste que c'est beaucoup d'argent qu'on paye! Les prix sont déjà un sérieux problème! »[505].

En fin de compte, il existe un flou permanent sur les pratiques et les règles à suivre. D'un point de vue extérieur, le discours des commerçantes peut paraître lui-même confus et l'on peut certainement penser qu'elles alimentent la confusion pour trouver des stratégies de passage aux douanes. Quoi qu'il en soit, de leur point de vue, le régime d'importation angolais est arbitraire et injuste. Il semble se résumer à une vraie loterie : un coup tu gagnes, un coup tu perds.

4. Le passage à la douane est une loterie

L'absence de prévisibilité sur les montants des amendes à payer à l'arrivée en Angola nuit aux prévisions pour leur commerce : les importatrices sont dans

[505] Entretien avec Lunji, réalisé le 8 juillet 2014, Marché Africampo, quartier Kikolo, Luanda, Angola.

l'incapacité de prévoir les bénéfices qu'elles pourront réaliser pour chaque voyage. Le passage par les douanes est vécu comme une sorte de loterie où les commerçantes peuvent perdre une grande partie ou la totalité de leurs bénéfices. Pour Carlos Lopes, spécialiste du commerce informel et transfrontalier en Angola, l'aspect aléatoire des montants des amendes douanières est révélateur d'un accord implicite entre les commerçantes et les douaniers. Sans parler de « corruption », il considère que la tolérance des douaniers envers les pratiques des commerçantes ambulantes est rendue possible par ces petits arrangements[506]. Pourtant, on verra *infra* que les commerçantes affirment que les réformes récentes des douanes angolaises ont sapé ces marges de manœuvres. Ainsi, ces pratiques de subornation faisaient partie du fonctionnement même de ce commerce. C'est ce qu'affirment Giorgio Blundo et Jean-Pierre Olivier de Sardan[507] qui analysent la corruption comme faisant partie intégrante du fonctionnement et de la routine des sociétés africaines et non comme une déviance. Toutefois, on peut penser que ces pratiques, partie des règles du jeu, représentent une « déviance » par rapport aux normes prédéfinies par l'institution douanière. La pluralité des discours sur la corruption qui oscillent entre la condamnation et la tolérance montre la complexité d'un phénomène qui s'inscrit à la marge des normes et de la régulation.

Dans un entretien réalisé à São Paulo un an avant que je la retrouve à Luanda, Alda affirmait qu'au service des douanes de l'aéroport de Luanda il n'y a pas de moyens de négocier, sinon le fonctionnaire des douanes « il va t'expliquer comment ton commerce marche! »[508]. L'écart entre les pratiques et les normes est perceptible dans cette affirmation : les commerçantes pratiquent un type d'importation dont les douaniers « connaissent » les rouages mais préfèrent

[506] Entretien avec Carlos LOPES, économiste spécialiste du commerce informel en Angola, réalisé par skype le 8 juin 2016.
[507] Giorgio BLUNDO & Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, « Sémiologie populaire de la corruption », *Politique africaine*, n° 83, novembre 2012, pp. 98-114.
[508] Entretien avec Alda et Kiara, *op. cit.*

fermer les yeux. On peut penser que ce laissez-passer est un accord tactique qui est passé entre les importatrices et les agents de l'ordre. Cet accord pourrait se résumer par l'adage suivant : *si tu essayes de contester l'accord implicite alors je t'expliquerai les règles de notre jeu*. Cela rejoint les analyses de Giorgio Blundo et Joël Glasman qui parlent des dissonances entre les normes et les pratiques dans de nombreux États africains qui se caractérisent par le « fossé » entre « normes, règles, normes juridiques d'un côté, et pratiques, travail quotidien et agencéité[509] de l'autre »[510].

Le fossé entre les normes bureaucratiques et les pratiques du secteur informel donne un aperçu des contradictions du système politique angolais. Il donne par ailleurs à voir les injustices d'un système de domination qui condamne les tentatives de survie d'une majorité de la population presque totalement exclue de l'économie formelle ou de toutes formes de protection sociale. Nzinga, commerçante angolaise de quarante ans du marché Africampo qui importe ses marchandises par conteneur, explique que les difficultés de la profession de *moambeira* résident principalement dans la bureaucratie des procédures qui découragent les commerçantes de faire des démarches pour contester les montants des amendes douanières :

> « La difficulté qui existe dans le fait d'être *moambeira*, selon moi, [est que] parfois on a des problèmes au port, si le conteneur devait arriver aujourd'hui, finalement il arrive demain ! Ça peut te prendre des jours si la marchandise est entre les mains de nos chefs là-bas aux douanes ! Moi par exemple je suis arrivée dimanche, j'ai déclaré ma marchandise et je suis allée au guichet. Lundi je suis allée retirer ma marchandise et j'ai dû revenir le mardi. J'ai été obligée de négocier mes prix qui étaient trop élevés. Ils [les douaniers] me disaient qu'il fallait écrire une lettre, c'est quelque chose qui prend beaucoup de temps. Pour

[509] Le terme « agencéité » est une traduction du terme anglais *agency* que l´on préférera définir comme la « capacité d´action » des individus face à une autorité, quelle que soit la nature de cette autorité.
[510] Giorgio BLUNDO & Joël GLASMAN « Introduction Bureaucrats in Uniform… *op. cit.,* p. 4.

ne pas rester deux semaines sans rien faire j'ai préféré payer et continuer ma vie pour travailler. Parce que deux semaines assise [à ne rien faire] c'est du temps perdu. Je me suis plainte, ils m'ont donné un papier "*ma chère madame écrivez parce que c'est comme ça*", pour ne pas perdre mes journées j'ai préféré payer et revenir sur le marché. Les douanes travaillent légalement. Nous arrivons aux douanes avec nos marchandises, on essaye de déclarer. Quand c'est pour les affaires on dit vraiment que cette partie c'est pour les affaires, cette partie c'est pour un usage personnel. Quand c'est pour un usage personnel et que tu déclares, ils laissent passer sans aucun problème. Quand c'est pour le commerce, tu le déclares, donc tu payes des droits de douane. Je ne pense pas que le gouvernement nous aide non ! Le gouvernement est en train de nous enlever beaucoup de choses»[511].

Les démarches bureaucratiques pour pouvoir contester les tarifs de douane sont de véritables barrières qui paralysent les commerçantes et renforcent le sentiment d'illégitimité de la pratique commerciale. Pour Béatrice Hibou, l'ambiguïté de la gestion des importations doit être interprétée comme un fait social total participant de la construction du pouvoir et du maintien de la domination dans les régimes autoritaires : « faite d'un subtil mélange de protectionnisme féroce et d'absence totale de protection, [l'importation] n'est pas anecdotique ; elle constitue au contraire un dispositif fondamental de l'exercice du pouvoir et de la domination en Afrique » [512]. L'auteure souligne les enjeux politiques des régimes d'importation dans la formation des États car ils sont au cœur de l'accès aux ressources extérieures : « étant donné la faiblesse du tissu productif national et l'importance des relations économiques avec l'extérieur, les échanges internationaux constituent l'une des ressources fondamentales des États africains » [513]. Elle décrit comment l'accès à ces réseaux de commerce, aux facilités de passage, aux possibilités d'entreprendre et de circuler est conditionné par les ressources politiques et sociales :

[511] Entretien avec Nzinga réalisé le 10 juillet 2014, marché Africampo, quartier Kikolo, Province de Luanda, Angola.
[512] Béatrice HIBOU, *Anatomie politique…*, *op. cit.*, p. 32.
[513] *Idem*.

« Les importations participent de la construction du pouvoir en offrant aux élites africaines des opportunités d'accroître leur prestige et en alimentant le système d'obligations à la base de l'ordre politique et social. Au travers de la gestion de l'accès aux filières d'importation, les dirigeants jouent sur les dépendances, contribuent à promouvoir des entrepreneurs et à en condamner d'autres, participent à des ascensions fulgurantes et à des chutes qui ne sont pas moins brutales, bref, contrôlent en partie le monde des affaires »[514].

De cette façon, le régime de douane auquel les commerçantes se confrontent façonne leurs opinions politiques sur le régime angolais. Comme Ginga, quarante-et-un ans, qui travaille sur le marché Africampo, elles dénoncent le mépris du gouvernement envers celles et ceux qui essayent de survivre dans un contexte social de pénurie et de chômage :

« Le gouvernement pourrait nous aider en aidant les personnes, les douanes ne seraient pas comme ça ! Une chose qui est vraie c'est que le gouvernement n'a pas pitié du peuple ! Le gouvernement n'a pas d'amour pour le peuple ! Il n'a pas envie de voir le peuple travailler dans de bonnes conditions. Même l'avion qui nous ramène [à Luanda] ne fait pas payer si cher que la douane, je parle d'Ethiopian [la compagnie *Ethiopian Airlines*]. Pourquoi nous sommes obligées de payer une valise 42 000 kwanzas ? Si le terrain [la marchandise] est à nous ? J'ai déjà voyagé de la Thaïlande vers le Congo Kinshasa et j'ai payé une valise de 32 kilos 35 dollars. Pourquoi est-ce que nous, ici, nous devons payer 22 000 ou 30 000 kwanzas ? On paye que la douane ! Avec l'avion qui nous transporte on paye les valises de 32 kilos 200 dollars. Pourquoi on doit payer le double parfois ? C'est compliqué ! Ici [sur le marché] il y a tellement de gens orphelins de mère et orphelins de père, des fils sans mère, des fils sans père ! La guerre a nui à tellement de gens qui vendent ici sur le marché, mais s'ils ne viennent pas sur le marché ils ne mangent pas et les enfants ne vont pas à l'école ! Et ce gouvernement on dirait qu'il s'en fiche ! Il n'aide pas les personnes ! Le gouvernement pourrait nous aider en diminuant les

[514] *Idem*.

coûts de la douane, parce que nous nous sacrifions tellement pour sortir du pays pour aller vers un autre pays »[515].

Ginga analyse également la situation économique et sociale de l'Angola en termes d'inégalité raciale :

> « Et en plus nos frères n'ont pas un emploi fixe et s'ils en ont un, ils travaillent avec un blanc, le blanc gagne plus que lui alors que le travail est identique. Le salaire que gagnent nos frères, sans parler du mari parce que j'ai pas de mari, ils ne gagnent pratiquement rien, imagine, tu crois que 25 000 kwanzas ça suffit pour payer l'école d'un enfant ? L'école, le transport, ça suffit ? Alors le gouvernement devrait voir la situation de ces personnes ! »[516].

Les doléances des commerçantes sont en résonnance avec les analyses de Michel Peraldi dans le cas du *trabendo* (commerce à la valise algérien) qui observe la façon dont l'État « privatisé » (c'est-à-dire l'État clientéliste) confisque les revenus de celles et ceux qui subviennent à leurs besoins grâce à une forme non légitime de commerce :

> « C'est donc l'État, mais un État privatisé accaparé par les bandes et les réseaux, qui confisque le *trabendo*, ses filières commerciales, ses compétences et savoir-faire, ses opportunités et son inventivité, s'invitant en "visiteur du soir" pour en tirer des restes et en confisquer les bénéfices, doublement : en privant les acteurs concrets de l'échange du capital potentiel accumulé, et la société civile de sa possible redistribution diffuse, fragilisant aussi les "profits" symboliques acquis par les trabendistes par d'intenses et constantes campagnes de dénigrement entretenant la logique de soupçon qui pèse sur les activités depuis leur émergence »[517].

Cette logique du soupçon qui pèse sur les commerçantes à la valise alimente la « peur », empêche toute initiative de contestation et renforce la domination

[515] Entretien avec Ginga, réalisé par Guilherme Elias Cussecala, le 8 juillet 2010 sur le marché Africampo quartier Kikolo, Luanda, Angola.
[516] Entretien avec Ginga..., *idem*.
[517] Michel PERALDI, « Aventuriers du nouveau capitalisme... », *op.cit.*, p. 91.

politique de l'État angolais. Pour les commerçantes, les agents de la douane sont l'incarnation de cette menace. C'est également ce que décrit Béatrice Hibou dans son analyse de la domination politique dans la Tunisie de Ben Ali :

> « Les policiers, douaniers et militaires qui forment ces barrages participent d'un environnement qui diffuse une peur continue des contrôles et de la répression d'activités illégales inégalement et aléatoirement tolérées. Malgré ce danger, les gens "tentent leur chance", "risquent le coup", et "jouent" massivement avec l'illégalité en tentant de corrompre et de persuader de leur bonne foi les agents d'autorité »[518].

Béatrice Hibou montre de quelles façons les commerçants, pour maîtriser le coût de ce jeu, développent un ensemble de savoir-faire qui visent à minimiser les risques et contrôler les aléas en trouvant des personnes ressources qui pourront faciliter le passage :

> « Passer à certaines heures, attendre l'arrivée du douanier connu, éviter de travailler avec certains acteurs ou des partenaires inconnus, trouver des protections, avoir sa carte du parti unique, bénéficier d'un laissez-passer du parti ou prendre le convoi de quelqu'un qui en possède, et sécuriser les passages : prévoir des rémunérations connexes pour les divers représentants du pouvoir central »[519].

En Angola, ces facilités de passage dans les institutions publiques sont appelées « fazer corredor » (ouvrir un couloir), c'est-à-dire avoir une personne qui ouvre l'accès, qui laisse passer et facilite les procédures administratives. Aissatu, trente-trois ans, commerçante sur le marché Africampo, bénéficie de facilités de passage grâce à un membre de la famille qui travaille à l'aéroport :

> « Maintenant si tu as un cousin les choses se passent différemment, il suffit d'appeler le cousin *écoute, je suis en chemin*…, il y a des fois où tu passes normalement et les choses ne passent même pas par la douane. Tu passes

[518] Béatrice HIBOU, *Anatomie politique* …, *op. cit.*, p. 102.
[519] *Idem*.

directement sur le tapis [roulant], il [le cousin] te fait le « couloir », tu sais. Maintenant si tu ramènes beaucoup de valises, tu vas directement là-bas [au service des douanes] et il [le cousin] parle directement à ses collègues et la facture sort à un prix plus bas. Ça fonctionne seulement si tu as quelqu'un que tu connais qui puisse te faire ce couloir »[520].

La possibilité d'obtenir des « couloirs » est donc une garantie de la réussite dans le commerce. De nombreuses commerçantes que j'ai rencontrées ont en effet des membres de leurs familles liés au transport aérien et aux services de douane. C'est le cas d'Alda dont la cousine travaille à l'Agence TAAG ; de Ambela dont le mari est fonctionnaire au service des migrations à l'aéroport de Luanda ; et de Fabiosa dont le mari est agent de douane. Si les commerçantes restent très discrètes sur les facilités de passage qu'elles obtiennent par ces réseaux, on peut aisément penser qu'il existe des liens entre la profession de l'entourage et l'activité des commerçantes. Celles qui ne bénéficient pas de « facilités de passage » pour obtenir des billets d'avion moins chers, des laissez-passer au service de migration pour obtenir des visas ou des réductions de taxes douanières au moment du contrôle des valises à l'aéroport de Luanda, font faillite ou doivent contourner les règles du jeu de façon alternative. Par exemple, Binte, commerçante angolaise rencontrée à São Paulo, fait passer sa marchandise par l'aéroport de Kinshasa ; Mayra choisit de rester à São Paulo pendant une période plus longue pour diminuer le coût du transport et des taxes à l'aéroport.

Toutefois, ces petits arrangements qui étaient jusqu'alors un moyen de contourner les rigidités douanières sont compromis par une série de mesures publiques récentes en Angola visant à la « formalisation » des règles d'importation et à la lutte contre la corruption au sein du corps coercitif. Cela rejoint les propos de Binte qui observe les changements dans les pratiques de la

[520] Entretien avec Aissatu, réalisé le 10 juillet 2014, marché Africampo, Luanda, Angola.

petite corruption qui permettait auparavant de contourner la rigidité des règles douanières :

> « Auparavant à Luanda, y'avait un peu la corruption, tu peux amener vingt-cinq valises, tu pouvais corrompre les gens là, tu pouvais… Dix valises ça passe seulement comme ça mais maintenant quand vous arrivez au tapis roulant là si tu as les valises, tu peux juste passer avec les choses personnelles, le reste ça doit aller directement au *terminal de carga* [terminal de fret], demain tu passes là-bas on pèse le kilo, on vérifie après quand on fixe le prix, c'est étonnant »[521].

Les anciennes routines de passages sont alors perturbées et deviennent des barrières à la mobilité, ce que Béatrice Hibou résume dans la formule suivante :

> « On préfère souvent un système établi de domination dont on maîtrise les usages et connaît plus ou moins les façons d'en réduire les effets négatifs à un système nouveau, prétendument moins inégalitaire ou plus ouvert mais dont on ne contrôle ni les rouages ni les nouvelles règles »[522].

L'ancien système de domination qui facilitait les passages est à présent remplacé par un nouveau système caractérisé par la prééminence bureaucratique et la modernisation des douanes en Angola.

5. Les enjeux politico-économiques de la modernisation des douanes

Dans cette partie, j'émets l'hypothèse que les commerçantes, ne parvenant pas à s'insérer dans un cadre légal en raison des incohérences du régime d'importation, agissent dans les « marges ». Ces stratégies de passage peuvent être expliquées en raison des difficultés d'accès à un statut légal leur permettant

[521] Entretien avec Binte, réalisé le 4 juin 2013, São Paulo, Brésil. Cette commerçante parlait en français lors de l'entretien, il ne s'agit pas d'une traduction.
[522] Béatrice HIBOU, *Anatomie politique*..., *op. cit.*, p. 33.

de « respecter » les démarches administratives pour devenir importatrices « légales », ce qui les poussent donc à contourner la loi. J'expliquerai à présent dans quelle mesure la modernisation des douanes a renforcé cette situation d'illégitimité.

Selon les procédures légales d'importation (mises à jour en 2013) en Angola, chaque personne qui importe ou exporte de la marchandise doit obligatoirement effectuer une demande d'inscription au *Registro de Exportadores e de Importadores* (REI) (Registre des Exportateurs et Importateurs) auprès du ministère du Commerce en fournissant la preuve de l'existence de l'entreprise, le permis d'exploitation commerciale d'État, la déclaration des bénéfices au fisc de l'activité commerciale, un numéro d'identification fiscale, une carte d'identité, et une preuve de la capacité à émettre des opérations de change via une banque nationale[523]. Il faut noter que, dans le contexte angolais (et pas uniquement), l'obtention de ces documents administratifs est souvent très difficile en raison des lourdeurs et des défaillances dans le fonctionnement de l'administration publique. Ces documents donnent ensuite accès au *Sistema Integrado de Comércio Externo* (SICOEX) (Système Intégré de Commerce Extérieur) qui ouvre des droits aux importateurs et exportateurs. Seules sont dispensées de l'inscription au REI les missions religieuses et diplomatiques accréditées auprès de l'État angolais, les organisations politiques[524] et syndicales, les organisations sans but lucratif, les personnes dont la marchandise est destinée à un usage personnel ou familial, les institutions culturelles et d'utilité publique, les personnes qui transportent sans but lucratif des marchandises (échantillons et livres scolaires par exemple)[525]. Face aux impossibilités d'accès aux statuts légaux, les *moambeiras* essayent alors de faire passer les vêtements

[523] « Importação, exportação e reexportação », 2014, Guia das importações Angola, p. 9. <en ligne, http://www.plmj.com/xms/files/noticias_imprensa/2014/Marco_2014/Guia_Imp_Angola_14_LR.pdf>, consulté le 25 juin 2016.
[524] On peut penser que la nomenklatura peut donc importer des voitures de luxe, via le MPLA, sans payer la douane.
[525] *Idem*.

qu'elles importent de l'étranger comme de la marchandise « destinée à un usage personnel ou familial ».

Les démarches administratives nécessaires à l'obtention d'une autorisation d'importateur en Angola pénalisent directement le secteur informel. En effet, les commerçants et importateurs informels, comme celles qui pratiquent le commerce à la valise, ne possèdent pas de permis d'exploitation commerciale (*alvará* en portugais). L'impossibilité d'accès aux documents administratifs les place dans un régime d'importation pénalisant et discriminant. On comprend alors, à demi-mots, que la violence ressentie par les commerçantes lors de leurs passages aux douanes et le caractère illégitime de leurs pratiques d'importation trouvent leurs racines dans les incohérences entre la législation douanière qui ne s'adapte pas aux réalités de l'économie angolaise composée, selon Carlos Lopes à environ 70% de travailleurs informels[526].

Le Programme d'expansion et de modernisation des Douanes d'Angola (*Programa de Expansão e Modernização das Alfândegas de Angola* – PEMA) a été mis en place par l'entreprise de consultance britannique International Crown Agents, et s'est conclu en 2012 après dix ans de transformation complète de l'institution[527]. Ce service de consultance a coûté 31,8 milliards de kwanzas et a permis une augmentation de 30% des recettes douanières. En adoptant les règles internationales de l'Organisation Mondiale des Douanes, l'Angola s'est inséré dans une « modernité économique » qui n'est pas forcément en adéquation avec la réalité de la société angolaise qui vit dans des niveaux de pauvreté dramatique et qui trouve dans le commerce informel une source de revenus et de survie.

[526] Entretien avec Carlos Lopes, réalisé par skype le 8 juin 2016.
[527] *Journal Angola*, « Alfandega de Angola emergem do processo de modernização », 1er janvier 2013, en ligne <http://www.portaldeangola.com/2013/01/alfandegas-de-angola-emergem-do-processo-de-modernizacao/,>, consulté le 16 juillet 2016.

Le projet de modernisation des douanes s'inscrit dans une volonté de sortir d'un système ancien pour aller vers la « modernité », comme le montre l'entretien avec Messa Vovua :

> « Au début, si on part de 2001, c'est le moment où commence la modernisation, où les choses doivent être revues et corrigées pour voir les erreurs et les corriger. Cela a été un combat sérieux parce que le peuple n'était pas habitué à la rigueur, il y avait quand même des amendes mais maintenant ils connaissent leurs droits et leurs devoirs, maintenant ils n'ont plus ce comportement un peu ancien. Parce qu'ils pensaient que même le douanier était un voleur mais aujourd'hui l'éducation est un peu différente mais elle a tout de même laissé beaucoup de séquelles, les gens ne comprenaient pas le sens de notre travail de douanier alors c'était un peu difficile. Aujourd'hui, même les *moambeiras* fréquentent déjà les écoles nocturnes alors cette évolution facilite notre travail, c'est déjà un gain de temps »[528].

De cette façon, la criminalisation du commerce à la valise s'encadre dans une idéologie moderniste de l'État, dans une logique de captation des ressources. La modernisation entamée en 2001 s'est poursuivie avec le Plan stratégique des Douanes 2013-2017 (*Plano Estratégico das Alfândegas* 2013-2017) qui a désormais pour objectif « la mise en œuvre de la nouvelle législation sur les tarifs douaniers, la révision des statuts organiques des douanes, la création et la mise en place du Guichet Unique et la dynamisation des analyses en laboratoire des marchandises de grande consommation »[529]. Selon les guides des importations en Angola (2013) l'institution douanière a rapporté 32 000 millions de dollars à l'État angolais de janvier à novembre 2013[530].

---

[528] Entretien avec trois fonctionnaires des douanes de Luanda, réalisé avec mon assistant Guilherme Elias Cussecala, le 15 juillet 2014.
[529] SNA, « Alfândegas de Angola arrecadaram mais de 3,2 MM USD em 2013 », *Guia das Importações Angola*, 2014, p. 2, en ligne, <http://www.plmj.com/xms/files/noticias_imprensa/2014/Marco_2014/Guia_Imp_Angola_14_LR.pdf>, consulté le 25 juin 2016.
[530] *Idem*.

Ce programme « stratégique » de « modernisation » des douanes peut être traduit selon les termes de Béatrice Hibou : « la prégnance de l'imaginaire bureaucratique et l'incorporation, dans les façons de voir l'insertion dans la société, des arrangements et des pratiques nécessaires à la domestication des aléas et de la violence policière »[531].

La force de l'imaginaire bureaucratique se constate vivement dans les propos de Messa Vovua quand il fait la distinction entre les importateurs informés et ceux qui ne connaissent pas les règles à suivre :

> « Ce sont les modalités dont les personnes ne s'informent pas à l'avance avant d'importer leurs marchandises. Très souvent, les personnes un peu cultivées, avant d'importer quelque chose, cherchent à savoir, elles font appel à un cabinet de conseils, elles parlent à telle personne, "*écoute, je veux importer cette marchandise, quelles sont les procédures à suivre pour que je puisse importer ma marchandise avec succès ? Comme ceci, comme cela ?*". Ces personnes quand elles entrent [dans l'aéroport], elles n'ont aucune difficulté, mais [les autres] pour nous c'est la plus grande difficulté que nous avons »[532].

La distinction entre les importeurs.trices qui « savent », celles et ceux qui sont « cultivé.e.s » marque une différenciation sociale de classe. Pouvoir passer légalement par les douanes de Luanda suppose un accès préliminaire à la connaissance et un certain niveau d'éducation pour pouvoir comprendre et manipuler les instruments de la bureaucratie. Cette inégalité est la matérialisation de la puissance de la bureaucratie au sein de l'État angolais. L'illégitimité provoquée par les inégalités d'accès aux savoirs nécessaires pour l'importation sape toute capacité de résistance de femmes face à l'institution douanière, comme le fait remarquer Lunji : « Qui sommes-nous pour pouvoir discuter les prix là-bas [aux douanes]? C'est impossible! »[533]. La complexité des

---

[531] Béatrice HIBOU, *Anatomie politique...*, *op. cit.*, p. 102.
[532] Entretien avec les douaniers l'aéroport de Luanda, propos de Messa Vovua, recueillis le 15 juillet 2014 dans les locaux des douanes d'Angola à Luanda, Angola.
[533] Entretien avec Lunji, *op. cit.*

démarches bureaucratiques pour importer des marchandises à l'aéroport de Luanda est une barrière discriminante.

Malgré l'impuissance apparente des commerçantes face à la toute-puissance bureaucratique, les difficultés de mise en place de cette politique publique attestent de tentatives de résistance. En effet, Nerethz Tati, qui travaille depuis huit ans au département des politiques et des procédures des douanes d'Angola, parle de la résistance des *moambeiras* suite à la mise en place de la politique publique. Elle montre que l'enjeu politique du conflit entre les douanes et les commerçantes trouve ses racines dans la modernisation de l'image du pays et le contrôle des bénéfices effectués grâce à ce commerce :

> « Il y a eu beaucoup de difficultés dans l'évolution des mentalités, il y a eu des difficultés dans l'acceptation [?] de certaines modifications qui touchaient le public en général mais aussi des problèmes politiques parce que la politique même était en train d'être structurée donc ce fut très difficile, très difficile. Je dois confesser que l'on commence à voir des résultats : depuis 2001, au moment [où] a été implantée [la politique], [pour] des résultats visibles et quand bien même avec une certaine résistance, [c'est] depuis seulement trois ou quatre ans. Parce que jusqu'à présent, les commerçantes qui sont *moambeiras* continuaient à rapporter de la marchandise, malgré les amendes qui leur étaient imposées, malgré certaines sanctions, elles continuaient à rapporter des marchandises à finalité commerciale comme des bagages. Résultat : c'était toujours l'image du pays qui était en jeu. Parce qu'en effet il y avait d'énormes retards du côté des douanes, il y avait énormément de réclamations, tout le monde parlait fort, tout le monde se disputait, à cause de ces problèmes que les *moambeiras* créaient. […] Les *moambeiras* comme elles importaient comme des bagages alors elles n'importaient pas comme il faut, c'est pour cela que certaines règles ont été implantées, avec certains coûts en raison de la législation. C'est une façon de décourager cette pratique »[534].

[534] Entretien avec Neretz Tati, fonctionnaire des douaners d'Angola, réalisé le 15 juillet 2016, Luanda, Angola.

De son côté, Messa Vovua explique la façon dont l'activité de la *moamba* a évolué depuis la guerre et s'est transformée en entreprenariat avec l'ouverture des frontières à la fois intérieures et extérieures :

> « Avant, ceux qui importaient pouvaient seulement vendre en Angola. Pratiquement tout le monde avait recours au marché pour trouver quoi que ce soit. Vous avez déjà entendu parler du très connu marché du Roque Santeiro ? Là-bas vous pouviez tout trouver ! Aujourd'hui la situation est différente, nous avons des magasins, des supermarchés, les frontières avec les provinces sont ouvertes. Alors il y a des personnes qui importent ici pour distribuer à Luanda mais les destinations les plus courantes c'est Malanje, c'est Huambo. Alors beaucoup de personnes se sont lancées dans le commerce, c'était le début de ce que l'on appelle « l'entrepreneuriat » parce que, en effet, si on ne trouve pas un emploi dans la fonction publique il faut faire quelque chose pour subvenir aux besoins de la famille »[535].

La nécessité de trouver un moyen de subsistance par le commerce informel est donc un argument qui explique la tolérance envers cette pratique pendant plusieurs années. Mais, aujourd'hui, l'attitude de l'État envers les *moambeiras* a évolué à partir du moment où les bénéfices de ces importations sont devenus des ressources potentiellement intéressantes pour les recettes fiscales de l'État :

> « Avant les *moambeiras* étaient des personnes qui travaillaient et personne n'y faisait attention. Aujourd'hui, la situation est contraire, il faut être inscrit, il faut vérifier que la personne elle possède un NIF, c'est-à-dire un numéro d'identification fiscal obligatoire pour qu'elle soit contrôlée. Cela sert pour que l'État puisse contrôler les impôts. Parce qu'en effet elles représentent une part des recettes fiscales. À l'aéroport je peux dire que c'est pratiquement 50/50, la moitié ce sont les entreprises et l'autre moitié ce sont bien les *moambeiras* qui

[535] Entretien avec Messa Vovua, douanier au service d'importation de l'aéroport de Luanda, réalisé le 15 juillet 2016, Luanda, Angola.

vont en Chine, au Brésil, maintenant un autre marché qui s'ouvre c'est la Turquie »[536].

La taxation sur ces importations a également été renforcée parce que la *moamba* était perçue comme une concurrence déloyale envers les entreprises ou les entrepreneurs formels qui étaient soumis aux droits de douane. L'orientation de cette politique paraît être alors en défaveur du secteur informel de l'économie puisqu'elle défend les intérêts des acteurs insérés dans l'économie légitime ou protégées par l'État. Neretz Tati, fonctionnaire des douanes d'Angola, exprime clairement l'idée que les *moambeiras* représentaient une concurrence déloyale pour les entreprises privées :

> « Dans le marché informel, les *moambeiras* commençent à avoir des bénéfices plus grands que ceux qui payent le fisc ce qui créé de la concurrence déloyale. Quand elles sortaient avec leurs bagages, de fait, elles ne payaient pas d'amendes comme il se doit. C'est pour cette raison que la marchandise avait un coût très bas. Alors que ceux qui respectaient les procédures de stockage, de paiement à l'État pour le commerce qu'ils exercent, ils devaient revendre leurs produits à un coût supérieur. Alors il y avait une concurrence très déloyale puisque les prix [des *moambeiras*] étaient trop bas par rapport à ceux que prévoit la loi. Alors il y avait une nécessité de régulariser cette situation »[537].

La modernisation des douanes a également eu une conséquence sur l'augmentation des prix des produits considérés comme étant de « luxe ». Cependant, il est intéressant d'observer la façon dans la formulation de ce nouveau tarif douanier part d'un jugement normatif sur les produits dont le peuple a besoin ou n'a pas besoin :

> « Par rapport aux *moambeiras*, nous n'avons pas senti qu'il y ait eu de la part du gouvernement une orientation politique qui leur cause préjudice. Les taxes des vêtements n'ont pas été modifiées, et c'est la grande partie de leurs marchandises. Les taxes sur les Havaianas n'ont pas été modifiées non plus,

[536] *Idem*.
[537] Entretien avec Neretz Tati, *op. cit.*.

> c'est aussi la majorité de leurs importations. Ce qui a augmenté, oui, ce sont les marchandises considérées de luxe. On a augmenté le tarif du cheveu, des parfums, des cosmétiques, toutes les marchandises dont on a considéré que le peuple pouvait vivre parfaitement bien s'il ne les a pas. Les femmes vivent parfaitement bien sans maquillage, sans mettre de rajouts, elles vivent très bien…. Elles vivent parfaitement bien sans mettre un rouge à lèvre, je trouve que la beauté c'est le naturel. Les personnes pensent qu'il faut mettre du rouge à lèvre rouge pour vivre bien mais il y a des produits que l'on a défini comme superflus pour la vie quotidienne du peuple »[538].

Les discours des douaniers interrogés mettent en lumière les rapports de force qui se jouent entre le secteur informel et formel. Le pouvoir de décider de ce qui est « bon » pour le peuple incombe alors à cette institution qui possède l'arme d'un régime d'importation que l'on pourrait qualifier d'autoritaire. Au cours de l'entretien, les douaniers n'ont jamais fait référence aux diverses démarches bureaucratiques nécessaires pour importer en toute légalité. L'argument défendu ici est donc que les critères d'accès aux normes légales d'importation placent les *moambeiras* dans une position d'inégalité par rapport aux entrepreneurs qui bénéficient du soutien politico-économique de l'État.

CONCLUSION DU CHAPITRE 4

Ce chapitre s'articule sur les dissonances de deux types de discours : ceux de commerçantes angolaises sur leurs méthodes d'importation aux douanes et ceux des douanes qui légitiment leurs actions dans le cadre des règles de l'institution douanière. Il met en évidence les tensions entre l'informalité et le contrôle politique dans le cadre d'une pratique d'importation qui fait l'objet d'enjeux politiques. D'un côté, les *moambeiras* cherchent à se libérer de toutes contraintes en important de la marchandise sans payer les taxes douanières. Elles disent ne pas comprendre les règles d'importation et se confrontent aux impossibilités d'accès aux statuts légaux d'importateurs. De l'autre, les douaniers affirment

[538] *Idem*.

que le tarif douanier permet de contrôler la concurrence déloyale de ce commerce informel en y prélevant des taxes. La concurrence des *moambeiras* face aux entrepreneurs privés semble pourtant inégale et amène à questionner la cohérence de ce régime d'importation. L'importation et le rapport aux douanes sont alors interprétés comme des rapports au politique qui traduisent la nature arbitraire et autoritaire des politiques publiques en Angola.

Mettant en lumière l'impact émotionnel du passage des douanes et la précarité du statut de commerçante transnationale, ce chapitre plaide finalement pour un approfondissement des recherches sur la violence et la corruption au sein des institutions douanières dans les États africains[539]. Cela semble être une caractéristique des économies du « poor to poor » qui fonctionnent généralement sur un tissu de non-droit et d'exclusion. L'absence d'organisations collectives, le climat de concurrence impitoyable et la dépolitisation des commerçantes renforcent d'autant plus l'isolement de ces femmes et leur incapacité à revendiquer une reconnaissance sociale et politique. Par ailleurs, la violence des rapports avec les douanes fragilise l'activité et sa mauvaise réputation se reflète sur les femmes qui la réalisent. Par conséquent, les leviers espérés d'un renforcement des capacités d'autonomisation via l'émergence économique se voient limités par la faible reconnaissance sociale des *moambeiras*.

[539] Ce débat a été entamé depuis quelques années. Voir par exemple deux dossiers sur les douanes et les métiers de l'ordre dans *Afrique contemporaine,* coordonné par Gaël RABALLAND et Thomas CANTENS, « Réformes des douanes et développements économiques en Afrique subsaharienne », n° 230, février 2009 et dans *Politique Africaine,* coordonnée par Marielle DEBOS et Joël GLASMAN « Corps habillés. Politique des métiers de l'ordre », avril 2012, n° 128.

CHAPITRE 5. LES STRATÉGIES DE VENTE SUR LES MARCHÉS DE LUANDA

Collage 5: "Barbie boubou", *réalisation Lou Satre 2013*.

I. SUR LES MARCHÉS : DISTRIBUTION ET STATÉGIES DE VENTE

Il est 10h, nous[540] partons du quartier « São Paulo » dans le centre de Luanda pour prendre le bus qui part vers le marché Africampo, un marché à ciel ouvert spécialisé dans le prêt-à-porter féminin sur lequel nous réalisons notre enquête au début du mois de juin 2014. Sur l'avenue N'gola Kiluanje de la municipalité de Cazenga au nord de Luanda, des dizaines de minibus (« Taxis » en portugais d'Angola) circulent dans le chaos des embouteillages et de cette poussière si typique de la capitale luandaise. Arrivés devant le marché Africampo (spécialisé dans le prêt-à-porter féminin) dans le quartier du Kikolo le cobrador[541] crie « Praça da Tailandia ! Praça da Tailandia ! » (« Marché de la Thaïlande ! Marché de la Thaïlande ! »). De nombreuses femmes descendent alors du bus, pour la plupart munies de balluchons et de grands sacs en plastique pour acheter des vêtements ou des chaussures fabriqués à l'étranger et revendus sur ce marché en gros ou au détail à des prix imbattables à Luanda. Si ce local a gagné cette appellation c'est qu'au moment de sa création, en 2008, beaucoup de ses vendeuses se rendaient en Thaïlande pour s´approvisionner en vêtements, sacs et chaussures bon marché. Six ans plus tard, en 2014, la Thaïlande n'était plus l´unique destination des commerçantes. En quelques années la Chine était devenue le principal fournisseur de prêt-à-porter. On pourrait alors imaginer que ce marché devrait être rebaptisé le « Mercado da Xina[542] », c´est-à-dire le « Marché de la Chine »[543].

1. Après le passage aux douanes, l´arrivée sur le marché…

Après un « douloureux » passage par l'aéroport, les commerçantes qui parviennent à payer les amendes douanières et à libérer leurs marchandises des « griffes » des douaniers acheminent leurs lourdes valises vers les différents points de vente de la capitale angolaise. Les lieux et les modalités de vente des vêtements sont hétérogènes. Il n'y a pas un unique profil de la *moambeira*. Les plus fortunées possèdent une boutique (généralement au nom de leur mari ou

[540] Je remercie très sincèrement Guilherme Elias Cussecala, mon assistant de recherche angolais, avec qui j'ai réalisé l'enquête en Angola.
[541] La personne chargée de faire payer le trajet dans les transports.
[542] Les commerçantes de Luanda écrivent très souvent « China » avec un « x » car en portugais le x se prononce « ch » quand il est situé en début de mot.
[543] Extrait de mon carnet de terrain sur l´Angola, deuxième enquête, réalisée aux mois de juin, juillet et août 2014.

de leur frère), celles qui utilisent la *moamba* comme complément de leurs salaires vendent leurs produits sur leurs lieux de travail (fonction publique, hôpitaux, etc.), les plus précaires écoulent leurs marchandises dans la rue comme vendeuses ambulantes (*zungueiras*) ou les distribuent à crédit (*Kilape* en portugais d'Angola) dans leurs réseaux de connaissances, leurs quartiers, sur le pas de leur porte.

Ce chapitre se concentre sur la distribution des marchandises dans l´espace du marché. J´explore ici les principaux résultats de l´enquête menée sur le marché Africampo qui permettent de formuler quelques grandes tendances sur le profil des commerçantes et les grandes tendances de ce commerce transnational. Dans ce chapitre, on s'intéressera à une catégorie intermédiaire de vendeuses : celles qui travaillent comme grossistes ou semi-grossistes sur les marchés du prêt-à-porter de Luanda. À Luanda, le marché spécialisé dans l´habillement est composé à 95% de femmes qui revendent des vêtements qu´elles importent directement ou achètent dans des entrepôts de la capitale.

Photographie 8 : Une allée du marché Africampo à Luanda en Angola, 20 juillet 2014

Sur cette photographie on peut voir une allée du marché Africampo à Luanda. Les produits sont exposés sur des stands sommairement fabriqués avec des planches de bois recouvertes de bâches et de tissus. On aperçoit sur deux comptoirs des couvertures bleues et jaunes de la compagnie aérienne *Ethiopian Airlines* certainement rapportées de précédents voyages. Ces couvertures sont des symboles du commerce à la valise. Les vêtements sont emballés dans des sacs en plastique et retenus par des petits cordons en tissus fabriqués avec des chutes des usines textiles brésiliennes ou chinoises. Ceux qui sont déballés et suspendus sur des cintres sont froissés par les conditions de transport. Ils sont comprimés pour prendre le moins de place possible pendant les heures de vols ou les semaines de transport par cargo. Les modèles sont présentés sur de longues tringles en bois qui longent les couloirs du marché. Les clientes qui circulent dans les multiples allées connaissent la qualité des produits, elles

palpent les tissus, jugent des couleurs et des motifs, elles comparent les prix, elles négocient. Assises derrière ces comptoirs improvisés, les commerçantes travaillent depuis cinq heures du matin pour installer leurs produits sur leurs étals et recevoir les clientes qui viennent de toutes les provinces du pays.

Le marché Africampo a été ouvert en 2008 par un investisseur privé, o *Senhor Campo* qui a donné son nom à l'établissement (c'est un jeu de mots avec « Africa » qui a donné « Africampo). En terre battue, le marché est entouré de hauts murs en ciment et un service de sécurité assure son contrôle. À ciel ouvert, il concentre environ deux cents femmes spécialisées dans le prêt-à-porter populaire, c'est-à-dire la vente de vêtements à prix de gros pour une clientèle de la capitale et des provinces de l'intérieur du pays. La chaîne de distribution de l'habillement des classes populaires se prolonge donc après l'arrivée à Luanda, les produits achetés ici partent ensuite en camion pour être revendus sur d'autres marchés à l'extérieur de la capitale. Le marché Africampo a été choisi comme lieu d'observation car il permettait de localiser dans un même espace un échantillon plus important de commerçantes qui pratiquent le commerce transnational par valises ou conteneurs. De surcroît, on pouvait voir les liens existant entre le Brésil et l'Angola au sein de cet espace car il était la principale destination des vendeuses de ce marché. En effet, trois commerçantes rencontrées à São Paulo y louaient un comptoir et m'avaient guidée vers ce local. C'est donc grâce aux rencontres avec Alda, Kiara et Mayra qu'il fut possible de construire le nouveau volet de l'enquête à Luanda en élargissant l'échantillon des commerçantes. L´enquête sur le marché avait pour objectif d´apporter quelques données quantitatives permettant de situer les récits de voyage de l'enquête au sein d'un contexte socioprofessionnel plus large et de comprendre les stratégies commerciales. Les données fournies par le questionnaire administré[544] sur vingt-cinq femmes du marché Africampo ont permis de mettre en lumière les grandes tendances de ces mobilités

[544] Voir annexe 4.

transnationales féminines et d'en tirer quelques conclusions sur les dynamiques collectives. Cependant, je mets ici en garde le lecteur sur la fragilité de ces données car il ne s´agit pas d´un échantillon représentatif. Seulement vingt-cinq commerçantes ont accepté de répondre à nos questions. La méfiance était générale et ma présence était souvent interprétée comme une opération de contrôle des autorités fiscales puisqu´aucune Blanche ne circulait habituellement dans cet espace. La fragilité des données fournies dans ce chapitre fait par ailleurs écho au manque de fiabilité des chiffres disponibles sur le commerce informel en Angola. La mise en perspective des résultats du questionnaire et des données rencontrées dans différents rapports des ONG devra donc être lue avec prudence.

2. Le travail des femmes dans le secteur informel en Angola

Les difficultés d´immersion sur le marché Africampo peuvent être interprétées comme le résultat de tensions récurrentes entre les autorités publiques et les travailleurs du commerce informel. Le chapitre précédent s'est concentré sur les conflits qui surviennent au moment du passage aux douanes de l'aéroport, mais ceux-ci sont également perceptibles sur les marchés informels. Un incident survenu lors du premier jour de l'enquête sur le marché Africampo est révélateur du degré de suspicion des travailleuses du marché et de la peur constante des contrôles :

> Le premier jour de l'enquête[545] sur le marché, je devais normalement rejoindre Mayra, une commerçante angolaise interviewée à São Paulo qui m'avait donné rendez-vous devant le marché. Le matin de notre rendez-vous le téléphone de Mayra ne répondait pas. Je m'étais tout de même rendue au marché accompagnée d'un ami chauffeur qui avait insisté pour me « protéger » car il considérait cet endroit dangereux pour une jeune femme blanche. Son emploi de chauffeur pour une famille relativement aisée l'obligeait à porter une tenue stricte. Il était habillé d'une chemise blanche impeccablement repassée, d'un

[545] Le 1er juillet 2014, sur le marché Africampo, quartier Kikolo, Luanda, Angola.

> pantalon de costume et de chaussures en cuir noir cirées. Nous entrâmes dans le marché à la recherche de la commerçante avec laquelle j'avais rendez-vous. J'interrogeais quelques vendeuses pour savoir si elles connaissaient une de leurs collègues prénommée Mayra qui importait des vêtements du Brésil. La suspicion était visible sur les visages de ces dernières, elles disaient ne pas connaître de Mayra mais me demandaient pourquoi je voulais lui parler, comme si elles la connaissaient, finalement. Je compris rapidement que notre visite était interprétée comme une visite du service de contrôle fiscal, ce qui fut confirmé plus tard par Mayra au téléphone. Les commerçantes que nous avions interrogées étaient bien des collègues de Mayra qui l'avaient appelée, après notre départ, pour la prévenir que des agents du fisc était à sa recherche[546].

Mayra avait ri au téléphone en me racontant cette anecdote qui était à la fois révélatrice du degré de méfiance des travailleuses du marché Africampo et des stratégies de solidarité qui s'organisent pour se protéger des contrôles étatiques. La mise en place du questionnaire[547] sur le marché a donc rencontré des résistances qui témoignaient des tensions politiques actuelles et du sentiment d'illégitimité ressenti par les travailleuses du marché. En effet, les répressions du gouvernement envers le commerce de rue ont conduit de nombreuses commerçantes à s'établir dans ce type de marchés privés où elles doivent louer un espace pour pouvoir commercialiser leurs produits. Il est ici important de faire la distinction entre les commerçantes qui possèdent une boutique[548], celles qui possèdent un emplacement sur le marché et celles qui vendent dans la rue en présentant leurs produits à même le sol ou de façon ambulante comme « zungueiras » qui circulent avec des bassines sur la tête. Le marché tenu par Monsieur Campo est un marché privé, il n´a pas été possible d´obtenir un entretien avec lui mais les commerçantes qui y louent un emplacement disaient

[546] Extrait du carnet de terrain en Angola, juin et juillet 2014.
[547] Voir questionnaire en annexe 4.
[548] Dans cette catégorie il faudrait encore faire la distinction entre celles qui possèdent une boutique en leur nom et celles qui travaillent dans un établissement au nom du mari ou d´un homme de la famille. En effet, l´acquisition d´une propriété au nom de la femme est une conquête fondamentale de l´autonomie féminine.

que ce marché était plus sécurisé que le marché Kikolo[549]. Le marché a été construit sur un terrain vague mais il est entouré par des murs dont l´entrée et la sortie sont distinctes. L´entrée se fait par une allée étroite sur le côté gauche et la sortie donne sur la rue principale et est surveillée par un gardien armé d´une matraque. Ce contrôle des entrées et des sorties constitue un avantage important pour les commerçantes car il évite les vols. En effet, un voleur qui pénètre dans l´enceinte du marché ne pourra pas sortir facilement. Il y a par ailleurs une surveillance « informelle » des commerçantes qui sont prêtes à courir si elles entendent « ladrão ![550] ». La particularité de ce marché est aussi sa petite taille par rapport aux autres marchés et sa localisation relativement proche du centre-ville qui permet une plus grande affluence de la clientèle. L´échec du projet de construction du marché Panguila dans une zone très éloignée explique également la concentration des vendeuses dans ce local car il se situe sur une avenue passante. Une autre caractéristique de ce marché est qu´il se spécialise uniquement dans le prêt-à-porter neuf[551] importé de l´étranger, il attire donc une clientèle plus spécialisée. Enfin, un autre motif justifiant la création de ce marché a été l´interdiction (plus ou moins respectée) de la vente de rue et qui fait l´objet de répression des autorités publiques. Weza, une vendeuse de quarante-et-un ans qui s'est s'installée sur ce marché en 2008 raconte qu´elle ne pouvait plus vendre dans la rue en raison de ces contrôles de ce qu´elle appelle la « police économique » :

> « Maintenant on ne peut plus vendre dans la rue, je vendais ici dans le quartier Hoji-ya-Henda mais ils nous font courir. Ils emportent nos affaires. Ils les prennent, après on doit aller payer l'amende et vu l'amende que tu dois payer il

[549] Le marche Kikolo est un grand marché à Luanda qui remplace aujourd´hui l´ancien Roque Santeiro.
[550] « Au voleur !».
[551] J´insiste ici l´aspect « neuf » de la marchandise car une grande partie des vêtements à bas coût provient des circuits de la distribution d´occasion, ce que l´on appelle « la fripe » ou le « fardo » en Angola.

vaut mieux laisser ta marchandise là-bas. C'est la police économique qui emporte nos affaires »[552].

Le diagnostic de genre de l'Union Européenne sur l'Angola[553] de 2015 fait état de la division genrée du secteur informel et confirme que les répressions policières touchent particulièrement les femmes qui sont plus nombreuses dans le commerce de rue. Les profils des femmes qui vendent sur le marché Africampo sont donc très divers, ce sont autant des anciennes vendeuses de rue que des commerçantes à la valise qui ont fui l´insécurité du Kikolo et l´éloignement du Panguila. Le marché Africampo est un marché de « femmes ». Cette caractéristique peut être vue comme une division genrée du marché informel qui prolonge ainsi la division sexuelle du couple dans la sphère domestique :

> « On ne voit pas d'hommes qui préparent ou qui vendent de la nourriture, par exemple. De façon générale, les hommes sont revendeurs (*candongueiros*), mécaniciens, ils vendent des équipements, des pièces pour des voitures, des piles, des téléphones portables. Les femmes cuisinent, vendent des aliments, des vêtements, des ustensiles. Bien qu'elles représentent la majorité des actifs, sauf quelques exceptions, le travail des femmes n'est pas valorisé de la même façon. Les activités exercées par les femmes dans ce secteur n'exigent pas de qualifications et sont de faible investissement. Par conséquent, ce sont celles qui gagnent les plus bas revenus. Les *zungueiras*[554] finissent par être l'image du marché informel. Elles sont au plus bas du secteur informel, vendre dans la rue est une solution de secours. Elles ne bénéficient pas du minimum acceptable dans leurs conditions de travail et sont plus affectées par la répression policière. Cependant, elles s´adaptent du mieux possible pour se maintenir

[552] Entretien avec Weza réalisé 16 juillet 2014 sur le marché Africampo, quartier Kikolo, Luanda, Angola.
[553] UNIÃO EUROPEIA, *Diagnostico de genêro en Angola, Programa de Apoio aos Actores não Estatais, PAANE II*, mars 2015, en ligne, <http://eeas.europa.eu/delegations/angola/documents/press_corner/2015/diagnostico_genero_angola_pt_final_digital_pt.pdf>, consulté le 15 avril 2016.
[554] Expression locale utilisée en Angola pour qualifier les personnes qui travaillent dans le commerce ambulant et la vente dans la rue. Ce sont généralement des femmes.

dans l'activité. Les vendeuses qui ont une place sur les marchés disposent déjà de meilleures conditions, particulièrement dans les marchés rénovés, même si les coûts de la commercialisation sont plus élevés »[555].

Les vendeuses du marché Africampo se situent en effet dans une position intermédiaire, elles bénéficient d'un espace où elles peuvent vendre leurs produits sans subir la répression policière que connaissent les vendeuses de rue. Cependant, l'anecdote décrite plus haut montre que la peur des contrôles continue même dans l'enceinte des marchés où travaillent en grande majorité des femmes. Le marché du travail est déséquilibré et discriminant pour les femmes. Dans le secteur informel, la différence de genre est très importante : 70 % de femmes contre 30 % d'hommes. Par ailleurs, une grande majorité (90%) de travailleurs indépendants sont des femmes qui exercent une activité à leur compte. En ce qui concerne les profils sociaux, 65% des femmes travaillant dans le secteur informel sont mariées et utilisent leur activité comme source de revenus complémentaires pour leurs familles. Cependant, pour les femmes cheffes de familles, 67% d'entre elles dépendent exclusivement du secteur informel pour faire vivre leur famille[556]. Sur le marché Africampo, 60 % des femmes sont mariées ou en couple (26 % mariées, 34 % en concubinage) et 40 % sont des femmes assumant seules les besoins du foyer (26 % célibataires, 14 % veuves). La question de l´allocation des dépenses du foyer est une question épineuse sur laquelle je ne me prononcerai pas de façon péremptoire. Tout d´abord parce que ces questions touchent à l´intimité du couple et qu´il n´était pas possible de les aborder avec une inconnue, d´autant plus sur le marché. Il n´existe certainement pas un modèle familial et le concept même de « famille » est questionnable au vu de la complexité des réseaux de solidarité en Afrique. Cristina Udelsmann Rodrigues, dans son ouvrage *O trabalho dignifica o*

---

555 *Idem*, p. 57.

556 UNCTAD, « Who is beneficing from trade liberalization in Angola? A gender perspective », Genève, United Nations Conference on trade and development, United Nations publication, mars 2013, p. 46, en ligne, <http://unctad14.org/Documents/ditc2013d3_en.pdf>, consulté le 4 août 2016.

homem[557], analyse le travail salarié dans sa relation avec les stratégies de sruvie et de reproduction sociales des familles à Luanda. Elle montre que la solidarité familiale permet de faire face à la migration vers la ville suite aux conséquences de la guerre et aux difficultés économiques de la vie quotidienne à Luanda. Concernant le rôle des femmes dans la gestion du budget de la famille, les entretiens réalisés dans notre enquête pourraient faire penser qu´elles investissent plutôt dans l´alimentation et l´éducation mais une recherche plus approfondie serait nécessaire pour formuler des généralités.

La surreprésentation des femmes dans le commerce à la valise peut s'expliquer par leur plus grande flexibilité: elles ne travaillent pas dans le secteur formel et peuvent aménager du temps pour réaliser ces voyages[558]. Il existe aussi un biais social et non économique puisque les hommes ne vendent pas de produits liés à la sphère domestique. Les femmes peu qualifiées disposent ainsi d´une marge de manœuvre plus faible sur le marché du travail. Selon le recensement de 2014[559], la population totale de l'Angola est de 24,3 millions d'habitants, dont 11,8 millions de sexe masculin (soit 48% de la population totale) et 12,5 millions de sexe féminin (soit 52% de la population). Concentrant 27% de la population totale du pays, la province de Luanda est la plus peuplée et regroupe des populations venues de tout le pays, notamment en raison des longues guerres. Les femmes en âge de travailler (entre 15 et 64 ans) sont environ 9,4 millions et elles ont un taux de participation au marché du travail formel plus

[557] Cristina Udelsmann RODRIGUES, *O Trabalho Dignifica o Homem, Estratégias de Sobrevivência em Luanda*, Lisbonne, Edições Colibri, 2006, 274 p.
[558] Cette information a été recueillie de façon informelle sur le terrain en Angola alors que je demandais aux informateurs leur opinion sur la prédominance des femmes dans le secteur du commerce à la valise.
[559] Voir le document « Resultados preliminares do Censo 2014 » de l'Institut National de statistiques de Luanda qui rend public les derniers chiffres du recensement de 2014 sur la population en Angola, en ligne, <http://unstats.un.org/unsd/demographic/sources/census/2010_PHC/Angola/Angola%202014%20Census.pdf> consulté le 13 octobre 2015, p. 27.

faible que les hommes : 78,47 % pour les femmes contre 91,9 pour les hommes[560].

Le développement de l'économie parallèle en Angola est le résultat d'un contexte politique néopatrimonial de corruption et d'accaparement des ressources par l'État-parti. Dans la période de « transition au socialisme », l'économie reposait principalement sur la spéculation et les importations étaient contrôlées par les réseaux de pouvoir des cercles privilégiés et clientélistes. Les conditions de distribution des richesses étaient donc à l'origine d'un système qui excluait une grande majorité de la population qui n'avait d'autre choix que de se débrouiller en s'adaptant aux dysfonctionnements de l'économie. Les femmes se sont réfugiées dans des activités économiques liées aux réseaux parallèles d'importation. Par exemple, le commerce illégal de devise étrangères est largement dominée par les femmes, elles sont appelées *Kinguila*[561] en Angola. La guerre civile a été un facteur fondamental qui explique la dépendance de l'Angola envers les importations, ce qui a dynamisé le commerce à la valise avec les pays étrangers. À cette période, il était presque plus simple de traverser l'Atlantique que de se rendre d'une ville à l'autre à l'intérieur du territoire. Effectivement, les voies de liaison entre les villes étaient partiellement ou totalement coupées, les routes étaient détruites et parfois minées, le transport de marchandises était réalisé par voie aérienne. On verra à présent comment, à partir d'une situation de contrainte provoquée par un marché du travail déséquilibré et discriminant pour les femmes, celles-ci s'organisent pour développer un « savoir circuler » et un « savoir vendre » sur les marchés.

---

[560] UNCTAD, *Who is beneficing from trade liberalization in Angola? A gender perspective*, United Nations Conference on trade and development, United Nations publication, UNCTAD/DITC/2013/3, p. 36-38.

[561] Selon Carlos Lopes, le commerce de devises est illégal parce que « la législation angolaise a restreint l´exercice de cette activité exclusivement à la Banque Centrale ». Voir Carlos M. LOPES, « Candongueiros, Kinguilas, roboteiros e zungueiros. Uma digressão pela economia informal de Luanda », *Lusotopie*, XIII (1), 2006, pp. 163-183.

Tableau 1 : profil des commerçantes du marché Africampo

Prénoms d'emprunt	**Âge**	**Ville de naissance**	**Religion**	**Groupe ethno-linguistique**	**Personnes à charge** [enfants + adultes]	**Statut**	**Formation**	**Quartier**
N'zumbi	40	Luanda	Évangéliste	Mbundu	7	Mariée	Lycée	Kikolo 2
Wendy	36	Luanda	Évangéliste pentecôtiste	Mbundu	8	en concubinage	Lycée	Cazenga
Maliana	42	Province du Kwanza Norte	Témoin de Jéhovah	Mbundu	15	Mariée	Collège	Viana
Iona	36	Malanje	Témoin de Jéhovah	Mbundu	7	en concubinage	Collège	?
Luiana	39	Luanda	Évangéliste, méthodiste	Mbundu	5	Célibataire	Lycée	Apolo 2
Lunji	38	Province du Bié	Évangéliste pentecôtiste	Ovimbundu	5	Mariée	Lycée	Sapu 2
Ginga	41	Malanje	Catholique	Mbundu	3	Célibataire	École primaire	Viana
Nishima	49	Luanda	Catholique	Mbundu	6	Célibataire	Collège	Viana
Katchiwe	45	Luanda	Catholique	Mbundu	6	en concubinage	Collège	Bananeira
Cisola	42	Luanda	Catholique	Mbundu	8	Veuve	Lycée	Zango 3
Aissatu	33	Province de Uíge	Évangéliste méthodiste	Mbundu	12	en concubinage	Collège	Rangel
Luena	29	Cabinda	Catholique	Mbundu	1	en concubinage	Université	Rocha Pinto
Preciosa	44	Luanda	Témoin de Jéhovah	Mbundu	4	Veuve	Collège	Cazenga
Nzinga	40	Province du Kwanza Sul	Catholique	Ovimbundu	6	en concubinage	Collège	Palanca
Kandimba	47	Caxito, Province du Bengo	Catholique	Mbundu	6	Veuve	École primaire	Morro Bento
Fatumata	38	Luanda	Catholique	Mbundu	7	Célibataire	Collège	?
Bonita	36	Malanje	Catholique	Mbundu	12	en concubinage	Collège	?

Prénoms d'emprunt	Âge	Ville de naissance	Religion	Groupe ethno-linguistique	Personnes à charge [enfants + adultes]	Statut	Formation	Quartier
Mariquinha	41	Luanda	Catholique	Mbundu	8	en concubinage	Lycée	Cazenga
Dyami	42	Malanje	Catholique	Mbundu	6	en concubinage	pas de formation	Km 9
Etelvina	41	Luanda	Évangéliste, pentecôtiste	Mbundu	5	mariée	École primaire	Cuca
Kieza	40	Benguela	Catholique	Mbundu	2	en concubinage	Lycée	Macarenco
Luzolana	42	Province du Kwanza Sul	Évangéliste, Assemblée de Dieu	Mbundu	4	célibataire	École primaire	Cacuaco
Tchisola	30	Luanda	Témoin de Jéhovah	Mbundu	5	célibataire	Collège	Cazenga
Nahenda	28	Luanda	Évangéliste Église mondiale	Mbundu	2	célibataire	Lycée	Ranger Brigada
Weza	41	Malanje	Témoin de Jéhovah	Mbundu	8	en concubinage	école primaire	Patricio

3. L'évolution des trajectoires de la mobilité commerciale

Les informations réunies dans le tableau ci-dessus ont été collectées entre le 4 et le 20 juillet 2014 sur le marché Africampo à Luanda. Après les avoir croisées avec les données recueillies un an plus tôt (en 2013) au Brésil et un an plus tard (2015) en Chine, un corpus de 35 femmes a permis de formuler quelques données statistiques. Ces chiffres sont évidemment à prendre avec précaution car il s'agit d'un échantillon réduit mais il permet de mettre en évidence quelques traits fondamentaux de cette pratique commerciale.

Sur un total de 25 entretiens avec des commerçantes angolaises du marché Africampo, une grande majorité d'entre elles sont nées à Luanda et appartiennent au groupe ethnolinguistique Mbundu. La question des rapports

que ce groupe ethnolinguistique entretient avec le pouvoir n'a pas été directement abordée dans le questionnaire, on restera donc très prudent sur les conclusions à tirer de la surreprésentation de cette catégorie. Christine Messiant affirmait cependant les privilèges de fait accordés aux Mbundu au sein du MPLA, ce qui pourrait ainsi expliquer ces résultats. Elle remarquait que les « "nouveaux assimilés" de diverses régions et ethnies (et [les] "évolués" bakongo) […] sont montés dans l'appareil du parti-État, mais le poids des Mbundu parmi eux, dominant à l'indépendance, s'est maintenu »[562]. L´auteure soulignait que les Mbundu ont un lien particulier avec le pouvoir :

> « Au-delà de la nomenklatura et des cadres, certains groupes, notamment parmi les résidents de vieille souche dont les liens avec le pouvoir sont les plus denses (les Mbundu) et ceux qui sont à même d'offrir à la population les services et les biens qui lui sont nécessaires (parmi eux éminemment une partie des *regressados* du Zaïre, mais aussi les pêcheurs de Luanda) se voient dans des positions de privilèges relatifs par rapport aux autres »[563].

Malgré ces affirmations, on soulignera ici les limites de cet échantillon qui n´est pas une représentation fidèle de l´ensemble des commerçantes à la valise de Luanda. L´hypothèse que l´on pourra émettre sur la surreprésentation des Mbundu va plutôt dans le sens d´un biais propre à la réalisation de l´enquête sur le marché Africampo. En effet, beaucoup de vendeuses refusaient de répondre au questionnaire, je n'ai eu accès qu´a un secteur de la population du marché. L´espace du marché était segmenté. Il y avait une division entre les

---

562 Christine MESSIANT, *L'Angola postcolonial… op. cit.*, p. 65. Par « nouveaux assimilés », C. Messiant désignaient les couches africaines urbanisées, notamment luandaises, après la Seconde Guerre mondiale, ayant acquis les us et coutumes urbains mais restant séparés des assimilés de plus ancienne extraction luandaise et des grandes familles créoles traditionnelles. Les *assimilados* étaient, au temps colonial, les Africains ayant obtenu la citoyenneté portugaise, à l'image des « évolués » du Congo belge, terme qui désigne dans cette citation des Angolais d'origine kongo ayant longtemps séjournés au Congo.

563 *Idem.*, p. 68. Les « regressados » sont des Angolais, presque toujours kongo, revenus (ou venus) à partir de 1977 à Luanda après la défaite du FNLA (dans lequel la majorité se reconnaissaient), et qui vivaient auparavant entre le nord de l'Angola et le sud du Zaïre.

commerçantes angolaises et celles originaires du Congo qui se regroupaient dans la partie inférieure. Les hommes congolais qui ne vendaient que des jeans étaient regroupés dans un autre espace. Les commerçantes originaires du Congo refusaient systématiquement de répondre à nos questions car elles étaient très méfiantes. Ainsi, la prédominance des commerçantes d´origine Mbundu dans cet échantillon témoigne, a minima, d´une plus grande liberté d´expression de ce groupe par rapport à leur pratique commerciale.

De plus, ces groupes ethnolinguistiques structurent des mécanismes de solidarité. La mobilité des femmes dans l'espace transnational est conditionnée par l'existence d'un « droit de passage » qui se construit grâce à la mobilisation d'un ensemble de ressources et de « savoir-faire » transmis entre collègues du même espace sur le marché, du même quartier ou du même groupe ethnolinguistique. Les capacités de voyager et de commercer sont acquises sur le marché où circulent les principales informations et connaissances sur le commerce. Les résultats obtenus sur le marché Africampo ont permis de comparer les expériences de voyage et l'accumulation de compétences pour savoir circuler. Les trajectoires des femmes permettent de lire les différents degrés de mobilité et d'insertion dans le commerce transnational. Les femmes qui travaillent sur le marché Africampo appartiennent à une catégorie sociale que l'on qualifiera de début de sortie de la pauvreté. Elles ne sont pas aussi précaires que les vendeuses de rue à Luanda : elles louent un espace sur un marché sécurisé et ont les capacités financières de voyager. Mais cela ne doit pas occulter les piètres conditions de travail sur ces marchés à ciel ouvert et de terre battue qui sont inondés plusieurs mois dans l'année et sur lesquels les bénéfices sont très faibles. On parlera alors de trajectoires d'émergence fragile.

Une majorité des commerçantes interrogées ont débuté dans le commerce par nécessité dès leur plus jeune âge. Plusieurs ont commencé dès l'école primaire en vendant des produits alimentaires à la sortie des classes, d'autres travaillèrent sur les marchés depuis l'adolescence (entre 12 et 17 ans), et celles qui ont

continué leurs études ont débuté dans le commerce informel car elles ne trouvaient pas d'emploi. La diversité des niveaux de scolarisation des femmes sur le marché signifie que l'obtention d'un diplôme à l'université n'est pas une garantie pour trouver un emploi. En effet, 42 % des enquêtées ont un niveau d'éducation notable (28 % ont terminé le lycée, 14 % ont une licence à l'université ce qui est tout à fait considérable), 40 % ont un niveau d'éducation moyen (niveau collège) et environ 18 % sont seulement allées à l'école primaire ou n'ont aucune formation.

Aucune formation	2,8%
École primaire	14%
Collège	40%
Lycée	28,5%
Université	14%

Tableau 2 : Pourcentages des niveaux de scolarité des commerçantes sur un total de 35 réponses.

Sur cette question, le rapport de l'Union européenne sur le genre en Angola de mars 2015[564], affirme que l'enseignement supérieur a été un des secteurs sociaux qui a présenté la plus forte croissance, se consolidant depuis 2009, à travers l'offre publique et privée, dans les dix-huit provinces du pays. En ce qui concerne la participation féminine dans l'enseignement supérieur, on peut clairement observer une croissance. Dans les résultats des rapports, il est indiqué que les jeunes filles voient l'université comme un chemin naturel pour la poursuite des études. Le rapport fait état d'un taux d'inscription de 51,1% chez les femmes alors qu'il est de 48,9% chez les hommes. Cependant, les femmes s'inscrivent très souvent dans des domaines d'études considérés « féminins » avec une prédominance masculine en ingénierie et une prédominance féminine dans le secteur de la physiothérapie (santé). Il indique par ailleurs des cas de résistance de la part de la famille à la fréquentation de

[564] UNIÃO EUROPEIA, *Diagnostico de genêro… op. cit.*, p. 59.

l'enseignement supérieur par les filles, que ce soit pour des raisons financières, ou pour des raisons de sécurité, vu qu'elles étudient le soir. C'est notamment le cas de Ambela[565] qui associe sa profession d'infirmière avec des études dans le domaine de la santé publique et des voyages commerciaux à l'étranger pour se fournir en accessoires pour ses collègues de l'hôpital. Sur ce point, elle met en évidence les mauvaises conditions de vie des étudiants car ils ont une journée épuisante, la majorité d'entre eux cumulent les études avec le travail.

Lorsque l'on observe les trajectoires des commerçantes, on remarque qu'il y a une évolution graduelle. La première étape est celle de l'apprentissage (très souvent par nécessité) du commerce que l'on nommera d' « hyper proximité » car il a généralement pour fonction d'aider la mère à subvenir aux besoin de la famille en vendant des produits de première nécessité devant la maison, devant l'école ou dans la rue. L'espace de vente s'élargit ensuite, passant d'un périmètre circonscrit à celui d'un marché sur lequel on doit se rendre en transport collectif. On peut également noter que l'accumulation de l'expérience et du capital se fait de façon progressive et de plus en plus organisée (la commerçante connaîtra de façon plus fine les techniques de vente, les besoins des clients et les lieux qui permettent une meilleure valorisation des produits). Le commerce est à ce moment perçu comme une nécessité, un moyen de s'en sortir qui permettra peut-être d'obtenir un meilleur emploi en allant à l'école, puis avec un peu de chance, à l'université. La distinction sémantique entre le « travail » et le « commerce » témoigne de la forte dévalorisation de l'activité informelle, les enquêtées ne considérant pas leurs pratiques comme un « travail ». De même, elles n'acceptent pas toutes d'être appelées « *moambeiras* » qu'elles considèrent « *pesado* » (lourd ou accablant). Elles se qualifient plutôt de « *pequena comerciante* » (petite commerçante), de « *viajante do mundo da roupa* » (voyageuse du monde du vêtement), de « *comerciante por conta própria* » (commerçante à compte propre) ou

[565] Entretien avec Ambela, *op. cit.*

encore de « *comerciante ambulante* » (commerçante ambulante)[566]. Pour Kieza, commerçante de quarante ans sur le marché Africampo, le commerce de rue est tout d'abord un moyen d'échapper à la pauvreté. Il est un levier d'émancipation qui permet de sortir de sa condition économique et sociale d'origine :

> « J'ai commencé il y a bien longtemps, j'avais 15 ou 16 ans! Si je devais être quelqu'un d'important, je le serais déjà! Parce que j'étais très petite à l'époque, j'étais très jeune et je voyais mes collègues, leurs parents avaient les moyens et vivaient dans de bonnes conditions, je voyais ma propre situation, mes parents ne pouvaient pas me donner autant alors j'ai commencé à faire mes propres petites affaires. Je vendais des briques de lait de la marque Pelargon, des céréales à la louche, après j'ai commencé à vendre de la sauce tomate, puis j'ai acheté des caisses entières de lait concentré, du thon, des pâtes, je les vendais sur la place centrale de Lobito[567] à Chapanguele c'est là que j'ai vraiment commencé! Après j'ai commencé à vendre des vêtements d'occasion du Congo [*fardo* en portugais d'Angola], j'ai arrêté le *fardo* pour vendre des vêtements à la maison. Ensuite à force de faire de la vente à crédit [*kilape* en portugais d'Angola] j'ai fini par abandonner [les allers retours avec] le Congo. Après j'ai commencé la Namibie et j'ai arrêté et maintenant je commence à aller en Afrique du Sud »[568].

Les commerçantes qui travaillent sur le marché Africampo proviennent de catégories sociales modestes et beaucoup ont perdu leurs parents à un très jeune âge. Cependant, on constate que toutes les femmes du corpus ne proviennent pas d'une famille très pauvre, mais plutôt qu'un malheur (perte d'un parent ou des deux, exil dû à la guerre) a provoqué une forte chute sociale. Mais le souvenir d'une origine meilleure a laissé un certain « capital social » ou culturel permettant d'envisager autre chose que la misère dans les rues de Luanda. En ce qui concerne le profil sociologique des parents, on constate un

[566] Informations collectées sur le marché Africampo, entre le 4 et le 20 juillet 2014, quartier Kikolo, Luanda, Angola.
[567] Ville portuaire de la province de Benguela, au Sud de l'Angola.
[568] Entretien avec Kieza, réalisé le 12 juillet 2014 sur le marché Africampo à Luanda, en Angola.

facteur générationnel dans l'exercice de l'activité. Sur dix-huit femmes du marché qui ont répondu à cette question dix ont affirmé que leurs mères étaient aussi commerçantes, quatre étaient paysannes, trois fonctionnaires et une sans emploi. En ce qui concerne la profession du père, on compte trois militaires, quatre commerçants, trois paysans, deux fonctionnaires ou encore des professions comme maçon, menuisier, restaurateur[569]. Le contexte familial précipite ainsi l'entrée dans l'activité commerciale. Par exemple, Kandimba[570], 47 ans, a arrêté l'école pour venir à Luanda en 1987 à cause de la guerre et elle a réussi à survivre en vendant du poisson congelé, activité qu'elle a conservée pendant quinze années. À la fin de la guerre en 2002, une cousine qui se rendait occasionnellement au Brésil pour se procurer des vêtements lui proposa de s'associer avec elle. C'est à partir de ce moment que Kandimba a eu l'idée de se lancer dans l'importation de vêtements fabriqués à l'étranger. Son premier voyage s'est déroulé en 2007 à Pointe-Noire, principal port du Congo depuis les années 1980, où étaient commercialisés des vêtements fabriqués à l'étranger. Contrairement au commerce transnational, le commerce transfrontalier était pratiqué sans l'obtention de visas ou de passeports, ce qui rendait son accès plus facile pour des classes urbaines pauvres. L'apprentissage du métier au Congo lui a permis d'aller en Namibie, puis au Brésil et enfin en Chine. Elle affirme, pour qualifier son évolution dans le commerce, qu'elle a « grandi »[571] car à chaque voyage elle parvenait à accumuler un peu plus pour partir plus loin et investir de plus grosses sommes. Alors qu'elle n'avait que 400 dollars en poche lors de son premier voyage, elle débourse aujourd'hui 12 000 dollars par trajet.

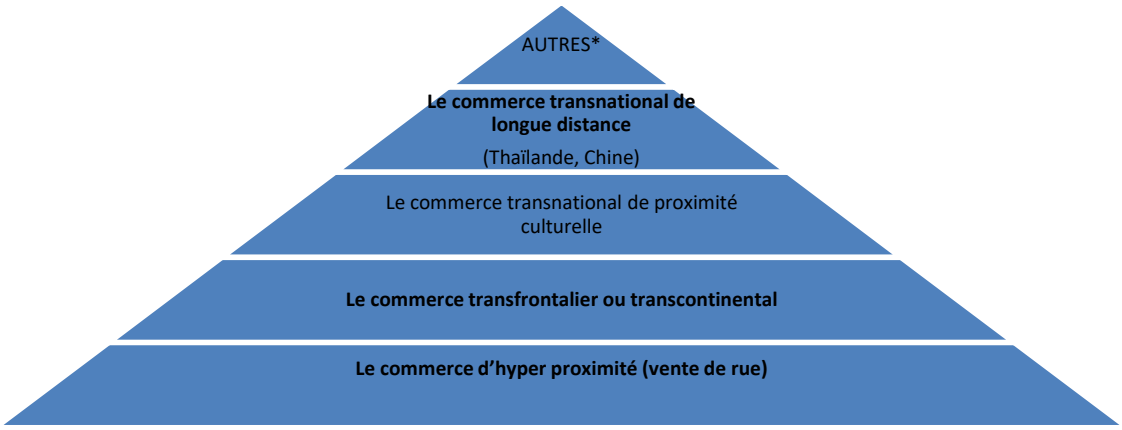
Les sommes investies lors du premier voyage sont variables. Elles alternent entre 200 dollars au minimum et peuvent aller jusqu'à 15 000 dollars en

---

[569] Informations collectées sur le marché Africampo, entre le 4 et le 20 juillet 2014, quartier Kikolo, Luanda, Angola.
[570] Entretien avec Kandimba réalisé le 10 juillet 2014 sur le marché Africampo à Luanda, en Angola.
[571] *Idem*.

fonction des capacités d'investissement (prêt familial, tontine, etc.). En moyenne les commerçantes débutent avec 3 500 dollars[572], une somme suffisante pour couvrir le billet d'avion, l'hébergement sur place, l'investissement dans la marchandise et les frais de douanes. Au fur et à mesure des voyages et avec l'accumulation graduelle de bénéfices, les commerçantes passent du commerce transfrontalier au commerce transnational. Le schéma ci-dessous résume l'évolution « typique » des trajectoires commerciales. Il est évidemment à prendre avec précaution puisque toutes les commerçantes ne suivent pas ce chemin.

4. Du commerce transfrontalier au commerce transnational



Graphique 1 : Pyramide de l'évolution des trajectoires de commerce. * Autres destinations pour le commerce (par exemple Dubaï, pays européens) ou prochaine étape encore inconnue qui peut être par exemple un retour au commerce transfrontalier dans un contexte de crise.

Toutes les commerçantes du marché Africampo n'ont pas les mêmes capacités d'internationalisation. Bien qu'elles soient aussi insérées dans la vente de prêt-à-porter de l'étranger, certaines restent au premier stade de la pyramide et s'approvisionnent dans les entrepôts de Luanda. C'est notamment le cas de Weza, quarante-et-un ans, vendeuse sur le marché Africampo, qui n'a pas

[572] Cette moyenne a été calculée sur un total de 15 réponses recueillies sur le marché Africampo, du 4 au 20 juillet 2014, quartier Kikolo, Luanda, Angola.

encore eu accès à la mobilité : « Je ne suis pas encore une *moambeira* parce que les *moambeiras* ce sont celles qui voyagent et qui livrent comme des grossistes. Moi je leur achète leurs marchandises pour les revendre. Donc je suis encore seulement une commerçante »[573]. Weza travaille depuis deux ans avec sa fille Jani sur le marché où elles commercialisent des vêtements fabriqués à l'étranger qu'elles achètent dans les entrepôts du quartier São Paulo à Luanda. Pour différencier leurs chiffres d'affaires, Weza s'est spécialisée dans les vêtements pour enfants (moins coûteux) et sa fille dans les modèles pour adultes. Weza regrette d'avoir arrêté l'école en 4ª classe (CM1) et souhaite terminer sa formation grâce à des cours du soir afin d'entrer un jour à l'université. Avec son mari, Weza subvient aux besoins d'une famille de douze personnes, dont huit enfants et deux petits-enfants. C'est grâce à la somme d'une tontine de 430 euros (environ 50 000 kwanzas angolais) obtenue par sa fille que la famille a pu amorcer ce petit commerce dont les bénéfices sont encore maigres. En s'approvisionnant dans les entrepôts, les bénéfices sont moindres. Une pièce achetée six euros pourra être revendue au maximum huit euros et cinquante centimes. Weza souhaite obtenir un micro-crédit[574] pour augmenter ses capacités d'investissement et pouvoir s'approvisionner directement en Chine. Le cas de Weza s'inscrit donc dans un exemple de commerce d'« hyper proximité » puisqu'elle vend de la marchandise rapportée de l'étranger sans voyager elle-même.

---

[573] Entretien avec Weza, réalisé le 16 juillet 2014, marché Africampo, quartier Kikolo, Luanda, Angola.

[574] En Angola, depuis 2008, les initiatives entrepreneuriales féminines font l´objet les programmes d'aides au micro crédit comme l'opération *Kixicredito* lancée par l´ONG Development Workshop. Ces opérations visent à formaliser l'économie en remplaçant les mécanismes de mise en commun des revenus de type tontines (« Kixiquila » en portugais d'Angola) par des produits financiers de la banque. *Kixicredito* est donc un jeu de mot avec *kixi-* et *-credito* (le crédit), ce nom est symptomique de ces tentatives d´encadrement et « modernisation » de l´économie angolaise. L'accès au crédit est conditionné par des règles strictes (avoir un logement depuis plus d'un an, avoir déjà un commerce établi) et pénalise cependant les initiatives locales et les liens solidarités entre les femmes. Voir le site internet <http://www.kixicredito.com/>, consulté le 25 septembre 2016.

La seconde étape des trajectoires de mobilité passe généralement par le commerce transfrontalier ou transcontinental qui représente la première étape de mobilité dans le commerce. Les destinations sont le Congo Brazzaville, la République démocratique du Congo, la Namibie et l'Afrique du Sud. En effet, dans l'histoire de beaucoup de femmes, le commerce transfrontalier constituait le premier pas dans la carrière d'importatrice transnationale. Ces voyages sont réalisés le plus souvent en bus ou en camion et les marchandises varient en fonction des destinations. C'est ce que l'on verra plus loin en comparant les avantages de chaque destination. Sur un total de 35 enquêtées, le commerce transfrontalier représente 25 % des mobilités[575]. D'un point de vue chronologique, on remarque que l'Afrique du Sud et les Congo étaient les premières destinations des commerçantes entre 1992 et 1994[576]. Mais il y a une continuité dans le commerce transfrontalier puisque certaines commerçantes ne dépassent pas cette étape.

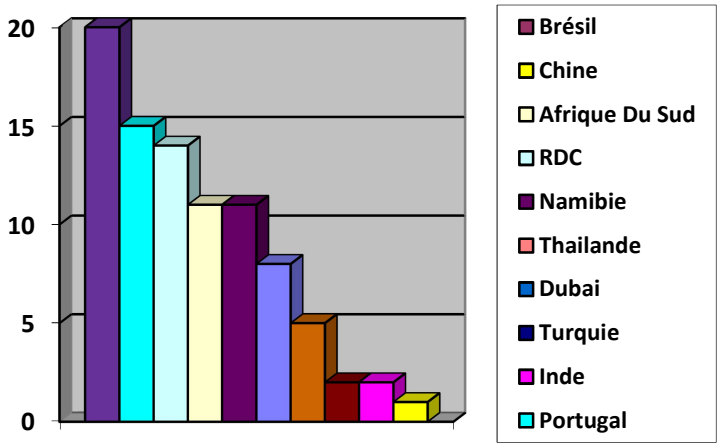
La troisième étape de mobilité qualifiée de « commerce transnational de proximité culturelle » concerne le Brésil qui représente plus de 20 % du total des destinations. La proximité linguistique du Brésil agit comme un facteur qui rapproche géographiquement cette destination de l'Angola. On a pu le voir dans le chapitre 2 quand les commerçantes affirmaient que São Paulo serait toujours « leur maison ». Un autre élément intéressant a été abordé dans l'introduction où j'ai analysé la façon dont Linda avait situé le Brésil sur le continent africain lorsqu'elle complétait la carte de ses mobilités. D'un point de vue chronologique, et bien qu'il existe des exceptions avec quelques départs antérieurs, les vagues de mobilité vers le Brésil se situent pour la grande majorité entre 2002. Cela correspond à la fin de la guerre en Angola et à l´ouverture du gouvernement brésilien vers l´Afrique.

[575] Données obtenues sur la totalité des 35 entretiens réalisées au cours des trois enquêtes de terrain, voir tableau des entretiens en annexe.
[576] Ces dates correspondent aux premiers accords de paix en Angola.

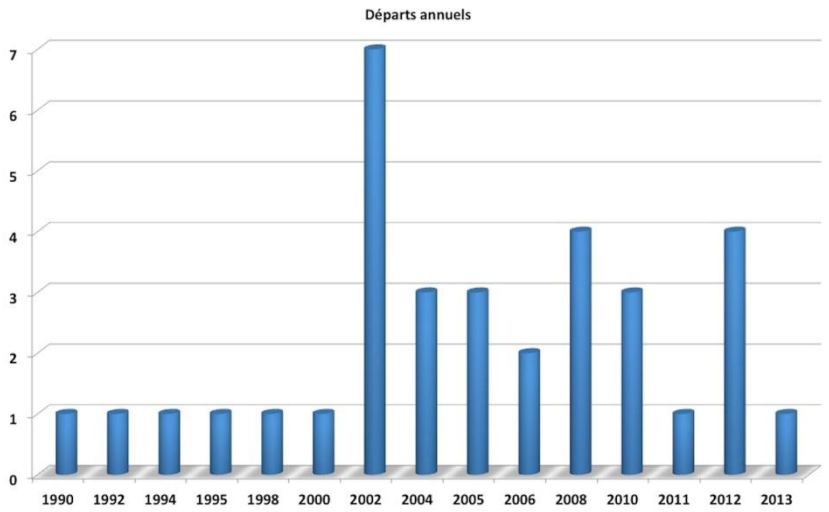
La quatrième étape est celle du commerce transnational de longue distance qui concerne des destinations comme la Chine et la Thaïlande (respectivement 16 % et 10 % du total des mobilités). C'est plus ou moins autour de 2008 que ces deux destinations deviennent à la mode puis des zones d'attraction pour le prêt-à-porter bon marché.

5. Représentation de chaque destination en fonction de l´historique des départs

Les deux graphiques permettent de voir l'importance relative de chaque pays par rapport aux autres destinations et les vagues de mobilités de 1990 à 2013. Le Brésil et la Chine sont les deux destinations les plus partiquées par les commerçantes (données obtenues sur un total de 35 individus).

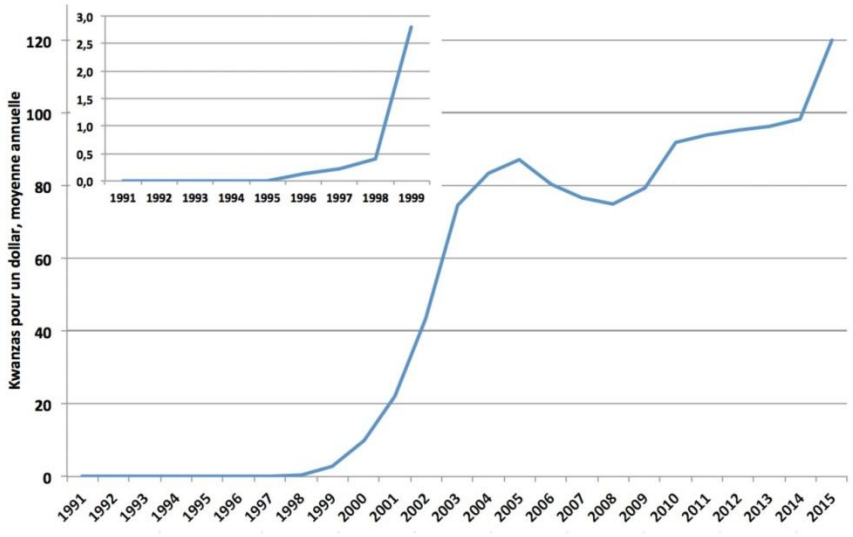


Graphique 2 : Pourcentage de la part de chaque pays dans le total des destinations.



Graphique 3 : Nombre de départ par année sur un total de 35 entretiens. Réalisation Louison Cahen-Fourot, 20 octobre 2016.

Lorsqu´on regarde les vagues des mobilités dans le commerce transnational de 1990 à 2013 on constate que la vague la plus importante commence en 2002. Au vu du nombre de départs et de la trajectoire du taux de change, on peut émettre l'hypothèse que le taux de change est un facteur influençant le nombre de départ annuels.



Graphique 4 : Taux de change du Kwanza face au dollar de 1991 à 2015, sources World Development indicators, World Bank, Réalisation Louison Cahen-Fourot, 1er octobre 2016.

Selon les données de la Banque Mondiale, on peut noter qu´en 1996 il fallait 0.12 kwanza pour obtenir 1 dollar et aujourd´hui en (2016) il faut 120 kwanza pour acheter un dollar. En effet, depuis 1996 on constate que le Kwanza est en constante dépréciation face au dollar mais restait toujours en dessous des 100 kwanzas pour 1 dollar. Cependant, on remarque une importante variation de la courbe à partir de 2005 où le Kwanza était à 87 pour 1 dollar et 80 kwanza en 2006. Cette appréciation a continué en 2007, le Kwanza est à 76 et en 2008 il est à 75 pour 1 dollar. Cela signifie qu´en 2008 cela faisait trois ans que le taux de change s´améliorait face au dollar ce qui est certainement un facteur qui a pu rendre le commerce d´importation rentable.

Plusieurs facteurs macro-économiques peuvent avoir influencé le départ des femmes et le choix de certaines destinations. Le tableau ci-dessous montre les avantages comparatifs de chaque destination et permet de comprendre ce qui peut motiver certaines commerçantes à se rendre dans des destinations moins courantes ou au contraire ce qui constituent des barrières à la mobilité.

Tableau 3* : *Les avantages comparatifs de chaque destination

Pays	Produits importés	Avantages	Désavantages
Afrique du Sud	Vêtements pour femmes et pour hommes	Prix du billet d'avion	L´insécurité
Brésil	Vêtements pour femmes, hommes, enfants, broderies, linge de maison, chaussures *Havaianas*	Qualité des produits (coton, plastique), styles et tendances de la mode, langue commune	Augmentation du prix de la marchandise, difficultés d'obtention du visa, tarifs douaniers plus élevés
Chine	Vêtements pour femmes, hommes, enfants, meubles,	On y trouve des cheveux travaillés, ondulés et colorés,	Prix du billet d'avion, mauvaise réputation des produits, qualité inférieure,

	matériel de construction	diversité des produits, tarifs douaniers plus bas pour les vêtements	racisme contre les Africains
Congo RDC	Vêtements pour femmes, hommes, enfants	Facilités de passage à la frontière et tarifs douanier plus abordables	Prix des vêtements plus élevés puisqu'il s'agit de distribution intermédiaire
Dubaï	Parfums, bijoux, vêtements divers	Facilité d'obtention du visa	Prix du billet d'avion
Inde	Cheveux	Vente de cheveux au kilo	On y trouve seulement des cheveux lisses, visa ?
Namibie	Linge de maison	Proximité de la destination, visa ?	Pas beaucoup de diversité des produits
Thaïlande	Vêtements divers	Prix des vêtements	Mauvaise qualité, racisme*
Portugal	Or, bijoux	Qualité des produits	Difficultés d'obtention du visa

*Dans l´entretien avec Yara, cette dernière affirmait avoir été victime de racisme en Thaïlande le jour où une personne s'est approchée d'elle et a voulu lui « enlever la peinture » qu'elle avait sur le corps. Entretien réalisé le 17 juillet 2015, Canton, Chine.

II. LES STRATÉGIE COMMERCIALES ET LA RÉUSSITE ÉCONOMIQUE

À Luanda, en juillet 2014, les commerçantes se plaignent de la mauvaise santé du commerce. Kieza déplore les perturbations liées aux réaménagements urbains des marchés de Luanda qui ont provoqué des baisses de leurs chiffres d'affaires. Depuis qu'elle s'est installée sur le marché Africampo, Kieza gagne moins que lorsqu'elle travaillait au Roque Santeiro : « Là-bas on gagnait pas moins de 50 000kz (environ 425 euros) [de chiffre d'affaires] par jour. Si tu avais des nouveautés tu pouvais même te faire 680 euros par jour. Maintenant non »[577]. Kieza souhaite tout de même garder sa place sur le marché Africampo et espère, un jour, pouvoir aller s'approvisionner en Chine.

Photographie 9 : Un stand des commerçantes angolaises qui rapportent des vêtements du Brésil et de Chine, marché Africampo, 16 juillet 2014, Luanda, Angola.

[577] Entretien avec Kieza, 12 juillet 2014, *op. cit.*

1. Concurrences et bénéfices sur le marché

Dans l'espace confiné et bruyant du Marché Africampo, les vendeuses disposent chacune de deux ou trois mètres carrés pour présenter leurs produits qui paraissent – pour l'observateur novice – tous identiques. La quantité de commerçantes présentes sur le marché et l'uniformité des produits proposés témoignent de l'intensité de la concurrence. C'est ce que confirme Lunji selon qui « [la profession] a beaucoup changé parce qu'avant peu de personnes pratiquaient ce commerce ! Mais maintenant comme il y a beaucoup de monde, l'offre a augmenté, les prix sont de plus en plus bas… »[578]. Lunji fait référence aux facilités d'accès aux voyages suite à la baisse des tarifs des billets d'avion pratiqués par les compagnies aériennes comme *Ethiopian Airlines* avec laquelle beaucoup de commerçantes voyagent. Selon elle, les billets d'avion pour l'Afrique du Sud varient entre 400 et 1 000 dollars. Pour le Brésil, les tarifs varient entre 700 et 1 000 dollars, alors que pour la Chine les billets d'avion sont entre 1 000 et 1 500 dollars. Le choix des destinations dépend d'un calcul savant entre les promotions des compagnies aériennes, les nouvelles tendances de la mode et les capacités d'investissement pour se procurer du stock. La grande volatilité des prix des transports, de la demande et des tarifs douaniers se répercutent sur les revenus des commerçantes, très inconstants selon la période de l'année.

Pour baisser ses prix, Lunji explique qu'au lieu d'acheter ses vêtements aux grossistes chinois ou brésiliens, elle les fait directement produire dans les usines en Chine : « il y a des fois où tu arrives là-bas [en Chine], et tu ne trouves pas ce que tu veux. Alors comment on fait ? Tu rapportes tes modèles, tu demandes ce que tu veux et tu les fais produire »[579]. Ces prix qui battent toute concurrence attirent une clientèle modeste. Ce sont généralement des femmes des différentes provinces du pays qui se rendent à Luanda pour approvisionner les

[578] Entretien avec Lunji, réalisé le 8 juillet 2014, marché Africampo, quartier Kikolo, Luanda, Angola.
[579] *Idem*.

marchés de l'habillement des zones rurales. Lunji souligne la spécificité de son commerce : « mon commerce est pour les pauvres, je vends seulement pour les pauvres. C'est pour ça que je préfère acheter des vêtements en Chine, parce que là-bas il y a des vêtements pour tous les porte-monnaie. Il y a des vêtements adaptés au marché sur lequel je vends ». Les propos des deux commerçantes rejoignent le concept d'économie du « poor to poor » que l'on définira comme la mobilisation transnationale de la force de travail de populations pauvres qui se déploie en direction d'autres pauvres.

Les connaissances propres à ce commerce du « poor to poor » s'acquièrent, sur le marché Africampo, par le biais de l'imitation et du mimétisme entre commerçantes. Cependant la jalousie et la concurrence prévalent bien souvent sur la solidarité et l'entraide. En effet, les réseaux d'entre-aide entre les commerçantes ne sont pas très étendus. Comme je l'ai expliqué plus haut, les commerçantes sont très méfiantes. Kieza ne fait pas confiance à toutes ses collègues : « sur le marché chaque personne a son tempérament [?], des fois elles vont te voir vendre et ça les rend jalouses, ici sur le marché les relations sont bonnes mais ça dépend des mentalités »[580]. Ce témoignage rejoint ceux d'une majorité des enquêtées qui ont renoncé aux tontines par manque de confiance envers leurs collègues. C'est pourquoi la cooptation pour débuter dans le commerce s'effectue généralement dans des rapports individuels entre deux amies ou deux cousines afin de restreindre la concurrence au cercle intime. Les savoir-faire spécifiques à ce type d'activité sont ainsi une ressource précieuse transmise dans un cadre restreint. Les informations sur le commerce étant dissimulées, imiter les collègues du marché devient par conséquent l'unique façon de maximiser les bénéfices.

Les comportements mimétiques des commerçantes se confirment également lors de leurs séjours à l'étranger : elles circulent dans les mêmes espaces et se logent dans les mêmes hôtels ce qui facilite la mobilité des commerçantes

[580] Entretien avec Kieza, *op. cit.*

puisqu´elles ont l´impression d´être dans un lieu familier. Comme on l´a montré dans le deuxième chapitre, les espaces de circulation des Angolaises reconstituent un petit morceau de l´Angola. C'est ce que confirme Lunji : « [en Chine] on arrive d'abord jusqu'à l'hôtel, quand tu viens pour la première fois tu as un guide, mais maintenant, nous les anciennes nous n'avons plus besoin de guide. On y va avec des cartes de visites ! Là-bas toutes les boutiques ont des cartes de visite »[581]. De son côté, Kandimba affirme qu' « en Chine les vendeurs parlent portugais, ils connaissent déjà les modèles qui sont les plus à la mode, quand tu leur demandes ils te disent ce qu'il y a déjà là-bas et toi tu commences à préparer ton argent pour voyager »[582].

La réussite économique d'une commerçante dépend alors de sa capacité à s'éloigner des sentiers battus pour être la première à rapporter un nouveau produit et à adapter, pour cela, ses trajets en fonction des nouvelles tendances. L'intensification de la concurrence a rendu difficile l'obtention de données fiables sur les bénéfices réalisés, beaucoup de commerçantes ne veulent pas communiquer les montants qu'elles gagnent ou l'argent qu'elles transportent avec elles pendant leurs séjours. La méfiance des commerçantes pour communiquer les chiffres de leurs revenus s'explique par la peur des contrôles et des restrictions de l'État angolais qui ne permet pas aux Angolais (non-membres de la nomenklatura) de sortir du pays avec plus de 15 000 dollars en liquide. Il est tout de même possible d'estimer l'investissement moyen par voyage à 13 800 dollars avec un écart type de 6 800 dollars et des bénéfices moyens d'environ 2 600 dollars par voyage avec un écart type de 1 600 dollars[583]. Cela veut donc dire qu'il y a de très fortes disparités entre les capacités d'investissement et les gains de chaque commerçante sur le marché. En effet, il existe un écart important entre les plus petites commerçantes qui travaillent uniquement avec le commerce à la valise (les bénéfices par voyage

[581] Entretien avec Lunji, *op. cit.*
[582] Entretien avec Kandimba, *op. cit.*
[583] Ces données ont été obtenues sur un total de 35 entretiens réalisés sur les trois enquêtes de terrains, voir tableau des entretiens en annexe.

sont proches de 1 000 dollars) et celles qui importent de plus grosses quantités comme Etelvina, quarante-et-un ans, qui gagne environ 8 000 dollars par voyage[584].

L'accélération des échanges et l'impitoyable concurrence qui règne dans le contexte de l'économie de survie globalisée est d'autant plus rude pour les femmes qui doivent concilier les deux rôles : celui d'être une « bonne » mère de famille et une commerçante transnationale « performante ». En effet, en Angola, comme partout ailleurs,

> « Les femmes finissent par accumuler la responsabilité du travail dans la sphère domestique avec celle du travail à l'extérieur. Il manque des politiques et des actions de soutien à la paternité. L'actuel code du travail angolais permet seulement un jour de congés paternité. Des actions de sensibilisation sur la présence du père non seulement pendant la période de naissance de l'enfant, comme au long de tout le cycle de la vie, contribueraient potentiellement à ce que la femme puisse mieux concilier les activités dans la sphère familiale et professionnelle. La conciliation effective entre la famille et le travail pourra aussi contribuer à une réduction des comportements de violence domestique »[585].

Le fond de notre propos est alors de mettre en lumière les difficultés qui se présentent aux femmes qui voyagent en raison de l´absence de structures publiquent leurs permettant de prendre en charge la garde de leurs enfants. La mobilité dans le commerce devient de ce fait une source d´angoisse extrême pour les femmes qui laissent leurs enfants seuls ou à la charge d´un.e ainé.e de la famille. Il arrive très souvent que la famille adopte un enfant (originaire d´une province plus pauvre) pour prendre en charge des tâches domestiques en l´échange de l´hébergement ou du financement de ses études[586]

---

584 Entretien avec Etelvina, réalisé le 12 juillet 2016, marché Africampo, quartier Kikolo, Luanda, Angola.
585 PAANE II, mars 2015, *op. cit.*, p.57.
586 C´est ce que j´ai pu constater lorsque j´ai retrouvé Neusa dans la province du Cunene à Ondjiva. Nous étions partis un dimanche après-midi à la rencontre d´une des filles de

2. Les figures de réussites

Luena a 29 ans ? cette jeune femme est un exemple de succès commercial et personnel car elle a continué ses importations de Thaïlande, de Chine et d´Afrique du Sud et utilise ses récits de voyage comme une source de valorisation de soi. Au cours de l'entretien, elle disait être fière de ses voyages et de l'autonomie qu'elle a acquise grâce à ses revenus : « J'aime voyager pour me changer les idées. M'amuser et voir d'autres horizons et aussi connaître des cultures qui sont différentes de mon pays, j'aime l´atmosphère elle-même »[587]. Luena a déjà voyagé trente fois en Thaïlande, huit fois en Chine et une fois au Brésil, pays où elle va chercher des vêtements qu'elle présente sur des mannequins dans une espace qu'elle loue sur le marché Africampo.

Photographie 10 : Les « poupées de Luena », marché Africampo, 10 juillet 2014, Luanda, Angola.

son frère qui vivait à la campagne comme éleveur de vaches. Neusa était venue rendre visite à l´enfant alors âgée de cinq ans pour lui dire qu´elle reviendrait la chercher dans quelques mois pour l´amener vivre avec elle à Huambo. La petite fille qui ne parlait pas portugais était en pleurs et ne voulait pas quitter sa mère.

[587] Entretien avec Luena, réalisé le 10 juillet 2014, marché Africampo, Luanda, Angola.

Luena possède un grand espace sur le marché, elle expose ses modèles sur des mannequins en plastique qu´elle surnomme « ses poupées »[588]. Elle les présente ainsi pour valoriser ses produits. Sur la photographie on voit que Luena s'est adaptée aux tendances de 2014 avec des modèles (sur la gauche) de couleurs vives ou fluo ou des modèles de robes (à droite) qui imitent ceux des *telenovelas* brésiliennes. Luena se distingue des autres commerçantes du marché par l'originalité des modèles qu'elle sélectionne en fonction des tendances à la mode et la façon dont elle les met en valeur sur des mannequins en plastique. En parallèle de son travail sur le marché et de ses voyages, elle suit un cours de relations internationales mais ne souhaite pas abandonner son activité commerciale avec l'étranger car elle ne veut dépendre de personne. C'est justement la raison pour laquelle elle estime que ce secteur d'activité est surtout pratiqué par les femmes en Angola :

> « C'est à cause de la mode. Et puis surtout elles [les femmes] veulent être indépendantes parce que tu vois, c'est pas facile de dépendre du patron, c'est difficile de gagner 60 000 kwanzas, ça ne vaut pas la peine alors tout le monde veut être indépendant. Quand je veux voyager demain je voyage ! J'ai mon visa j'y vais, personne ne m'en empêchera. C'est ce que tu vas observer ici [sur le marché], il y a beaucoup de femmes qui n'acceptent pas de travailler[589] parce que les salaires ne compensent pas. Comme moi par exemple ! Je n'accepte pas de travailler pour gagner 50 000 kwanzas, non, sûrement pas ! »[590].

On comprend alors que les trajectoires de mobilité peuvent concilier plusieurs modalités, les commerçantes pratiquant généralement plusieurs destinations à la fois. En moyenne, chaque femme voyage dans trois pays différents.

---

588 « As minhas bonecas ».
589 Il faut rappeler qu'elle ne considère pas le commerce comme un travail, le travail étant une activité salariée (formelle ou informelle), mais souvent de très basse rémunération.
590 Entretien avec Luena, *op. cit.*

3. Mobilités féminines et accumulation de capital économique et symbolique

La diversité de profil des femmes angolaises que j'ai croisées à São Paulo ne permet pas, pour le moment, de dresser un « portrait-type » de l'ensemble des agents engagés dans cette activité. L'accumulation de capital rendue possible par le voyage dépend souvent des conditions de départ des commerçantes, toutes n'ont pas les mêmes capacités d'investissement ni les mêmes stratégies. Par ailleurs, on ne peut juger de l'évolution d'une trajectoire qu'à partir du sens donné par les femmes à leurs mobilités, ce qui n'est pas toujours évident car les discours et les récits de vie sont un peu décousus. J'ai pu percevoir les limites des entretiens à partir des histoires de vie dans la façon dont les enquêtées racontaient leur trajectoire de façon à la fois abrupte et sans donner une cohérence chronologique à l'évolution de la trajectoire. Ces trajectoires sont par ailleurs dépendantes des aléas du commerce et des relations macroéconomiques sur lesquels les commerçantes n'ont aucune prise. Cela conduit, comme le suggère Pierre Bourdieu, à « construire la notion de trajectoire comme série des positions successivement occupées par un même agent (ou un même groupe) dans un espace lui-même en devenir et soumis à d'incessantes transformations »[591]. Ainsi, penser les mobilités féminines invite à voir la « vie comme un chemin »[592], un chemin tortueux et une succession de déplacements dans l'espace social « dans les différents états successifs de la structure de la distribution des différentes espèces de capital qui sont en jeu dans le champ considéré » [593].

En effet, l'engagement des femmes dans le commerce transnational n'est pas linéaire, il résulte parfois du hasard, des circonstances de la vie ou d'une fatalité résultante de l'absence d'emploi dans le secteur formel en Angola. C'est le cas

[591] Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales* 62, no 1 (1986): 69-72, p. 71.
[592] Pierre BOURDIEU, « L'illusion … », *op. cit.,* p. 69.
[593] *Idem,* p. 72.

d'Alda et de ses deux sœurs : « elles ont étudié mais elles n´ont pas trouvé de travail non plus, la deuxième a aussi un commerce. Y'a pas d'emploi tu vois, le commerce c'est plus facile pour réussir à vivre »[594]. Alda est orpheline de père et de mère, « mon père est mort en 1995, ma mère en 1996. Ma mère aussi a été vendeuse, elle achetait quelques trucs [en Angola] et aussi elle vendait juste là-bas, des ingrédients quoi. Mon père a été […] chauffeur d'une entreprise »[595]. Alda n'a pas eu les moyens d'étudier : « j'ai arrêté parce que j'avais personne pour [me] soutenir, j'ai dû arrêter mais je me dis si possible un jour je vais étudier »[596]. Elle parle de son enfance comme d'une période difficile : « c'était vraiment cette vie de souffrance hein, comme ça même, on vivait mal. J'ai commencé à travailler dans la salle de classe, j'achetais des cacahuètes, je les grillais et je les vendais. C'est ma mère qui m'a appris, en fait »[597]. Alda a commencé à gagner sa vie dans la « zunga »[598] en achetant des produits dans des entrepôts de la capitale angolaise pour les revendre dans la rue jusqu'au jour où elle a rencontré une personne qui lui a suggéré de tenter sa chance dans le commerce transnational : « là-bas en Angola, j'achetais dans le magasin lui-même, et je vendais sur place, quelqu'un est arrivé et m'a appris à acheter dehors [à l'étranger] et ensuite vendre là-bas en Angola »[599]. Le Brésil n'était pas sa première destination, ce qui est le cas de beaucoup d'autres commerçantes qui débutent généralement par l'importation de prêt-à-porter issu des zones frontalières comme le Congo Démocratique ou la Namibie. Alda a débuté le commerce transnational en Afrique du Sud en 2002, elle est partie en avion mais ne donne pas plus de détails. Ce n'est qu'en 2010 qu'elle s'est rendue au Brésil grâce à sa collègue Kiara qui y voyageait déjà depuis 2005 :

---

[594] Entretien avec Alda et Kiara, *op.cit.*
[595] *Idem.*
[596] *Idem.*
[597] *Idem.*
[598] « Zungar » se définit comme « déambuler », « circuler », c'est un terme originaire de la langue Kimbundu qui « identifie les vendeurs ambulants qui déambulent dans la ville, dans les quartiers et les marchés de Luanda », Carlos LOPES, *Roque Santeiro*…, *op.cit.*, p. 261.
[599] Entretien avec Alda et Kiara, *op. cit.*

> « Moi à chaque fois j'apprends vraiment avec les personnes, chaque fois, avec elle [Kiara] j'ai appris. [En] 2010, je lui ai demandé, elle a dit : *d'accord !* Elle m'a aidé [pour les] documents, tout, parce que je ne savais pas le Brésil, tu vois ? Je n'avais jamais acheté de *Havaianas*, je vois pas comment acheter. Elle m'apprenait, c'est comme ça, comme ça, comme ça. Et chaque fois que je suis avec une personne, si c'est du bon, je me mets dans la tête, si c'est pas bon, je le mets pas. Moi avant d'acheter un truc je fais des calculs. Je travaille avec des dollars, je dois savoir combien de choses ça va me faire avec 100 dollars, et je vais faire des calculs, pour payer l'excès [de bagages], ce que je dois dédouaner là-bas [en Angola], par jour je ne vais pas terminer de vendre une valise, j'ai des dépenses, il faut que je fasse tous les comptes, pour pouvoir acheter une affaire »[600].

Les expériences dans le commerce transnational sont donc perçues comme des apprentissages, comme une accumulation de savoir pour rendre les séjours sur les marchés du prêt-à-porter brésiliens rentables. Alda et Kiara achètent principalement des tee-shirts pour femmes d'un prix maximum de 2,5 euros (10 reais brésiliens) qu'elles revendront sur les marchés (au prix de gros) entre 3 et 4 euros (12 ou 15 reais brésiliens)[601]. Réalisant des marges très minces sur chaque pièce qu'elles revendent en gros ou au détail, elles doivent transporter de grandes quantités pour réaliser des bénéfices :

> « On gagne peu, là où tu as 15 valises, tu peux gagner genre 1000 dollars, là où tu investis 15 000 dollars, tu gagnes vraiment un tout petit peu, ça sert que pour subvenir la maison, juste pour donner à manger à la maison, mais c'est notre façon de travailler, c'est vraiment difficile. On met tellement d'argent mais on gagne peu »[602] se plaint Kiara.

---

[600] *Idem*.
[601] Ces chiffres en real brésilien sont des données de 2013 recueillis au cours de l'entretien avec Alda et Kiara, ces valeurs ont été converties de façon approximative à partir des taux de change de 2016.
[602] Entretien avec Alda et Kiara, *op.cit.*

L'accumulation de capital est donc très fragile mais les commerçantes retirent également un certain prestige du fait de voyager et de connaître l'étranger. En effet, la connaissance du monde et d'un « ailleurs » comme le Brésil, pays dont l'imaginaire fort est associé à une certaine idée de la réussite devient alors une ressource pour la valorisation de soi. Alda se sent en effet un peu différente parce qu'elle voyage, elle considère que son expérience à l'étranger change le regard que les autres portent sur elle :

> « Il y a des différences hein, parce que je ne m'arrête pas en Angola, je connais l'Afrique du Sud, je connais le Brésil, la personne a cette différence, la personne a du respect parce que celle-là non… cette personne elle connaît l'Afrique du Sud, elle connaît l'Angola, il y a vraiment une différence, quand tu calcules, quand tu pars, quand tu vas connaître Rio [de Janeiro], il connait pas, tu vois ? Imagine la personne elle connaît seulement par les photographies, hein ? Imagine cette personne qui a l'anxiété de connaître cet endroit ! »[603].

Alda a un fils de cinq ans qu'elle estime avoir eu tard : « j'ai fait mon fils à vingt-six ans, il va avoir cinq ans »[604] car « la vie que je menais me faisait peur d'avoir cet enfant »[605]. Au moment de notre entretien, en 2013, elle était séparée et vivait seule avec son fils : « je trouvais qu'il [son ancien compagnon] n'était pas clair, je me suis séparée quand mon fils avait 4 mois. Je pense que je préférais ainsi que de faire un autre fils avec un homme qui n'est pas clair. Je préférais rompre avant. Ce n'est pas une bonne personne »[606]. C'est également le cas de Kiara qui s'est séparée de son premier mari car « il ne voulait pas travailler, il voulait juste la vie de rester comme ça [à ne rien faire], avoir cette vie c'est pas possible. J'ai préféré laisser tomber »[607]. Remariée depuis dix ans, elle affirme que son nouveau mari soutient son négoce même si son activité implique beaucoup de déplacements à l'étranger. Kiara constate cependant qu'il y a en

---

603 *Idem*.
604 *Idem*.
605 *Idem*.
606 *Idem*.
607 *Idem*.

Angola « des maris qui n'aiment pas que la femme voyage. C'est de la jalousie, ils ont des attaques de jalousie. Je crois que ce sont ces hommes qui pensent que si la femme voyage, elle couche, mais je pense que pour que la femme couche il faut que… ». Alda l'interrompt : « ça dépend ! Il y a l'homme qui a la méfiance. Celui qui a confiance en sa femme, [ou celui] qui a la méfiance, il pense déjà à ça, tu peux le faire, la femme peut trahir. Mais pour pouvoir te trahir pas besoin d'être en dehors du pays non, à l'intérieur tu peux trahir, hein ? »[608].

4. De la réputation des femmes qui voyagent

Les propos de ces deux commerçantes permettent de penser que les femmes qui pratiquent le commerce transnational s'affranchissent des regards ou de la réputation qui peuvent parfois peser sur les femmes qui voyagent. Les liens entre mobilités spatiales et émancipation féminine ne sont pas une problématique nouvelle. Ainsi, Sylvie Bredeloup s'intéresse depuis plusieurs années à la figure de la commerçante internationale en interrogeant l'impact des mobilités sur les autonomies féminines, elle pose les questions suivantes :

> « Ces commerçantes au long cours entrevoient-elles dans cette mise à distance d'avec la société d'origine la possibilité de contourner ou de rejeter certaines contraintes familiales, matrimoniales ou statutaires et de gagner en autonomie, ou l'abordent-elles comme un détour nécessaire aujourd'hui pour consolider la fortune familiale dans son ensemble ? Individuellement ou collectivement, quels moyens mettent-elles en œuvre pour légitimer leurs choix de vie et dépasser les injonctions normatives qui leur sont faites en tant que femmes africaines ? »[609].

Sur la question de l´autonomie financière grâce aux revenus du commerce, Alda affirme sa volonté d'être indépendante financièrement, selon elle, l'opinion de son partenaire n'est pas une entrave à son activité professionnelle :

---

[608] *Idem*.

[609] Sylvie Bredeloup, « Mobilités spatiales des commerçantes africaines : une voie vers l'émancipation ? » *Autrepart*, n° 61, mai 2012 : 23-39, p. 24.

> « L'homme, il te rencontre avec l'habitude de ce monde du commerce, pour te l'enlever, ça c'est difficile. Il va réussir à donner [de l'argent] aujourd'hui mais il va pas réussir à me donner tout ce que je veux. Aujourd'hui il a, demain non, imagine en plus si il veut que la femme reste assise à la maison, il va pas avoir assez [d'argent]. Comment ça va se passer ? Comment on va être ? Comment on va élever les enfants qu'on a à la maison ? Pour moi, je sais pas, dans le monde d'aujourd'hui, quand l'homme travaille la femme aussi travaille. Voilà, je vois en Angola, maintenant je ne sais pas au Brésil. Je pense qu'au Brésil aussi c'est la même chose »[610].

L'affirmation de soi par le travail est présente dans le discours d'Alda : « c'est ma manière d'être, je suis déjà heureuse. Si il y a un homme à mes côtés, il faut que ce soit un homme qui me rende heureuse, parce que sans homme je suis déjà heureuse, avec ma manière de travailler j'arrive à manger, à habiller mon fils, à m'occuper de mes cheveux, je suis déjà bien. Ce n'est pas à cause de l'homme que je vais être heureuse »[611]. Mais si elle défend son autonomie, elle souhaiterait pallier les aléas de son commerce grâce au soutien d'un compagnon :

> « Un homme qui peut partager les dépenses que j'ai avec lui, qui peut m'aider, il y a des moments où j'ai plus d'argent, personne ne peut m'aider. Mais à l´homme, tu peux dire que tu n'as plus [d'argent], il y a des moments dans le commerce, tu restes très en bas. Mais si tu as homme qui travaille, il peut t'aider, tu vas rester [dans le circuit du commerce], c'est bon tu vois ? »[612].

Enfin, le fait de voyager est également un facteur positif pour réaliser des études, en termes d'acquisition de connaissances sur l'autre et le monde. Vanusa, qui était en train de faire une licence en Relations internationales explique que ses voyages sont un avantage pour ses études :

---

610 Entretien avec Alda*, op. cit.*
611 *Idem.*
612 *Idem.*

> « Ça aide, parce qu'en voyageant, on finit par avoir une connaissance sur d'autres cultures. Autant là-bas on voit le mode de vie de ce pays donc ça aide. Si on parle d´un autre pays dans la classe on va savoir un peu donc on peut en parler avec clarté, avec précision, on a déjà vécu et on sait ce que c'est. Donc d'une certaine façon ça aide oui, voyager aide »[613].

Le fait de voyager représente donc un capital qui ne se mesure pas simplement en termes économiques mais qui apporte des connaissances, une vision de l'autre et du monde, et un certain prestige à celles qui voyagent.

5. L'argent de la femme, c´est sacré !

Kieza témoigne de son ambition d'autonomie en faisant référence à son statut de mère : « une mère veut toujours le meilleur pour ses enfants, elle veut que ses enfants s'habillent bien, étudient, c'est vraiment l'amour d'une mère. C'est aussi parce que dépendre seulement du mari, ce n'est pas très bon ! Bien sûr que l'argent du mari ça peut nous manquer mais l'argent de la femme c'est vraiment sacré »[614]. Néanmoins, on notera que c'est dans son aspect occulte que l'argent des femmes paraît gagner sa dimension la plus sacrée. L'exercice du commerce transnational apporte à Alda et Kiara une indépendance qui leur permet de gérer leur propre budget :

> « L'argent que je gagne, ce commerce que nous faisons, il y a toujours une planification. Par exemple, je vais réunir une somme pour acheter une maison ou un terrain, pour construire une maison ou acheter une petite voiture. En ce moment j'ai une maison à moi que j'ai faite avec ce commerce. Et lui [son mari] aussi il a réussi à faire une maison là-bas [en Angola], en travaillant là-bas. Maintenant je travaille avec un objectif, travailler pour avoir une petite voiture, mais lui il a sa voiture. Moi aussi je veux travailler, tu vois ? D'abord comme j'étais dans le monde du commerce, j'ai gardé de l'argent, j'ai acheté un terrain avec son

[613] Entretien avec Vanusa, réalisé le 9 avril 2013, quartier du Brás, São Paulo, Brésil.
[614] Entretien avec Kieza, *op. cit.*

aide et on a construit une maison. Et lui aussi, avec son salaire, on a eu envie de faire en plus une autre maison, une d'elles est louée »[615].

Cet extrait illustre un fait récurrent en Afrique où l'on voit des situations de début de diversification des revenus, typiques des classes moyennes inférieures qui cumulent plusieurs activités pour réussir à avoir ce niveau de vie « petit-moyen ». Concernant les stratégies d'investissements, les résultats de l'enquête montrent que sur un total de trente-cinq commerçantes, dix-neuf d'entre elles sont propriétaires de leur maison, ce qui signifie que 80% sont parvenues à acquérir une autonomie de logement grâce aux revenus de leurs commerces. Il faut en revanche contrebalancer ces résultats en regardant les conditions sanitaires des habitations et les quartiers où elles logent qui se situent pour la majorité en périphérie de la ville avec un accès très difficile en transport public. Il serait par ailleurs intéressant de savoir comment l'argent que les commerçantes gagnent est alloué au sein de la famille et l'impact que cela y provoque. Les propos de Kieza montrent que l'argent de la femme est « sacré » la division sexuelle du budget au sein de la famille semble perdurer :

> « [Mon mari] me donne une somme pour faire les courses de la maison. Je suis femme, tu vois. Je sais ce qu'il va me donner, il va me donner tant, c'est pour mettre de la nourriture dans la maison. Mais je peux acheter un chemisier, je peux acheter mon cheveu, je peux acheter n'importe quoi de ce que je veux. Et aussi j'aide ma mère, elle ne fait plus rien, je dois toujours prendre tous les mois un petit peu [d'argent] que je lui rapporte. Pas moi seulement, les frères aussi ils font ça »[616].

Plus jeune que Kiara et seule à s'occuper de son fils, Alda n'a pas encore les moyens de se faire construire une maison : « en ce moment je paye un loyer, après je veux partir, acheter un terrain, construire une maison. Je paye un loyer,

[615] Entretien avec Alda et Kiara, réalisé le 27 mars 2013, São Paulo, Brésil.
[616] *Idem*.

je paye l'école de mon fils »[617]. Elle aide parfois ses sœurs mais elle affirme sa volonté de penser à elle avant d'aider sa famille :

> « En premier lieu c'est moi. Si elle [sa sœur] vient je vais donner 100 dollars, si il y a pas je promets [pour plus tard]. Ce n'est pas à tout moment que le commerce fonctionne non, à un moment précis c'est pas possible. Le commerce tu peux rester comme ça sans rien [pendant] trois mois, tu peux rester, le commerce ne marche pas bien. Et là déjà c'est compliqué et aussi il arrive un moment où le commerce il marche plus, le commerce c'est comme ça »[618].

L'imprévisibilité du commerce ne permet pas à Alda d'activer de façon automatique des solidarités familiales et favorise des processus d'individuation. Cela se vérifie également dans les résultats de l'enquête sur le marché car les commerçantes témoignent pour la très grande majorité d'une volonté de poursuivre leurs études et d'investir dans l'éducation des enfants. Au regard des résultats de l'enquête on constate qu'elles formulent différents projets et désirs pour le futur : voyager en Chine et aux États-Unis ; acheter une maison, un terrain, un voiture ; faire des travaux, construire un premier étage ; faire des études et poursuivre la formation jusqu'en doctorat ; monter une boutique à son nom ; investir dans l'éducation des enfants. Pouvoir assurer la formation des générations futures est l'objectif principal des commerçantes interrogées. Bien que certaines profitent de ces revenus pour poursuivre leurs propres formations, c'est pour leurs enfants qu'elles travaillent.

En effet, concernant les études, on constate chez Alda et Kiara une volonté d'investir dans les jeunes générations futures. Pour Alda, « la personne peut y arriver [à faire des études], elle peut très bien y arriver mais cette course par ici, courir par-là, c'est pas possible, et les études en Angola c'est un peu cher. Alors en ce moment, pour moi, étudier je crois que ce n'est plus possible. Je mise sur

[617] Entretien avec Alda et Kiara, *op. cit.*
[618] *Idem*.

mes enfants »[619]. Mère de trois enfants, Kiara regrette que sa fille ainée ne puisse pas étudier à l'université car elle n'a pas les moyens de financer les frais d'inscription (dans les universités privées) : « pour qu'elle rentre à l'université elle devait avoir de l'argent, en Angola pour entrer à la faculté c'est très cher »[620]. Elle compare l'Angola avec le Brésil où elle pense que les jeunes ont plus d'opportunités pour suivre des études universitaires. On retrouve cette idée dans les propos d'Alda qui souhaite donner un meilleur avenir à son fils de cinq ans en l'envoyant étudier à l'étranger :

> « Je mise sur ses études, il était à la crèche maintenant il étudie, maintenant il est en primaire. Il est en train d'étudier, sa première année à l'école. Mais moi, je pense un jour l'envoyer à l'étranger pour étudier, tu vois ? Il faut envoyer à l'étranger mais seulement il faut avoir une bonne personne pour que tu envoies ton fils, là-bas, à l'étranger. Que ce soit une personne confiée [de confiance] pour envoyer le fils, là-bas, à l'étranger pour étudier. J'aimerais un pays où ils ont l'anglais »[621].

6. De l'invisibilité du commerce féminin

L'organisation des départs à l'étranger est rendue doublement problématique car ces mères ont à la fois la préoccupation de la gestion de leurs enfants pendant leur absence et celle du regard malveillant des voisins sur leurs activités. Kieza détaille les stratégies qu'elle développe avant de partir pour rassurer ses enfants :

> « Nous [les mères] nous nous inquiétons beaucoup, c'est pour ça que quand nous voyageons nous ne restons pas beaucoup de jours, à cause de nos enfants. Nous les prévenons à l'avance : « écoute, maman ces jours-ci va voyager », et quand arrive le jour J : « écoute maman va voyager, mais si quelqu'un vient à la maison demander où je suis tu dis que maman est sortie. À qui vient le matin tu dis que maman dort et à qui vient l'après-midi tu dis que maman n'est pas encore rentrée. Et à qui vient le soir, tu dis que maman est déjà en train de se reposer et que

619 *Idem*.
620 *Idem*.
621 *Idem*.

maman n'aime pas quand on la réveille » ; comme ça les personnes pensent que tu es vraiment là à la maison, et personne ne se rend compte que la voisine est partie »[622].

Ces paroles formulées avant le départ ont pour objectif de rassurer les enfants et de « couvrir » la mère du « qu'en dira-t-on » du quartier. Kieza explique cette nécessité de dissimuler ses activités commerciales et son accès à la mobilité en raison du niveau de pauvreté de ses voisins qui accepteraient mal de voir qu'une femme de ce quartier puisse faire autant de voyages : « beaucoup de voisins sont envieux parce que pratiquement tout le quartier où je vis est un quartier pauvre, alors quand ils voient une voisine qui est tout le temps en train d'aller et venir, tout le temps en train de voyager je pense qu'ils se posent des questions, ce n'est pas une bonne chose »[623]. Il y a également un aspect sécuritaire car cette commerçante doit certainement se méfier des vols et des cambriolages. Lorsqu'elle rentre de ses voyages d'affaires, cette négociante se débrouille pour cacher les marchandises qu'elle rapporte de l'étranger : « très tôt le matin mon époux vient me chercher, je dépose les affaires, on va me chercher à l'aéroport mais personne ne s'en rend compte, personne ne me voit ni entrer ni sortir »[624]. L'invisibilité des pratiques atteste par conséquent d'une mauvaise acceptation de la mobilité des femmes dans la société angolaise.

Dans le cercle intime, la gestion délicate des départs en voyage vise à rendre l'absence de la mère indolore en prenant un ensemble de précautions pour ne pas perturber l'organisation de la famille. Kandimba prépare soigneusement ses déplacements : « je laisse la maison organisée avec les choses principales, les cuisses de poulet et des boites de conserve. Je paye l'école trois mois en avance, même si là-bas au Congo je ne tarde pas mais je pars beaucoup plus de temps au Brésil et en Chine »[625]. L'objectif est alors de ne pas faire ressentir l'absence

[622] Entretien avec Kieza, *op. cit.*
[623] *Idem.*
[624] *Idem.*
[625] Entretien avec Kandimba, *op. cit.*

de la mère aux enfants et de ne pas transférer les charges ménagères sur le mari. La présence de la mère sera souvent remplacée par une aide-ménagère ou par un membre de la famille, les enfants sont le plus souvent confiés à la grande mère ou à une tante qui les prendra en charge.

Pour concilier sa vie de famille avec son activité pendant que les enfants sont en bas âge, certaines commerçantes voyagent avec leurs enfants, ce fut le cas de Linda lors de ses derniers voyages en Chine en 2014. Lorsque Linda laisse ses enfants à la maison, elle prépare son départ de façon à ce que sa famille ne sente pas son absence : « je laisse à manger pour deux semaines, je prépare des plats et ils n'ont qu'à les réchauffer »[626]. Cette organisation permet alors à Linda de continuer à voyager sans remettre en cause les normes de genre au sein de la famille. Sans véritable transfert de responsabilité, les femmes évitent toutes sources de conflits et maintiennent, à distance, la gestion des tâches quotidiennes. Ces stratégies démontrent, d'un côté, une capacité d'adaptation face à des contraintes mais de l'autre, elles participent à l'invisibilité et au silence des mobilités féminines.

CONCLUSION DU CHAPITRE 5

Interrogeant les rapports entre les capacités d'autonomisation et les expériences professionnelles, ce chapitre fait un constat mitigé. Il a souligné l'importance d'évaluer ces trajectoires en prenant en considération le rôle des structures qui entravent ces capacités d'action et d'émancipation. Le contexte politique angolais joue un rôle de sape des tentatives individuelles d'affirmation de soi car il impose une structure qui dévalorise et précarise l'activité professionnelle des femmes. Les trajectoires individuelles ou collectives féminines sont alors partielles et marginales et la potentialité des mobilités féminines est fragilisée par le poids des contraintes politiques, économiques et sociales où les femmes disposent de marges de manœuvre étroites.

[626] Entretien avec Linda, *op. cit.*

L'impact de la mobilité sur la capacité de remise en cause d'un modèle de domination sexuelle classique, que ce soit au sein de la famille ou dans la répartition des rôles de pouvoir dans la société ou l'économie, se voit largement pénalisé par les préjugés attribués à cette pratique économique. La capacité de valorisation de soi par le biais du commerce est donc limitée par un sentiment constant d'illégitimité : le commerce n'est pas un vrai « travail ». En dépit du caractère aléatoire des bénéfices dû aux taxes douanières, on constate tout de même des capacités d'accumulation de capitaux et de savoir-faire. Les revenus moyens par voyage et l'accès à la propriété sont des indicateurs importants. Mis à part Weza qui n'a pas encore les capacités de voyager, les commerçantes interrogées témoignent d'une capacité de gestion budgétaire : elles assurent les revenus de la totalité ou d'une partie des besoins de la famille (notamment alimentaires et d'éducation) et font en sorte de concilier leur vie de famille avec leurs séjours d'affaires en rendant leurs absences indolores. Elles parviennent à envoyer leurs enfants à l'école malgré le coût des frais d'inscription dans les écoles privées. D'autres deviennent propriétaires de leur maison et planifient des travaux pour améliorer le confort de la famille. Cependant, ces capacités d'accumulation de capital sont fragilisées par l'augmentation de la concurrence et des politiques publiques angolaises qui criminalisent cette technique d'importation.

L'histoire racontée ici n'est pas une histoire sans fin. Il semblerait que ces mobilités soient à l'heure actuelle rendues difficiles par d'autres facteurs qui dépassent toutes les problématiques soulevées précédemment. En effet, et cela sera l'objet du prochain et dernier chapitre, les observations menées sur le terrain chinois en 2015 attestent d'une crise des mobilités puisqu'il a été quasiment impossible de rencontrer des commerçantes angolaises à Canton. Les mobilités semblent à la fois condamnées par le renforcement des politiques sécuritaires mis en place sur les « comptoirs africains » en Chine et par l'ampleur de la crise structurelle en Angola qui empêche les commerçantes de voyager depuis la fin de l'année 2014.

CHAPITRE 6. DES COMMERÇANTES AFRICAINES EN CHINE : SUITE OU FIN ?

Photographie 11 : Vue de la rue Boahan dans le quartier Xiaobei à Canton en Chine, le 20 juillet 2015.

Sur cette image on aperçoit deux commerçantes africaines en premier plan, l'une habillée avec un pagne « traditionnel » sur la gauche et l'autre portant un jeans et un t-shirt jaune fluorescent. Sur la droite de l´image on peut voir une petite cabine bleue dans laquelle sont postés deux agents de police qui surveillent la rue Boahan dans le quartier Xiaobei. À côté de la cabine, un journaliste est assis avec une caméra. Il est en train de filmer la rue et les allers et venues des commerçant.e.s. africain.e.s. À gauche du journaliste on aperçoit Li Dong, un photographe chinois, avec son appareil photo posé sur un trépied.

Ce dernier a séjourné pendant trois mois dans une chambre habituellement louée à des migrants africains au cours desquels il a réalisé un reportage photographique sur la présence des migrants africains dans le quartier. En arrière-plan on voit une boucherie qui vend de la viande halal pour la communauté musulmane chinoise de Xiaobei, particulièrement les populations Ouïgours.

Cette photographie illustre la politique sécuritaire et la présence médiatique sur la rue Boahan au moment de la réalisation de l´enquête en juillet 2015. Ce jour-là, un journaliste chinois réalisait un reportage pour une télévision chinoise locale qui s´intéressait au travail de Li Dong. Celui-ci était filmé sur les lieux où il avait réalisé son reportage, des scènes d'accolades entre le photographe et des Africains étaient même mises en scène comme dans une feuilleton télévisé. Il y a donc beaucoup d´éléments intéressants sur cette photographie : la présence de la police surveillant 24 heures sur 24 la rue Boahan, l´inflation médiatique sur le phénomène des migrants africains et la cohabitation entre ces migrants et les minorités confessionnelles chinoises. C'est dans ce contexte géopolitique épineux que se déroule ce chapitre.

I. LES MOBILITÉS COMMERCIALES ANGOLAISES VERS LA CHINE

Ce sixième et dernier chapitre achève un voyage qui a débuté en 2013 au Brésil, pays à partir duquel une « quête » sur les traces des mobilités commerciales féminines d'Angola a commencé. Les résultats de cette première escale ont mis en avant les rapports entre les processus de modernisation de l'économie informelle sur les marchés de São Paulo et la diminution de la fréquentation des commerçantes angolaises qui profitaient des avantages de cette économie souterraine. Le Brésil, qui était une destination historiquement très attractive pour les petites entrepreneuses d'Angola, notamment en raison des affinités culturelles et linguistiques, est devenu à partir de 2008 un marché moins abordable. Par ailleurs, cette modernisation de l'économie brésilienne a renforcé

les restrictions bureaucratiques pour la circulation et les migrations d'Africains sur le territoire. De plus, les politiques de lutte contre le trafic de drogue entre le Brésil et l'Afrique ont causé des dommages collatéraux à ces mobilités commerciales en rendant plus difficile l'accès aux visas. Les commerçantes à la valise de Luanda se voyaient donc contraintes de délaisser cette destination commerciale pour d'autres, comme la Thaïlande, Dubaï ou la Chine qui, contrairement au Brésil, facilitent les conditions d'accès aux visas, s'adaptent à la demande d'une clientèle africaine et produisent à des prix très concurrentiels.

La seconde étape de ce voyage nous a menée à Luanda en 2014. Les trajectoires collectives de plusieurs commerçantes angolaises ont mis en évidence l'intensification des voyages vers la Chine entre 2005 et 2008. Les données recueillies en Angola ont confirmé l'importance de comparer ces nouvelles trajectoires vers la Chine pour comprendre la façon dont ces femmes parviennent à s'adapter – ou non – à la pression du marché global. En effet, elles doivent s'adapter à l'extrême rapidité avec laquelle évolue la production du secteur textile, aux politiques globales de sécurisation qui limitent les mobilités des migrants « indésirables » et à l'intensification de la concurrence sur les marchés où elles distribuent leurs marchandises. Ces négociantes ambulantes s'adaptent alors aux contraintes locales et globales en multipliant les zones d'achalandage en fonction des niches économiques, comme ce fut le cas en Chine entre 2005 et 2008.

Mettons alors le cap vers la Mer de Chine pour aller jusqu'à Canton, dans le sud de la Chine. Cette traversée entre l'Afrique et la Chine ne date pas d'aujourd'hui. En effet, les commerçantes angolaises de cette étude ne sont pas les premières à s'être rendues sur ce que Brigitte Bertoncello et Sylvie Bredeloup ont appelé les « comptoirs africains »[627]. Les auteures décrivent la création de nouveaux quartiers africains en Chine qui s'organisent autour de la

[627] Brigitte BERTONCELLO & Sylvie BREDELOUP, « De Hong Kong à Guangzhou, de nouveaux "comptoirs" africains s'organisent », *Perspectives chinoises*, 2007, n° 1, pp. 98-110.

vie du commerce comme pouvait l'être, dans l'Antiquité, les comptoirs coloniaux qui échangeaient des marchandises par voie maritime. La comparaison est intentionnellement provocatrice puisqu'il s'agit d'un renversement de situation : désormais, ce sont des petit.e.s entrepreneurs.e.s africain.e.s qui viennent s'établir dans les zones commerciales du sud de la Chine et non des grandes puissances européennes. Effectivement, une littérature de plus en plus abondante, depuis le milieu des années 2000, s'intéresse à la présence des communautés africaines implantées à Canton pour faciliter les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique. Les commerçantes angolaises n'étaient donc pas les premières à s'y rendre et ont profité de structures préexistantes qui ont facilité – au moins pendant une certaine période – leur adaptation à ce nouveau contexte.

Au sein de la littérature sur les commerçantes africaines, l'orientation des mobilités commerciales vers la Chine est soulignée à partir de nombreux autres pays africains. Au Togo, la nouvelle génération des Mamas Benz[628] a développé son commerce avec la Chine. Au Sénégal, les Dakaroises[629] sont de plus en plus nombreuses à importer des produits chinois. En effet, il se développe à Canton, depuis une dizaine d'années, toute une infrastructure d'hôtels, de restaurants, de guides et de marchés réservés à la clientèle africaine. Alors que les publications sur la présence chinoise en Afrique se multiplient[630], ces nouvelles mobilités chamboulent les perceptions sur les rapports entre l'Afrique et la Chine, en dévoilant un nouvel aspect de la mondialisation par le bas[631]. Il ne sera pas ici question de faire une révision exhaustive des relations entre ces deux puissances

---

[628] Hance GUEYE, « L'après 'Mama Benz' », in Les Afriques, 1er février 2008, en ligne <http://www.lesafriques.com/africain-de-la-semaine/kadidiat-koubarat-osseni-l-apres-mama-benz.html?Itemid=195?articleid=2528>, consulté le 27 juin 2015.

[629] Aïssatou DIALLO, « Yakaar, Dakar-Dubaï-Guangzhou : trajectoire de commerçantes de Dakar », *in* Natacha Borgeaud-Garciandía & Isabel Georges, *Travail, femmes et migrations dans les Suds*, *Tiers Monde*, 217, janvier-mars 2014, pp. 97-112.

[630] Voir notamment Antoine KERNEN, « L'Afrique face à la puissance économique de la Chine », *Politique africaine*, 134, juillet 2014, pp. 5-19 dans le dossier « China, Ltd. Un business africain » (A. Kernen, ed.)]

[631] Alain TARRIUS, *La Mondialisation par le bas: les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Editions Balland, 2002, 180 p.

continentales mais plutôt de rendre compte d'un phénomène qui provoque des perturbations à la fois économiques, sociales et politiques au sein des deux sociétés.

Dans la première partie de ce chapitre, je ferai une analyse des discours des commerçantes angolaises sur leurs voyages en Chine afin de percevoir les enjeux posés par ces nouvelles mobilités en comparaison avec des trajets plus anciens comme ceux vers le Brésil. Suivant une méthode inductive, ce sont les propos des femmes enquêtées en Angola qui ont déterminé les modalités de la suite de l'enquête prolongée, une année plus tard, en Chine, en 2015. Les entretiens de juillet 2014 désignaient Canton (que les enquêtées nomment en chinois simplifié « Guangzhou ») comme la principale ville d'approvisionnement. Les hôtels où les commerçantes se logeaient (par exemple le Don Franc Hôtel ou l'Elephant Hôtel) ont permis de délimiter le quartier Xiaobei comme centre de l'enquête.

Dans la seconde partie, ce chapitre explorera les conditions de réalisation de l'enquête de terrain dans un contexte marqué par l'insécurité et la répression des autorités locales chinoises envers les commerçants africains et les minorités Ouïgours. En outre, la crise économique et monétaire angolaise qui s'est déclenchée à partir de la fin de l'année 2014, suite à un choc pétrolier, a paralysé les commerçantes angolaises qui n'avaient plus assez de dollars pour voyager. Il fut alors impossible de retrouver à Canton les enquêtées rencontrées dans les recherches précédentes. Ces absences et difficultés survenus sur le « terrain » chinois seront analysées comme faisant partie intégrante des résultats.

1. Voyages vers la Chine et nouvelles amitiés sino-angolaises

Suite aux accords de paix signés le 4 avril 2002, l'Angola est rentrée dans ce que Ricardo Soares de Oliveira appelle le « spectacle de la reconstruction » dans la période de l'après-guerre, dont l'idéologie rénovatrice voulait faire « table rase »

du passé[632]. Cette reconstruction vers une « nouvelle société » a été orchestrée par le MPLA[633], vainqueur du très long conflit face à l'UNITA[634]. Depuis la fin de la guerre, le MPLA a la main mise sur tous les pouvoirs et les ressources naturelles du pays. Dans un pays détruit par tant d'années de guerre, le parti vivait cependant une crise et il ne pouvait pas faire fi de l'aide internationale pour récolter les fonds nécessaires à ce grand projet de reconstruction. En 2004, après plusieurs mois de négociations, la Chine est devenue le partenaire « idéal » de l'Angola, puisqu'elle a accepté de fermer les yeux sur toutes les questions d'ordre politique ou moral. En effet, selon Didier Péclard, ce « partenariat pragmatique » s'est traduit par des prêts de plusieurs milliards de dollars sans conditionnalités démocratiques[635], ce qui a permis à l'État angolais de s'affranchir de la tutelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale[636]. Ainsi, en échange d'avantages juteux pour les entreprises chinoises – qui posséderaient 70% des contrats[637] – le MPLA avait les mains libres pour planifier le projet de reconstruction nationale sans l'avis du peuple. Cette liberté d'action a par ailleurs été permise par la montée subite des prix du pétrole, qui fit exploser les taux de croissance de l'économie angolaise.

Dans ses travaux, Ricardo Soares de Oliveira observe l'adaptation particulièrement efficace des entreprises chinoises aux diktats imposés par le président José Eduardo dos Santos et l'élite angolaise[638]. La Chine est alors devenue un partenaire complice de l'Angola, en tenant dans ses mains le miroir dans lequel le parti pouvait « contempler son reflet »[639] et se flatter.

---

632 Ricardo Soares de OLIVEIRA, *Magnífica e Miserável, Angola desde…*, *op. cit.*

633 Mouvement populaire pour la libération de l'Angola, parti politique au pouvoir en Angola depuis 1975, sous la présidence de José Eduardo dos Santos depuis 1979.

634 Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, dirigée par Jonas Savimbi jusqu'à sa mort en combat le 22 février 2002.

635 Didier PECLARD, « Les chemins de la « reconversion autoritaire… », *op.cit.*, p. 7.

636 Sur la stratégie extérieure de l'Angola voir Philippe LE BILLON *et alii.*, « Au-delà du pétro-militarisme », *Politique africaine*, février 2008, nº 110, pp. 102-121.

637 Ricardo Soares de OLIVEIRA, *Magnífica e Miserável..., op. cit.*, p. 91.

638 *Idem*, p. 92.

639 J'adapte ici une citation de Ricardo Soares de Oliveira qui écrit en portugais « estamos, em vez disso, perante um partido que contempla o seu reflexo no espelho e

Contrairement au Brésil, qui représente sur de nombreux aspects « la société idéale pour l'élite angolaise »[640], la Chine a eu une influence moins directe sur les plans culturel et politique, mais fondamentale sur le plan commercial. À l'échelle du commerce extérieur, la Chine était en 2014 la première destination des exportations (48,8 % au total) et la première origine des importations angolaises (22,5% au total)[641]. De plus, l'Angola est devenu le second fournisseur de pétrole de la Chine et son principal partenaire commercial en Afrique[642].

Au niveau du commerce informel, il est plus difficile de fournir des chiffres fiables. L'attrait de la Chine comme producteur de prêt-à-porter pouvait cependant se vérifier, à une échelle très localisée, sur le marché Africampo de Luanda, où la majorité des vêtements était directement importée de Chine. Malgré une méfiance généralisée des Angolais envers les produits chinois qu'ils considèrent de mauvaise qualité, la diminution du pouvoir d'achat et la compétitivité chinoise poussaient le consommateur à opter pour le *made in China*. En juillet 2014, il suffisait de se promener sur le marché et de demander l'origine des produits pour entendre « *agora é mais China* » (« maintenant c'est surtout la Chine ») et constater la destination la plus pratiquée par les vendeuses ambulantes. Néanmoins, ces voyages vers la Chine ne sont pas apparus de façon soudaine, ils ont été dans la continuité d'autres destinations plus anciennes. En effet, les trajectoires des commerçantes mettent en relief l'apprentissage graduel du commerce transnational où chaque destination représente une nouvelle compétence qui s'accumule dans la carrière des voyageuses.

---

gosta do que vê » (nous sommes, au lieu de cela, face à un parti qui contemple son reflet dans le miroir et qui aime ce qu'il voit), in *Magnífica e Miserável..., op. cit.*, p. 126.

640 *Idem*, p. 131.

641 MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES - MRE Departamento de Promoção Comercial e Investimentos - DPR Divisão de Inteligência Comercial – DIC, *ANGOLA comércio exterior*, mars 2016, 13 p., pp. 4-5.

642 Ricardo Soares de OLIVEIRA, *Magnífica e Miserável... op. cit.*, p. 252.

2. Adeus Brasil, Níhâo China ! L'attrait commercial de la Chine

Adeus Brasil, *Níhâo China*…[643] Le savoir circuler que développent les *moambeiras* du prêt-à-porter ressemble à une sorte de bricolage entre les avantages de chaque destination pour pallier la concurrence de plus en plus aiguë qui provoque une pression considérable sur les prix. La Chine est le lieu de production où les commerçantes parviennent à importer des vêtements au plus bas coût, mais les restrictions douanières à l'aéroport qui se durcissent ces dernières années les contraignent à trouver des solutions alternatives. L'importation par conteneur est alors devenue une méthode privilégiée de celles qui utilisaient jusqu'à présent la valise. Les femmes qui n'ont pas un capital suffisant pour affréter un conteneur s'organisent avec leurs collègues du marché pour grouper les envois. La concurrence croissante au niveau local et les contraintes d'importation imposées par la Chine déclenchent ainsi de nouvelles formes de solidarité qui avaient disparu, comme les tontines ou la vente à crédit (*Kilape*).

Contrairement aux destinations plus anciennes comme l'Afrique du Sud, le Congo ou même le Brésil, qui étaient plus accessibles pour les femmes qui débutaient dans cette activité, la Chine est une destination qui exige de plus grandes capacités d'investissement, comme le soulignait Alda lors de notre première rencontre à São Paulo au Brésil :

> « J'ai pour projet d'aller en Chine mais pour aller en Chine il faut beaucoup d'argent, tu vois ? L'argent pour payer un billet pour la Chine c'est 2 500 dollars. Je travaille avec 8 000 [dollars], il va me rester 5 000 [dollars], je vais à

[643] « Adeus Brasil » signifie en portugais « Adieu Brésil » et « Níhâo China » sera traduit comme « Bonjour la Chine ».

l'hôtel, c'est compliqué, avec 5 000 dollars en Chine je pense que je ne vais presque rien gagner »[644].

Les fonds nécessaires au financement d'un voyage vers la Chine opèrent de cette façon une sorte de sélection entre les commerçantes. Les *moambeiras* qui se rendent en Chine sont considérées comme des « *super moambeiras* » qui se situent dans une catégorie socio-économique supérieure à celles qui se limitent, par exemple, au seul commerce transfrontalier. Les départs vers la Chine ont par ailleurs enclenché le début de la reconversion des négociantes vers d'autres produits d'importations car le vêtement n'est plus rentable comme avant. Le constat d'une décadence du secteur du textile se retrouve dans d'autres contextes africains, comme en témoigne Antoine Kernen & Guive Khan Mohammad[645] dans leur article sur la diffusion des produits chinois en Afrique, où ils rapportent que les marges bénéficiaires dans le domaine de la chaussure et de l'habillement sont passées de 60% à 20% chez les commerçants africains.

En Angola, la crise du secteur de la confection pousse les anciennes *moambeiras* qui ont fait fortune dans le vêtement à se réorienter vers d'autres produits d'importation comme le plastique, les matériaux de construction et d'autres produits courants de consommation. Le transfert de l'importation de textile vers celui de l'électrodomestique ou des meubles est rendu possible par la diversification des marchés chinois, sur lesquels il est possible de trouver toutes sortes de produits manufacturés, ce qui n'était pas le cas au Brésil où la production était exclusivement orientée vers le prêt-à-porter. Muxima, une commerçante angolaise que j'avais rencontrée à São Paulo une année auparavant parle de la reconversion qu'elle observe chez ses collègues *moambeiras* qui refusent désormais d'importer des vêtements à cause des préjudices de ce secteur d'activité :

---

644 *Idem*.

645 Antoine KERNEN & Guive Khan MOHAMMAD, « La révolution des produits chinois en Afrique. Consommation de masse et nouvelle culture matérielle », *Politique africaine*, 134, juillet 2014, pp. 11-32.

> « Je dis que je suis seulement une voyageuse. Mais les autres qui disent qu'elles sont *moambeiras*, celles qui sont anciennes qui y vont depuis des années et des années, elles n'acceptent plus d'aller au Brésil, elles veulent seulement aller en Chine. Elles rapportent maintenant des bassines, des tables, des ustensiles, vraiment de tout ! Elles ont déjà oublié ce truc de rapporter des vêtements, maintenant c'est plutôt les produits électrodomestiques. J'ai déjà essayé de rapporter de l'électrodomestique mais [c'est] compliqué, elles [les *moambeiras*] ne rapportent plus de vêtements parce que ça revient cher »[646].

Comme en témoigne cette commerçante, la reconversion vers d'autres produits n'est pas à la portée de toutes et elle exprime également ses difficultés à s'habituer au marché chinois et à délaisser le secteur de l'habillement, dans lequel elle a accumulé des compétences[647] :

> « [De Chine] j'ai rapporté des plateaux pour servir, des cheveux, quelques appareils, du mobilier. Je suis déjà allée là-bas trois fois mais je n'ai pas aimé. Il y a trop de gens, c'est très confus, il y vient beaucoup de personnes de plein d'endroits différents, ça n'a rien à voir… je n'ai vraiment pas aimé. Je ne me suis pas habituée à rapporter de l'électrodomestique, je préfère les vêtements, mais les vêtements de là-bas n'ont pas la même qualité que dans les autres endroits, c'est de la camelote[648], des vêtements très légers, moi je préfère rapporter quelque chose de plus cher parce que je sais que je vais le revendre plus cher mais rapporter autant de *déchets*[649], avec des valises qui coûtent si cher

[646] Entretien avec Muxima, réalisé le 28 juin 2014 à son domicile dans le quartier du Cacuaco, province de Luanda, Angola.
[647] Muxima travaille dans le secteur du prêt-à-porter depuis les années 1990, elle a d'abord commencé par la vente de vêtements d'occasion (la fripe ou *fardo* en portugais d'Angola) qu'elle distribuait à crédit. Les problèmes d'impayés l'ont convaincu de s'orienter vers les vêtements neufs du Brésil, de Thaïlande, puis de Chine.
[648] Dans l'entretien Muxima a utilisé le terme portugais « fantasias » dont le sens premier signifie le déguisement mais dans le sens de la phase j'ai préféré le traduire par « camelote » pour décrire un vêtement décoratif mais qui n'est pas de bonne qualité.
[649] En portugais elle dit « lixo », ce qui peut être traduit par « déchets », soit des produits qui finissent rapidement à la poubelle parce qu'ils sont de mauvaise qualité.

aux douanes, je ne vois pas l'intérêt. Là-bas [en Chine], les vêtements sont de mauvaise qualité »[650].

Ainsi, certaines commerçantes optent pour maintenir leurs mobilités vers le Brésil ou des destinations qui assurent une meilleure qualité. La possibilité d'importer une grande diversité de produits et les facilités d'importation constituent cependant un argument de taille pour les *moambeiras* qui privilégient la Chine. C'est le cas de Vanusa, commerçante de vingt-deux ans au moment de notre rencontre à São Paulo. Elle compare les avantages entre le Brésil et la Chine en décrivant les différences en termes de rapports commerciaux avec les vendeurs locaux :

> « Pour la Chine, la première fois que je suis allée en Chine je n'ai pas eu beaucoup de contacts parce que je suis arrivée, je suis allée à l'hôtel. J'y suis allée avec une amie qui allait déjà en Chine. Elle m'a présenté un guide qui m'a guidée et je suis allée dans les magasins. J'ai ressenti une différence chez les personnes [les Chinois] parce qu'ils ne sont pas très amicaux, ils ne sont pas chaleureux comme le Brésilien, lui il arrive il dit tout de suite bonjour, tu vois ? Il discute, eux non. La relation est vraiment juste acheteur/vendeur. On arrive et on achète et voilà. Je crois qu'ils sont aussi un peu racistes. Oui, il y a des fois où l'on monte dans l'ascenseur, ils se tournent de l'autre côté quand on arrive, [le Chinois] a tendance à se boucher le nez. Mais au Brésil je n'ai pas senti ça, au Brésil je suis plus à l'aise. En Chine il y a aussi des bonnes personnes qui reçoivent les bras ouverts. En termes de commerce ça rapporte plus en Chine parce qu'en Chine les choses sont très accessibles et tu peux demander de produire au prix que tu veux, en fonction de tes conditions financières. Par contre au Brésil non, mais au Brésil maintenant ça a changé un petit peu, avant c'était comme ça, les choses sont légèrement plus chères. Il y a plus d'avantages à acheter en Chine, on retire plus de bénéfices. Et il y a un peu de tout, on peut concilier le marché du mobilier avec celui du vêtement. Mais au Brésil c'est un peu plus restreint. On vient, on achète juste les

[650] Entretien avec Muxima, *op. cit.*

vêtements, les chaussures et on repart. C'est pas possible d'exporter le mobilier d'ici [du Brésil] vers l'Angola, c'est un peu compliqué. Alors qu'en Chine il y a cette facilité. [En Chine] c'est très facile. Il n'y a pas beaucoup de bureaucratie, il n'y a pas grand-chose à faire. Ton argent suffit et tu fais ce que tu veux »[651].

Malgré les avantages de la Chine, Vanusa affirme qu'elle continue à aller au Brésil pour répondre à la demande de ses clients à Luanda, qui considèrent la marchandise chinoise de trop mauvaise qualité et souhaitent acheter du *made in Brasil* même si c'est plus cher :

> « Je continue à venir ici [à São Paulo], pourquoi ? J'ai une boutique, donc dans ma boutique les gens de là-bas [à Luanda] aiment les choses du Brésil. Ils diraient les gens en Angola, maintenant elle change la mentalité, ils avaient à l'esprit que tout ce qui vient de Chine est mauvais : "c'est piraté" comme ils appellent. Et au Brésil ils trouvent qu'il y a plus de qualité donc ils sont toujours à demander. D'où la nécessité de venir ici pour pouvoir prendre des choses »[652].

Les facteurs qui conditionnent les mobilités vers la Chine ou le Brésil ne reposent pas uniquement sur des questions économiques, Vanusa va au Brésil car elle se sent plus à l'aise avec la culture brésilienne, qui ressemble davantage à celle de l'Angola :

> « Entre les deux pays ? Je trouve qu'il y a une culture complètement différente, le Brésil est plus *light*[653], en Chine ils sont plus froids, ils sont très *conservateurs*[654], ils mettent la culture en premier lieu. Et le Brésil ressemble un petit peu à l'Angola, parce que la mode, le style de vie de l'Angolais est presque celui du

651 Entretien réalisé avec Vanusa le 9 avril 2013 à São Paulo, Brésil.
652 *Idem*.
653 En anglais dans le texte.
654 Dans la version en portugais, la commerçante dit que les chinois sont "preservadores".

> Brésilien. Ils sont gais, ils s'entendent avec tout le monde, ils n'ont pas beaucoup de restrictions, ça ressemble beaucoup [au peuple angolais] »[655].

Comme elle, Luiana, une commerçante angolaise sur le marché de Luanda, raconte que son premier voyage en Chine n'a pas été facile, notamment en raison des discriminations raciales :

> « Avant ils [les Chinois] pensaient que nous étions des singes mais maintenant c'est un peu différent, il y a beaucoup d'Africains là-bas. Les Chinois ne sont pas un peuple très bon, les Thaïlandais et les Brésiliens sont meilleurs que les chinois. Le Chinois est plus raciste et il ne s'intéresse qu'à l'argent. Ce n'est pas une personne sincère, il peut te dire qu'il te vend une chose mais en fait il t'en vend une autre »[656].

Luiana a déjà eu de mauvaises expériences avec des marchandises achetées en Chine, elle voit aussi beaucoup de ses collègues se plaindre à l'arrivée des conteneurs. Ces difficultés poussent certaines commerçantes à retourner à l'ancienne méthode du commerce à la valise car elles sont plus en mesure de contrôler le cheminement de la marchandise. C'est une information confirmée par Ginga, qui décrit le marchand chinois comme un « *malabarista* » (un jongleur) car « des fois tu lui demandes une chose, il ne fait pas ce que tu demandes et il te donne autre chose ! C'est compliqué »[657].

3. Savoir-faire et adaptation aux contraintes du marché chinois

Au fur et à mesure des voyages en Chine, les commerçantes acquièrent des compétences qui facilitent et améliorent leurs stratégies commerciales. Lunji explique comment se passe l'arrivée à Canton :

---

655 *Idem*.
656 Entretien avec Luiana réalisé le 11 juin 2014 à son domicile, ville de Viana, province de Luanda, Angola.
657 Entretien avec Ginga réalisé le 8 juillet 2014 sur le marché Africampo à Luanda, Angola.

> « C'est comme ça : on arrive là-bas, d'abord on va à l'hôtel. Enfin je veux dire, quand tu arrives pour la première fois, on y va avec des guides. Maintenant nous les plus anciennes on n'a plus besoin de guide ! On a juste besoin des cartes de visites ! Là-bas tous les magasins ont des cartes de visite, ici en Angola c'est encore difficile mais là-bas ils ont tous ça ! Avec ces cartes de visites tu peux aller où tu veux ! »[658].

L'agilité avec laquelle les commerçantes s'adaptent au marché chinois et aux astreintes du marché brésilien se constate dans leur capacité à organiser la production en fonction de la demande de leurs clients à Luanda et des caractéristiques de la production globale. Comme ses collègues, Lunji adapte la demande locale et les contraintes du marché global en associant l'esthétique de la mode brésilienne aux coûts de production chinois. Elle détaille la façon dont elle organise cette nouvelle production transnationale entre l'Angola, le Brésil et la Chine :

> « Alors, comment nous faisons ? Avant, il suffisait simplement de voyager. Maintenant, on va toujours chercher des modèles au Brésil, mais on les emporte en Chine pour les faire reproduire et après on les rapporte pour les vendre ! C'est toujours comme ça que l'on fait ! On demande ce qu'on veut et on le fait produire ! »[659].

Cette méthode, qui implique d'importants déplacements en avion, est pratiquée par les commerçantes qui développent des stratégies d'importation à grande échelle. La créativité de ces dernières est sans pareil. Mariquinha, commerçante du marché Africampo, âgée de quarante-et-un an, dévoile ses techniques pour choisir ses modèles et les faire reproduire en Chine :

> « Avant de voyager, je me promène [sur le marché]. Si je trouve une pièce qu'une collègue est en train de vendre et qui marche bien, je l'achète, je la garde et quand j'arrive [en Chine], il suffit juste de la faire reproduire à la

[658] Entretien avec Lunji le 8 juillet 2014 sur le marché Africampo à Luanda, Angola.
[659] *Idem*.

> quantité nécessaire. Ça prend parfois entre une ou deux semaines et demi pour qu'ils [la produisent] et me livrent, je mets [la marchandise] dans le conteneur et je reviens [en Angola]. Je fais tout produire, je prends un modèle, par exemple cette robe et je dis que je veux 1000 pièces »[660].

Il arrive parfois que Mariquinha fasse un voyage de Luanda jusqu'au Brésil pour trouver des modèles et qu'elle parte directement en Chine depuis São Paulo : « Je sors d'ici, je vais au Brésil, au Brésil je prends quelques trucs et je vais en Chine. Si ici [sur le marché à Luanda] il n'y a pas des modèles très intéressants, je prends un vol direct »[661]. Mariquinha observe aussi l'évolution des producteurs chinois qui se sont adaptés à la demande angolaise :

> « Oui, en grande majorité, ils parlent portugais ! Au début quand on a commencé ils ne parlaient pas portugais, ils parlaient seulement anglais. Mais en même temps tout le monde ne parle pas anglais, on parlait plutôt avec des gestes ! Avec une calculatrice tu peux parler ! Cette chemise [par exemple] tu vas en acheter 20 pour 100 [dollars], tu lui dis 22 avec la calculatrice et lui il va te dire si c'est possible ou pas ! »[662].

Quand les vêtements sont reproduits en Chine, les commerçantes utilisent généralement la voie maritime pour l'importation puisque les qualités importées sont supérieures. Aïssatu, vendeuse sur le marché Africampo, importe des vêtements de Chine par conteneur, elle souligne que c'est un processus plus lent mais que cela lui permet d'importer des vêtements à très bas coût, qu'elle revend aux clientes originaires des provinces rurales de l'Angola. Il est alors probable que l'ouverture vers le marché chinois stimule donc un nouveau marché de femmes-pauvres-à-femmes-(encore plus) pauvres entre le centre de Luanda et les zones périphéries du pays :

---

660 Entretien avec Mariquinha réalisé le 12 juillet 2014 sur le marché Africampo, Luanda, Angola.
661 *Idem*.
662 *Idem*.

> « C'est plutôt les vêtements pas chers, parce que le vêtement de Chine, nous le vendons plutôt aux dames qui vont les revendre dans les provinces. C'est un vêtement que nous vendons à un prix très bas, 250, 350, 500 kwanzas, le maximum c'est 1000. Alors les dames des provinces viennent acheter ce type de vêtements en grandes quantités pour aller les revendre pour les femmes des provinces »[663].

Ces méthodes de production et de distribution donnent à voir les nouveaux contours du système-monde[664]. Cette course à la production bon marché se constate également dans les stratégies mises en place par les commerçantes à l'intérieur même de la Chine, pour adapter leurs déplacements aux villes où la production est meilleure marché. Luena, jeune commerçante de vingt-neuf ans sur le marché Africampo, témoigne des avantages de la Chine par rapport à la Thaïlande et des disparités à l'intérieur même de la Chine entre les villes de Canton et de Yiwu :

> « Il y a beaucoup de différences, mais ce n'est pas seulement le prix. En Thaïlande, il n'y a pas de meubles, alors qu'en Chine si ! Tu peux acheter du mobilier pour la maison, pour la chambre, tout ce que tu veux. Ça part dans le conteneur et ça arrive en Angola. [En Chine] je vais à Canton, mais je suis allée à Yiwu, c'est une ville de Chine où les choses coûtent beaucoup moins cher par rapport Canton. Yiwu exporte vers Canton et Canton vers nous. Mais il y a déjà des gens qui n'achètent plus à Canton et vont directement à Yiwu. Moi j'y vais parfois mais Yiwu est loin, tu dois faire encore un autre voyage. Donc quand je n'ai pas le courage, je préfère acheter à Canton. Je vais à l'hôtel Don Frank, ou je reste au Ba One, ou à l'Éléphant, il y en a un autre où je dors qui est le China Chai avec un

---

663 Entretien avec Aïssatu réalisé le 10 juillet 2014 sur le marché Africampo, Luanda, Angola.

664 Immanuel Wallerstein définit le système-monde comme une tension entre le centre et la périphérie dans le cadre de l'économie-monde capitaliste. Immanuel WALLERSTEIN, *Le Système du monde,* vol. I, *Capitalisme et économie-monde : 1450-1640* et vol. II : *Le mercantilisme et la consolidation de l'économie monde européenne,* Paris, 1980.

nom à eux… Mais on se souvient surtout du nom du Don Frank parce que c'est un hôtel où tu trouves toutes les Angolaises. Don Frank »[665].

Les entretiens avec les commerçantes angolaises qui voyageaient en Chine ont fourni des pistes pour la réalisation de l'enquête à Canton, afin de comparer ces trajectoires individuelles avec les grandes tendances des mobilités africaines vers la Chine. La littérature sur ces échanges de la globalisation par le bas désigne Canton comme l'une des destinations les plus attractives pour les petits entrepreneurs africains, qui ont transformé le paysage urbain de la ville.

4. Xiaobei ou le quartier surnommé « Chocolate City »

Situé dans la province de Guangdong, Canton était le point de départ d'une ancienne route du commerce il y a 1 500 ans, c'est-à-dire l'équivalent du port d'Alexandrie pour le bassin méditerranéen, qui était un pont entre l'Orient et l'Occident. Lors de son apogée au VIIIe siècle, environ 200 000 étrangers vivaient à Guangzhou. Cette ville accueille par ailleurs une foire internationale mondialement connue depuis 1957. Elle a bénéficié de la politique d'ouverture de la Chine en 1978, qui a créé des « zones économiques spéciales » pour attirer l'investissement étranger[666]. Le dynamisme économique de cette région explique alors la création de « comptoirs africains » à Canton, qui se sont formés grâce à la présence d'étudiants africains en Chine depuis les années 1960[667], de migrants et d'entrepreneurs africains qui ont été envoyés par leurs familles pour servir de passerelle entre la Chine et l'Afrique[668]. Dans les années 1990, ces anciens étudiants, qui avaient préférés s'établir à Hong-Kong, Bangkok et Jakarta sont repartis vers Canton suite à la crise en Asie du Sud-Est. C'est à partir de là que les vagues de migrations africaines vers la Chine ont participé à la construction

[665] Entretien avec Luena réalisé le 10 juillet 2014 sur le marché Africampo, Luanda, Angola.
[666] *Idem*, p. 106.
[667] Adama GAYE, *Chine-Afrique, Le dragon et l'autruche*, paris, L'harmattan, 298 p.
[668] brigitte BERTONCELLO, Sylvie BREDELOUP & Olivier PLIEZ, « De Hong Kong à Guangzhou : de nouveaux comptoirs africains s'organisent », *Critique internationale*, 2009, 44, pp. 105-121.

de ces « comptoirs africains », notamment dans un des quartiers les plus connus appelé Xiaobei. Ces comptoirs s'organisaient autour de la prestation de services spécialisés pour la clientèle dite « africaine » (bars, restaurants, coiffeurs, agence de transport). Mais il faut attendre le début des années 2000 pour que la présence africaine à Canton modifie véritablement le paysage urbain et dynamise une demande particulière dans la production locale. Brigitte Bertoncello, Sylvie Bredeloup et Olivier Pliez[669] ont montré que la classe sociale des négociants africains est élevée puisqu'ils étaient d'anciens étudiants ou des cadres qui se sont reconvertis dans le commerce.

L'arrivée massive des femmes africaines dans ces « comptoirs africains » fut plus tardive et a longtemps été confinée à un secteur d'importation particulier. Prenant l'exemple des commerçantes sénégalaises surnommées les *Driankés*[670], Aïssatou Diallo[671] a montré la façon dont ces entrepreneuses ont débuté dans le commerce transnational avec des destinations comme Bangkok et Djakarta, puis ont continué leurs périples vers Dubaï et, tout récemment, vers Canton qui « a réussi à s'imposer comme principale destination d'approvisionnement des commerçants africains »[672]. L'entrée des femmes sénégalaises – très majoritairement musulmanes – dans le commerce transnational est historiquement lié à la liberté de circulation au moment des pèlerinages à la Mecque au cours desquels elles profitaient de leurs voyages pour acheter des marchandises. À partir des années 1990, la libération de la condition féminine a ouvert la voie des mobilités vers de nouvelles destinations comme la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie et Dubaï, qui étaient jusqu'alors exclusivement masculines. Les femmes sénégalaises se limitaient toutefois aux secteurs d'activité purement féminins comme l'importation de bijoux en or, de broderies et ou de vêtements prêt-à-porter. Ces différentes destinations ont servi

[669] *Idem*.
[670] Selon Aïssatou Diallo, au Sénégal, le terme de *drianké* désigne une grande commerçante mais aussi un statut socialrelatif à un prestige financier, matériel, social, religieux ou un atout physique. *Idem,* p. 97 (note de bas de page).
[671] *Idem*.
[672] *Idem*, p. 102.

d'« école » à ces commerçantes débutantes qui s'appuyaient sur les expériences d'autres compatriotes plus expérimentées pour s'approvisionner sur ces nouveaux marchés. Aïssatou Diallo[673] remarque que la vague de démocratisation de ces mobilités commerciales féminines s'est intensifiée avec l'ouverture de ces destinations, plus accessibles pour les femmes qui n'avaient pas fait d'études, puisque les procédures commerciales étaient facilitées. L'autre avantage était « la possibilité d'accéder à toute une gamme de produits dans un seul espace »[674] et de pouvoir remplir des conteneurs avec plusieurs types de produits, ce qui réduisait le nombre de voyages et les risques d'invendus. Ces dynamiques sont très semblables à celles vécues par les *moambeiras* d'Angola, qui étaient de plus en plus nombreuses à partir vers la Thaïlande où elles se sont « entraînées » pour se rendre ensuite vers la Chine qui est apparue comme une continuation logique des trajectoires commerciales. C'est à Canton que se sont dirigées toutes ces femmes, et en particulier dans le quartier de Xiaobei. Selon les recherches menées par Laurence Marfaing et Alena Thiel, la période de plus grande influence des commerçants africains se situe entre 2007 et 2008 :

> « L'afflux de commerçants africains à Canton a culminé aux alentours de 2007 et 2008, possiblement en raison des effets négatifs de la crise financière mondiale sur le commerce transnational et très nettement en raison de l'augmentation des sources d'approvisionnement alternatifs comme la Turquie, le Vietnam ou le Brésil »[675].

Cela explique le progressif déclin de la destination Brésil dans le cas de commerçantes angolaises. Mais la Chine n'est pas l'eldorado qu'elle semblait être car les politiques chinoises sont très répressives : il y a de plus en plus de contrôles d'identité et il est très difficile d'obtenir un visa pour s'installer de

---

673 *Idem*.
674 *Idem*, p. 103.
675 Laurence MARFAING & Alena THIEL, « Networks, Spheres of Influence and the Mediation of Opportunity: The Case of West African Trade Agents in China », *The Journal of Pan African Studies*, VII (10), mai 2015, p. 69, en ligne, <http://www.jpanafrican.org/docs/vol7no10/Bodomo-5-Marfaing.pdf>, consulté le 12 septembre 2016.

façon permanente. La majorité des commerçants africains qui se trouvent à Canton sont alors en transit ou dans des situations irrégulières, ils survivent grâce à la vente des produits légers ou de l'électroménager qu'ils envoient ensuite par « groupage » en conteneurs. Les auteurs mentionnent le racisme des Chinois à l'encontre des Africains et témoignent des conditions insalubres dans lesquelles vivent ces entrepreneurs. Les discriminations envers les Africains qui s'installent se perçoivent dans le qualificatif de « Chocolate city » qui se répand dans les médias[676].

L'attention portée à la présence d'Africains en Chine est également visible dans la littérature de voyage, comme en témoigne le roman de Lieve Joris intitulé *Sur les ailes du dragon, Voyage entre l'Afrique et la Chine*, où l'auteure part sur les traces des commerçants africains en Chine et des commerçants chinois en Afrique. À Canton, elle décrit dans les moindres détails, le quotidien des petits négociants africains toujours pendus à leurs téléphones portables ou entre deux voyages d'affaires ou deux livraisons. Dans ce qu'elle nomme elle aussi la « Chocolate City »[677], elle témoigne de la complexité des rapports entre Africains et Chinois en donnant la parole à différents types d'acteurs présents sur le terrain : entrepreneurs et étudiants africains en Chine, migrants et étudiants chinois en Afrique, ceci afin de cerner les différentes perceptions entre les deux communautés[678].

Le cas de l'« Africatown à Canton »[679] , largement relayé dans la presse, a ouvert la voie à tout un ensemble de recherches sur la mondialisation dont celles des *Cultural Studies,* qui se sont intéressées aux interactions entre les communautés

---

676 Tristan COLOMA, « L'improbable saga des travailleurs africains en Chine », *Le Monde diplomatique*, 1 mai 2010, <http://www.monde-diplomatique.fr/2010/05/COLOMA/19133>.
677 Lieve JORIS, *Sur les ailes du dragon, Voyage entre l'Afrique et la Chine*, Paris, Actes Sud, 2014, 400 p., p. 58.
678 Voir le compte rendu de cet ouvrage, Léa BARREAU, « Lieve Joris, 2014, Sur les ailes du dragon. Voyages entre l'Afrique et la Chine », paru dans « La revue des livres », *Politique africaine*, janvier 2015, 137 p.
679 Muriel DEVEY, « Africatown à Canton », 31 mars 2008, en ligne, <http://www.jeuneafrique.com/57131/archives-thematique/africatown-canton/>, consulté le 10 septembre 2016.

africaines et chinoises à Canton. Adams Bodomo, linguiste ghanéen, a été l'un des premiers à approfondir la question des relations sino-africaines à partir des commerçants africains de Canton[680]. Ses travaux ont permis de décentrer le regard sur la présence chinoise en Afrique pour valoriser l'importance de la présence africaine dans plusieurs villes chinoises comme Guangzhou, Yiwu, Shanghai, Beijing, Hong Kong et Macao[681]. En effet, selon le *South China Morning Post*[682], en 2014 le nombre d'Africains vivant en Chine était estimé à 16 000 et les entrées et sorties des passagers africains sur le sol chinois étaient de 430 000 sur les neuf derniers mois, ce qui représentait environ 1 540 entrées et sorties par jour. Il convient de prendre ces chiffres avec prudence, car beaucoup de ces commerçants africains ne possèdent pas de visa permanent ou ne sont pas comptabilisés dans les registres officiels. Ces estimations permettent toutefois d'avoir une notion des flux des migrations africaines à Canton et d'évaluer l'importance de ce phénomène à l'échelle globale.

La problématique migratoire est un objet central des recherches sur la présence des Africains en Chine, notamment en ce qui concerne la communauté nigériane, qui subit de fortes répressions de la part des autorités chinoises. Heidi Haugen[683], géographe norvégienne, fut pionnière dans l'analyse de la marginalisation des communautés nigérianes à Guangzhou et des stratégies d'entre-aide qui se son développées entre migrants illégaux pour assurer des moyens de survie et de logement dans la ville. Pour Manon Diederich[684], la

---

680 Adams BODOMO, *Africans in China: A Sociocultural Study and Its Implications on Africa-China Relations*, Amherst (NY), Cambria Press, 300 p.

681 Adams BODOMO & Grace MA, « From Guangzhou to Yiwu : Emerging facets of the African Diaspora in China », *International Journal of African Renaissance Studies*, V (2), 2010, pp. 83-97.

682 Zhuang PINGHUI, « Guangzhou clarifies size of African community amid fears over Ebola Virus », *South China Morning Post,* 1er novembre 2014? En ligne, <http://www.scmp.com/news/china/article/1629415/guangzhou-clarifies-size-african-community-amid-fears-over-ebola-virus>, consulté le 4 décembre 2014.

683 Heidi Ostbo HAUGEN, « Nigerians in China : A second State of Immobility », *International Migration,* 50 (2), pp. 65-80.

684 Manon DIEDERICH, Manoeuvring through the spaces of everyday life. Transnational experiences of African women in Guangzhou, China, mémoire de Master 2, Université de Cologne, non publié, janvier 2013, 77 p.

ségrégation spatiale des communautés africaines en Chine doit être comprise à partir des facteurs de race, de classe mais également de genre. Au sein de cette littérature, il est vrai que peu d'attention est accordée à la spécificité de la présence des femmes africaines, alors qu'elles sont très visibles à Canton. Sylvie Bredeloup[685] fut l'une des premières à avoir souligné et questionné l'implication des femmes africaines dans le commerce transnational avec la Chine. Ainsi, partant du postulat qu'il existe encore trop peu de recherches sur le rôle des femmes dans ces mobilités entre l'Afrique et la Chine, l'objectif de cette enquête était de localiser les principaux lieux fréquentés par les commerçantes angolaises afin d'établir un dialogue avec celles qui étaient présentes dans le quartier de Xiaobei. Il était donc nécessaire de refaire un travail d'adaptation dans un contexte qui posait de nouveaux défis méthodologiques et réflexifs.

La seconde partie de ce chapitre portera maintenant sur les observations de terrain menées sur trois différents lieux fréquentés par la communauté angolaise à Xiaobei : les restaurants, les hôtels et les marchés d'approvisionnement en prêt-à-porter.

II. TENTATIVES D'OBSERVATION ET IMPASSES MÉTHODOLOGIQUES

En réalisant la cartographie de la circulation des Angolaises dans le quartier africain de Canton, les objectifs de l'enquête en Chine furent contrariés par la problématique sécuritaire, qui était parvenue à supprimer la visibilité de ces communautés étrangères en interdisant le commerce de rue. Les arguments de cette politique sécuritaire reposaient sur les menaces terroristes causées par la communauté Ouïgour, très présente dans le quartier, et sur la lutte contre l'immigration clandestine des populations africaines. L'actualité brûlante qui touchait les problématiques internes de ce quartier ne pouvait pas être ignorée dans cette recherche, car elle avait un impact direct sur l'évolution et la

[685] Sylvie BREDELOUP, « Mobilités spatiales des commerçantes africaines…», *op.cit.*

pérennité du commerce local avec les communautés africaines. La violence de la police envers les commerçants africains et la présence massive de l'armée dans les rues de Xiaobei ont donc entravé la réalisation de l'enquête qui ne réunissait pas les conditions de sécurité nécessaire. Par ailleurs, la quasi-absence de commerçantes angolaises pendant la période d'observation a représenté une impasse qui m'a contrainte à écourter cette enquête. On s'appuiera dans ce chapitre sur le travail de Li Dong[686], photographe chinois qui a réalisé un reportage visuel sur l'évolution du quartier de Xiaobei et sur la ségrégation des populations africaines et des minorités ethniques par le gouvernement local chinois. Li Dong a été notre principal informateur sur le terrain au moment de la réalisation de l'enquête en juillet 2014.

1. Dans les hôtels et restaurants africains de Canton

Les résultats obtenus lors des deux précédentes enquêtes à São Paulo en 2013 et à Luanda en 2014 avaient délimité les principaux lieux d'approvisionnement et de circulation des commerçantes angolaises. Le séjour de recherche à Canton[687] s'est déroulé un an après l'enquête à Luanda, du 12 juillet 2015 au 6 septembre 2015. Je partais sur le terrain avec l'intention de renouveler la méthode d'observation utilisée à São Paulo en faisant une immersion dans les hôtels et les restaurants fréquentés par la communauté africaine en transit. Canton est une gigantesque zone d'achalandage pour les commerçants africains, il était donc nécessaire de trouver une porte d'entrée pour pénétrer les lieux de passage de commerçantes angolaises. Cependant, contrairement au Brésil et à

[686] Li DONG & Michaela PELICAN, « Boahan Street : An African Community in Guangzhou (China) », Documentaire photographique, catalogue de l'exposition, Université de Cologne, 2014, 56 p.

[687] Cette enquête de terrain a été encadrée par le département de géographie et d'aménagement urbain de l'université Sun Yat Sen à Canton. Le professeur Li Zhigang a été la principale ressource locale grâce à qui j'ai bénéficié du soutien d'une assistante de recherche chinoise. Contrairement aux autres enquêtes de terrain effectuées dans le cadre de la thèse, je n'ai bénéficié d'aucun financement pour ce travail à Canton. Le partenariat institutionnel avec l'université de Sun Yat Sen m'a permis d'obtenir un visa et d'être en contact avec une étudiante chinoise qui a été mon assistante pendant deux semaines.

l'Angola, l'enquête en Chine présentait des difficultés supplémentaires en raison de la distance linguistique et culturelle. En dehors du défi de s'adapter en Chine, il fallait trouver un moyen pour « entrer » dans le quartier « africain » de Xiaobei. Plusieurs auteurs comme Manon Diederich[688], Laurence Marfaing et Alena Thiel[689] estimaient que l'accès à l'information au sein des communautés africaines très segmentées de Xiaobei passait nécessairement par un travail d'enquête prolongée, afin d'utiliser la ressource des réseaux pour passer d'informateur en informateur grâce aux liens d'amitiés ou d'appartenances communautaires. Cette méthode de type ethnographique permettant de nouer des liens de confiance avec les enquêtées n'était pas envisageable dans mon cas, en raison de la contrainte de temps (il s'agissait d'une enquête courte de deux mois, dans la continuité des deux autres terrains). En outre, je ne bénéficiais d'aucun informateur ni de ressource locale angolaise, car aucune des commerçantes rencontrées au cours des précédentes observations au Brésil et en Angola n'étaient présentes au moment de ma venue à Canton. Mes informatrices du marché Africampo de Luanda (contactées par téléphone) m'expliquaient que la crise monétaire en Angola, aggravée à partir de 2014, les empêchait de voyager : les taux de change du dollar étaient trop élevés et il n'y avait plus assez de monnaie en circulation. La continuité de l'enquête multi-sites qui avait jusqu'à présent permis de maintenir un fil rouge entre les différentes zones de cette recherche fut alors rompue. Les barrières d'entrée dans cet espace étaient renforcées d'une part par le contexte de méfiance caractéristique d'un groupe social lui-même objet de discrimination et d'autre part, par ma propre position de jeune chercheuse blanche.

Consciente de ces difficultés, l'enquête commença par un travail de localisation des lieux dans lesquels les commerçant.e.s africain.e.s de Xiaobei se logent et se détendent. Je disposais pour cela de plusieurs informations, tout d'abord la

[688] Manon DIEDERICH, Manoeuvring through the spaces of everyday life… op.cit., 77 p.
[689] Laurence MARFAING & Alena THIEL, « "Agents of Translation": West Africa Entrepreneurs in China…», *op. cit.*

connaissance préalable de l'existence d'un restaurant africain dont Heidi Haugen[690] m'avait indiqué la localisation sur une carte. Dès la première visite dans le quartier de Xiaobei, je repérais deux restaurants africains. Le premier était fermé et se situait dans une galerie marchande dont les magasins semblaient inactifs pour la plupart. Sur ses portes, on pouvait voir la présentation de plusieurs plats africains et une pancarte annonçant, dans un portugais approximatif, « Africano restaurante »[691]. Les murs vitrés du restaurant étaient recouverts de papier journal pour cacher l'intérieur de l'établissement, sa fermeture n'était donc pas seulement temporaire. On pouvait déjà sentir, dans les longues allées vides de cette zone commerciale, une impression d'abandon et d'un passé révolu. Était-ce déjà le signe de la crise des mobilités commerciales africaines vers la Chine ? Les rares vendeurs chinois qui attendaient les clients dans leurs petits box en verre ne souhaitaient pas répondre à mes questions.

Le second restaurant angolais de Xiaobei était connu sous le nom de *Palanca*. Il fut plus difficile de le trouver, car les indications d'une commerçante chinoise m'avaient menées vers un restaurant indien. Mais en continuant sur la rue Lujing, on pouvait voir plusieurs hôtels et galeries commerçantes, dont l'une correspondait aux descriptions de Heidi Haugen. Il y avait bien là un restaurant angolais, à l'entrée duquel on pouvait lire « aqui temos verdadeira comida angolana » (« ici nous avons de la vraie nourriture angolaise »). Le restaurant se situait au premier étage d'une galerie marchande, il y avait deux drapeaux angolais à l'entrée, la décoration était aux couleurs rouge et noire de l'Angola et il y avait un éclairage tamisé au niveau du bar. La serveuse et la cuisinière étaient d'origine chinoise mais les deux clients attablés étaient angolais. Ces derniers m'expliquèrent qu'ils venaient manger ici parce que : « aqui tem comida da nossa terra, é a nossa cultura » (« ici il y a les plats de chez nous, c'est notre

[690] Heidi Ostbo HAUGEN, « Nigerians in China … », *op. cit.*
[691] Visite dans la galerie marchandise de Xiaobei, le 15 juillet 2015.

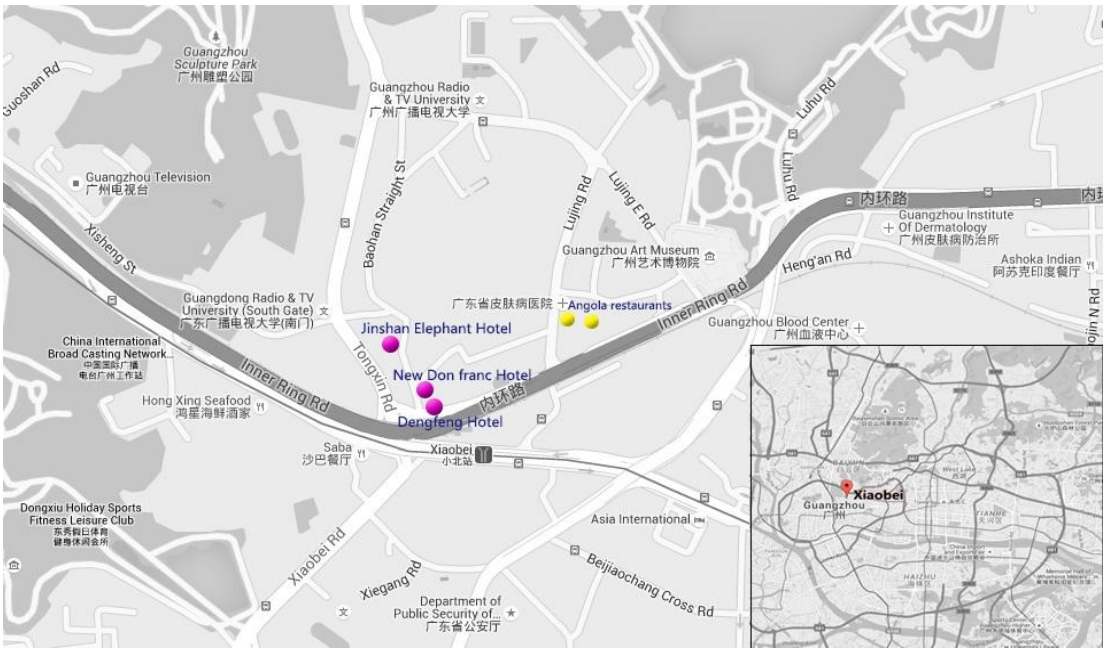
culture »)[692]. Les deux clients qui étaient présents dans le restaurant expliquaient qu'il n'y avait pas beaucoup d'endroits à Canton pour manger de la nourriture angolaise et qu'ils étaient donc prêts à payer le prix, venant dans ce restaurant. Selon les informations recueillies auprès d'eux, la fréquentation des Angolais avait beaucoup baissé en raison de l'augmentation de contrôles de police de plus en plus restrictifs.

La présence des échanges commerciaux entre l'Afrique et la Chine pouvait tout de même se voir dans plusieurs détails des galeries. La photographie n° 2 prise à Canton en juillet 2015 illustre ici la façon dont les commerçants chinois s'adaptent à une clientèle africaine, et plus particulièrement à une clientèle originaire des pays africains de langue portugaise, influencés par la culture brésilienne. Sur ce panneau publicitaire d'une galerie marchande spécialisée dans la commercialisation de cheveux véritables on peut lire « Seditty Hair, 100% Brazlilenne » [sic] :

[692] Entretien informel avec deux clients angolais du restaurant Palanca, le 15 juillet 2015.

Photographie 12 : Une annonce publicitaire pour des cheveux brésiliens dans une galerie commerciale de Canton, photographie de l'auteure, 20 juillet 2015.

Grâce aux informations glanées dans le restaurant angolais et à des indications des commerçantes angolaises du marché de Luanda, il était possible de faire un repérage des principaux lieux où circulent les commerçantes angolaises au sein du quartier africain de Xiaobei. À partir de ce travail préliminaire de localisation, il s'agissait de parvenir à gagner la confiance de l'une d'entre elles pour réaliser un entretien approfondi sur les conditions de séjour, les stratégies de négociations et les relations avec les vendeurs locaux en Chine. La carte n° 2 montre la localisation des deux restaurants africains cités et des trois hôtels où logeaient les commerçantes à la valise originaires d'Angola.



Carte 3 : Localisation des hôtels et restaurants fréquentés par la communauté angolaise à Canton, juillet 2015, réalisation Wu Xiaofeng

Le quartier de Xiaobei est situé dans le centre de la ville de Guangzhou, accessible en métro. Depuis l'aéroport, les commerçantes angolaises prennent généralement un taxi en montrant la carte de visite de leur hôtel ou de leurs fournisseurs chinois pour se déplacer. Luena[693], au moment de l'enquête à Luanda, racontait qu'elle avait l'habitude de se loger à l'hôtel New Don Franc et au Jinshan Elephant Hotel. Situés à quelques centaines de mètres de distances et privilégiés par les négociantes venues de Luanda pour acheter des vêtements, ces deux hôtels sont localisés dans un périmètre réduit, ce qui provoque le phénomène contradictoire observé à São Paulo : d'une part, la proximité des lieux fréquentés par la communauté angolaise entraîne un sentiment d'« entre soi » et d'autre part, elle atteste de la ségrégation géographique de ses communautés africaines dans ces villes. La raison qui motive les Angolaises à élire l'hôtel New Don Franc est son bas coût : une chambre simple coûtait (en juillet 2015) entre 140-150 yuans (entre 18,60 et 19,90 euros) et une chambre

[693] Entretien réalisé le 10 juillet 2014 sur le marché Africampo à Luanda, Angola.

double, qui peut être partagée environ 24 euros. Par ailleurs, de nombreux hôtels à Canton refusent de louer des chambres à des étrangers : les voyageurs africains doivent donc avoir connaissance des hôtels qui les acceptent. L'hôtel New Don Franc est situé à l'entrée de la rue Boahan, qui marque l'entrée dans le quartier africain de Xiaobei. C'est un grand bâtiment d'environ dix étages, dont l'architecture date des années 1990. D'après les informations de la réceptionniste[694] (qui a été la seule à accepter de répondre à mes questions), sur les quinze premiers jours de juillet 2015, l'hôtel avait reçu environ quinze clients angolais, dont sept étaient des femmes. Ce sont des chiffres très faibles qui témoignent d'une forte baisse de fréquentation. Il ne fut pas possible d'obtenir d'autres informations et les réceptionnistes des autres hôtels localisés sur la carte ont refusé de répondre en disant seulement « je ne sais pas », « allez à l'ambassade pour demander », « je ne peux rien vous dire »[695]. Il était très difficile d'établir un dialogue avec les commerçants et le personnel chinois des hôtels de Xiaobei, car ils se méfiaient a priori des questions provenant d'une Occidentale, même si j'étais accompagnée d'une étudiante chinoise.

2. Politiques sécuritaires : impacts locaux et transnationaux

Dans la rue Boahan, que différents auteurs décrivaient il y a encore peu de temps comme la reproduction d'une petite ville africaine, les commerces de rue avaient complètement disparu lors de mon séjour. Li dong[696] décrivait ce qu'il observait en 2013 dans cette rue lors de son enquête :

> « Marcher dans cette zone de la ville – comme je l'avais fait en 2005 – nous donne l'inévitable impression de faire partie d'une culture panafricaine à l'intérieur d'un décor d'Asie orientale. Les vêtements colorés est-africains, les afro-look élégants des femmes commerçantes d'Angola ou la cacophonie du

[694] Entretien informel avec la réceptionniste chinoise de l'hôtel Don Franc, le 19 juillet 2015, Xiaobei, Canton, Chine.
[695] Entretiens informel avec les réceptionnistes chinoises des autres hôtels du quartier Xiaobei, Canton, Chine.
[696] Li DONG & Michaela PELICAN, « Boahan Street : An African…», *op. cit.*

> Yoruba, de l'Amharique, du Swahili sont les témoins de la diversité de cet endroit particulier. Aucune autre ville n'a jamais été aussi attractive pour les Africains »[697]

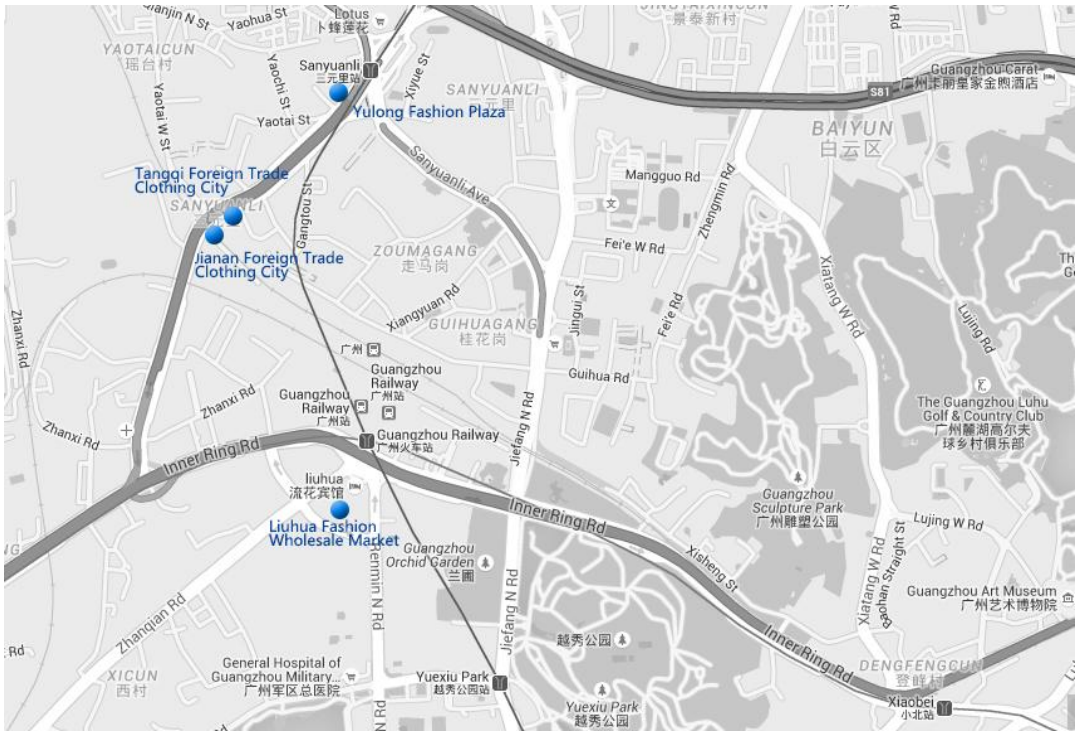
En effet, la vie locale du quartier s'était organisée autour de cette demande « africaine », que ce soit en termes de nourriture ou en ce qui concerne la rapidité de reproduction des modèles pour s'adapter aux commerçants de passage. « Les locaux ont eux aussi compris comment se mettre au service des commerçants, en leur offrant des services tels qu'ils pourraient en trouver chez eux : grillade, cireur de chaussures et petits retoucheurs »[698]. La rapidité de la production était rendue possible par la production familiale de la confection qui se réalisait de nuit, dans des petites usines familiales qui étaient capables de répondre à la demande du jour au lendemain. La photographie n° 3, prise par Li Dong en 2013, fait deviner l'univers du quartier Xiaobei où s'organisait tout un commerce nocturne de rue :

[697] *Idem*, p. 14.
[698] Alexander DEMISSIE, « A Photographic Take on Sino-African Relations », *in* Li DONG & Michaela PELICAN, « Boahan Street …», *op. cit.,* p. 15.

Photographie 13 : L'animation du commerce de rue dans la rue Boahan et la présence africaine à Xiaobei. Photographie de Li Dong, 23 juillet 2013, quartier Xiaobei, Canton, Chine.

L'interdiction du commerce de rue a enclenché un processus de modernisation des galeries marchandes où ont été concentrés les vendeurs qui s'adressent à la clientèle africaine. Grâce à Salim[699], un jeune Malien qui travaillait comme « guide » pour recevoir les commerçants africains et les orienter vers les lieux d'approvisionnement, il fut possible d'avoir connaissance des quatre marchés dédiés à cette clientèle : le Yulong Fashion Plaza, le Tanggi Foreign Trade Clothing City, le Jianan Foreign Trade Clothing City et le Liuhua Fashion Wholesale Market. La carte n° 3 signale le nom de chacun d'eux et l'on peut voir leur proximité géographique par rapport au métro de Xiaobei situé en bas à droite de la carte :

[699] Visite des marchés africains avec Salim (le prénom de cette personne a été modifié) le 3 août 2015, Canton, Chine.



Carte 4 : Localisation des marchés spécifiquement réservés au prêt-à-porter africain à Canton, réalisation Wu Xiaofeng, juillet 2015.

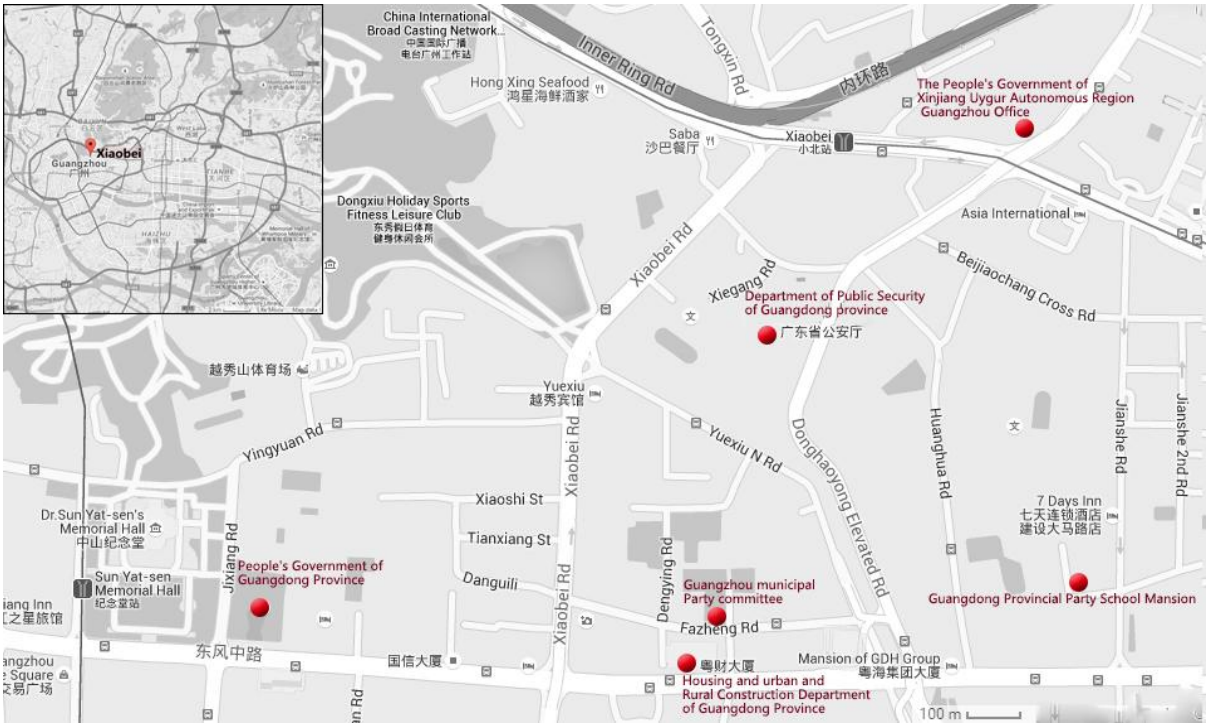
Ces quatre galeries « de commerce de vêtements pour étrangers » (comme leurs noms l'indiquaient) adaptaient les motifs, les couleurs et les tailles de la clientèle africaine (photographie n° 4). Il est intéressant de noter la grande similarité entre la rénovation des espaces de vente en Chine et ceux du Brésil, avec dans les deux cas une disparition quasi-totale du commerce de rue.

Photographie 14 : Un couloir d'une des galeries de grossistes réservées à la clientèle africaine à Canton. Photographie de l'auteure, 3 août 2015, Canton, Chine.

Tout au long de l'enquête, la méfiance des Chinois faisait état du climat de tensions qui régnait à Xiaobei. Comme je l'ai expliqué, les réceptionnistes des hôtels fréquentés par les commerçants africains refusaient de répondre à mes questions. Ce climat de peur était par ailleurs renforcé par la présence permanente d'une voiture de police devant l'hôtel New Don Franc. Les policiers eux-mêmes refusaient d'expliquer les motifs de cette surveillance et suggéraient froidement d'« aller au poste de police »[700]. Pour Li Dong, la présence de la police dans le quartier de Xiaobei faisait suite à une politique de « nettoyage » du quartier pour faire fuir les minorités ethniques chinoises et les voyageurs africains. Par crainte de manifestations de mécontentement de ces populations chassées de la zone, la patrouille de police surveillait l'entrée de la rue Boahan jour et nuit. Une autre raison qui justifiait l'attention portée par les

[700] Entretien informel un policier chinois devant l'hôtel Don Franc, le 19 juillet 2015, Xiaobei, Canton, Chine.

autorités publiques était sa proximité avec les principales institutions politiques de la province de Guangdong, comme le centre administratif de Guangdong, le département de sécurité publique de Guangdong, la réserve militaire et les locaux du gouvernement local de Canton. La carte n° 4 permet d'évaluer la distance entre l'arrêt de métro Xiaobei (ici en haut à droite) où débute le quartier africain et les six institutions clés de la ville.



Carte 5 : Localisation des institutions politiques du gouvernement local de Canton. Réalisation de Wu Xiaofeng, juillet 2015.

Au début de l'année 2015, le gouvernement local de Canton a mis en place une politique sécuritaire dans le quartier Xiaobei, dont l'idéologie est illustrée dans le diptyque photographique ci-dessous où l'on observe la même rue avant et après la mise en place du programme :

Photographie 15 : Diptyque : Le projet de rénovation du quartier de Canton. Photographies de Li Dong, la première photographie date du 23 juillet 2013, la seconde du 21 juillet 2015

Ces deux photographies de Li Dong ont été prise au même endroit de la rue *Baohan street* à deux ans d'intervalle (on reconnaît le mur à l'arrière des affiches), la première datant du 23 juillet 2013 à 18h56 et la seconde du 21 juillet 2015 à 22h11. Sur la photographie de gauche, on peut voir une femme africaine portant un enfant dans le dos et un sac en plastique. À l'arrière-plan, on peut lire sur les trois affichettes rouges accrochés au mur, des prix et idéogrammes chinois qui signifient : « ici la pastèque la moins chère du monde ». Sur la photographie de droite on aperçoit une grande affiche représentant une vue des édifices les plus modernes de Canton, comme la Canton Tower et les autres bâtiments de la River Side. L'écriteau signifie : « Créer une nouvelle communauté propre, ordonnée et sécurisée. Rénover la rue Boahan, son environnement et la beauté de la patrie Dong Feng »[701]. Ce slogan est révélateur de la politique menée par le gouvernement local chinois et son impact sur la fréquentation des Africains et le dynamisme économique du quartier.

[701] Traduction réalisée grâce à mon assistante chinoise Wu Xiaofeng.

Par ailleurs, les mesures prises par le gouvernement chinois pour lutter contre la présence d'Africains illégaux à Canton ont eu des répercussions sur l'affluence des commerçants africains en Chine, qui a largement aggravé les conditions économiques et sociales de celles et ceux qui restent.

Ces politiques de contrôle ont été largement soutenues par une partie de la presse chinoise qui ne cache pas ses opinions xénophobes. Par exemple, le journal local de Canton BBS a publié au mois de février 2014 un article sur la communauté africaine intitulé « Canton est en train d'être envahie » [702]. L'article dénonçait les problèmes causés par la présence de migrants africains à Canton :

> « Sanyuanli et Xiaobei, où se concentrent beaucoup d'Africains, est appelé *Chocolate town* par la population locale. Les Africains résidant à Guangzhou sont estimés à environ 20 000 alors que les médias parlent plutôt de 200 000 immigrés africains quand ils se réfèrent à cette communauté. […] Les Africains sont une menace pour la sécurité publique et l'ordre social. […] En février 2012, un Africain est mort en prison, après quoi un groupe d'Africains a protesté pendant deux heures dans la rue. […] En juillet 2009, un Nigérian a sauté par la fenêtre d'un building et est mort en essayant de fuir un contrôle d'identité par la police. Quelques Africains ont porté son corps jusqu'à un poste de police en signe de protestation. […] Les Africains sont à l'origine de cas de viols et propagent le virus du Sida. Ils veulent se marier à des Chinoises et s'installer en Chine. Ils veulent demander la nationalité chinoise en créant des incidents dans la rue et en utilisant la pression de l'opinion publique des pays occidentaux. Ils font des demandes de « *reserve bill* » comme aux États-Unis, pour avoir des privilèges relatifs à l'éducation. Ils demandent également à avoir du pouvoir politique puisque certain membre du gouvernement et de l'État doivent être Africains »[703].

[702] L'article traduit du mandarin par Xiaofeng signifie « Guangzhou is going to be occupied » du 7 février 2014, il est tiré d'un journal d'actualité chinois, en ligne, <bbs.tiexue.net>, consulté le 18 juillet 2015 à Canton.
[703] Idem.

L'extrait de ce journal témoigne des préjugés véhiculés sur la communauté africaine en Chine et la peur irrationnelle d'une « invasion » des communautés migrantes. En creux, on comprend que cette politique publique de réorganisation de l'espace publique a été soutenue par l'argument sécuritaire présent à l'échelle globale. En effet, on peut voir sur la carte 10, la forte proximité entre le quartier de Xiaobei et des institutions politiques de la ville de Canton. À la crainte liée aux vagues de migrations africaines s'ajoute celle de la revendication d'autonomie des populations Ouïgoures venues du nord-ouest de la Chine. Ces populations musulmanes et turcophones du Xinjiang sont très fortement représentées dans le quartier de Xiaobei, ce sont elles notamment qui tiennent les établissements de restauration réservés à la clientèle africaine musulmane. Les liens religieux établis avec les populations africaines musulmanes ont donc été une opportunité économique rapidement saisie par ces populations locales ouïgoures souvent pauvres et marginalisées en Chine. La proximité de certaines communautés du Xinjiang et du Ningxia avec des groupes accusés d'être terroristes et liés à Al Qaeda a renforcé la méfiance de l'État chinois envers ces populations, qui ont été progressivement chassées des centres villes. Plusieurs attentats[704] ont été commis au nom de ces communautés ouïgoures et notamment un à Canton le 6 mai 2014. À ce sujet, Michaela Pelican notait l'impact de ces menaces terroristes sur les populations locales de Xiaobei qui préféraient louer une chambre à des Africains plutôt qu'à une personne de la minorité ouïgoure : « La propriétaire n'a aucun problème pour louer des chambres à qui bon lui semble – à condition que son visa soit en règle et que le loyer soit payé. La nationalité ou la religion n'a pas d'importance pour elle, cependant elle préfère ne pas louer à des groupes ethniques chinois, spécialement les Ouïgours, puisqu'ils sont associés aux troubles politiques »[705]. Elle constate également que les contrôles de police ont beaucoup augmenté

[704] Brice PEDROLETTI, « Attentats ouïgours: la Chine confrontée au terrorisme de masse », 20 mai 2014, en ligne, <http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2014/05/20/attentats-ouigours-la-chine-confrontee-au-terrorisme-de-masse_4422114_3216.html>, consulté le 12 septembre 2016.
[705] Li DONG & Michaela PELICAN, « Boahan Street …», *op. cit.,* p. 38.

dans la rue Boahan, en raison des incidents de « terroristes » originaires de la province du Xinjiang. De plus, l'anthropologue remarquait une croissance des vérifications policières envers les migrants africains[706].

C'est le constat auquel l'enquête de terrain à Canton en juillet 2015 a abouti, la forte baisse de fréquentation des commerçants africains ayant déjà eu un impact significatif sur les habitants chinois de Xiaobei. L'histoire de Lili[707], logeuse chinoise, témoigne des changements survenus suite à la politique sécuritaire mise en place dans le quartier. Originaire de Canton, elle a cinquante-et-un ans, est mère de deux enfants. C'est en 1985 qu'elle est venue s'installer dans le quartier de Xiaobei où les logements étaient moins coûteux. Grâce à ses économies et à l'aide de sa famille, elle a réussi à acheter un petit appartement dans la rue de Baohan street. À cette époque, le quartier était très pauvre et insalubre, il regroupait les populations immigrées du nord de la Chine, mais également des populations natives pauvres. Lili avait travaillé dans un hôtel pendant plusieurs années jusqu'à perdre son emploi en l'an 2000. Sans emploi, elle décida de transformer son logement en petites chambres qu'elle loue à des étrangers. Elle date l'arrivée des Africains dans le quartier de Xiaobei et tout spécialement dans la rue de Boahan à partir des années 2004 et 2005 ; c'est à partir de ce moment que Lili et sa sœur Sally ont développé leurs commerces en devenant des intermédiaires entre les locataires et les commerçants étrangers venus à Canton pour le commerce. À cette époque il n'y avait pas de législation et les logeurs chinois n'étaient pas regardants sur les documents d'identité ni sur la validité des visas ou des permis de résidences. « Nous aimons louer des logements à des Africains car ils ne sont pas très exigeants, même si la chambre n'est pas très propre, ils la prennent tout de suite ! Ce sont de bons clients ! » dit-elle en riant[708]. Lili explique que son service était beaucoup moins cher que celui d'une agence formelle qui prend énormément d'argent, son pourcentage

[706] *Idem*, p. 43.
[707] Entretien avec Lili et sa sœur Sally, réalisé dans la rue Baohan, Xiaobei, Canton, le 28 juillet 2015. La traduction du chinois vers l'anglais a été réalisée par Wu Xiaofeng.
[708] *Idem*.

en tant qu'intermédiaire est de seulement 15% ou 20%. Par le biais de ce commerce, elle a développé des compétences pour nouer des liens (parfois d'amitié) avec les commerçants africains. Lili et sa sœur ont appris quelques mots en anglais pour pouvoir communiquer avec leurs clients, ce que confirme Lili en riant : « nous avons appris l'Anglais avec des Africains ! Je sais pas quel Anglais je parle ! Je parle leur Anglais ! » [709].

Cependant, depuis la fin de l'année 2014, la situation a beaucoup changé dans la rue Boahan, Sally et Lili n'ont plus le droit d'afficher les annonces des logements sur les murs ou tout panneau publicitaire faisant la promotion de logement pour les étrangers. Sur la petite terrasse où Lili, sa sœur et son mari ont l'habitude de s'asseoir pour attendre les clients, le mur à l'arrière est vide, on peut apercevoir des traces de colle ou des morceaux d'affiche encore déchirées. « Nous avons reçu un décret du gouvernement local nous interdisant de travailler, tous les jours ils nous envoient une nouvelle lettre pour nous donner de nouvelles directives. C'est complètement *incompréhensible* de la part du gouvernement ! » [710]. La photographie n° 7 a été prise au moment où Lili expliquait que toutes les chambres qu'elle louait étaient vides en conséquence de la politique du gouvernement.

[709] *Idem*.
[710] *Idem*.

Photographie 15 : Lili, une logeuse chinoise du quartier de Xiaobei nous montrent une boîte remplie de clés, ce sont tous les logements vacants habituellement loués par des étrangers (principalement originaires d'Afrique), 28 juillet 2015, Canton, Chine.

Lors de notre rencontre dans Baohan, Sally était en train de remplir un document intitulé « *Registation for foreigners Acomodation* » (Registre pour locations à des étrangers). En lisant le document, elle expliquait qu'elle était à présent obligée de remplir un formulaire avec une photocopie du passeport des locataires, qui devraient ensuite aller au poste de police pour obtenir une autorisation de location. Aziz, un jeune Nigérien qui était assis près de nous l'air désespéré, disait qu'il attendait le propriétaire de son logement car la police ne voulait pas lui donner son permis de résidence. Aziz était inquiet car il disait que la police n'est pas favorable à l'entrée d'immigrés africains en Chine : « ils font tout pour nous donner envie de partir »[711], se lamentait-il. Aziz vient en Chine depuis six ans, il connaît très bien le terrain et les lieux d'approvisionnements dans le secteur du prêt-à-porter. Il est devenu guide pour les Africains qui arrivent pour la première fois à Canton, ses tarifs varient en fonction des capacités d'investissement de ses clients. « Si ce sont de gros

[711] Conversation informelle avec Aziz, le 28 juillet 2015, rue Baohan, quartier Xiaobei, Canton.

clients qui veulent acheter beaucoup, alors ils doivent payer plus »[712]. Aziz constatait qu'en juillet 2015, l'affluence des clients du Niger était la plus forte : « c'est la fête du mouton pour la fin du Ramadan donc les gens doivent porter des nouveaux vêtements, les enfants doivent bien s'habiller et il y a aussi la rentrée des classes donc il y a beaucoup de demande » [713].

3. Les confidences d'une commerçante angolaise

Mais tous les commerçants africains de Canton ne sont pas touchés par ces politiques restrictives de la même façon. Les femmes africaines qui pratiquent le commerce à la valise avec des visas en règle et qui se logent dans les hôtels du quartier Xiaobei ne sont pas inquiétées de la même manière. C'est notamment le cas de deux commerçantes du Malawi que je rencontrai devant le New Don Franc Hôtel alors qu'elles partaient en quête d'une robe de mariée pour une de leurs sœurs. Ces dernières affirmaient avoir de très bonnes relations avec la police chinoise : « la police ici nous protège, nous n'avons jamais eu de problème, depuis que je viens en 2005 je n'ai pas eu de problème ni de contrôle d'identité de la part de la police »[714]. En revanche, elles estimaient que les contrôles étaient beaucoup plus sévères envers la communauté nigériane, qui n'est plus autorisée à entrer en Chine.

En effet, malgré la présence de la police devant l'hôtel New Don Franc, cela ne semblait pas perturber la présence des commerçantes angolaises qui se réunissaient par petit groupe de deux ou de trois pour discuter, assises sur les marches des bordures de magasins. Elles n'avaient pas l'air de faire attention aux policiers, ni de se sentir menacées par leur présence. Yara[715] faisait parite de ce petit groupe de commerçantes angolaises que j'abordai pour leur présenter ma recherche. Elles reçurent mes présentations de façon joviale en souriant à chaque fois que je prononçais un nom de lieu qui leur était familier à Luanda.

[712] *Idem*.
[713] *Idem*.
[714] Entretien informel avec deux commerçantes du Malawi, le 17 juillet 2015.
[715] Le prénom de cette commerçante a été modifié pour protéger son anonymat.

Ces dernières m'expliquèrent que les Angolaises n'avaient plus les moyens de voyager, à cause du taux de change du dollar et du manque de liquidité, et que beaucoup de leurs collègues étaient obligées de rester chez elles. À la fin de cette discussion informelle, Yara accepta de m'accorder un entretien individuel. J'étais très curieuse de savoir comment cette commerçante parvenait à voyager alors que les autres étaient bloquées à Luanda.

Le lendemain je me rendis au point de rendez-vous que m'avait donné Yara dans le Dengfeng Hôtel, chambre 315. Mon assistante n'avait pas accepté de m'accompagner, elle s'était bouché le nez en rentrant dans l'hôtel et avait annoncé qu'elle ne supportait pas l'odeur des hôtels où se logent les Africains. Il était 13h30 quand je frappai à la porte de la chambre de Yara. J'étais déjà venu le matin mais elle dormait à cause du décalage horaire. Quand j'entrai, les deux collègues de Yara sortirent de la pièce en ricanant. Yara m'expliqua que les autres commerçantes riaient car elles ne comprenaient pas l'importance de cette recherche : « tu as vu qu'elles ont rigolé en partant, c'est parce qu'elles n'ont pas d'éducation, elles n'ont pas étudié, elles sont ignorantes »[716] me dit-elle. Yara étaient couchée sur un petit lit d'une place de la chambre d'hôtel, elle portait un pagne de couleur rouge. Cette commerçante angolaise vend ses produits sur le marché Kikolo et voyage depuis 2005. Elle a d'abord commencé par le Congo Brazzaville, puis la Thaïlande, l'Inde et enfin la Chine. Cette fois Yara est venue à Canton pour acheter des cheveux, un commerce qu'elle pratique depuis 2005. À ses pieds, il y avait quatre gros sacs en plastique remplis de cheveux. Elle expliquait qu'en Inde ils sont vendus au kilo alors qu'en Chine les produits sont vendus par mèches. À Canton, elle se rend dans un immeuble spécialisé dans les cheveux. Elle m'en montre la carte de visite. En parlant de ses conditions de travail, Yara ne voit que des aspects négatifs dans le voyage : « ici il n'y a rien de bon, *é muito sofrimento* (c'est beaucoup de souffrance) »[717]. Elle se plaint par

[716] Entretien avec Yara, réalisé le 17 juillet 2015, dans sa chambre à l'hôtel Deng Feng, quartier Xiaobei, ville de Guangzhou, Chine.
[717] *Idem*.

exemple des heures de transport en avion, « nous devons faire un voyage de plus de 10 h, sans absolument aucun confort »[718]. Il n'y a pas d'espace dans l'avion, il y a le décalage horaire et l'alimentation n'est pas adaptée. Elle explique que les *moambeiras* ont l'habitude d'apporter de la farine de manioc et qu'elle achète du poisson grillé dans un magasin spécialisé. Elle me confie qu'elles cuisinent dans la chambre même si c'est interdit, s'ils sont au courant les commerçantes auront à payer une amende. Elle ramène un cuiseur électrique pour préparer la *xima* (purée de farine de manioc) par crainte des maladies ou de la mauvaise réaction digestive à la nourriture chinoise.

Selon elle, les commerçantes angolaises qui voyagent se méfient toutes les unes des autres, elles préfèrent voyager de nuit pour éviter le regard méprisant des voisins. Elle raconte à ce sujet une histoire qui lui est arrivée alors qu'elle venait d'accoucher de son troisième enfant, il y a cinq ans. Elle-même affirme ne faire confiance à personne car les sœurs de son mari sont très jalouses de l'argent qu'elle gagne avec son commerce. Une de ses belles-sœurs avait prémédité une attaque contre elle par jalousie :

> « Elle voulait me tuer ou me voler, huit hommes sont venus chez moi mais je n'étais pas à la maison, j'étais à l'église (car je suis témoin de Jéhovah) et ils n'ont trouvé que ma nièce qui avait dix-sept ans à l'époque, ils ont voulu la violer. Plusieurs personnes de ma famille m'ont confirmé que la personne qui avait envoyé ces hommes pour m'attaquer était ma belle-sœur »[719].

Depuis qu'elle a rompu les liens avec une partie de la famille, dit Yara, « mes belles-sœurs ne m'aiment pas parce qu'elles pensent que je suis riche[720]». Elle « préfère donc rester dans l'anonymat » (« prefiro ficar no anonimato »)[721]. Yara ne dit à personne qu'elle voyage, elle garde le secret pour elle, seules ses sœurs

---

[718] *Idem*.
[719] *Idem*.
[720] Entretien avec Yara, réalisé le 17 juillet 2015, dans sa chambre à l'hôtel Deng Feng, quartier Xiaobei, ville de Guangzhou, Chine.
[721] *Idem*.

et sa mère sont au courant de ses déplacements. « En Angola ça va mal, si des gens viennent chez toi, c'est pour voir ce que tu as et planifier un cambriolage. Les personnes interrogent mes enfants pour savoir combien de valises je ramène »[722]. Les commerçantes à la valise apprennent alors à travailler dans la plus grande discrétion. En rendant leurs déplacements invisibles et silencieux, en évitant de parler de leurs commerces et en transportant les produits de nuit pour ne pas attirer le regard des voisins. La peur d'attirer le malheur en parlant de leurs activités est partagée par un grand nombre des enquêtées qui limitent au maximum la diffusion de l'information concernant leurs déplacements, les dates ou la destination choisie.

L'histoire de Yara est significative sur plusieurs plans. Elle montre tout d'abord le climat de méfiance provoqué par le niveau de pauvreté du pays et le manque d'emplois en Angola. Malgré son niveau d'études supérieures (première année de droit), Yara n'est pas parvenue à trouver un emploi dans le secteur formel et le commerce fut un choix par défaut. Cependant, ses qualifications lui ont permis de développer des capacités entrepreneuriales efficaces. En effet, elle a fait le choix de commercialiser des cheveux, un commerce très rentable en Angola. Elle évite les amendes de la douane angolaise en passant par le Congo Brazzaville. En désignant un tas de sacs plastiques à ses pieds, contenant plusieurs kilos de mèches de cheveux elle dit : « ça représente beaucoup d'argent » [723]. En effet, Yara investit environ 15 000 dollars à chaque voyage, elle achète uniquement des cheveux qu'elle revend deux à trois fois plus cher sur le marché à Luanda. En comptant les coûts d'hébergement (150 dollars la semaine pour l'hôtel), les coûts de transport (environ 1000 dollars) et les coûts de la douane au Congo Brazzaville (120 dollars par valise) les bénéfices réalisés par Yara sont entre 13 730 dollars et 28 730 dollars par voyage. Ainsi, l'invisibilité de ces mobilités commerciales fait partie d'une stratégie économique consciente des femmes qui voyagent. Le fait de réaliser un

[722] *Idem*.
[723] *Idem*.

entretien dans l'intimité de la chambre d'hôtel avait permis à Yara de se sentir plus à l'aise pour témoigner des conflits familiaux que ses voyages à l'étranger et les bénéficies de son activité déclenchent. Toutefois, Yara parvient à contourner ces obstacles en trouvant des alternatives pour échapper à la fois aux contrôles du voisinage, aux jalousies de la famille et aux amendes onéreuses de la douane à Luanda. Sa trajectoire témoigne des capacités de résistance des femmes au sein d'une structure hostile à leurs mobilités spatiales, économiques et donc sociales. En d'autres termes, cela revient à poser la question de l'*empowerment* des femmes sous contrainte, dont parlent Agnès Adjamagbo et Anne-Emmanuèle Calvès dans leurs travaux sur l'émancipation des femmes dans les pays du Sud[724].

La prise de distance liée à l'exercice du commerce transnational prend un sens symbolique à partir de l'instant où elle s'applique aux rôles familiaux ou domestiques. Le fait de bénéficier d'une certaine liberté de déplacement amène ces femmes à contourner ou même rejeter les contraintes familiales, comme dans le cas de Yara. Mais comme le montrent les auteurs, la redéfinition des rôles sexués ne se fait pas sans heurt car elle

> « suscite la défiance de l'entourage et peut provoquer des tensions fortes entre les conjoints. La vertu émancipatrice du travail se trouve alors dans la capacité qu'ont ces femmes à se déplacer loin de chez elles, à vivre des expériences de liberté en échappant à leur quotidien, et ainsi à trouver dans la migration une opportunité d'épanouissement personnel et, finalement, un moyen de se réaliser ailleurs en tant qu'individus »[725].

Comme en témoigne la trajectoire de Yara, c'est dans l'intimité et l'approfondissement des détails biographiques ou des événements de la vie, dans les relations familiales et sociales, dans les petits détails du quotidien, que l'on peut obtenir quelques pistes permettant d'émettre l'hypothèse de tentatives

[724] Agnès ADJAMAGBO & Anne-Emmanuèle CALVES, « L'émancipation féminine sous contrainte », *Autrepart,* 61, février 2012, p. 3-21.
[725] *Idem*, p. 11.

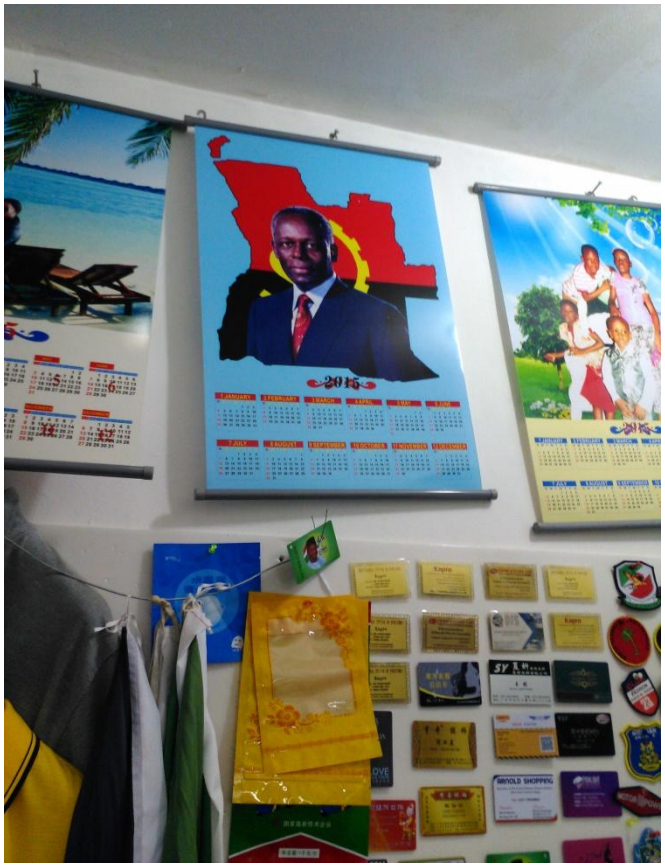
d'émancipations plus ou moins timides. En juger est une tâche à la fois impossible et très limitée puisque les discours des commerçantes rencontrées dans cette enquête ne sont que des bribes d'une réalité insondable pour l'enquêtrice. Yara a été la dernière commerçante avec qui j'ai eu la chance de m'entretenir, l'enquête ayant pris fin très peu de temps après notre entrevue, en raison de problèmes de sécurité dans le quartier de Xiaobei.

4. Le reflux des mobilités africaines et l'interruption de l'enquête

Alors que Canton était entre 2007 et 2008 la destination la plus attractive pour les commerçants africains, une multiplicité de facteurs sont venus confirmer un reflux de ces mobilités. D'autres villes à l'intérieur même de la Chine font concurrence à Canton en proposant des tarifs plus compétitifs, les entrepreneurs étrangers comprennant l'intérêt de se rapprocher encore plus près des usines de production. Des études récentes, comme celles d'Olivier Pliez[726], ont mis en avant l'importance d'une destination comme Yiwu, une ville-atelier située dans le nord-est de la Chine qui attire de plus en plus de commerçants africains et arabo-musulmans. La quête des commerçants du *poor-to-poor* vers des marchandises toujours meilleur marché s'expliquent par ailleurs en raison de la pression des consommateurs pauvres dont les revenus sont encore diminués par la crise globale. Les commerçantes angolaises qui font reproduire leurs vêtements en Chine – au lieu de passer par un intermédiaire – sont de plus en plus nombreuses à faire référence à la ville de Yiwu comme destination de leurs voyages. Cependant, le temps de transport et la fatigue supplémentaire occasionnée sont des arguments qui en poussent la plupart à rester à Canton.

[726] Olivier PLIEZ, « Following the new Silk Road between Yiwu and Cairo », *in* Gordan Mathews, Gustavo Lins Ribeiro & Carlos Alba Vega, *Globalization From Below, The World's Other Economy*, New York, Routledge, 2012, pp. 19-35.

La baisse de fréquentation des commerçantes angolaises à Canton semble cependant relativement récente puisqu'il reste quelques traces de leur présence. On observe encore des petits groupes de commerçantes devant les hôtels qu'elles ont pour habitude de fréquenter à Xiaobei. L'Angola est visible dans les espaces commerciaux du quartier, avec l'exemple des restaurants angolais qui proposent des menus réservés à la clientèle angolaise bien que l'un d'entre eux soit déjà fermé et que la clientèle du second semble plus rare. La présence angolaise se note également dans des petits détails des magasins chinois qui fabriquent des produits aux couleurs du drapeau angolais. Par exemple, la photographie n° 8 prise en juillet 2015 montre un calendrier aux couleurs du MPLA et de son président, affichée dans un commerce chinois du quartier de Xiaobei.



Photographie 16 : Calendrier MLPA dans un commerce chinois d'impressions numériques du quartier de Xiaobei, Canton, Chine, 30 juillet 2015, photographie de l'auteure.

Ce genre de petits détails témoignent d'une vague prospère et récente d'échanges commerciaux entre l'Angola et la Chine, dont les commerçantes angolaises à la valise faisaient partie. Cependant, des facteurs internes et externes semblent paralyser ces échanges. D'une part, du côté angolais, la crise économique que connaît le pays depuis 2014 empêche ceux qui gagnaient leur vie grâce aux voyages et au commerce informel de poursuivre leurs activités, en raison des taux de change du dollar et de la politique monétaire de l'État qui empêche la sortie de devises du pays. Les *moambeiras* qui n'ont pas de comptes en banque et qui voyageaient avec de l'argent liquide sont alors dans l'incapacité d'exercer leur profession.

D'autre part, du côté chinois, l'orientation politique du gouvernement, dont on a évoqué les impacts aux niveaux de la population locale chinoise et des migrants africains illégaux participe, par effet de conséquence, d'une plus forte restriction des mobilités des Angolaises. Le quartier Xiaobei est en permanence sous contrôle de la police et de l'armée, les interpellations d'Africains par la police sont fréquents, le quartier a été totalement rénové pour y « effacer » la présence africaine. De toute évidence, la présence africaine, et tout particulièrement la migration africaine de confession musulmane, dérange. La photographie n° 6 de Li Dong qui montre une ville rénovée avec un slogan qui parle d'une « communauté propre » est partie prenante de cette idéologie. Les « comptoirs africains » qui pouvaient jusqu'alors représenter des lieux rassurants et familiers pour les commerçants d'origine africaine deviennent des lieux de discrimination et de violence étatique[727]. La comparaison avec la ville de São Paulo est sur ce point tout à fait évidente puisque l'on constate une volonté semblable de formaliser l'économie, de lutter contre les migrations illégales et les réseaux de trafics clandestins qui s'étaient en développés parallèlement aux réseaux de commerces licites. Je me confrontai donc encore une fois à une zone

[727] Il semble, toutefois, que le climat devient globalement hostile aux commerçants africains, mais pas spécifiquement aux commerçantes à la valise. Pour elles, le facteur intérieur angolais est certainement le plus important.

grise où il était difficile de savoir où se situait la frontière entre l'informel et l'illicite. Les difficultés que j'avais soulignées lors de l'enquête de terrain à São Paulo en raison de la proximité entre les réseaux de trafics de drogue et ceux du commerce à la valise se reproduisaient dans le contexte chinois.

À cela s'ajoutait la complexité d'une problématique interne à la Chine, avec la présence de la minorité ouïgoure de confession musulmane, qui renforçait la problématique sécuritaire. La présence permanente de la police et des patrouilles de l'armée dans les rues de Xiaobei fut pour moi un facteur anxiogène que je n'avais absolument pas anticipé. Le bon déroulement de cette enquête fut par ailleurs entravé par le manque de coopération de mon assistance chinoise qui ne cachait pas son « dégoût » envers la communauté africaine. Lorsque je me suis intéressée à la politique du gouvernement local de Canton, mon assistante faisait preuve de mauvaise volonté lorsqu'il s'agissait de traduire des questions aux responsables locaux sur la politique publique mise en place à Xiaobei. Ces incompréhensions et malentendus ont donc rendu la recherche très difficilement réalisable puisque les rapports de confiance avec cette personne étaient rompus. Comme je l'ai montré plus haut, ces difficultés d'entrée sur le terrain *signifiait* l'« impasse méthodologique » du fil de l'enquête multi-sites puisqu'aucune de mes informatrices de Luanda ou São Paulo n'étaient présentes à Canton en juillet 2015. L'alternative qui s'était alors présentée suite à l'expérience empirique de São Paulo était de concentrer les observations dans un des hôtels anciennement fréquentés par les commerçantes angolaises. Le déroulement de l'enquête en Chine a été par ailleurs perturbé par un événement survenu au début du séjour. La chambre d´hôtel dans laquelle je logeais a été envahie par un homme qui a défoncé la porte en pleine nuit. Il était ivre et cherchait un autre client avec qui il voulait se battre. La peur provoquée par cette irruption nocturne me paralysa et je mis plusieurs semaines à me sentir en sécurité dans les lieux où je logeais. L´insécurité que je ressentais était d´autant plus grande dans le quartier Xiaobei où la majorité des commerçants africains étaient des hommes d´origines musulmanes. Je me sentais vulnérable

car observée et je me sentais contrainte de porter des vêtements longs pour cacher mon corps des regards alors qu´il faisait une chaleur éprouvante à cette époque de l'année à Canton. Malgré mes craintes, je décidai tout de même de poursuivre l´enquête en louant une chambre dans un hôtel de Xiaobei à la fin du mois de juillet. J´élargissais l'éventail des enquêtés en interrogeant plusieurs hommes, notamment des commerçants d'origine africaine, qui logeaient dans l'hôtel. Cependant, mes angoisses ne furent pas apaisées en arrivant dans cet hôtel car je fis la rencontre d'un commerçant du Mali avec qui j´échangeais les contacts téléphoniques dans l´optique de faire un entretien. Je reçu le soir même plus de vingt-cinq appels de cette personne qui avait apparemment très envie de me parler. J´interprétais ces appels comme du harcèlement et je finis par le menacer d´appeler la police si il n´arrêtait pas de m´appeler. Cet événement représentait à mes yeux un argument suffisant pour ne pas louer une chambre dans cet hôtel où je me sentais une cible facile en tant que femme blanche seule. Le cumul des rapports de domination de genre, de classe et de race dans un contexte où je me sentais extrêmement vulnérable m'obligea à abandonner le terrain de façon précoce. Les limites de mes résultats se justifient donc par les nombreuses contraintes que je n'ai pas été en mesure de surmonter.

CONCLUSION DU CHAPITRE 6

Un constat important de ce chapitre repose sur les capacités d'entrepreunariat développées par ces femmes à l'échelle mondiale : la compréhension du système de production mondiale devient un « jeu » dont les commerçantes maîtrisent peu ou prou les règles. On a pu le voir dans le cas des entrepreneuses angolaises qui vont chercher des modèles au Brésil puis se dirigent vers la Chine pour les faire reproduire en grandes quantités et les importer par conteneurs. Ainsi, les commerçantes maîtrisent les critères esthétiques et les tendances de la mode tout en profitant des avantages de production des usines chinoises dans lesquelles elles peuvent faire reproduire ces pièces à la quantité exacte dont elles

ont besoin. En ce sens, les trajectoires audacieuses de celles qui parviennent à maîtriser les règles de jeu s'apparentent à des figures de succès telles que celles des jeunes commerçantes togolaises qui ont fait fortune en faisant produire les pagnes dans les usines chinoises pour les revendre sur les marchés de Lomé. Comme le souligne très justement Aïssatou Diallo, la spécificité des commerçantes à la valise est qu'elles sont capables de répondre à la demande d'une clientèle locale : « sur ce terrain, elles seront toujours en avance par rapport aux commerçants chinois puisqu'elles connaissent l'environnement socioculturel et bénéficient d'une grande mobilité »[728].

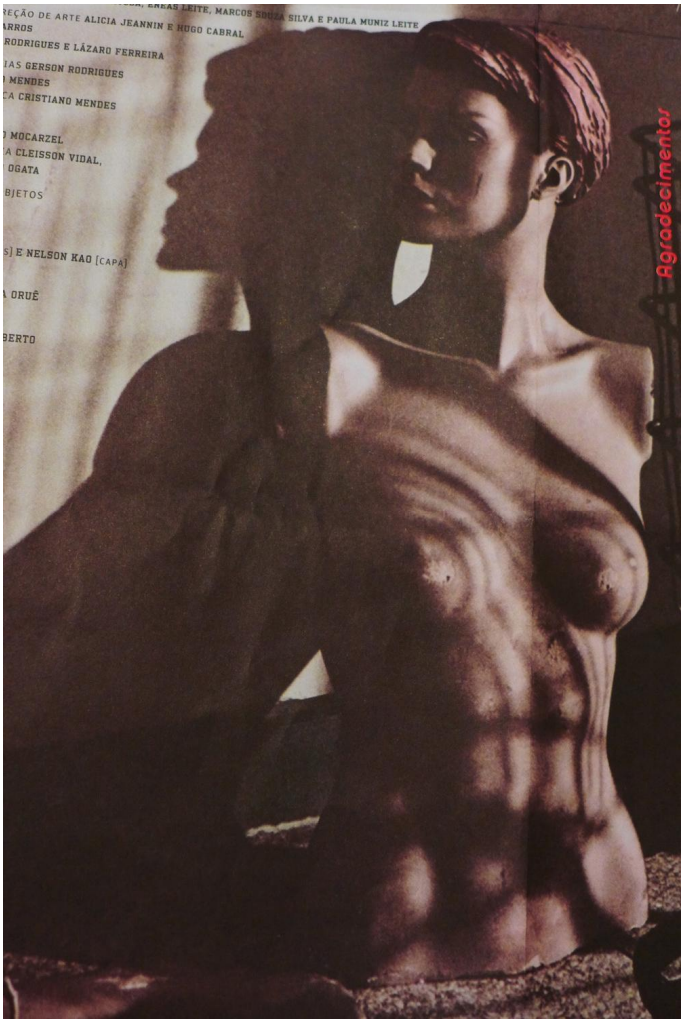
Toutefois, les conclusions du travail de terrain réalisé en Chine sont très pessimistes quant à la pérennité de ce commerce transnational et à la capacité des femmes africaines à tirer profit du capitalisme globalisé. De fait, les politiques migratoires en vigueur en Chine limitent de plus en plus la circulation des biens et des personnes, et particulièrement des petit.e.s entrepreneurs.es. africain.e.s. Bien que ces mobilités commerciales ne puissent pas être considérées sous le même régime que la migration, elles pâtissent des mêmes restrictions et discriminations dans le contexte chinois. Dans le cas des commerçantes à la valise d'Angola, il faut évidemment souligner que ces « impossibilités de voyager » ont été largement déterminées par la conjoncture de crise dans leur pays. Ainsi, que ce soit au Brésil, en Angola ou en Chine, on assiste aux effets combinés d'une crise et d'une politique sécuritaire globale qui condamnent en premier lieu les populations les plus pauvres, qui survivaient grâce au commerce de rue, aux importations transnationales et à la distribution ambulante.

Les difficultés méthodologiques de ce terrain, en raison d'un échec partiel et d'une impossibilité d'utiliser la méthode multi-sites, m'ont conduite à trouver des méthodes alternatives pour documenter les changements survenus dans le quartier africain de Canton, comme le support photographique, qui est une

[728] Aïssatou DIALLO, « Yakaar, Dakar-Dubaï-Guangzhou...», *op. cit.*, p. 109.

arme puissance de compréhension de la réalité sociale. Ce chapitre est donc une tentative de « photographier » les absences et les immobilités là où l´on pensait trouver des mobilités.

CONCLUSION : Quel avenir pour les « mules » de la mode ?



Photographie 11 : Illustration de la performance artistique « Bom retiro, 958 Metros », du Teatro da Vertigem à São Paulo, une pière de théâtre ambulante sur la mode, la migration, la consommation et les relations de travail dans le secteur de la confection du quartier Bom retiro.

Conclure, c'est mettre un point final. Pourtant, comment mettre une fin à une histoire sans fin ? Les femmes de cette enquête sont toujours là, elles vivent, s'inquiètent de l'avenir de leurs enfants, cherchent des moyens pour survivre grâce à leurs compétences, c'est-à-dire leur « savoir-commercer » et leur « savoir-circuler ». Cette thèse a eu pour dessein de comprendre les manières de faire de commerçantes à la valise confrontées à l'arbitraire des politiques publiques, aux multiples barrières vers la mobilité à l'échelle globale et aux contraintes familiales. Toutefois, la crise mondiale qui touche de plein fouet les économies émergentes depuis la fin de l'année 2014 a bouleversé les espoirs de réussite de celles que l'on a accompagnées en ces pages. En effet, les mêmes commerçantes angolaises rencontrées à São Paulo en 2013 et à Luanda en 2014 ne voyageaient plus (ou presque plus) en 2015 comme en atteste leurs quasi-absence lors de l'enquête à Canton. Les conséquences de la crise illustrent la volatilité et la précarité de ces carrières commerciales. En ce qui concerne le pouvoir de transformation et de transcendance du voyage et de la mobilité, les leçons à tirer sont donc provisoires étant donné la temporalité limitée des trajectoires observées. Il serait à présent nécessaire de « revisiter » les terrains pour poursuivre ces histoires de vies qui, elles, ne s'arrêtent pas.

Les bénéfices matériels et symboliques du voyage

La carte du monde de Linda présentée en introduction met l'accent sur l'inégalité d'accès à l'éducation des femmes par rapport aux hommes en Angola et leurs difficultés d'entrée dans le secteur formel. Cependant, malgré leurs faibles niveaux scolaires, ces commerçantes font preuve d'une incroyable créativité et d'une capacité à s'adapter au marché mondial dans un secteur aussi capricieux que la mode. Cette thèse a donc cherché à comprendre de quelle façon le voyage participe à la construction d'une identité féminine en vue d'une émancipation ? Les histoires de vie et les expériences de voyages relatées laissent entrevoir un faible rayon de lumière sur une dimension plus égalitaire apportée par le travail féminin en Angola. Ces expériences de voyage sont les

témoins de l'acquisition de pouvoirs, de capacités d'investissement et d'une relative liberté de choix. L'analogie avec les « mules » de la drogue trouve ici ses limites puisqu'elle retire l'individualité du sujet et sa liberté d'agir. Par certains aspects, les voyages participent même à une valorisation de soi, les commerçantes retirant une certaine fierté à connaître « le monde ». La rationalité de ce négoce ne repose donc pas simplement sur les critères utilitaires, les voyages sont aussi une expérience morale de subjectivation. En d'autres termes, c'est un moyen de se percevoir en tant qu'individu par la rencontre avec l'altérité, une façon d'échapper au quotidien, de sortir de l'univers chaotique et épuisant de Luanda, et peut-être, d'avoir l'opportunité de se réinventer l'espace de quelques jours. L'histoire d'Alda montre comment elle utilise son pouvoir de séduction pour attirer la sympathie des vendeurs sur les marchés brésiliens. Avec sa cousine Kiara, elles estiment même retirer une certaine fierté du fait d'être une femme qui voyage.

Cependant, la variété des profils socio-économiques des commerçantes à la valise ne permet pas de formuler une position uniformément optimiste sur l'émergence de nouveaux milieux sociaux. L'hétérogénéité des pratiques font état de plusieurs usages du commerce transnational à la valise: il est à la fois un complément de salaire pour des fonctionnaires, un moyen de payer ses études pour de jeunes étudiantes ou une activité professionnelle à plein temps pour les commerçantes des marchés qui survivent grâce à ces importations. Le point commun de ces expériences professionnelles est qu'elles permettent une autonomie financière aux femmes qui s'affranchissent de la dépendance d'un homme ou du salaire d'un patron. En termes de revenus, les bénéfices varient en fonction des capacités d'investissement et des méthodes de transport. Les importatrices qui se situent en bas de l'échelle se fournissent en prêt-à-porter grâce au commerce transfrontalier (Namibie, Congo) et réalisent des bénéfices faibles entre 250 dollars et 600 dollars par voyages. La disparité entre les revenus dépend aussi de la méthode d'importation, celles qui utilisent seulement la valise parviennent à réaliser des bénéfices moyens entre 1 000 et 5 000 dollars

par voyage. Les bénéfices les plus importants sont obtenus par celles qui importent leurs marchandises par conteneur, variant entre 5 000 et 10 000 dollars par voyage. La réussite économique dépend évidemment des capacités d'investissements initiales et de la régularité des voyages. Mais le succès économique est aussi conditionné par les facilités de passage aux douanes grâce à des logiques de patronage. La surreprésentation du groupe ethnolinguistique mbundu dans l'échantillon des commerçantes interrogées peut possiblement faire penser à des traitements de faveurs encadrés dans des logiques politiques et familiales. Plusieurs commerçantes ont un membre de la famille qui travaille à l'aéroport ou un mari douanier. Selon qu'elles aient ou non un protecteur, toutes les commerçantes ne partent donc pas avec les mêmes chances pour débuter dans le commerce.

On constate de ce fait une grande diversité des niveaux d'insertion dans le commerce transnational. Celles qui deviennent des « expertes » de la mobilité maîtrisent les règles du jeu. Par exemple, elles vont chercher des modèles au Brésil pour les faire reproduire en Chine et les importer ensuite par conteneurs vers l'Angola. D'autres contournent les droits de douanes angolais en passant par la République Démocratique du Congo et en acheminant leurs marchandises par camion vers Luanda. De cette façon, ces commerçantes dominent les critères esthétiques et les tendances de la mode tout en profitant des avantages de production à bas coût des usines chinoises dans lesquelles elles peuvent faire reproduire les pièces à la qualité et aux quantités voulues. La réussite dans le commerce dépend ainsi d'une connaissance fine de l'environnement socioculturel alliée à une grande mobilité (en conciliant plusieurs méthodes d'importation) et une maîtrise des techniques de production dans un contexte multiculturel. Et tout cela sans parler un mot d'anglais !

Si loin pour si peu

Les commerçantes désirent toutes développer leurs commerces, elles disent qu'elles veulent « aller plus loin » ou « grandir » en allant vers une destination plus coûteuse ou plus difficile d'accès. Il semble y avoir une évolution graduelle des trajectoires commerciales, les femmes passent généralement du commerce transfrontalier au commerce transnational de longue distance (Afrique du Sud, Brésil) puis de très longue distance vers l'Asie. L'ambition de toutes les commerçantes est d'aller en Chine, certaines rêvent même de partir aux États-Unis malgré l'impossibilité d'obtention des visas. L'allocation des bénéfices obtenus grâce au commerce se dirige en général vers l'amélioration du confort de la famille et l'éducation. Les bénéfices du commerce parviennent parfois à couvrir le paiement des frais de scolarité pour les enfants. Les commerçantes désirent aussi investir dans leur propre formation pour terminer une scolarité interrompue trop tôt ou aller à l'université. Il semble donc que les femmes donnent la priorité à l'investissement dans l'éducation (d'elles-mêmes ou de leurs enfants), ce qui représente un sacrifice particulièrement important vu les frais de scolarité dans les écoles privées (qui sont de meilleures qualité) en Angola.

En termes d'acquisition matérielle, celles qui n'y sont pas encore parvenues souhaitent acheter un terrain, faire construire une maison, terminer leurs travaux ou construire un premier étage. Concernant le logement, 18 femmes sur 35 ont affirmé être « propriétaires » et certaines étaient même en train de faire construire une seconde maison dans le but d'en tirer des revenus locatifs. Toutefois, si elles parviennent à faire construire une maison qu'elles meublent avec du mobilier de Chine, il ne faut pas oublier les mauvaises conditions sanitaires des quartiers où elles résident (sans tout-à-l'égout, parfois sans électricité et de terre battue). L'éloignement de leurs domiciles situés dans des zones difficiles d'accès les oblige à faire trois à quatre heures de transport par jour pour se rendre sur les marchés. Les commerçantes se plaignent également

des niveaux d'insécurité dans leurs quartiers, qui rend impossible la fréquentation de cours du soir. Les peurs des vols ou des cambriolages obligent les commerçantes à effectuer les trajets entre l'aéroport et leur domicile de nuit pour se protéger du regard des voisins. Ces dernières développent alors des stratégies pour dissimuler leurs déplacements, leurs dates de voyages, le nombre de valises et la valeur des marchandises transportées. Ces informations sont cachées des voisins, des collèges de travail et des autorités locales. Ces précautions prises par les commerçantes pour dissimuler leurs mobilités aboutissent à une invisibilisation des trajectoires féminines qui annule partiellement les mécanismes de valorisation de soi et de reconnaissance par le biais de la mobilité. De ce fait, les capacités d'accumulation grâce au commerce restent limitées par la pauvreté des structures publiques en Angola. Les revenus obtenus grâce aux importations sont par ailleurs dévalorisés par le coût de la vie à Luanda. Même si les femmes voyagent beaucoup, leurs conditions de vie ne s'améliorent pas réellement. Linda résuma cette situation en ces termes : « je voyage énormément mais nous vivons une vie de pauvres »[729].

En ce qui concerne l'exercice de la profession, beaucoup de commerçantes ambulantes se plaignent de la pénibilité des voyages et souhaiteraient trouver un emploi dans la fonction publique. Mais elles savent que les niveaux de corruption pour y accéder ne le leur permettent pas. Le commerce est alors généralement perçu comme une résignation, une fatalité. Environ 15% des femmes qui travaillent sur le marché Africampo ont un niveau de formation supérieur (une licence ou un master à l'Université) et sont entrées dans le commerce par nécessité. Plusieurs commerçantes expriment leurs désirs de reconversion, comme Maliana qui souhaiterait ouvrir une crèche[730] et Cisola qui aurait voulu être psychologue[731]. L'acquisition d'une « boutique à soi » est également un désir de beaucoup de ces femmes. De fait, il faut rappeler que les

[729] Entretien avec Linda, *op. cit.*
[730] Entretien avec Maliana, marché Africampo, le 4 juillet 2014 Luanda, Angola.
[731] Entretient avec Cisola, marché Africampo, le 9 juillet 2014, Luanda, Angola.

conditions de travail sur le marché sont très précaires, notamment en raison de la pluie et de la poussière. Seulement trois commerçantes sont parvenues à ouvrir une boutique de plein pied mais les documents sont souvent au nom du mari ou d'un frère. Les commerçantes espèrent par ailleurs passer leurs permis de conduire et d'acquérir une voiture pour pouvoir transporter leurs marchandises.

En résumé, le commerce à la valise est un vrai parcours du combattant, de la combattante en l'occurrence. Avant de partir, les commerçantes redoublent d'efforts pour préparer le foyer afin que les enfants et le mari ne ressentent pas leurs absences. Ainsi, le travail de la femme n'aboutit pas à une plus grande égalité des genres au sein du foyer, les tâches ménagères sont tout simplement anticipées. Les commerçantes témoignent par ailleurs des préjugés qui touchent les femmes qui voyagent, particulièrement les mères qui quittent leurs foyers en laissant leurs enfants seuls. Fruit de négociations, les départs en voyages exigent une organisation familiale complexe et souvent stressante pour elles. L'impact de la mobilité sur la capacité de remise en cause d'un modèle de domination sexuelle classique, que ce soit au sein de la famille ou dans la répartition des rôles de pouvoir dans la société ou l'économie, se voit largement pénalisé par les préjugés attribués à cette pratique économique.

Après un vol de plusieurs heures, les commerçantes doivent marcher pendant des kilomètres à la recherche des modèles voulus sur les marchés qui ouvrent parfois la nuit. Depuis sa chambre d'hôtel à Canton, Yara disait que ses enfants lui manquaient, que le travail était physiquement épuisant et qu'elle ne s'adaptait pas à la nourriture chinoise. Que ce soit en Chine ou au Brésil, les commerçantes partagent très souvent les chambres d'hôtel et économisent sur les repas en rapportant du manioc et du poisson grillé qu'elles font cuire sur place. La précarité des conditions d'hébergement et l'angoisse des voyages font écho aux discours des commerçantes qui disent avoir mal au cœur ou au ventre quand elles passent les douanes de l'aéroport de Luanda.

Les séjours des commerçantes angolaises à l'étranger se déroulent dans des « zones grises », dans les « bas-fonds de la mode » et de l'« économie souterraine » où se côtoient les trafics de drogues et la violence urbaine. La vulnérabilité que j'ai ressentie en tant que femme est un sentiment partagée par les enquêtées. Cela est particulièrement vrai au Brésil où les femmes ont peur de se faire attaquer quand elles se rendent sur les marchés avec des liasses de billets qu'elles transportent à même le corps. Leurs représentations du Brésil restent pourtant ambiguës, elles se sentent à la fois « chez elles » mais menacées par l'insécurité et la violence. D'un côté, le décryptage de la diffusion d'une culture matérielle entre le Brésil et l'Angola a mis en avant le pouvoir de séduction de la marchandise brésilienne qui est comme une « promesse de réussite » future pour les classes populaires angolaises. De l'autre, les images de violence véhiculées contrebalancent la fiction d'une démocratie raciale et sociale réussie au Brésil. Les productions culturelles des séries télévisées brésiliennes diffusées depuis les années 1980 participent de cet imaginaire. Les commerçantes angolaises se sentent en effet très proches du Brésil, la proximité culturelle et linguistique facilite les rapports amicaux avec les vendeurs locaux. Les mobilités vers le Brésil dépassent l'argument commercial, les Angolaises peuvent y visiter des membres de leur famille immigrés, s'occuper de leur santé ou y faire leurs études dans une université brésilienne. L'ouverture du gouvernement brésilien vers les pays d'Afrique comme le Nigéria ou l'Angola à partir de 2002 a renforcé ces mouvements migratoires ou pendulaires. Ainsi, le Brésil fait peur autant qu'il fascine.

Contrairement au Brésil, la Chine ne bénéficie pas d'une bonne réputation mais cette destination comporte l'avantage d'une diversification de la production. Les commerçantes profitent de leurs séjours en Chine pour acheter du matériel de construction ou des meubles pour leur maison. Les mobilités vers la Chine permettent de diversifier la clientèle et les produits, elles participent d'une amélioration générale des conditions de vie. Les avantages de la diversification des produits se voient toutefois pénalisés par le nouveau tarif douanier angolais

qui concrétise une politique protectionniste depuis 2013. De plus, les discriminations raciales que subissent les commerçant.e.s d'origines africain.e.s en Chine ont certainement un impact négatif. Les témoignages sur les comportements racistes envers les communautés noires à Canton se multiplient dans les médias et ils corroborent les discours des commerçantes angolaises. L'image la plus marquante était celle de mon assistante chinoise qui se bouchait le nez quand elle entrait dans un hôtel fréquenté par des commerçants ou des migrants africains.

La permanence des frontières et du protectionnisme

Les mobilités et les migrations transnationales ne sonnent donc pas le glas des États-nations, on assiste au contraire au renforcement des frontières grâce à des lois qui tentent de formaliser et de moderniser l'économie. Dans les contextes angolais, brésilien et chinois l'adoption de divers formes de « néo-protectionnisme et de la récurrence de différentes mesures législatives ou réglementaires à caractère bureaucratique, policier, voire militaire »[732] concourent à un cloisonnement du marché international. La comparaison des trois contextes donne un aperçu des nouvelles caractéristiques de la « gouvernance mondiale » : les États des économies émergentes se plient aux exigences de sécurité, de propreté, de contrôle des circulations. Ces expériences professionnelles de mobilité doivent être évaluées en prenant en considération le rôle des structures qui entravent ces capacités d'action. Le contexte politique angolais joue un rôle de sape des tentatives individuelles d'affirmation de soi car il impose une structure qui dévalorise et précarise le secteur informel. De ce fait même, les trajectoires de mobilités de femmes commerçantes sont heuristiques en terme de science politique car elles mettent en avant les incohérences des politiques publiques qui vulnérabilisent les populations pauvres sans assurer de bases sociales capables d'améliorer la condition de celles et ceux qui sont classés dans la case « illégitimes ». Cette réflexion sur l'essence de l'illégitimité d'une

[732] Fariba ADELKAH & Jean-François BAYART, *Voyage du développement* …, *op.cit.*, p. 12.

pratique d'importation dénonce les incohérences et les injustices des systèmes politiques. C'est plus précisément sur la question du manque de reconnaissance du travail des femmes que s'est concentrée cette thèse en décrivant les conditions d'exercice d'une profession qui se voit condamnée sur plusieurs échelles sociales. La thèse est partie du global pour arriver à l'intime en montrant que chaque « passage à niveau » fait l'objet de combats pour rendre possible cet entreprenariat féminin. Le voyage, la connaissance du monde et la mobilité qui pourraient être des outils de reconnaissance sociale des femmes se voient alors désactivés puisqu'ils restent dans le champ de l'intime et ne se transforme pas en revendications sociales et politiques. En effet, la violence des rapports avec les douanes fragilise les femmes qui réalisent ces importations en marge de la légalité.

Le but de ce travail a donc été de donner la parole à des femmes exclues des politiques publiques. La dichotomie entre les connaissances formelles et le travail informel est renforcée par le caractère illégitime de ce commerce qui fait l'objet d'une « chasse aux sorcières »[733] par les autorités locales. Ne peut-on alors comparer les figures des sorcières au moyen âge qui faisaient l'objet de persécutions avec celles des *moambeiras* dont les douaniers estiment qu'elles entachent l'image du pays ? Certes, ces dernières ne sont pas brûlées vives, mais tout comme les savoirs ancestraux des sorcières étaient dénigrés par l'État qui voulait officialiser un savoir formel, une médecine officielle, les pratiques des *moambeiras* sont réprimées car elles ne s'encadrent pas dans les critères d'importation « modernes » en Angola. Les discours des douaniers montrent que les pratiques commerciales de ces femmes sont combattues non seulement pour des raisons fiscales ou de concurrence déloyale, mais parce qu'elles ne correspondent pas à l'imaginaire de la modernisation autoritaire. Le régime d'importation angolais sert donc à défendre les intérêts de l'élite et ne s'adapte pas au fonctionnement de la société africaine dont l'économie est en grande partie informelle.

[733] Silvia FEDERICI, *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive*, Paris, Entremonde, 460 p.

Face à une telle situation, l'enquête n'a pu que faire le constat d'une absence d'organisation collective renforcée par la concurrence commerciale à l'échelle globale et la dépolitisation des commerçantes. L'isolement de ces femmes renforce d'autant plus leur incapacité à s'organiser collectivement pour défendre leurs droits. Les mécanismes de solidarité se trouvent pénalisés par la peur et le sentiment d'impuissance. Dans le secteur informel, la destruction du marché du Roque Santeiro et l'opération de rénovation du marché Panguila ont eu pour conséquences l'éclatement des lieux de vente et l'abandon d'anciennes solidarités. Les opérations de micro-crédit qui essayent à présent de « formaliser » les anciens mécanismes de solidarité comme les tontines excluent toute une partie des commerçantes qui ne possèdent pas de compte en banque. Toutefois, j'ai pu constater la persistance d'une certaine solidarité entre les commerçantes du marché Africampo lorsque ma première visite avait été interprétée comme un contrôle du fisc et que les vendeuses avaient été solidaires pour cacher l'activité de leur consœur. Mais le constat de tout cela est la peur permanente dans laquelle vivent la plupart des agents du secteur informel.

Cette thèse a fait un constat mitigé des capacités d'émancipation. Les leviers espérés d'un renforcement des capacités d'autonomisation via l'émergence économique se voient limités par la faible reconnaissance sociale des *moambeiras*. Ainsi, l'exercice de cette activité commerciale féminine est touché par un triple sentiment d'illégitimité : premièrement, le contrôle du voisinage qui voit d'un mauvais œil l'enrichissement des commerçantes ; deuxièmement, le régime d'importation qui criminalise les importations ; et enfin les politiques discriminantes et sécuritaires à l'échelle internationale. La capacité de valorisation de soi par le biais du commerce est donc limitée par l'idée que le commerce n'est pas un vrai « travail ». Ainsi, les *moambeiras* sont des mules de la mode sans l'être, elles sont à la fois dépendantes et agissantes. Essayant de dépasser le débat entre trajectoires contraintes et volontaires, cette thèse a posé principalement la question de l'absence de limites entre les sphères légale et

illégales, entre les réseaux du commerce à la valise légal et illégal, entre ce qui est perçu comme formel et informel. Elle a interrogé ainsi la porosité des espaces, des flux, des espaces commerciaux souterrains en montrant les impacts collatéraux des politiques de lutte contre les trafics et contre le commerce informel. Elle a souligné, enfin, le décalage entre ces politiques publiques et le vécu de femmes qui se perçoivent comme des entrepreneuses d'elles-mêmes.

La crise des mobilités : quelles reconversions possibles ?

Les conclusions du travail de terrain réalisé en Chine sont assez pessimistes quant à la pérennité de ce commerce transnational et à la capacité des femmes africaines à tirer profit du capitalisme globalisé. Bien que ces mobilités commerciales ne puissent pas être considérées sous le même régime que la migration, elles pâtissent des mêmes restrictions et discriminations dans le contexte chinois. Il faut évidemment souligner que ces « impossibilités de voyager » ont été largement déterminées par la conjoncture économique angolaise. Depuis la fin de l'année 2014, l'Angola connaît une crise économique et financière sans précédent en raison de la chute des cours du pétrole sur le marché international. La hausse du taux du dollar et l'absence de liquidités disponibles dans le pays paralysent l'économie et se répercutent dramatiquement sur la population angolaise qui survivait du commerce informel et dépendait des importations extérieures. Cette crise touche particulièrement les commerçantes à la valise qui se retrouvent dans l'impossibilité de voyager et de commercer. Se pose alors la question de ce que vont devenir les *moambeiras*. Une partie de celles qui voyageaient loin va peut-être se convertir dans le commerce transfrontalier avec les pays voisins ; une autre partie continuera certainement à voyager grâce à l'existence de protections au sein de l'institution douanière ; d'autres réussiront-elles à maintenir leurs liens commerciaux en Chine sans y aller physiquement, en utilisant des technologies telles que le WhatsApp, si du moins elles ont pu s'acheter une tablette tactile et ouvrir un compte en banque ? L'impact de cette crise se

perçoit même sur de nouvelles migrantes angolaises qui fuient la misère et demandent l'asile au Brésil. Plusieurs articles de presse parus en 2016 témoignent de l'affluence de femmes angolaises accompagnées de leurs enfants dans des centres d'accueil à São Paulo[734]. Ces questions constituent autant de pistes de recherches futures pour comprendre la façon dont ces crises impactent les mobilités.

D'un point de vue méthodologique, l'étude de la mobilité amène en elle-même à se libérer d'un certain enfermement disciplinaire. En ce sens, l'historicisation, les approches féministes et intersectionnelles, l'apport de l'anthropologie du global et la dimension spatiale des approches géographiques semblent fondamentaux pour la science politique. J'ai montré les bénéfices de croiser plusieurs méthodologies pour suivre les mobilités et combler le vide entre les temporalités et les espaces de terrain. De cette façon, j'ai participé à la co-construction du social en choisissant d'observer les phénomènes de la globalisation à partir de certains espaces particuliers grâce à une observation subjective. Selon moi, la subjectivité est la condition même de tout travail de terrain puisque la chercheuse ne peut se défaire de ses croyances, de ses positionnements théoriques et politiques. La principale critique formulée à l'encontre de la méthode multi-sites appliquée à l'échelle globale est qu'elle est très coûteuse à mettre en place et par certains aspects, frustrante. Les enquêtes à São Paulo et à Canton ont pointé les limites de la réalisation d'une enquête multi-sites en raison de la dispersion géographique des zones de l'enquête et la temporalité du sujet. L'éloignement des « terrains » de l'enquête rend extrêmement éphémère les liens de confiance pourtant nécessaires à une recherche quantitative de qualité. En d'autres termes, la place de l'enquêtrice doit être en permanence renégociée et cela est épuisant.

---

[734] Voir notamment Juliana DIÓGENES, « Mães angolanas buscam SP e obrigam Prefeitura a criar abrigo », *Estadão de São Paulo,* 19 Abril 2016, en ligne, <http://sao-paulo.estadao.com.br/noticias/geral,maes-angolanas-buscam-sp-e-obrigam-prefeitura-a-criar-abrigo,10000026903>, consulté le 26 septembre 2016.

Je réalise, en terminant ces lignes, que ce projet était sans aucun doute une « folie ». Il m'aura en tout cas permis d'approfondir ma formation de chercheuse et d'acquérir une maturité qui me servira à l'avenir à entreprendre des recherches tout aussi ambitieuses mais, puis-je du moins l'espérer, pour lesquelles je réussirai à mieux maîtriser les terrains. Mais la recherche n'est-elle pas en elle-même un chemin qui n'est guère prévisible ? Car le chemin lui-même prend en main la chercheuse…

SOURCES ORALES

ENTRETIENS REALISES A SÃO PAULO (BRESIL) :

Nb	Noms et fonctions	Dates	Lieux
Entretiens avec les commerçantes angolaises (prénoms d´emprunt)			
1	Alda	27 mars 2013	Hôtel Vitoria, quartier du Brás
2	Kiara	27 mars 2013	
3	Vanusa,	9 avril 2013	
4	Muxima	28 mai 2013	Hôtel 21, quartier du Brás
5	Mayra	28 mai 2013	Restaurant angolais, quartier du Brás
6	Ambela	3 juin 2013	Agence de transport *Express Luanda*, quartier du Brás
7	Fabiosa	3 juin 2013	
8	Binte	4 juin 2013	
9	Neusa	5 juin 2013	Hôtel Vitoria, quartier du Brás
10	Linda	5 juin 2013	Hôtel Vitoria, quartier du Brás
Entretiens avec le personnel brésilien des hôtels du Brás			
1	La réceptionniste de l´hôtel Vitoria	23 mars 2013	Hôtel Vitoria, quartier du Brás
2	Le gérant brésilien de l´hôtel Vitoria	2 juin 2013	
3	Maria, réceptionniste brésilienne de l´hôtel Borba	11 avril 2013	Hôtel Borba, quartier du Brás
4	Entretien avec le réceptionniste de l'hôtel XXI	31 mars 2013	l'hôtel XXI, Brás, São Paulo, Brésil
Autres entretiens			
1	Entretien avec Hédio da Silva Júnior, professeur de droit	20 avril 2013	Université Zumbi Dos Palmares, São Paulo, Brésil.
2	Entretien avec Dona Silvanete, Casa Recomeço	12 mai 2013	Casa Recomeço, Avenue Conceição, quartier Vila Maria Alta, São Paulo, Brésil.
3	Entretien avec Joaquim Maloa, étudiant	14 mai 2013	Campus de l'Université de São Paulo, Brésil.

	mozambicain		

1. Entretiens réalisés en Angola

Nb	Noms et fonctions	Dates	Lieux
Entretiens avec les commerçantes angolaises rencontrées à São Paulo			
1	Alda	15 juin 2014	Quartier d´Ilha, Luanda
2	Mayra	18 juin 2014	Quartier Kinaxixe, Luanda
3	Ambela	21 juin 2014	Quartier Cuca, Luanda
4	Muxima	28 juin 2014	Ville de Cacuaco, Luanda
5	Neusa	20 juillet 2014	Ondjiva, Cunene
Entretiens avec les commerçantes du marché Africampo (prénoms d´emprunts)			
1	N´zumbi	4 juillet 2014	
2	Wendy	4 juillet 2014	
3	Maliana	4 juillet 2014	
4	Iona	4 juillet 2014	
5	Luiana	4 juillet 2014	
6	Lunji	8 juillet 2014	
7	Ginga	8 juillet 2014	
8	Nishima	9 juillet 2014	
9	Katchiwe	9 juillet 2014	
10	Cisola	9 juillet 2014	
11	Aissatu	10 juillet 2014	
12	Luena	10 juillet 2014	
13	Preciosa	10 juillet 2014	
14	Nzinga	10 juillet 2014	
15	Kandimba	10 juillet 2014	
16	Fatumata	10 juillet 2014	

17	Bonita	10 juillet 2014	Marché Africampo, Quartier Kikolo
18	Mariquinha	12 juillet 2014	
19	Dyami	12 juillet 2014	
20	Etelvina	12 juillet 2014	
21	Kieza	12 juillet 2014	
22	Luzolana	12 juillet 2014	
23	Tchisola	12 juillet 2014	
24	Nahenda	12 juillet 2014	
25	Weza	16 juillet 2014	
Entretiens avec des commerçantes autour des cartes du monde			
1	Linda	11 juin 2014	Viana, Province de Luanda
2	Maria	16 juin 2014	Université Catholique, Luanda
3	Muxima	28 juin 2014	Ville de Cacuaco, Province de Luanda
Entretiens avec les douaniers de l´aéroport de Luanda			
1	Messa Vovua	15 juillet 2014	Service National de Douanes, Luanda, Bâtiment principal, Rua das Alfandegas, Luanda
2	João da Silva Miguel	15 juillet 2014	
3	Nerethz Tati	15 juillet 2014	

2. Entretiens réalisés à Canton en Chine

Nb	Noms et fonctions	Dates	Lieux
1	Yara, commerçante angolaise sur le marché Kikolo	17 juillet 2015	Hôtel Deng Feng, quartier de Xiaobei
2	Entretien avec Li Dong, photographe chinois	20 juillet 2015	Dans un café du quartier Xiaobei
3	Entre avec Lili et sa sœur Sally, chinoise, logeuses	28 juillet 2015	Rua Boahan, quartier Xiaobei

BIBLIOGRAPHIE

ABELES Marc 2008, *Anthropologie de la Globalisation*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 280 p.

ACHIN Catherine & BERENI Laure 2013, *Dictionnaire Genre et Science politique*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 699 p.

ADDA Jacques 2006, La mondialisation de l'économie: genèse et problèmes, Paris, La Découverte, 256 p.

ADELKHAH Fariba & BAYART Jean-François 2007 *Voyages du développement, émigration, commerce, exil*, Paris, Karthala, 368p.

ADJAMAGBO Agnès & CALVES Anne-Emmanuèle février 2012, « L'émancipation féminine sous contrainte », *Autrepart,* n °61, p. 3-21.

ALENCASTRO Luiz Felipe de 2000, *O Trato dos Viventes, Formação do Brasil no Atlântico Sul*, São Paulo, Compania das Letras, 525 p.

AMSELLE Jean-Loup 2005, Branchements : Anthropologie de l'universalité des cultures, Paris, Flammarion, 265 p.

APPADURAI Arun 1996, *Modernity At Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Presses de l'Université du Minnesota, 229 p.

BALANDIER George 2013 [1967], *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 288 p.

BAPTISTA Dulce Maria Tourinho 2007, « Migração na metrópole: o caso dos angolanos em São Paulo », São Paulo, *Cadernos Metrópole*, n° 17, en ligne, <http://www.abep.nepo.unicamp.br/encontro2008/docsPDF/ABEP2008_1070.pdf>, consulté le 23 mai 2015.

BARREAU Léa 2011, « L'émergence économique des Mukheristas au Mozambique : quels impacts sur les relations de genre ? », *Mémoire de Master 2*, Sciences Po Bordeaux, [non publié], 132 p.

BARREAU Léa avril 2012, « Émergence économique des femmes et négociation des rapports de genre au Mozambique, Les trajectoires de trois mukheristas de Maputo », *Afrique contemporaine*, n° 244, p. 120-121.

BARREAU Léa décembre 2015, « Itinéraires d'une commerçante dans la globalisation », *Cahiers de l'IFRE*, n°2, pp. 17-23.

BARREAU Léa, LIEVE Joris janvier 2015, « Sur les ailes du dragon. Voyages entre l'Afrique et la Chine », *Politique africaine*, 137 p.

BARRY Boubacar & HARDING Leonard, *Commerce et commerçants en Afrique de l´Ouest, le Sénégal*, Paris, L'Harmattan, 1992, 378 p.

BASTIDE Roger 2000 [1958], *Le Candomblé da Bahia* 1958, Paris, Éditions Plon, Collection Terre humaine, 444 p.

BAUBÖCK Rainer & FAIST Thomas, 2010, *Diaspora and Transnationalism, Concepts, Theories and Methods*, IMISCOE Research, Amsterdam University Press, 352 p.

BAYART Jean-François Juin 2006, « Globalisation et subjectivisation politique », in *Comprendre la mondialisation, Paroles en réseaux*, actes publiés de la manifestation organisée par la Bibliothèque publique d'information, Paris, p 8-13.

BAYART Jean-François, MBEMBE Achille, TOULABOR Comi 2008, *Le politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 228 p.

BERTONCELLO Brigitte, BREDELOUP Sylvie, PLIEZ Olivier 2009, « Hong Kong, Guangzhou, Yiwu : de nouveaux comptoirs africains en Chine, Sciences Po Paris », *Critique internationale*, n° 44, pp. 105-121.

BISILLIAT Jeanne 1996, *Femmes du Sud, chefs de famille*, Paris, Karthala, 418 p.

BLUNDO Giorgio & GLASMAN Joël 2013, « Introduction: Bureaucrats in Uniform », *Sociologus*, Vol. 63, pp. 1-9.

BLUNDO Giorgio & OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre novembre 2012, Sémiologie populaire de la corruption, *Politique africaine*, n° 83, pp. 98-114.

BODOMO Adams 2012, Africans in China: A Sociocultural Study and Its Implications on Africa-China Relations, New York, Amherst, Cambria Press, 300 p.

BODOMO Adams MA & Grace 2010, « From Guangzhou to Yiwu: Emerging facets of the African Diaspora in China », *International Journal of African Renaissance Studies*, volume 2, pp. 83-97.

BONDI Liz & DAVIDSON Joyce 2005, « Situating Gender », *in* Lise NELSON & Joni SEAGER, *A companion to feminist geography*, Oxford, Blackwell Publishing, pp. 15-31.

BORGEAUD-GARCIANDIA, Natacha & GEORGES Isabel avril 2014, « Travailleuses en migration dans "les Suds" », *Revue Tiers Monde*, n° 217, 245 p.

BOUILLON F., FRESIA M., TALLIO V. (dir.) 2005, *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris, CEA-EHESS, 208 p.

BOURDIEU Pierre 1979, *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 670 p.

BRAUDEL Fernand 1990 [1953], *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, 9e éd, Paris, Armand Colin, 2 volumes (587 p., 627 p.)

BRAUDEL Fernand 2000 [1979], *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVème-XVIIIème siècle*, Paris, rééd. LGF, 3 volumes

BREDELOUP Sylvie 2014, *Migrations d'aventures. Terrains africains,* Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, « CTHS-Géographie », 11, 141 p.

BREDELOUP Sylvie avril 2012, « Mobilités spatiales des commerçantes africaines : une voie vers l'émancipation ? », *Autrepart*, volume 61, n° 2, , p. 23-39.

BREUX Sandra, REUCHAMPS Min, LOISEAU Hugo janvier 2010, « Apports et potentialités de l'utilisation de la carte mentale en science politique », *Transeo*, Numero 2-3, Figurer l'espace en sciences sociales, 20 p., en ligne, <http://www.transeo-review.eu/Apports-et-potentialites-de-l.html>, consulté le 22 août 2016.

BRUNEL Sylvie 2015, « Qu'est-ce que la mondialisation ? », *Sciences humaines*, en ligne, <http://www.scienceshumaines.com/qu-est-ce-que-la-mondialisation_fr_15307.html>, consulté le14 février 2016.

BUIRE Chloé 2015, « Luanda après la guerre : une urbanisation sous contrôle ? », *Lesedi* (Institut Français en Afrique du Sud), n° 18, pp. 13-19.

BUIRE Chloé 2014, « The Dream and the Ordinary: An Ethnographic investigation of Suburbanisation in Luanda », *African Studies*, volume 73, n° 2, pp. 290-312.

BUMACHAR Bruna 2012, « Por meus filhos: usos das tecnologias de comunicação entre estrangeiras presas em São Paulo », in Denise Cogo, Mohammed El Hajji & Amparo Huertas (eds.) *Diásporas, migrações, tecnologias da comunicação e identidades transnacionais*, Bellaterra : Institut de la Comunicació, Universitat Autònoma de Barcelona, p. 45, en ligne, <http://www.fazendogenero.ufsc.br/9/resources/anais/1277937323_ARQUIVO_Pormeusfilhos_fazendogenero2.pdf>, consulté le 03 août 2016.

BUMACHAR Bruna septembre 2012, « Babel indecifravel das estrangeiras presas », *O estrangeiro, Brasil país de imigração*, n °13, en ligne, https://oestrangeiro.org/2012/09/13/babel-indecifravel-das-estrangeiras-presas/, consulté le 3 août 2016.

BURAWOY Michael 2000, Global Ethnography, Forces, Connections, and Imaginations in a Postmodern World, University of California Press, 408 p.

CABANES Robert & GEORGES Isabel 2009, *São-Paulo, la ville d'en bas*, Paris, l'Harmattan, 492p.

CAHEN Michel 1997, « Des caravelles pour le futur ? Discours politique et idéologique dans l'institutionnalisation de la communauté des pays de langue portugaise », *Lusotopie*, pp. 391-433.

CAHEN Michel 2010, *Africando ; Bilan 1988-2009 et projets 2010-2018*, Volume I, Rapport pour l'habilitation à diriger des recherches, Histoire, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, EHESS, en ligne, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00556656/document>, consulté le 11 septembre 2016.

CASTELL Manuel 2001, *La société en réseaux : l'Ère de l'information*, tome 1*,* Paris, Fayard, 674 p.

CASTRO HENRIQUES Isabel de 1995, Commerce et changement en Angola au XIXe siècle, Imbangala et Tshokwe face à la modernité, Tome 1, Paris, L'Harmattan, 448 p.

CEFAÏ Daniel (dir.) 2010, *L'engagement ethnographique*, Paris, Editions de l'EHESS, 640 p.

CHALFIN Brenda 2010, *Neoliberal Frontiers, An Ethnography of Sovereignty in West Africa*, Chicago, The University of Chicago Press, , pp.297.

CHEN Martha Alter 2007, « Rethinking the informal economy: linkages with the formal economy and the formal regulatory environment » in Guha- BASUDED Khasnobis, KANBUR Ravi, OSTROM Eleonor (ed.), *Linking the formal and informal economy, concepts and policies* , New York, Oxford University Press, pp. 75-92.

CHIVANGUE Andes 2007, « O sector informal e relações Moçambique África do Sul. Uma discussão em torno do Mukhero », mémoire de licence, Lisbonne, Universidade Técnica de Lisboa.

COLOMA Tristan 1er mai 2010 « L'improbable saga des travailleurs africains en Chine », *Le Monde diplomatique*, en ligne, http://www.monde-diplomatique.fr/2010/05/COLOMA/19133, consulté le 15 mai 2016.

CONTE Bernard 2009, *La Tiers-Mondialisation de la planète*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 237 p.

COOPER Frederick 2001, « What is the concept of Globalization good for? An African Historian's Perspective », *African Affairs*, nº 100, p. 189–213.

CRENSHAW W. Kimberlé & BONIS Oristelle 2005 [1994], « Cartographie des marges : intersectionnalité, politiques de l'identité et violences contre les femmes de couleurs », *Cahier du genre*, 39, p. 51-82.

CUNHA Isabel Ferin 2012, *Análise dos Medias*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra.

DÁVILA Jerry 2011, Hotel Trópico, O Brasil e o desafio da descolonização africana, 1950-1980, São Paulo, Editora Paz e Terra LTDA, 311 p.

DEBOS Marielle & GLASMAN Joël avril 2012, « Politique des corps habillés. État, pouvoir et métiers de l'ordre en Afrique », *Politique Africaine*, N°128, pp. 5-23.

DEBOUZY Marianne, 2001 « Nancy Green, Du Sentier à la 7e Avenue. La confection et les immigrés, Paris, New York, 1880-1980 », *Annales. Histoire, Sciences Sociales,* 56, nº 6, pp. 56-58.

DEMISSIE Alexander « A Photographic Take on Sino-African Relations », *in* DONG Li & PELICAN Michaela, 2014, « Boahan Street : An African Community in Guangzhou (China) », Documentaire photographique, catalogue de l'exposition, Université de Cologne, 56 p.

DIALLO Aïssatou janvier-mars 2014, « Yakaar, Dakar-Dubaï-Guangzhou : trajectoire de commerçantes de Dakar », *in* Natacha Borgeaud-Garciandía & Isabel Georges, *Travail, femmes et migrations dans les Suds*, *Tiers Monde*, 217, pp. 97-112.

DIEDERICH Manon 2011, Manoeuvring through the spaces of everyday life. Transnational experiences of African women in Guangzhou, China, mémoire de Master 2, Université de Cologne, non publié, janvier 2013, 77 p.

DJADE Komi 2011, L'économie informelle en Afrique subsaharienne, Paris, l'Harmattan, 250 p.

DONG Li & PELICAN Michaela 2014, « Boahan Street : An African Community in Guangzhou (China) », Documentaire photographique, *catalogue de l'exposition*, Université de Cologne, 56 p.

DUROS Marine octobre 2014, « La variable sexe suffit-elle pour comprendre les inégalités de genre ? L'apport de l'intersectionnalité », *Regards croisés sur l'économie*, nº 15, pp. 80-84.

ENDERS Armelle 2013 [1995], Histoire de l'Afrique Lusophone, São Tomé-et-Principe, Guinée-Bissau, Mozambique, Cap-Vert, Angola, Paris, Éditions Chandeigne, 157 p.

FAIST Thomas, 2010, « Diaspora and Transnationalism: What kind of dance partners ? » in Rainer BAUBÖCK & Thomas FAIST, *Diaspora and Transnationalism, Concepts, Theories and Methods*, IMISCOE Research, Amsterdam University Press, pp.9-34.

FALQUET Jules, HIRATA Helena, KERGOAT Danièle, BRAHIM Labari, LE FEUVRE Nicky, SOW Fatou 2010, *Le sexe de la mondialisation, Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Presses de Sciences Po, 334 p.

FAURE Yves-André & LABAZEE Pascal (dir.) 1995, *Petits patrons africains entre l'assistance et le marché*, Paris, Karthala « Hommes et Société », 640 p.

FEDERICI Silvia, 2014, Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive, Paris, Entremonde, 460 p.

FERREIRA Ennes M. mars 1995, « La reconversion économique de la *nomenklatura* pétrolière », in « L'Angola dans la guerre », *Politique Africaine*, n° 57, pp. 11- 26.

FOUCAULT Michel 1975, *Surveiller et punir, La naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 400 p.

FOUCAULT Michel 1997, « Il faut défendre la société », Cours au Collègue de France (1975-1976), Paris, Éditions de l'EHESS, p.28.

FOUCHER Michel 1991, « Frontières à retracer : un point de vue de géopoliticien », dans *Frontières et limites*, acte de séminaire, Paris, Centre Georges Pompidou.

GALERAND Elsa & KERGOAT Danièle 2013, « Le travail comme enjeu des rapports sociaux (de sexe) » in MARUANI Margaret, *Travail et genre dans le monde, Paris, La découverte*, 461 p., pp. 44-51.

GAYE Adama 2006, *Chine-Afrique, Le dragon et l'autruche*, paris, L'harmattan, 298 p.

GEFFRAY Christian, 2001, *Trésors, Anthropologie analytique de la valeur*, Paris, Arcanes, 186 p.

GILLE Zsuzsa & Ó RIAIN Séan 2002, « Global Ethnography », Annual Review of Sociology, 28 (1), pp. 271-295.

GLICK SCHILLER Nina 2007, « Transnationality », in David NUGENT & Joan VINCENT (ed.) *A companion to the Anthropology of Politics,* Oxford, Blackweell Publishing, 528p., pp. 449-467.

GOMEZ-PEREZ Muriel & LEBLANC Marie Nathalie 2012, *L'Afrique des générations. Entre tensions et négociations*, Paris, Karthala, 842 p.

GORDON Mathews, RIBEIRO Gustavo Lins & VEGA Carlos Alba 2012, *Globalization from Below: The World's Other Economy*, New-York, Routledge, 264 p.

GRASSI Marzia 2003, *Rabidantes: Comércio Espontâneo Transnacional em Cabo Verde*, Université de Lisbonne, Instituto de Ciências Sociais/Spleen, 354 p.

GRASSI Marzia 2007, « Introdução teórica e metodológica ao projecto "Angola em Movimento : sociabilidades e trocas económicas informais" », Lisbonne, *Economia Global e Gestão, ISCTE Business school*, N° 3 (7), pp. 9-22.

GREEN Nancy 1998, *Du Sentier à la Septième Avenue. La confection et les immigrés, Paris-New York, 1880-1980*, Paris, Le Seuil, 1998 (éd. française) « Univers historique », 462 p.

GREEN Nancy 30 janvier 2016 « Rencontre d'un chercheur étranger et d'entrepreneuses tunisiennes. La confection et les immigrés à Paris ». *Hommes & Migrations*, n° 1310, p. 8.

GREGOIRE Emmanuel & LABAZEE Pascal 1993, Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest, Logiques et pratiques d'une groupe d'homme d´affaire contemporains, Paris, Karthala, 262 p.

GUEYE Hance & KADIDIAT-KOUBARAT Osseni 2008, « L'après "Mama Benz" », *Les Afriques*, en ligne, <http://www.lesafriques.com/africain-de-la-semaine/kadidiat-koubarat-osseni-l-apres-mama-benz.html?Itemid=195?articleid=2528>, consulté le 23 mai 2015.

GUILLOT Fabien 2009, *Les asymétries frontalières*, thèse soutenue à l'université de Caen Basse-Normandie, 497 p., en ligne sur <http://www.geographie-sociale.org/frontiere-recherche.htm>, consulté le 25 juin 2016.

HAICAULT Monique 2012, « Autour d'agency. Un nouveau paradigme pour les recherches de Genre », *Revue Rives méditerranéennes*, XLI (1), pp. 11 24.

HAUGEN Østbø Heidi 2012, « Nigerians in China : A second State of Immobility », *International Migration,* 50 (2), pp. 65-80.

HIBOU Béatrice & SAMUEL Boris 2001, « La macroéconomie par le bas, introduction au thème, macroéconomie et politique en Afrique », *Politique Africaine*, n°124, Karthala, pp. 5-27, p. 6.

HIBOU Béatrice 1996, *L'Afrique est-elle protectionniste ? : les chemins buissonniers de la libéralisation extérieure*, Paris, Karthala, 334 p.

HIBOU Béatrice 2011, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 298 p.

HOBSBAWM Éric J. 1991, *L'Âge des extrêmes : Histoire du Court Vingtième Siècle*, 1914- 1991, Paris, Complexe, 2003, 810 p.

HOWARD Aldrich 2005, « Entrepreneurship », in N. J. Smelser, R. Swedberg, *The Handbook of Economic Sociology*, Russel Sage, Princeton University Press, p. 450-477.

JABLONKA Ivan 2012, *Histoire des grands-parents que je n'ai pas eus,* Paris, La Librairie du XXIème siècle, 432 p.

JARRY Anna, MARTEU Élisabeth, LACOMBE Delphine, NAJI Myriem, FARHAN Mona, MANN Carol janvier 2006, « Quelques réflexions sur le rapport de jeunes chercheuses féministes à leur terrain », ENS Cachan, *Terrains & travaux*, n°10, pp. 177-193.

JAUNAIT Alexandre & CHAUVIN Sébastien 2013, « Intersectionnalité » in Catherine ACHIN & Laure BERENI, *Dictionnaire Genre… op.cit.,* pp.286-297.

JORIS Lieve, 2014, Sur les ailes du dragon, Voyage entre l'Afrique et la Chine, Paris, Actes Sud, 400 p.

KERNEN Antoine & MOHAMMAD Guive Khan juin 2014, « La révolution des produits chinois en Afrique, Consommation de masse et nouvelle culture matérielle », *Politique africaine*, n° 134, pp. 111-132.

KERNEN Antoine juillet 2014, « L'Afrique face à la puissance économique de la Chine », in « China, Ltd. Un business africain », *Politique africaine*, 134, pp. 5-19.

KNIGHT Frank 1964, *Risk, Uncertainty and Profit*, Boston, Houghton Mifflin, 408 p.

KONTIC Branislav 2007, Inovação e Redes Sociais: a indústria da moda em São Paulo, Thèse de doctorat en sociologie, Faculté de Philosophie, Lettres et Sciences Humaines, Université de São Paulo, São Paulo.

LABORATOIRE CONNAISSANCE DU TIERS-MONDE 1983, *Entreprises et entrepreneurs en Afrique, XIXème et XXème siècles,* Actes du colloque du 11 et 12 décembre 1983, Paris, l´Harmattan, 2 volumes, 528 p. et 640 p.

LAFARGUE François avril 2008, « Le Brésil, une puissance africaine ? », *Afrique contemporaine* , n° 228, p. 137-150.

LAPEYRE Frédéric & LEMAITRE Andreia (dir.) 2014, *Politiques publiques et pratiques de l´économique informelle en Afrique subsaharienne*, Louvain-La-Neuve, Academia-l´Harmattan, 292 p.

LAPEYRE Frédéric 2014, « Les politiques publiques face à l´indocilité du local », in LAPEYRE Frédéric & LEMAITRE Andreia (dir.), 2014, *Politiques publiques et pratiques de l´économique informelle en Afrique subsaharienne*, Louvain-La-Neuve, Academia-l´Harmattan, 292 p.

LATOUR Bruno 1993, Nous n'avons jamais été modernes, Essais d'anthropologie symétrique, Paris, La Découverte, 210 p.

LE BILLON Philippe, VINES Alex, MALAQUIAS Assis 2008, « Au-delà du pétro-militarisme », *Politique africaine*, février nº 110, pp. 102-121.

LECARME-FRASSY Mireille 1995, *Marchandes dakaroises entre maison et marché, approche anthropologique*, Paris, L'Harmattan « Études africaines », 267 p.

LESOURD Céline 2014, *Femmes d'affaires de Mauritanie*, Paris, Karthala, 324 p.

LOCOH Thérèse 2013, « Genre et marché du travail en Afrique subsaharienne », in Margaret MARUANI (dir.), *Travail et genre dans le monde, l'état de savoir,* Paris, La Découverte, p.171-181.

LOPES Carlos 2007, *Roque Santeiro : entre a ficção e a realidade*, Lisbonne, Princípia, 271 p.

LOPES Carlos décembre 2007, « Comercio informal, transfronteiriço e transnacional : que articulações ? Estudo de caso no mercado de S. Pedro (Huambo) e nos mercados dos Kwanzas e Roque Santeiro (Luanda), Lisbonne, *Economia Global e Gestão*, ISCTE, n° 3, pp. 35-55.

LOUARGANT Sophie mars 2002, « De la géographie féministe à la "Gender Geography" : une lecture francophone d'un concept anglophone », *Espace, populations, sociétés*, « Questions de genre », pp. 397-410.

LOUARGANT Sophie mars 2002, « De la géographie féministe à la "Gender Geography" : une lecture francophone d'un concept anglophone », Espace, populations, sociétés, « Questions de genre », pp. 397-410.

MANRY Véronique 2006, « Trabendo au féminin, les femmes algériennes dans le commerce à la valise », FASOPO Fonds d'analyse des sociétés politiques, en ligne, <http://www.fasopo.org/sites/default/files/anthropologievoyage_vm_1206.pdf>, consulté le 23 mai 2015.

MANRY Véronique 2007, « Trabendo au féminin, les femmes algériennes dans le commerce à la valise, pp. 199-267, in Fariba ADELKHAH & Jean-François BAYART, *Voyages du développement, émigration, commerce, exil*, Paris, Karthala, 368 p.

MARCUS George E. « De la poétique de l'ethnographie à une anthropologie globale », in Daniel CEFAÏ (dir.), *L'engagement ethnographique*, 2010.

MARCUS George E. 1995, « Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, vol. 24 / 1, pp. 95-117.

MARFAING Laurence & SOW Mariam 1999, *Les opérateurs économiques au Sénégal: entre le formel et l'informel*, 1930-1996, Paris, Karthala, 290 p.

MARFAING Laurence & THIEL Alena mai 2015, « Networks, Spheres of Influence and the Mediation of Opportunity: The Case of West African Trade Agents in China », *The Journal of Pan African Studies*, VII (10), en ligne, <http://www.jpanafrican.org/docs/vol7no10/Bodomo-5-Marfaing.pdf>, consulté le 12 septembre 2016.

MARQUES-PERREIRA Bérengère, Petra Meier & David Patermotte (dir.) 2010, *Au-delà et en deçà de l'État. Le genre entre dynamiques transnationales et multi-niveaux*, Louvain-La-Neuve, Academia Bruylant, 203 p.

MARTEU Élisabeth 2010, « La parole des femmes subalternes : les apports fondamentaux du féminisme post-colonial et africain-américain », *Revue Française de Science politique* Vol 60. n°3, « Lectures critiques », pp. 588-609.

MARTIN Denis Constant 2002, Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés), Paris, Karthala, p. 22.

MARTIN Denis-Constant 1989, « À la quête des OPNI (objets politiques non identifiés). Comment traiter l'invention du politique ? », *Revue française de science politique*, vol. 39 / 6, pp. 793-815.

MATTHEWS Gordon, RIBEIRO Gustavo Lins & VEGA Carlos Alba, 2012, *Globalization from Below: The World's Other Economy*, New-York, Routledge, 266 p.

MAYER Nonna, 1986, *La boutique contre la gauche*, Paris, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 346 p.

MEDARD Jean-François, 1991, « L'État néo-patrimonial en Afrique noire », in MEDARD J.-F., (dir.), *États d'Afrique Noire : Formations, mécanismes et crises*, Paris, Karthala, p. 323.

MEILLASSOUX Claude, 1975, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero, 254 p.

MESSIANT Christine, 2009, *L'Angola postcolonial. Sociologie politique d´une oléocratie*, Tome 2., Paris, Karthala, 432 p.

MESSIANT Christine, juin 2002, « Fin de la guerre, enfin en Angola ! Vers quelle paix ? », *Politique Africaine*, n° 86, pp. 83-195.

MESSIANT Christine, *L'Angola postcolonial, Guerre et paix sans démocratisation*, Tome 1, Paris Karthala, 2008, 413 p.

MESSIANT Christine, Mars 1995, « Avant propos » in « L'Angola dans la guerre », *Politique Africaine*, pp. 3-10.

MIASSAOUI Lamia avril 2014, « Pour une anthropologie du *poor to poor* apparenté au *peer to peer* », *Revue électronique des sciences humaines et sociales*, en ligne, <http://www.espacestemps.net/articles/pour-une-anthropologie-du-poor-to-poor-apparente-au-peer-to-peer/>, consulté le 20 août 2016.

MIES Maria, 1998 [1983], Patriarchy and Accumulation on a World Scale : women in the International Division of Labor, London, Zed Books, 272 p.

MINVIELLE Régis, 2015, « L'Amérique du Sud ou l'émergence d'un nouveau théâtre des migrations africaines », *Afrique et développement*, Volume XL, n° 1, pp. 19-39.

MONJARET Anne & PUGEAULT Catherine, 2014, « Le sexe de l'enquête. Approches sociologiques et anthropologiques », Lyon, ENS éditions, 262 p., *Population* 1/2015 (Vol. 70), p. 171-173.

NALLET Clélie 2012, « Trajectoires d'émergence : "classes moyennes" d'Addis-Abeba entre prospérité et précarité », *Les annales d'Ethiopie*, n°27, p. 207-225.

OLIVEIRA Ricardo Soares de 2015, *Magnífica e Miserável, Angola desde a guerre civil*, Lisbonne, Tinta-da-China, 375p.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre novembre 2012 « Autour d'un livre » sur l'ouvrage de Brenda Chalfin *Neoliberal Frontiers. An Ethnography of Sovereignty in West Africa*, *Politique africaine*, n° 123, pp. 137-159.

OSÓRIO Conceição & MACUÁCUA Ernesto 2013, Ritos de iniciação no contexto actual. Ajustamentos, rupturas e confrontos. Construindo identidades de género, Maputo, WLSA, 438 p.

PAILHE Ariane 2013, « Travail, genre et migrations internationales », in MARUANI Margaret (dir.), *Travail et genre dans le monde, l'état de savoir*, Paris, La Découverte, p 359-369.

PASSERON Jean-Claude, 1990, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue Française de Sociologie*, vol. 31/1, p. 3-22.

PATERNOTTE David 2013 « Transnationalisation / mobilisations transnationales », in Catherine Achin & Laure Bereni, *Dictionnaire Genre & Science politique*, Paris, Les Presse Sciences Po, pp. 504-516.

PECLARD Didier juin 2008, « Les chemins de la "reconversion autoritaire" en Angola », *Politique africaine* n° 110, pp. 5-20.

PEIXOTO Antonio Carlos 1983, « Le Brésil et l'Afrique : solidarités culturelles et stratégie commerciale », *Politique africaine*, n° 10, pp. 25-38.

PÉLISSIER René & WHEELER Douglas L. 2011, *História de Angola,* Lisbonne, Tinta da China, 472 p.

PERALDI Michel 2007, « Aventuriers du nouveau capitalisme marchand, Essai d´anthropologie de l´éthique mercantile », pp.73-109, in ADELKHAH Fariba & BAYART Jean-François, *Voyages du développement, émigration, commerce, exil,* Karhtala, 2007, 368 p.

PLIEZ Olivier 2012, « Following the new Silk Road between Yiwu and Cairo », *in* Gordan Mathews, Gustavo Lins Ribeiro & Carlos Alba Vega, *Globalization From Below, The World's Other Economy*, New York, Routledge, pp. 19-35.

PORTES Alejandro septembre 1999, « La mondialisation par le bas », *Actes de la recherche en sciences sociales*, volume 129, pp. 15-25.

RIBEIRO GUSTAVO Lins 2010, « A globalização popular e o sistema mundial não hegemônico », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, volume 25, nº 74, pp. 22-38.

RODRIGUES UDELSMANN Cristina, *O Trabalho Dignifica o Homem, Estratégias de Sobrevivência em Luanda*, Lisbonne, Edições Colibri, 2006, 274 p.

ROLLINDE Marguerite (dir.) 2010, *Genre et changement social en Afrique*, Paris, Édition des archives contemporaines, Agence universitaire de la francophonie, 122 p.

RONDEAU Chantal & BOUCHARD Hélène, 2007, Commerçantes et épouses à Dakar et Bamako, La réussite par le commerce, Paris, L'Harmattan, 434 p.

ROULLEAU-BERGER Laurence, 2010, *Migrer au féminin*, Paris, P.U.F, 192 p., p. 79.

SALAMA Pierre, 2012, Les économies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis, Paris, Armand Colin, 232 p.

SANTIL Juliana 2003, « Hotel XXI », Bordeaux, *Lusotopie*, pp. 153-159.

SANTIL, Juliana 2006, Ce métis qui nous trouble » Les représentations du Brésil dans l'imaginaire politique angolais : l'empreinte de la colonialité sur le savoir, Thèse pour le doctorat en sciences politiques, 2006, Université Montesquieu – Bordeaux IV Institut d'Études Politiques de Bordeaux, Centre d'Études d'Afrique Noire, thèse de doctorat, p. 212-213

SANTOS Orlando décembre 2011, « Mamãs quitandeiras, kínguilas e zungueiras: trajectórias femininas e quotidiano de comerciantes de rua em Luanda », Luanda, *Revista Angolana de Sociologia*, pp. 35-61.

SARR Fatou, 1998, *L'entrepreneuriat féminin au Sénégal : la transformation des rapports de pouvoir*, Paris, L'Harmattan, collection « Forum du Tiers monde », 301 p.

SASSEN Saskia, septembre 2004, « Introduire le concept de ville globale », *Raisons politiques*, no 15, p. 9 23.

SAUNIER Georges, janvier 2009, « Quelques réflexions sur le concept de Centre et Périphérie ». *Hypothèses* 3, no 1, p. 178.

SILVA Carlos Freire da 2009, « Migrants boliviens et travail informel dans le circuit de la confection à São Paulo », pp. 57- 97, in CABANES Robert & GEORGES Isabel, *São Paulo, La ville d'en bas*, Paris, L'Harmattan, 494 p.

SILVA Carlos Freire da 2014, Das calçadas às galerias: mercados populares do centro de São Paulo, Thèse de doctorat, São Paulo, USP, en ligne,

<http://www.teses.usp.br/teses/disponiveis/8/8132/tde-31032015-105012/pt-br.php>, consulté le 13 mai 2016.

SILVA Carlos Freire da 2015, « Os mercados populares do centro de São Paulo: a formação de um entreposto comercial », in TELLES Vera da Silva & HIRATA Hélèna (org.), *Ilegalismo na globalização: trabalho, migrações, mercados*, Rio de Janeiro, Editora UFRJ

SYLVANUS Nina 20 février 2007 « L'habilité entrepreneuriale des Nana Benz du Togo », *Africulture*, s.p.

TARRIUS Alain 2002, La mondialisation par le bas, Les nouveaux nomades de l'économie souterraine, Paris, Balland, « Voix et regards », 169 p.

TARRIUS Alain 2010, Migrants internationaux et nouveaux réseaux criminels, Contrebandes des produits « passed by Dubaï » et extensions de la culture des pavots afghans, Le Canet, Éditions Trabucaire, 160 p.

TARRIUS Alain 2015, *Étrangers de passage. Poor to poor, peer to peer*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 172 p.

TELLES da Silva Vera & HIRATA Daniel Veloso 2009, « Pratiques urbaines aux frontières incertaines entre illégal, informel, illicite » pp. 135-151, in CABANES Robert & GEORGES Isabel, *São Paulo, La ville d'en bas*, 494 p.

TELLES da Silva Vera & HIRATA Hélèna (org.) 2015, *Ilegalismo na globalização: trabalho, migrações, mercados*, Rio de Janeiro, Editora UFRJ.

TUFTE Thomas 2000, Living with the Rubbish Queen. Telenovelas, culture and modernity in Brazil, Luton, University of Luton Press, 277 p.

VIDAL Dominique décembre 2012, « Les migrants boliviens dans le secteur de la confection à São Paulo : les effets des cadres juridiques », *Revue européenne des migrations internationales* 28, N°4, p. 109.

WALLERSTEIN Immanuel 2004, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-mondes*, La Découverte, Paris, 173 p.

WALLERSTEIN Immanuel 2011[1985]. *Le capitalisme historique,* Paris, La Découverte, 266 p.

WAQUET Dominique & LAPORTE Marion 1999, *La mode*, Paris, PUF « Que sais-je ? », 127 p.

WARNIER Jean-Pierre 1999, *Construire la culture matérielle, L'homme qui pensait avec ses doigts*, Paris, PUF, « Sciences sociales et sociétés », 176 p.

WEBER Max 1995, Économie et société : les catégories de la sociologie, tome 1, Paris, Plon, 1995, 411 p.

WERNER Jean-François 2006, « Comment les femmes utilisent la télévision pour domestiquer la modernité. Enquête ethnographique sur la diffusion et la réception des telenovelas au Sénégal », In Jean-François WERNER (ed.). *Médias visuels et femmes en Afrique de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan, 145–194.

WERNER Jean-François 2012, « Télévision, telenovelas et dynamiques identitaires féminines à Dakar », *Afrique contemporaine*, n° 240, pp. 144-146.

WIEVIORKA Michel 2002, « Préface », in TARRIUS Alain, *La Mondialisation par le bas…*, *op.cit.*, pp. 9-13.

ZALIO Pierre-Paul 2009, « Sociologie économique des entrepreneurs », in Philippe STEINER & François VATIN, *Traité de sociologie économique*, Paris, PUF, 824 p., p. 601-634.

TABLE DES ANNEXES

Annexe 1 : Chronologie de l'enquête……364

Annexe 2 : Cartes des enquêtes de terrain pour de la thèse……..…… .365

Annexe 3 : Méthode utilisée pour retrouver les commerçantes angolaises entre São Paulo et Luanda…….….366

Annexe 4 : Le questionnaire réalisé sur le marché Africampo à Luanda….....369

Annexe 5 : Questionnaire aux douaniers de l´aéroport de Luanda……...…..371

Annexe 6 : Carte du monde de Linda……..….372

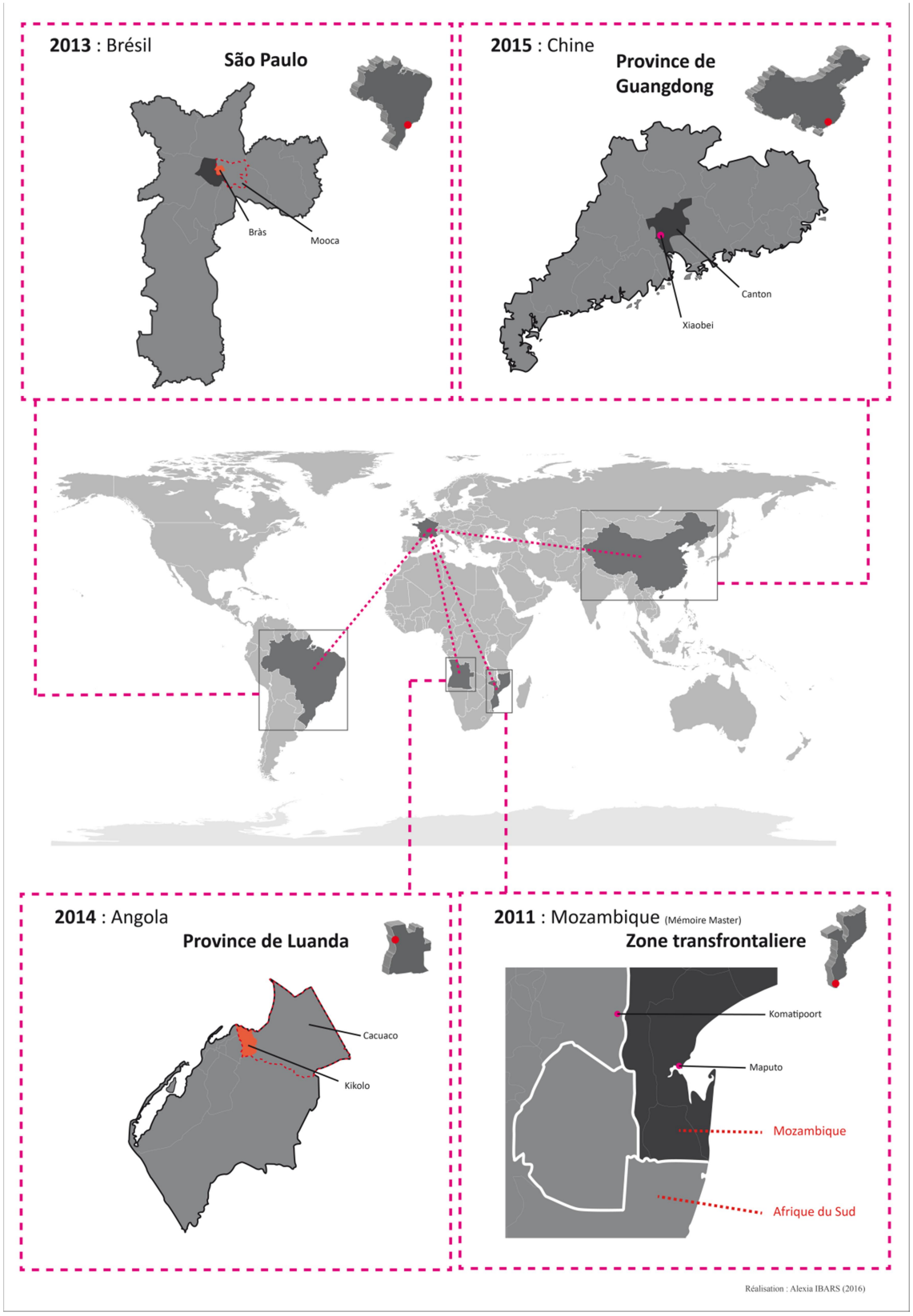
Annexe 7 : La carte du Monde de Maria…….....…..373

Annexe 8 : La carte du monde de Muxima……...…374

ANNEXE 1 : CHRONOLOGIE DE L'ENQUETE

Items	BRESIL	ANGOLA	CHINE
Durée	Séjour de recherche du 20 mars au 20 juin 2013	Du 1er juin au 15 août 2014	Du 1er juillet au 31 août 2015
Lieux de l'enquête	Quartier du Brás, São Paulo	Quartier Kikolo à Luanda, Viana, Cacuaco, Ondjiva (Cunene)	Quartier Xiaobei, Canton
Espaces d'observation	Hôtels, restaurants, bars, marchés de l'habillement, magasins, galeries marchandes.	Marchés de l'habillement, aéroport, locaux des douanes de Luanda, domiciles des commerçantes.	Hôtels, restaurants, bars, marchés de l'habillement magasins, galeries marchandes.
Méthodes	Observation dans les lieux de sociabilité des commerçants africaines, entretiens semi-directifs, observations sur les marchés.	Entretiens semi-directifs et recueil de récits de vie, questionnaire quantitatif, entretiens institutionnels, cartographie des mobilités.	Observation dans les lieux de sociabilité des commerçants africains, entretien semi-directif, analyse photographique.

ANNEXE 2 : CARTES DES ENQUETES DE TERRAIN DE LA THESE



ANNEXE 3 : METHODE UTILISEE POUR RETROUVER LES COMMERÇANTES ANGOLAISES ENTRE SÃO PAULO ET LUANDA

Prénoms d'emprunt	Lieu et date de rencontre à São Paulo	Moyen pour rester en contact	Lieu de rencontre à Luanda
Alda et **Kiara**	Dans le restaurant de l'hôtel Vitoria alors qu'elles étaient en train de prendre leur déjeuner, le 23 mars 2013. Une observation a été effectuée sur le marché de la Feira da Madrugada, la nuit du 25 mars 2013. Entretien réalisé dans la chambre d'hôtel le 27 mars 2013.	Appelé trois fois par téléphone sur le portable d'Alda pour prévenir de mon arrivée. Quand je l'appelle depuis la France, Alda m'explique qu'elle travaille sur le marché Kikolo à Luanda. Elle m'informe qu'elle doit aller en Chine au mois de mars 2014.	J'ai retrouvé Alda à Luanda, elle m'a donné rendez-vous devant mon logement, elle est venue me chercher avec son petit ami et une cousine pour m'emmener manger du poisson sur l'île de Luanda. Alda m'a plusieurs fois invité chez elle mais elle déclinait ses invitations au dernier moment (elle habitait dans le quartier Rangel en 2013). J'ai passé du temps avec elle sur son lieu de travail au marché Africampo. J'ai eu contact avec Kiara par téléphone et elle ne s'est pas montrée disponible pour faire un entretien.
Vanusa	J'ai rencontré Vanusa dans le cyber café de l'Hotel Vitoria, elle était en train de passer un coup de téléphone vers l'Angola. Je lui ai demandé un rendez-vous pour faire un entretien, nous sommes retrouvées le lendemain, le 9 avril	Elle ne m'avait pas laisser son numéro de téléphone.	Je ne l'ai pas retrouvé à Luanda.

	2013 dans un bar du quartier du Brás.		
Luiana	J'ai rencontré Luiana et son amie F. à l'hôtel Vitoria à 6h30 du matin lorsqu'elles prenaient leur petit déjeuner.	Luiana accepte de me donner son numéro de téléphone, elle m'informe qu'elle travaille sur un marché à Luanda.	Le numéro de Luiana n'est plus valide quand j'arrive à Luanda.
Mayra	Le 28 mai 2013, entretien réalisé dans le restaurant angolais du quartier du Brás.	Mayra m'a laissé son contact téléphone, quand je l'appelle elle me dit qu'elle habite près de l'aéroport à Luanda, elle est d'accord pour me retrouver mon arrivée.	En arrivant à Luanda, j'échange plusieurs fois par téléphone avec Mayra, elle m'indique qu'elle travaille sur le marché Africampo à Luanda (proche du marché Kikolo) mais quand je me rends là-bas je ne la trouve pas, je suis accompagné d'un ami angolais qui travaille comme chauffeur, on nous prend pour « le fiscal » (les personnes chargées de contrôler la marchandise. Personne ne veut nous indiquer où se trouve Mayra. Je la retrouve finalement deux semaines plus tard dans le centre de Luanda, chez une amie à elle chez qui nous passons l'après-midi.
Muxima	Muxima était à l'hôtel 21 quand nous nous sommes rencontrées le 28 mai 2013, elle accepte de faire entretien sur le moment et me laisse son numéro de téléphone en m'invitant à venir connaître Luanda.	Je garde contact avec Muxima par téléphone et me dit que je peux l'appeler dans j'arriverai à Luanda.	Muxima m'a invité à venir déjeuner chez elle le 28 juin 2014 dans la ville de Cacuaco où elle habite avec ses enfants. Nous avons passé l'après-midi ensemble et réalisé un second entretien.
Ambela et Fabiosa	Entretien réalisé dans l'Agence de transport	Ambela a accepté de me laisser son numéro de	Je retrouver Ambela le 21 juin 2014, elle vient

	Luanda Express dans le quartier du Bras.	téléphone et m'a proposé de m'héberger à Luanda. Je l'appelle plusieurs fois pendant l'année puis l'a prévenir de mon arrivée, elle me confirme par téléphone qu'elle habite dans le quartier Cuca à Luanda et qu'elle travaille à l'hôpital militaire.	me chercher à mon domicile et m'emmène dans chez elle pour le déjeuner. Nous passons l'après-midi ensemble avec sa famille (son mari et ses deux filles), nous faisons à nous un entretien.
Binte	L'entretien avec Binte a été réalisé en français, le 4 juin 2013 à l'Agence de transport Luanda Express dans le quartier du Bras.	Binte m'a donné le nom de sa boutique de vêtement à Luanda mais elle ne m'a pas laissé son contact téléphonique.	Je ne suis pas parvenue à retrouver Binte à Luanda.
Neusa	J´ai rencontré Neusa à l´hôtel Vitoria, elle a accepté de me donner son numéro de téléphone. Elle m'expliquait qu'elle vivait dans la région sud de Luanda sans préciser exactement le lieu.	J'ai gardé contact avec Neusa pendant une année, je l'ai appelé plusieurs fois sur son portable, elle m'informait qu'elle ne vivait pas à Luanda mais dans la région du Lubango, elle me dit de l'appeler quand j'arriverai.	Quand j'arrive à Luanda je comprends que Neusa a abandonné le commerce transnational avec le Brésil à cause de problème d'argent, elle habite maintenant à Ondjiva dans la région du Cunene où elle travaille dans le commerce transfrontalier pour vendre du poisson. Le 20 juillet 2014, je me rends une semaine à Ondjiva pour rejoindre Neusa, je loge avec elle dans la petite case qu'elle loue pour vendre du poisson. Elle m'invite également à rendre visite à ses enfants à Lubango.

ANNEXE 4 : LE QUESTIONNAIRE REALISE SUR LE MARCHE AFRICAMPO A LUANDA

Nome : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ **Estado civil :** Casada □ solteira □

Data : _ _ / _ _ / _ _ **Local :** _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Idade : _ _ anos **Sexo :** Feminino □ Masculino □

Profissão : _ _ _ _ _ _ _ **Local de trabalho :** _ _ _ _ _ _ _ _

Bairro de residência : _ _ _ _ _ _ **Numero de filhos :** _ _

Religião : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ **Grupo étnico :** _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Local de nascimento: _ _ _ _ _ _ _ _ _ **Local de nascimento dos país :** _ _

Profissão do pai: _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ **Profissão da mãe :** _ _ _ _ _ _ _ _ _

Nível de escolaridade: _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ **Curso profissional:** _ _ _ _ _ _ _ _ _

---

1 - Locais de viagem : _

2 - Data da primeira viagem : _

3 - Regularidade das viagens : □ 1 a 3 vez por ano □ Mais de 5 vezes por anos □ Todos os meses

4 -Tipos de produtos vendidos : _

5 - Tipos de clientes : _

6 - Tipo de transporte utilizado: _

7 - Tempo de duração das viagens : _

8 - Tipo de vistos utilizado : _

9 - Companhia areia utilizada : _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ **Preço dos bilhetes :** _ _ _

10- Orçamento investimentos : □ Entre 1000 e 5000 $ □ Entre 5000 e 10 000 $

□ Entre 15 000 e 30 000 $ □ Mais de 50 000 $

11- Tem algum tipo de credito no Banco : □ sim □ não **Em qual Banco?** _ _ _ _ _ _ _

12 - Prática o Kilape : □ sim □ não **Com quem?** _

13 - Prática o Kixikila : □ sim □ não **Com quem?** _

14 - A profissao de Muambeira é para ? □ mulheres □ homens □ não importa.

15 - É uma actividade informal? □ sim □ não

16 - Acredita que um sindicato poderia ajudar o seu negocio? □ sim □ não Porquê? _ _ _ _ _ _ _ _

17 - Como as Alfandegas poderiam facilitar o seu negocio?

18 - Como o governo poderia melhorar as suas condições de trabalho?

19 - Como poderia fazer para se proteger contra os riscos do seu negcio?

20 - Como poderia melhorar os lucros do seu negocio?

21 - Quais são as vantagens de ser uma mulher para fazer esse trabalho?

22 - Quais são as vantagens de ser um homem para fazer esse trabalho?

23 - Quem são pessoas que lhe ajudam quando esta a fazer compras no estrangeiro?

24 - Quem são pessoas que lhe ajudam em casa durante o tempo da sua viagem?

25 - A sua família gosta do facto de viajares? □ sim □ não Porquê? _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

26 - Em quê esta investir os lucros do seu negocio?

26 - Quais são os seus planos no futuro?

ANNEXE 5 : QUESTIONNAIRE AUX DOUANIERS DE L´AEROPORT DE LUANDA

Guião de entrevista com os funcionários das Alfandegas do Aeroporto de Luanda

Tema da pesquisa : Comerciantes, Muambeiras e viajantes: o impacto dos pequenos importadores na gestão da economia angolana.

1) Numa perspectiva histórica, como as Alfandegas têm observado o movimento de pequenos importadores ao longo dos 20 últimos anos, em termos em de evolução dos fluxos de viajantes e de destinos?

2) No período actual, qual é quantidade de processos tratados pelas Alfandegas no aeroporto de Luanda por semana e a sua metodologia para poder controlar todos os produtos que importados para dentro de pais?

3) Em termos legislativos, como as Alfandegas têm adaptado a sua Pauta aduaneira ao aumento de pequenas importações e as evoluções desse tipo de negócio?

4) Em relação as orientações do governo sobre a economia informal, qual foi o trabalho realizado pelas Alfandegas do aeroporto para formalizar as importações?

5) A palavra "Muambeira", foi primeiro utilizada no Brasil por causa de práticas ligadas ao tráfico de drogas. Hoje em dia, essa palavra entrou no vocabulário comum angolano para referir a qualquer tipo de importações de produtos fabricados fora do país. Como as Alfandegas tem participado a combater o comércio ilícito e tem participado a regulamentação da profissão de Muambeiras?

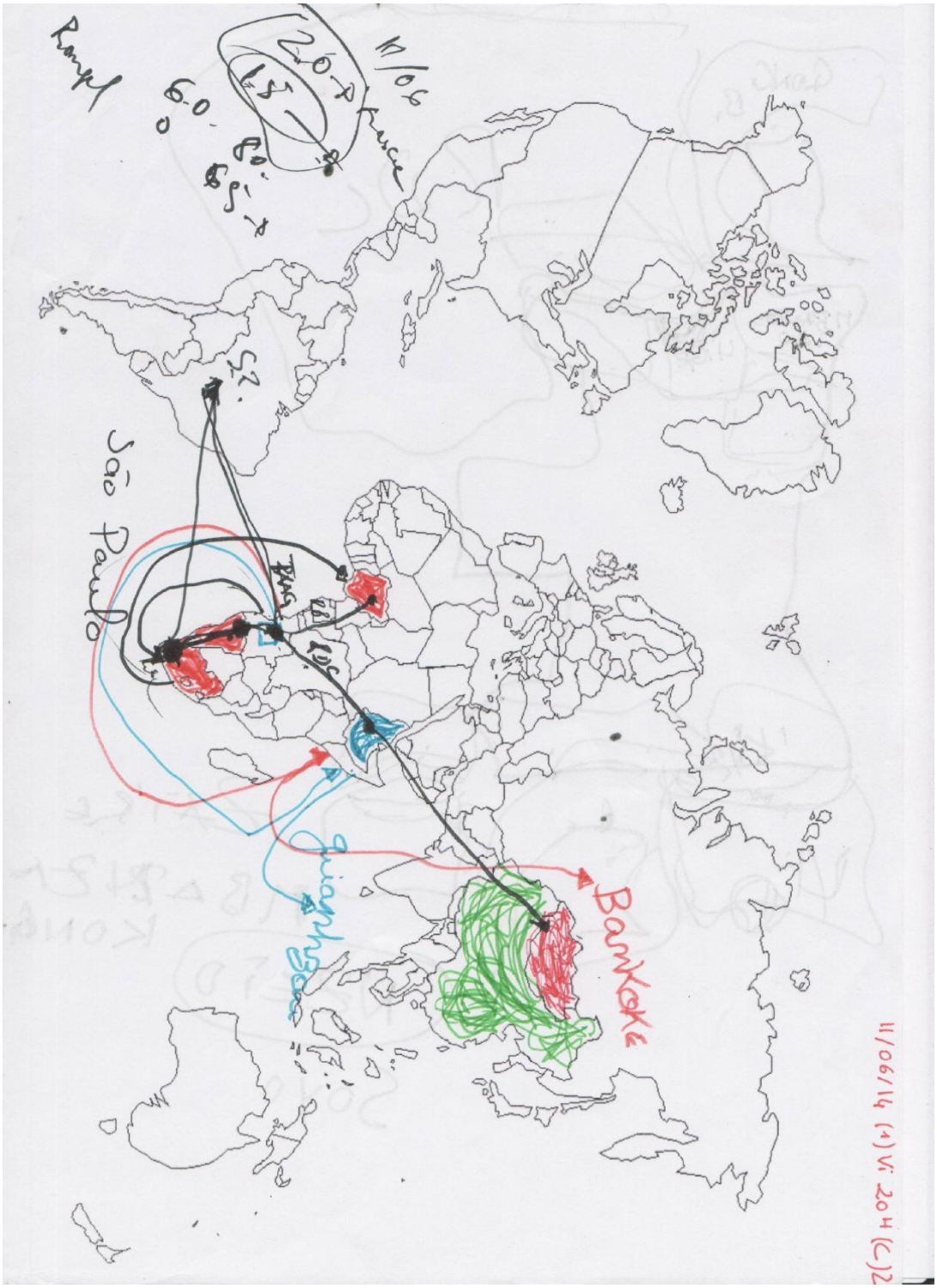
6) No quê se refere a aplicação da tabela de preços da pauta aduaneira, sobre quais critérios são estabelecidos os impostos pagos pelos pequenos importadores sobre as suas mercadorias?

7) Pela sua experiência, quais são os maiores problemas encontrado pelos funcionários das Alfandegas nos processos de controlo das pequenas importações no aeroporto? Como poderiam ser resolvidos esses problemas?

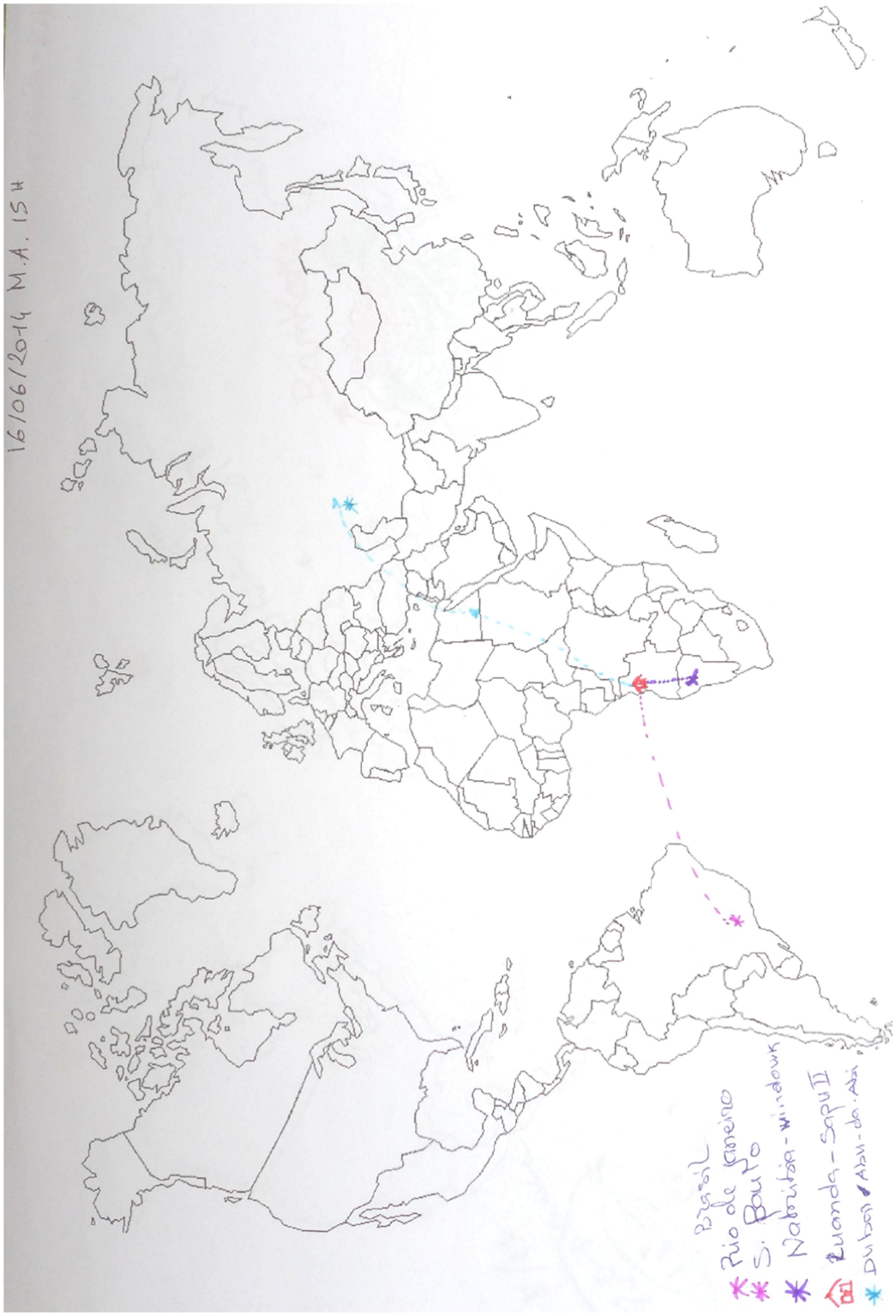
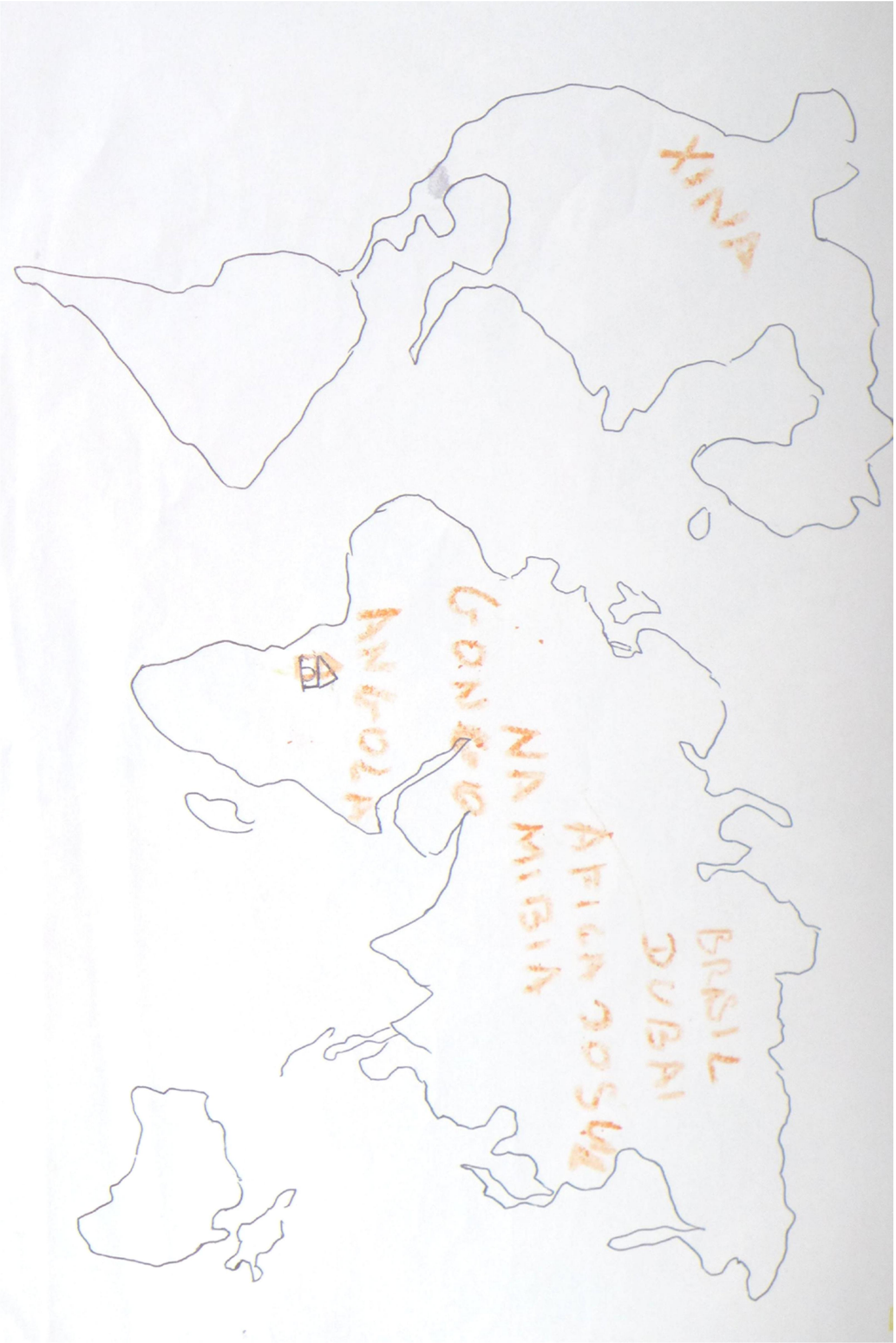
8) Qual é a sua estimativa da importância dos impostos dos pequenos importadores sobre as receitas das Alfandegas?

9) Pelo meu trabalho de pesquisa, tenho observado que há um número maior de mulheres a praticar o comércio informal com o Brasil, a Tailândia e a China. No seu entendimento, porquê esta profissão é maioritariamente praticada por mulheres?

ANNEXE 6 : CARTE DU MONDE DE LINDA, 11 JUIN 2014, VIANA (PROVINCE DE LUANDA), ANGOLA



ANNEXE 7 : LA CARTE DU MONDE DE MARIA, 16 JUIN 2014, LUANDA, ANGOLA



ANNEXE 8 : LA CARTE DU MONDE DE MUXIMA, CACUACO (PROVINE DE LUANDA), ANGOLA